

MICHEL BAKOUNINE

LE COLLECTIVISME DANS L'INTERNATIONALE

ÉTUDE SUR LE MOUVEMENT SOCIAL

(1868-1876)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 7 décembre 1911, à 4 h. 1/2

PAR

Marc de PRÉAUDEAU

Diplômé de l'École libre des Sciences politiques

Président : M. DESCHAMPS, *professeur*

Suffragants { MM. SOUCHON, *professeur*
WAHL, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

MARCEL RIVIÈRE & C^{ie}

31, rue Jacob, et 1, rue Saint-Benoît

1911

⁹⁰
Hise Laris
1911.

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

MICHEL BAKOUNINE

LE COLLECTIVISME DANS L'INTERNATIONALE

ÉTUDE SUR LE MOUVEMENT SOCIAL

(1868-1876)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 7 décembre 1911, à 4 h. 1/2

PAR

Marc de PRÉAUDEAU

Diplômé de l'École libre des Sciences politiques

Président : M. DESCHAMPS, professeur

Suffragants { MM. SOUCHON, professeur
WAHL, professeur



PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

MARCEL RIVIÈRE & C^{ie}

31, rue Jacob, et 1, rue Saint-Benoît

1911

A LA MÉMOIRE DE MON FRÈRE

LOUIS DE PRÉAUDEAU



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552808_0043

MICHEL BAKOUNINE

LE COLLECTIVISME DANS L'INTERNATIONALE

ÉTUDE SUR LE MOUVEMENT SOCIAL

(1868-1876)

INTRODUCTION

Les études relatives au mouvement social et l'examen des doctrines économiques ont été rarement plus en faveur qu'à l'heure actuelle.

Peu d'époques présentent un aussi grand intérêt que celle qui, commençant aux dernières années du second Empire français, aboutit à la terrible crise de la Commune. Elle est marquée par une véritable renaissance du socialisme dans tous les grands pays industriels.

Les théories socialistes, qui avaient paru triompher lors de la révolution de 1848, que l'on avait essayé alors de mettre en pratique, avaient perdu beaucoup de leur crédit à la suite des journées de Juin et avaient été énergiquement combattues par les gouvernements, leurs principaux défenseurs s'étaient tus ; on pouvait les croire disparues à jamais. Il n'en était rien : vers 1866, le socialisme se réveilla de sa

torpeur plus vivace, plus redoutable que jamais. L'opinion publique s'aperçut qu'il suscitait toujours les mêmes espérances parmi les ouvriers, mais elle dut remarquer qu'il présentait de nouveaux caractères et qu'il prétendait utiliser largement de nouveaux moyens de combat. Il ne consistait plus, en effet, en l'expression des sentiments généreux de penseurs isolés, imaginant une société idéale dans laquelle la production serait organisée de manière équitable, et d'où la misère serait bannie. Ses principaux adeptes prétendaient lui donner un caractère scientifique, cherchaient à lui fournir la base solide d'observations minutieuses, l'appui de sérieuses études économiques; s'ils préconisaient l'établissement de la propriété collective, ce n'était plus seulement parce qu'ils la trouvaient juste, mais encore parce qu'ils pensaient que, seule, elle était logique, raisonnable, conforme aux nécessités de la production économique actuelle. Le socialisme cessait donc d'être utopique pour devenir scientifique.

En même temps, le prolétariat mettait au service de ces doctrines de nouveaux instruments de lutte; jusque-là, le socialisme avait eu recours, exclusivement, aux armes classiques, à celles qui étaient à la disposition de toutes les opinions politiques, sans distinction.

Les progrès de la grande industrie poussèrent énergiquement les ouvriers à se rapprocher les uns des autres, leur firent prendre conscience de leurs inté-

rêts communs. Ils cessèrent, alors, de se grouper, de façon passagère, pour travailler ensemble à la préparation de quelque émeute. Ils recommencèrent à s'associer, de façon permanente, en groupements professionnels, chargés, surtout, de combattre toute modification au contrat de travail contraire à leurs intérêts matériels (1). Cette forme d'association remporta, alors, le plus grand succès dans tous les pays où la production industrielle se développait et se concentrait.

Les travailleurs manuels eurent naturellement l'idée de grouper, au delà des frontières, toutes leurs associations locales, pour leur donner plus d'extension et leur permettre de traiter, en commun, les questions économiques d'un intérêt général. Tel fut l'objet de l'Association Internationale des Travailleurs. Fondée en 1864 avec des moyens modestes et sans grande prétention, la nouvelle institution ne devait pas tarder à susciter de très vives espérances dans les milieux ouvriers, à s'assurer des adhésions nombreuses et enthousiastes ; elle devint une force qui combattit ouvertement les gouvernements et se fit craindre des capitalistes. Les publicistes se mirent à l'étudier, mais certains d'entre eux manquaient d'une documentation sérieuse ; d'autres avaient contre elle

1. C'est ce que l'on nomme actuellement le *syndicat*. Il faut noter que cette appellation est assez récente ; au moment du second Empire on disait soit *trade-union*, l'expression anglaise étant généralisée, soit *société de résistance*, mot par lequel on désignait particulièrement le rôle de ces associations pendant les grèves.

des préventions, qui les empêchèrent d'en faire une critique impartiale. Leurs ouvrages renfermaient beaucoup plus l'expression de la haine et des craintes que leur inspirait la nouvelle institution, qu'ils ne constituaient une étude objective et désintéressée de son fonctionnement et de ses tendances.

Depuis sa disparition, beaucoup d'erreurs se sont dissipées; on a appris à distinguer dans l'Internationale différentes époques et différentes doctrines. On sait qu'au commencement de son fonctionnement, elle ne fut pas du tout révolutionnaire et se refusa à participer à toute action politique violente; les *mutuellistes* qui parvinrent à faire adopter leurs opinions économiques par les premiers Congrès, étaient des réformateurs prudents, modérés: s'inspirant de Proudhon, ils n'avaient nullement admis ses violentes attaques contre la société capitaliste actuelle, repoussaient énergiquement la mise en commun des capitaux, condamnaient tout appel à la révolution comme inutile et funeste à la cause des ouvriers. Leur influence ne dura pas longtemps; en 1868, ils durent reconnaître qu'elle ne pouvait plus s'exercer. La grande Association fut, à partir de cette époque, dominée par des hommes à tendances nettement socialistes, délibérément révolutionnaires: tous ou presque tous pensaient, sans hésitation, que le prolétariat devait s'emparer, par la violence, de tous les capitaux actuellement détenus par la bourgeoisie et en faire la propriété de la société tout entière. Tout en

étant d'accord sur cette importante question, les divers membres de l'Internationale étaient loin de s'entendre entre eux : ils n'avaient, en effet, ni la même opinion au sujet de l'organisation de la propriété collective dans la société future, ni la même conception de la révolution sociale.

Sur ces deux points, deux tendances antagonistes ne tardèrent pas à se manifester au sein de la grande Association, deux groupes à s'y constituer et à s'y combattre ardemment : les *communistes* et les *collectivistes*.

Pour les *communistes*, la socialisation ne peut être assurée que si le prolétariat se rend maître de l'organisation et la fait fonctionner à son profit ; ses efforts doivent donc tendre à la conquête du pouvoir ; son action immédiate doit avoir pour objet la constitution de partis politiques distincts, chargés de s'emparer du gouvernement en son nom. Tel est le communisme classique, telles sont les idées que soutenait Marx dans son *Manifeste du parti communiste*, qu'il défendit plus tard, au sein de l'Internationale.

Les *collectivistes* sont d'une opinion opposée ; ils pensent que l'émancipation du prolétariat ne doit pas consister seulement en l'établissement de l'égalité économique, mais encore en l'instauration d'une liberté politique absolue, qu'ils déclarent incompatible avec l'existence de tout État, de toute organisation politique, fût-elle même dirigée exclusivement par le pro-

létariat et à son profit. Ils considèrent que les ouvriers n'ont pas à viser la conquête du pouvoir, mais sa destruction ; condamnent comme inutile et dangereuse toute constitution du prolétariat en parti politique. Les ouvriers n'ont, d'après eux, qu'une seule tactique vraiment efficace à employer : ils doivent fonder des associations professionnelles de plus en plus nombreuses, établir entre elles des rapports étroits, ne pas en attendre seulement l'amélioration partielle de leur situation, mais les rendre assez fortes pour leur permettre de réaliser l'émancipation intégrale du prolétariat, de triompher à la fois de la puissance capitaliste et de l'organisation politique actuelle, en substituant à celle-ci la société future qui ne connaîtra plus les États, mais seulement la libre fédération des libres associations agricoles et industrielles.

Celles-ci, croient-ils, entreront en rapports entre elles, par suite des nécessités inéluctables de l'exploitation des richesses économiques vivant pacifiquement les unes avec les autres, sans l'intervention d'aucune puissance extérieure. Cet ensemble d'idées reçut généralement au sein de l'Internationale le nom de *collectivisme*. On l'appela également *communisme non-autoritaire* par opposition avec le communisme étatiste, dont nous venons de signaler les traits essentiels. Il était, avant tout, anti-étatiste, puisqu'il combattait en l'organisation des hommes en États politiques le principal obstacle à

l'émancipation économique des ouvriers. Aussi est-il naturel que, pour désigner ses partisans, on ait emprunté au vocabulaire de Proudhon le nom d'*anarchistes*, qui devait avoir, par la suite, tant de succès. Au moment où fonctionnait l'Internationale, il était beaucoup moins usité; beaucoup de collectivistes le repoussaient, ne lui reconnaissant aucune signification précise, lui reprochant de ne posséder qu'une valeur négative. Un autre mot servit à désigner les mêmes doctrines: celui de *fédéralisme*; il est peut-être plus explicite, mais présente l'inconvénient de ne désigner qu'une forme d'organisation sociale générale, en n'entraînant aucune idée spéciale quant au régime de la propriété. Nous nous en tiendrons donc dans notre vocabulaire au mot *collectivisme*, considéré comme synonyme d'anarchisme. On voit immédiatement ce qui distingue le collectivisme, ainsi entendu, du communisme: le premier est, surtout, libertaire, le second, égalitaire, celui-ci est étatiste, celui-là anarchiste, celui-ci centralisateur, celui-là fédéraliste; l'un conseille au prolétariat de se livrer à la fois à l'action politique et au mouvement économique; l'autre l'engage à ne pas mener contre les institutions politiques une lutte séparée; l'un doit varier ses procédés de combat d'après chaque pays particulier, il est donc national; l'autre associe les ouvriers du monde entier dans une action révolutionnaire commune: il est donc essentiellement international. Ce bref parallèle suffit à faire voir quelle différence existe entre le col-

lectivisme de l'Internationale, et les idées défendues par les marxistes français qui, en 1879, ont constitué ce qu'ils ont appelé le parti collectiviste. Ceux qui, sous la direction de Jules Guesde, se sont groupés à cette époque, se rapprochaient, par leur programme théorique et leur méthode d'action pratique, beaucoup plus des communistes que des collectivistes de l'Internationale.

Dans cet ouvrage, nous étudierons particulièrement le collectivisme dans l'Internationale ; nous chercherons quelle a été l'origine de cet ensemble d'idées, quels en ont été les principaux propagandistes, quel succès il a remporté parmi les membres de l'Association Internationale des Travailleurs, quelle expression définitive il a trouvée, en quelle mesure il a pu inspirer certains mouvements révolutionnaires, la Commune par exemple. C'est alors que nous verrons l'antagonisme irréductible qui opposait le collectivisme au communisme, nous montrerons sous quel aspect s'est présentée la lutte entre ces deux tendances, quelles phases elle a traversées, à quoi elle a abouti. Dans la conclusion, nous nous efforcerons d'en dégager le sens au point de vue du mouvement général des idées, de montrer la place exacte du collectivisme dans l'ensemble des doctrines socialistes ; nous chercherons les traces qu'il a pu laisser dans certaines théories, actuellement en faveur.

Dans cette étude, nous accorderons une importance primordiale à deux grandes personnalités socia-

listes : K. Marx et Bakounine. En effet, beaucoup de publicistes ont prétendu que les luttes qui se sont déroulées au sein de l'Internationale, n'avaient d'autre cause qu'une rivalité personnelle entre ces deux hommes, qui auraient prétendu s'assurer, tous les deux, la direction doctrinale de la grande Association. Nous ne pourrions pas admettre cette idée simpliste, sans y apporter quelque correctif. Nous aurons à montrer que ces discussions ont eu pour motif fondamental d'importantes oppositions doctrinales entre les différents membres de l'Internationale, des divergences essentielles dans leur manière de comprendre l'action révolutionnaire des ouvriers. Mais, nous serons forcé de faire une large part à des incompatibilités de caractère qui ont, évidemment, contribué à précipiter les événements, à envenimer les débats, à leur faire perdre souvent leur caractère de controverses doctrinales, pour les faire dégénérer en querelles de personnes.

Nous nous attacherons à montrer par suite de quelle évolution d'idées Marx est devenu communiste, quelle part il a prise à la fondation de l'Internationale, quels efforts il a tentés pour faire admettre ses idées par la majorité des membres de la grande Association, quels procédés il a utilisés dans cette intention.

La personnalité de Bakounine attirera davantage notre attention : on ne peut pas lui reconnaître l'intelligence supérieure de Marx ; il fut, certes, loin de posséder la même science économique ; il ne fut, à

aucun degré, quoiqu'on en eût dit, chef de parti ni fondateur de secte. Il n'en mérite pas moins une étude approfondie ; son originalité, sa popularité dans certains milieux, la sincérité et la profondeur de ses convictions, l'ardeur qu'il apporta à leur défense et le zèle qu'il mit à les propager lui assurent une place à part au milieu des autres collectivistes. Son rôle historique dans l'Internationale est des plus importants : c'est lui qui fut surtout en butte aux attaques de Marx et de ses partisans, c'est autour de lui, comme autour d'un chef, que se groupèrent tous les collectivistes désireux de leur résister. Ce sera donc de Michel Bakoûnine que nous nous occuperons tout particulièrement dans notre ouvrage : nous chercherons quels étaient ses origines et son caractère, quelle évolution ont subie ses idées, avant de se fixer définitivement ; quels événements l'ont fait devenir collectiviste-révolutionnaire et l'ont conduit à adhérer à l'Internationale ; quels milieux ont été particulièrement sensibles à son influence ; quelle expression il a donnée aux idées collectivistes et enfin, quel a été exactement son rôle dans la lutte contre les communistes.

Nous chercherons à donner de ce caractère et de ces doctrines une idée aussi conforme, que possible, à la vérité historique. Nous savons combien l'historien a de peine à observer une stricte impartialité ; nous nous efforcerons pourtant d'y parvenir. Notre intention n'est en rien de faire l'apologie de ces théories,

le chercher à réhabiliter Bakounine, mais elle n'est pas, non plus, de les critiquer, d'en montrer le caractère dangereux ou utopique. Nous voulons faire, aussi impartialement que nous le pourrons, l'examen des doctrines et le récit des faits ; nous laisserons chaque lecteur libre de porter sur eux le jugement qui lui plaira, d'approuver ou de blâmer, nous ne prétendons aucunement influencer sa critique.

Le simple exposé scientifique suffira, sans doute, à montrer quelles erreurs ont commises beaucoup de publicistes, dans leur appréciation sur le caractère et le rôle historique du célèbre révolutionnaire.

Pendant longtemps, en effet, on ne jugea Bakounine que sur l'opinion qu'en avaient ses adversaires. Ceux-ci furent très nombreux ; il ne faut pas s'en étonner. Le collectiviste russe devait, nécessairement, s'attirer beaucoup d'inimitiés, par suite de l'originalité de sa personnalité, de la franchise audacieuse avec laquelle il attaquait la plupart de ses contemporains, de la vigueur des polémiques qu'il dirigea contre eux. Les marxistes furent les plus sévères ; ils ne lui épargnèrent aucun sarcasme, et l'accablèrent d'outrages.

Certains publicistes libéraux les crurent sur parole : ils montrèrent en Bakounine un fou obsédé par le désir de bouleverser la société de fond en comble, l'apôtre de la pan-destruction, voire même un monstre vomé de l'enfer pour le malheur de l'humanité. Les muuellistes se joignirent à eux et contribuèrent aussi à la déformation de cette figure historique.

Ils oublièrent que Bakounine s'inspirait du même maître qu'eux : Proudhon, et qu'il n'avait fait, en somme, que développer des parties différentes de l'œuvre touffue, diffuse, du célèbre économiste ; ils vinrent ajouter d'autres attaques passionnées à celles des marxistes et des journalistes libéraux. Ainsi se créa la légende d'un Bakounine brutal et sanguinaire, conspirateur désordonné, dépourvu de grandeur d'âme, privé d'idées personnelles. Cette conception était-elle absolument juste, répondait-elle pleinement à la réalité des faits ? On fut longtemps sans pouvoir répondre à cette question : lorsque Bakounine mourut, il ne laissait pas de grand ouvrage où l'on pût trouver l'expression intégrale de ses idées révolutionnaires, il n'y avait de lui que de rares écrits disséminés, le plus souvent inconnus de ceux qui prétendaient le juger et qui ne se souciaient pas d'aller les rechercher ; il y avait aussi des opuscules, qu'avaient publiés ses adversaires communistes, dans des ouvrages dirigés contre lui. Beaucoup de publicistes vinrent y chercher l'expression exacte de ses théories. Ils ne virent pas assez que c'étaient ses ennemis qui les avaient reproduits dans le but évident de lui nuire, que beaucoup de ses amis en contestaient l'authenticité, et qu'en conséquence il était du devoir de toute saine critique de ne les admettre qu'avec les plus grandes réserves.

La publication récente d'un certain nombre d'œuvres vient enfin permettre au chercheur désintéressé de se faire une idée plus juste du caractère, des opinions et du rôle historique de Bakounine

Avec un très grand zèle et une ardeur remarquable, deux hommes de haute valeur se sont attachés à nous fournir sur ces sujets tous les documents qui nous manquaient : l'un ami intime de Bakounine, confident de ses pensées, partageant toutes ses opinions, M. James Guillaume ; l'autre, travailleur d'une persévérance des plus rares et d'un courage admirable, le Dr Nettlau.

Nous devons au premier la publication en éditions courantes de tous les manuscrits de Bakounine, qu'ils aient déjà paru ailleurs de son vivant, ou qu'ils soient encore inédits (1). C'est l'ouvrage indispensable pour tous ceux qui veulent connaître les opinions du grand révolutionnaire russe, le seul qui puisse leur permettre de porter un jugement motivé sur elles.

C'est aussi M. Guillaume qui nous a donné, en quatre volumes, la réunion de tous les documents relatifs à l'histoire de l'Internationale, à la grande lutte entre communistes et collectivistes, à laquelle il prit une part importante. Il a rendu, ainsi, un service signalé à tous ceux qu'intéresse le mouvement social, en leur permettant de faire aisément et rapidement une étude, qui leur aurait été beaucoup plus difficile auparavant.

1. Le tome I des *Œuvres complètes* de Bakounine a été publié par le Dr Nettlau en 1895; M. James Guillaume a fait paraître depuis 1907 quatre tomes successifs reproduisant intégralement les manuscrits de Bakounine. Cette intéressante publication se poursuit actuellement dans la série de la Bibliothèque sociologique.

De son côté, le D^r Nettlau nous a donné en quatre gros volumes autographiés en langue allemande, la biographie de Bakounine, en ses moindres détails. Ce travail considérable, qui a attiré à son auteur l'admiration de tous les travailleurs, donne, enfin, sur la personnalité de Bakounine, les notions exactes qui faisaient défaut jusqu'à présent.

Il rendra les plus grands services aux chercheurs français, le jour où ils en trouveront une édition imprimée en notre langue ; nous croyons nous faire leur interprète, en soumettant, respectueusement, cette demande au D^r Nettlau.

C'est grâce à l'apparition de ces trois nouveaux ouvrages que nous avons pu mener, à bonne fin, dans des conditions faciles et agréables, un travail qui, sans eux, eût été beaucoup plus malaisé, peut-être même impossible.

Nous avons des remerciements particuliers à adresser à M. James Guillaume et au D^r Nettlau pour les nombreux encouragements qu'ils ont bien voulu nous donner, l'accueil particulièrement aimable qu'ils nous ont fait, la complaisance inlassable qu'ils ont apportée à ajouter encore, dans des conversations et une correspondance du plus haut intérêt, de nouveaux renseignements à ceux, déjà si abondants, que nous fournissaient leurs ouvrages.

Nous adressons les mêmes remerciements à tous ceux qui nous ont aidés de leurs encouragements et de leurs conseils. Nous tenons à dire à M. Spichiger

quel bon souvenir nous conservons de l'aimable réception qu'il nous a faite, à la Chaux-de-Fonds; nous sommes reconnaissant à M. Puech, dont le jeune talent est plein de promesses, de s'être mis avec tant de complaisance à notre disposition pour nous guider et nous éclairer de ses précieuses indications; à M. Élie Halévy, de nous avoir fait voir, dans son enseignement si remarquable de l'École des Sciences politiques, quel intérêt présentent les études de ce genre et d'avoir encouragé, avec tant de cordialité, les modestes essais que nous avons faits dans cette voie; nous remercions aussi M. Deschamps et tous nos professeurs de la Faculté de Droit de la part qu'ils ont prise à la formation de notre esprit, de l'amabilité avec laquelle ils ont bien voulu s'intéresser à un jeune homme qui leur en sera toujours reconnaissant.

PREMIÈRE PARTIE

AVANT L'ADHÉSION DE BAKOUNINE A L'INTERNATIONALE

CHAPITRE PREMIER

MICHEL BAKOUNINE ET KARL MARX

L'objet de cette étude est de montrer quelles ont été les idées politiques et économiques de M. Bakounine lorsqu'au sein de l'Association Internationale des Travailleurs elles se sont fixées de façon définitive, et de faire voir quelle influence son action a exercée sur les socialistes de son époque. Mais avant d'en venir là, il nous paraît indispensable de bien établir quels étaient l'origine, le caractère du grand révolutionnaire, à quelle œuvre il avait employé son activité et quelle évolution avaient subie ses idées.

Origines de Bakounine. — Michel-Alexandrovitch Bakounine est né le 10-20 mai 1814 au village de Priamouchino, district de Torjok (gouvernement de

Tver), entre Saint-Pétersbourg et Moscou. Il appartenait à une famille distinguée de l'aristocratie russe : sa mère était parente des Mouravieff dont plusieurs se firent remarquer comme généraux et comme hommes d'État et dont l'un devait prendre une part importante à la répression de l'insurrection polonaise de 1831. Son père, grand seigneur libéral, instruit, intelligent, avait été envoyé comme attaché d'ambassade à Florence et à Naples.

En 1825, après la mort du tzar Alexandre, éclata une révolution dirigée par un certain nombre de nobles, officiers et civils ; ils demandaient la suppression des privilèges, la réforme du système politique autocratique qui existait alors, son remplacement par un régime libéral et constitutionnel : ce mouvement, exclusivement politique, dirigé par des aristocrates qui combattaient pour l'abolition des inégalités civiles, peu compris et mal suivi par l'ensemble du peuple, aboutit à un échec et donna lieu à une sévère répression. Pendant trente ans, le tzar Nicolas I^{er} fit peser sur toute la Russie le poids de son absolutisme. Alexandre Bakounine prit part au mouvement comme membre de la société du Nord ; trop sceptique pour s'y engager à fond, il n'y joua qu'un rôle assez effacé et ne partagea pas le « sort tragique, mais glorieux (1) » de beaucoup d'autres conspirateurs. Découragé de cet échec, il se résigna à la défaite des idées libérales,

1. Autobiographie de Bakounine publiée dans *la Société Nouvelle*, septembre 1896, p. 311-313.

renonça à émanciper ses serfs, comme il en avait eu précédemment l'intention, et chercha à faire de ses enfants de fidèles serviteurs du tzar. Michel entra alors à l'École d'Artillerie de Saint-Pétersbourg ; il y trouva la sévère discipline qu'y faisait alors observer le gouvernement, il y rencontra parmi ses condisciples le culte des décembristes, l'admiration pour leurs exploits. Dans un tel milieu les idées de révolte que Michel Bakounine avait naturellement au fond du cœur devaient fatalement se développer. A sa sortie de l'École d'Artillerie, il espérait entrer dans le régiment de la garde à Saint-Pétersbourg ; il n'en fut rien ; il fut envoyé dans une garnison du gouvernement de Minsk, aux confins de la Pologne.

Il éprouva dans ce poste un profond ennui, qui lui inspira une vive répulsion pour la vie militaire. C'était précisément l'époque où l'insurrection polonaise de 1831 était réprimée avec le plus de dureté. Les spectacles qu'il eut sous les yeux augmentèrent encore sa haine pour le despotisme et achevèrent de lui rendre sa carrière odieuse. En 1834, il donna sa démission et vint à Moscou, véritable centre intellectuel de la Russie. Il ne tarda pas à se mettre en rapports avec certains jeunes gens intelligents, qui s'adonnaient à l'étude de la philosophie allemande avec l'enthousiasme ordinaire des Russes pour tout ce qui leur vient de l'Occident européen.

Bakounine hegelien orthodoxe. — C'est là qu'il fit

la connaissance de Stankewitch, pour qui il ne cessa d'avoir une profonde admiration, de Katkoff, journaliste aux tendances conservatrices et absolutistes, de Biélinisky, critique aux idées libérales qui, à partir de 1840, eut sur l'opinion russe une très grande influence. Dans ce cercle intellectuel, ce fut d'abord la philosophie de Fichte qui fut principalement étudiée ; bientôt après ce fut le système de Hegel qui prit la place, remportant un succès encore plus grand : « On étreignit cette nouvelle marotte avec la fureur d'engouement habituelle aux Russes ; les cheveux que les Allemands coupaient en quatre, on les recoupa en huit à Moscou (1) ; chaque petit volume qui paraissait en un coin de l'Allemagne sur la philosophie de Hegel était lu avidement et passait de main en main (2). » Cette doctrine se présentait dans son intégralité comme un système très idéaliste qui, se fondant sur le principe de la liberté, la confinait dans le domaine de l'esprit, et qui, pratiquement et positivement, sacrifiait toute indépendance de l'individu au monstre État dont il acceptait l'omnipotence et qu'il considérait comme une fin dernière en soi ; c'était l'apologie de l'absolutisme, tel qu'il existait à cette époque en Russie et en Prusse. Ce fut d'abord sous cette forme transcendente et idéaliste que Bakounine conçut la liberté ; l'hégélianisme lui fournit alors le moyen de justifier l'absolutisme de son

1. De Vogüé, *le Roman russe*, p. 63.

2. Arnaudo, *le Nihilisme et les nihilistes*, p. 29.

gouvernement et de s'y résigner. Cette foi commença à être ébranlée chez lui en 1839, lorsque Herzen et Ogareff, après une déportation administrative à laquelle ils avaient été condamnés pour leurs idées révolutionnaires, revinrent à Moscou et entrèrent dans le cercle de Stankewitch. Ils avaient des opinions radicales assez avancées, empruntées aux doctrines des philosophes français du XVIII^e siècle et critiquaient sévèrement l'absolutisme du gouvernement russe.

Bakounine et la gauche hégélienne. — Bakounine, qui désirait alors devenir professeur de philosophie, voulut étudier les doctrines de son maître au centre même où elles avaient pris naissance. En 1840, il partit pour Berlin et entra en relations avec les jeunes gens qui fréquentaient l'Université de cette ville.

A ce moment, certains disciples d'Hegel, s'inspirant de ses méthodes de raisonnement, et prétendant en faire une application plus logique que lui, cherchaient à faire servir sa dialectique à une critique très sévère contre les systèmes de politique absolutiste et d'idéalisme religieux. Arnold Ruge, Strauss, Feuerbach, Bruno Bauer étaient à la tête de la gauche hégélienne.

En Allemagne, Bakounine noua des relations étroites avec les membres de ce groupe qui devaient contribuer puissamment à son évolution intellectuelle.

C'est depuis cette époque qu'il abandonna l'hégé-

lianisme orthodoxe et qu'il combattit la politique absolutiste que défendait le grand philosophe. Toute sa vie, il continuera à faire usage de cette dialectique, mais dans un sens diamétralement opposé à celui qu'avait indiqué Hegel.

Ce sera toujours le principe de liberté qui dominera toutes ses conceptions intellectuelles, seulement il cessera de la concevoir sous une forme idéaliste, transcendente, d'y voir une pure création de l'esprit, un moyen pour lui d'échapper, par la contemplation métaphysique, à la laideur du monde qui l'environne et qui s'impose à lui ; il s'en fera une idée toute pratique, positive, la fera consister en l'émancipation, pour l'humanité, de toute autorité, que l'on prétendrait lui imposer au nom de quelque doctrine que ce fût. Il ne cessera depuis ce temps de regretter les débauches d'idéalisme qu'il avait commises au nom de l'hegelianisme, le dédain qu'il avait eu pour le monde réel, ces créations fantasmagoriques dont il peuplait le monde des idées. « Ces fantaisies et ces » rêves, en apparence si infinis et si riches (1), dira- » t-il plus tard, n'étaient que de pâles reproductions » et à la fois des exagérations monstrueuses de ce » monde réel que nous traitions avec tant de dédain et » nous avons fini par comprendre qu'en nous envo- » lant si haut dans le vide, nous ne nous enrichis-

1. Nettlau, *Biographie de Bakounine*, p. 37, d'après un manuscrit écrit par Bakounine contre les partisans de Mazzini (1872).

» sions pas, mais que nous appauvrissons au contraire
» aussi bien notre cœur que notre esprit, que nous ne
» devenions pas plus puissants, mais au contraire
» impuissants. Nous avons compris enfin qu'en nous
» amusant, comme de véritables enfants, à peupler
» de nos rêves le vide, immense, Dieu, le Néant
» nous abandonnions la société, nous-mêmes, toute
» notre existence réelle à la merci des prophètes, des
» tyrans, des exploiters religieux, politiques, écono-
» miques, de l'idée divine sur la terre et qu'en cher-
» chant une liberté idéale en dehors du monde réel,
» nous nous condamnions nous-mêmes au plus triste
» et honteux esclavage. » Cette importante évolution
intellectuelle eut pour résultat de donner à Bakou-
nine une conception toute nouvelle de son rôle social
et de l'entraîner à consacrer toute son activité à la
défense des idées révolutionnaires.

Dès lors, en effet, il renonça complètement à
l'idéalisme et à la vie contemplative du philosophe ;
puisque'il ne reconnaissait d'existence qu'au monde
matériel, qu'il croyait que l'humanité pouvait par-
venir sur la terre à un bonheur parfait en s'éman-
cipant de toute autorité, il fut convaincu que son
devoir consistait à l'aider, dans la mesure de ses
forces, à réaliser cette libération. Il se donna comme
tâche de chercher les groupements humains dont
l'émancipation entraînerait le plus sûrement avec elle
celle de tous les autres. Dès ce moment, il était pro-
fondément libertaire et il avait posé les bases de

son action révolutionnaire. Il resta d'ailleurs, fort longtemps, sans trouver définitivement le milieu qui lui permit d'exercer cette influence.

En octobre 1842, paraissait dans le journal qu'Arnold Ruge publiait à Dresde, *les Annales allemandes*, un article intitulé : « La Révolution en Allemagne, fragments par un Français » et signé : Jules Elysard. C'était le pseudonyme de Bakounine qui, par cet écrit, rompait délibérément avec l'hégélianisme orthodoxe. Conservant la dialectique propre à ce système, il l'appliquait à la défense des idées politiques les plus avancées et annonçait avec une sorte d'enthousiasme fanatique qu'une nouvelle révolution allait éclater, qu'il allait en résulter un renouvellement social intégral dont il n'expliquait pas les principes. « Confions-nous donc, écrivait-il, à cet esprit » éternel qui ne détruit et n'anéantit que parce qu'il » est la source insondable et éternellement créatrice » de toute existence. Le désir de destruction est également un désir créateur » (1). Cet article, très nettement démocrate et révolutionnaire, inspiré d'un bout à l'autre par la dialectique hégélienne, remporta un grand succès dans les milieux avancés de tous les pays : Herzen, croyant que l'œuvre était réellement d'un Français, écrivit dans ses carnets (7 janvier 1843) : « Son auteur est le premier de tous les Français que

1. Le mot allemand est « lust ». On l'a traduit tantôt par « plaisir », tantôt par « désir » ou par « passion ».

La formule qui terminait l'article sert encore actuellement de devise à certains groupements de nihilistes russes.

» j'aie rencontrés qui comprît si bien Hegel et la
» conception allemande. C'est un cri jeté bien haut
» par le parti démocratique, plein de vigueur, con-
» fiant dans la sympathie des générations présentes
» et à venir, conscient de sa victoire prochaine. De
» A à Z, l'article est entièrement remarquable. »

Caractère de Bakounine. — Alors commença pour Bakounine une vie vagabonde où il fréquenta un grand nombre de milieux révolutionnaires différents sans parvenir à se fixer dans aucun.

Partout où il passait, « son aspect gigantesque, sa
» taille athlétique, sa large figure rabelaisienne, atti-
» rant la sympathie » (1) ; son visage « de titan à la
» tête de lion, avec un superbe hérissément de cri-
» nière » (2) arrêtaient les regards. Il commença à
mener une existence des plus irrégulières, vivant en
marge de la société, se souciant peu des convenances
que la vie commune impose à la plupart des hommes,
« dédaigneux de l'argent, le jetant lorsqu'il en avait
» à pleines mains, à droite et à gauche, en empruntant
» de côté ou d'autre lorsqu'il en manquait avec une
» naïveté d'enfant, recourant à ses parents, sans plus
» se préoccuper de le rembourser et cela avec la même
» simplicité qu'il mettait lui-même à donner tout ce
» qu'il possédait (3) ». Ses amis ne songeaient pas à lui
reprocher ces procédés qu'il employait instincti-

1. B. Malon, *l'Internationale* (*Nouvelle Revue*, 5 février 1884, p. 749 et suiv.).

2. Herzen, *Œuvres posthumes d'après la Société nouvelle*, février 1896, p. 300.

3. *Ibidem.*

vement et sans mauvaise intention, « il y avait dans » toute sa nature quelque chose d'enfantin, de franc » et de simpliste qui lui donnait un charme particulier et attirait à lui tout le monde, les faibles et les » forts (1)... Partout il était aimé et estimé. Tous ceux » qui l'approchaient subissaient l'ascendant, le charme » magnétique de sa puissante nature ; il était de ceux » à qui l'on se donne et pour qui l'on se dévoue » (2). Il possédait un « esprit délié, plein de pénétration et » de finesse » (3) ; une facilité surprenante à saisir les idées des autres et à les pousser à leurs conséquences extrêmes, un très grand amour de la discussion, des connaissances philosophiques assez profondes, mais qui manquaient de bases économiques et historiques sérieuses. Ce que les révolutionnaires aimaient en lui, c'était une passion fanatique pour la liberté, « un principe d'éternel mouvement » (4), le germe « d'une activité colossale » qui lui donnait « la possibilité de se faire agitateur, » tribun, apôtre, chef de parti ou de secte, prêtre » hérésiarque, lutteur » (5) ; il possédait, en outre, un grand don pour saisir dans les différents milieux où il passait l'élément révolutionnaire, lui communiquer sa propre vitalité et sa passion. Tel qu'il était, « sa

1. Herzen, *ibidem*.

2. Victor Dave, *Bakounine et Karl Marx, Humanité nouvelle*, 1900, p. 250.

3. Bourdeau, *les Socialistes allemands et les nihilistes russes*, p. 278.

4. Biélinisky, cité par Dragomanow, *Correspondance de Bakounine avec Herzen et Ogareff*, p. 1.

5. Herzen, *loc. cit.*

» personnalité apparaissait si bien en relief et s'annon-
» çait partout d'une manière si puissante et si excen-
» trique » (1), qu'il ne pouvait passer inaperçu de ses
contemporains.

Entre 1843 et 1847, on le vit successivement à
Zürich où il entra en relations avec les communistes
du groupe de Weitling, à Berne, où il connut Adolphe
Vogt.

Bakounine à Paris. — En juillet 1845, il vint à Paris
où il se mit en rapports avec tous les démocrates les
plus avancés : Michelet (2) G. Sand, P. Leroux,
Lamennais ; il y retrouva ses amis Herzen et Ogareff
alors en exil. C'est là qu'il fit la connaissance de
Proudhon et de Marx. Ses premières relations avec
les deux grands économistes exercèrent une profonde
influence sur son développement intellectuel. Il
éprouva immédiatement pour Proudhon une profonde
sympathie. Il reconnut chez lui le vrai instinct du
révolutionnaire, salua en lui l'homme qui « adorait
Satan et proclamait l'an-archie » ; mais il regrettait que
cet amour passionné de la liberté se heurtât trop sou-
vent à des tendances idéalistes. C'est à cela qu'il attri-
buait le manque de logique qu'il lui reprochait « Proud-
» hon, disait-il, malgré tous les efforts qu'il a faits pour
» secouer les traditions de l'idéalisme classique n'en

1. Herzen, *ibidem*.

2. Voir la lettre de Michelet à Herzen sur Bakounine après son
arrestation et ses condamnations de 1848 dans *la Revue* (1^{er} juin
1901).

» est pas moins resté toute sa vie un idéaliste incorri-
» gible, s'inspirant tantôt de la Bible, tantôt du droit
» Romain et métaphysicien jusqu'au bout des ongles.
» Son grand malheur est de n'avoir jamais étudié les
» sciences naturelles, et de ne pas s'en être approprié
» la méthode. Il a eu des instincts de génie qui lui
» avaient fait entrevoir la voie juste mais, entraîné
» par les mauvaises habitudes idéalistes de son esprit,
» il retombait toujours dans ses vieilles erreurs : ce
» qui a fait que Proudhon a été une contradiction
» perpétuelle, un génie vigoureux, un penseur révo-
» lutionnaire se débattant toujours contre les fan-
» tômes de l'idéalisme et n'étant jamais parvenu à se
» vaincre (1). » Dans les longues conversations qu'ils
eurent ensemble et qui duraient, paraît-il, quelque-
fois toute une nuit, chacun contribua à la formation
intellectuelle de son ami : Bakounine enseigna à Proudhon
la dialectique hégélienne, que celui-ci devait
s'assimiler sans grand succès ; Proudhon communiqua
à Bakounine ses idées sur l'organisation sociale, et
plus tard le collectiviste russe devait reprendre les
plus importantes d'entre elles pour en faire le fond
de son système doctrinaire.

Rapports avec Karl Marx.— Karl Marx avait alors
vingt-six ans. Né à Trèves en 1818, d'origine juive,
il avait fait des études philosophiques très appro-
fondies, et s'était trouvé en contact, lui aussi, avec les

1. Nettlau, *Biographie de Bakounine*, t. I, p. 70.

membres de la Gauche hégélienne, il s'était occupé de très bonne heure de questions politiques et avait pris place dans les rangs démocratiques par son journal le *Rheinische Zeitung*. Celui-ci, ayant été suspendu par le gouvernement, Marx était venu en France à la fin de 1843 ; il y avait fondé avec A. Ruge les *Annales franco-allemandes*.

C'est pendant ce séjour que Marx se mit à s'intéresser aux études économiques et que son système socialiste commença à s'élaborer. Deux grandes influences y contribuèrent : d'une part, il lut les œuvres des grands écrivains du socialisme français et il y trouva des indications théoriques, qu'il considérait comme exactes et qu'il devait utiliser en partie ; d'autre part, il suivit avec intérêt les débuts de l'organisation ouvrière. Il commençait à abandonner les études philosophiques ou exclusivement politiques pour ne plus s'occuper que de l'émancipation économique du prolétariat, à laquelle il allait dès lors se consacrer tout entier.

L'écrit qu'il publia en 1845 contre Bruno Bauer et d'autres membres de la gauche hégélienne, *la Sainte Famille*, est à la fois le dernier de ses écrits philosophiques et la première de ses études économiques.

Bakounine eut la bonne fortune d'entrer en relations avec Marx précisément au moment où les idées socialistes de celui-ci commençaient à se fixer. Il eut avec lui de longues conversations et s'aperçut rapidement qu'elles devaient lui être d'un grand profit ; mais

il fut loin d'éprouver pour Marx la même sympathie et la même estime que pour Proudhon. En fait, le caractère des deux hommes était en complète opposition l'un avec l'autre. Par son tempérament, son milieu, la nature de son esprit, Marx était absolument le contraire de Bakounine. Celui-ci détestait la race juive à laquelle appartenait son futur rival, et à qui il reprochait d'être « remuante, intrigante, exploitrice » et bourgeoise, par tradition et par instinct » (1) ; Marx menait une vie très calme et très rangée qui formait un contraste complet avec l'existence vagabonde et irrégulière de Bakounine ; appartenant à la bourgeoisie, il n'avait pas rompu violemment avec son milieu ; au contraire il y restait profondément attaché par ses qualités familiales et par la condition des hommes qui l'entouraient. Marx était très fier de sa science et très orgueilleux ; il avait pleinement conscience de toute la vigueur de son génie et prétendait imposer ses directions doctrinales à tous ceux avec qui il était en relations. « Il n'avait dans les » manières rien des formes sociales polies, mais de » l'orgueil et une teinte de mépris. Sa voix claire et » métallique était merveilleusement en harmonie » avec ses jugements radicaux sur les hommes et les » choses. Il parlait sur un ton impératif, et ne souffrait aucune contradiction. Il avait en même temps

1. Lettre à Albert Richard, citée par lui dans son article *Bakounine et l'Internationale à Lyon* (*Revue de Paris*, 1^{er} septembre 1896, p. 128).

» le sentiment de sa mission, il se jugeait fait pour
» dominer les hommes et leur prescrire des lois. Il
» était, en un mot, l'incarnation d'un dictateur démo-
» crate (1). » Il n'avait pour ses adversaires aucun
ménagement, était terrible dans la polémique, « non
» seulement en raison de ses énormes qualités scien-
» tifiques, mais malheureusement aussi d'une insou-
» ciance et indifférence dans l'usage des moyens pour
» combattre ses adversaires vraiment inouïes... Il
» était absolument incapable de faire une polémique
» sans calomnier, outrepassant les limites, tournant
» les faits de manière à changer le blanc en noir » (2).

Une nouvelle cause venait s'ajouter à cette opposition de caractères, pour augmenter encore l'antagonisme entre les deux hommes. Bakounine était, et devait rester longtemps encore, un nationaliste slave. Nous avons montré qu'il s'était donné comme tâche de chercher à dégager dans le monde les éléments, dont la liberté serait le plus utile à l'émancipation de toute l'humanité ; il crut longtemps que les Slaves constituaient l'un des plus importants d'entre eux. Comme, il l'expliquera en beaucoup d'écrits, la nation russe n'est pas ce qu'elle paraît aux yeux de certains Occidentaux ; si, en apparence, elle est franchement despotique et antilibérale, cela n'est dû qu'à son gouvernement qui est d'origine allemande. Que l'on sup-

1. Adler, *Histoire des débuts du mouvement socialiste démocrate en Allemagne*, p. 142 de l'édition allemande, d'après le publiciste russe Snenkoff.

2. Michels, *Mouvement socialiste*, mars 1907, p. 284.

prime celui-ci, que l'on rende aux populations slaves leur indépendance et leur spontanéité, et on verra alors se développer librement un peuple jeune foncièrement libertaire, qui contribuera puissamment aux progrès de la civilisation. Marx est d'une opinion toute opposée : pour lui, c'est l'alliance de l'Allemagne avec la Russie qui, seule, a rendu ce pays réactionnaire ; cette influence, en faisant peser sur les Allemands le principe de confusion qui est essentiellement slave, condamne toute l'Europe occidentale au despotisme. Le peuple allemand peut, en s'émancipant de l'influence slave, en faisant dominer son caractère national en Europe, permettre le développement d'une nouvelle civilisation fondée sur les principes d'ordre et de méthode qui lui sont propres.

L'opposition absolue entre ces deux conceptions allait introduire dans la lutte entre les deux socialistes un élément national intéressant, tellement il est difficile, même quand on prêche la révolution internationale, de s'abstraire de toute considération de cette nature. Ce fut ce qu'on appela le *panславisme* de Bakounine et le *pangermanisme* de Marx.

On voit qu'entre les deux hommes l'antagonisme était absolu. Marx ne devait avoir que du mépris pour cette activité révolutionnaire, qui n'avait pas de but nettement défini et qui manquait, à cette époque, de base théorique sérieuse ; il ne devait aucunement apprécier la bonhomie et la simplicité de Bakounine qui lui attirèrent par ailleurs de si fidèles amitiés, ni

comprendre sa passion révolutionnaire, son fanatisme anti-autoritaire. Bakounine, de son côté, devait reprocher sévèrement à Marx d'avoir un caractère rancunier, mesquin et d'être trop autoritaire. Il devait avoir, du moins, le mérite de rendre, chaque fois qu'il en aurait l'occasion, hommage à la grande intelligence, à la science profonde de son rival et à son dévouement à la cause socialiste. Il aurait été désirable que Marx se conduisit avec la même hauteur de vues, et le même esprit de justice à l'égard de Bakounine; il n'en fut malheureusement pas ainsi.

En 1844, Marx était beaucoup plus avancé que Bakounine; il premier était déjà athée, matérialiste savant et socialiste réfléchi; le second croyait encore aux théories métaphysiques, et n'était socialiste que d'instinct. Il reconnut lui-même qu'il eut le tort de ne pas assez tôt suivre la voie que lui traçait Marx: « J'étais, dit-il, plus occupé du côté négatif que » du côté positif de la révolution, c'est-à-dire, beau- » coup plus du renversement de ce qui est que de l'édi- » fication et de l'organisation de ce qui devait être » (1); mais il se rendit immédiatement compte que le caractère de Marx était absolument opposé au sien propre, « il m'appelait un idéaliste sentimental, dit-il » quelque part, et il avait raison, je l'appelais un vani- » teux perfide et sournois et j'avais raison aussi » (2). Le comparant à Proudhon, il disait que Marx, théoricien

1. Nettlau, *Biographie de Bakounine*, t. I, p. 170.

2. Nettlau, *loc. cit.*

du matérialisme historique, « était beaucoup plus près » de la vérité » que Proudhon, dont il critiquait l'idéalisme, seulement il déclarait que l'instinct de la liberté, qu'il reconnaissait chez celui-ci, manquait totalement à Marx. « Il est fort possible, dit-il, que Marx puisse » s'élever théoriquement à un système encore plus » rationnel de la liberté que Proudhon, mais l'instinct » de la liberté lui manque : il est de la tête aux pieds » un autoritaire (1). »

Le banquet du 29 novembre 1847. — Bakounine resta à Paris jusqu'en 1847. Un banquet donné par les Polonais le 29 novembre de cette année pour fêter le dix-septième anniversaire de leur révolution lui fournit l'occasion d'exposer en public ses idées sur le gouvernement russe. Il déclara que c'était celui-ci qui était seul responsable des cruautés de la répression de la dernière insurrection, que la nation lui refusait son approbation, car elle savait que les intérêts du tzar étaient en contradiction absolue avec les siens propres et elle désirait contracter une alliance étroite avec la Pologne, pour mettre fin au rapprochement contre nature de la Russie et de l'Allemagne.

Ce discours fit une profonde sensation et fut très applaudi. L'ambassadeur de Russie Kisseleff s'émut et demanda au nom de son gouvernement l'expulsion de l'orateur ; il n'eut pas de peine à l'obtenir. Les milieux démocratiques français furent très mécontents ;

3. Nettlau, *Biographie de Bakounine*, loc. cit.

à l'occasion du vote de l'adresse, certains députés reprochèrent au ministère cette mesure anti-libérale ; à la Chambre des pairs, d'Althon-Shée, le 10 janvier 1848, à la Chambre des députés, Vavin, le 5 février, en firent l'objet d'une question. Les ministres, avant d'accorder l'expulsion, avaient demandé à Kisseleff de leur dire ce qu'il fallait penser de Bakounine ; dans une réponse assez obscure, l'ambassadeur l'avait présenté comme un agent du gouvernement russe, qui aurait outrepassé son mandat et dont il fallait se débarrasser. On comprend que dans ces conditions l'attitude des ministres ait été assez gênée ; il y eut contradiction dans leurs réponses. Duchâtel, ministre de l'Intérieur, déclarait que la mesure prise contre Bakounine avait d'autres motifs que le discours qu'il avait prononcé au banquet, il refusait d'ailleurs de les indiquer ; Guizot, ministre des Affaires étrangères disait que le Russe n'avait été expulsé qu'à cause de ses attaques passionnées contre le tzar.

Bakounine et Marx à Bruxelles (1847). — Après son expulsion, Bakounine vint à Bruxelles. Il y retrouva Marx. Celui-ci venait d'entrer dans la Ligue des communistes, de fondation récente, ce qui, en le mettant en contact avec le prolétariat militant, allait lui permettre d'aboutir à la fixation synthétique et presque définitive de ses doctrines sociales, qu'il ne fera plus désormais que développer ou corroborer par une observation minutieuse des faits économiques.

Dès ce moment, Marx est en possession de ses principales théories, il a trouvé un milieu disposé à les admettre, ce qui ne devait arriver à Bakounine que beaucoup plus tard.

Manifeste du parti communiste. — *Le Manifeste du parti communiste* a, dans les discussions doctrinales entre Marx et Bakounine, une importance telle qu'il nous paraît indispensable d'en exposer dès maintenant les points principaux.

Marx part d'une conception nouvelle du mouvement historique : jusqu'ici, on a cru que le monde était dirigé par les idées, que tout changement important avait pour causes des conceptions nouvelles de l'organisation sociale ; c'est une profonde erreur, toute évolution de la société humaine vient de changements apportés au mode de production et aux rapports économiques entre les hommes ; le monde de la pensée, celui des institutions politiques, sont absolument dépendants de l'évolution économique. Ce sont les transformations de l'ordre matériel qui entraînent des changements dans tous les autres domaines. Il résume alors le mouvement historique général ainsi défini : celui-ci commençait par la période du petit atelier, à laquelle correspondait le régime féodal, la production se faisant encore sur une petite échelle, les échanges se pratiquant entre des localités très rapprochées les unes des autres ; au petit atelier avait succédé la manufacture, au régime féodal, l'ancien régime. Les progrès

de l'industrie avaient entraîné une concurrence effrénée ; la bourgeoisie s'était livrée tout entière à la production capitaliste, elle avait tué chez l'homme tout ce qui n'est pas le désir de s'enrichir. En même temps, de ce régime se dégageait un antagonisme fatal de plus en plus direct, de plus en plus violent entre la bourgeoisie qui avait établi et qui exploitait ce mode de production et ceux qu'elle utilisait dans l'atelier, qui faisaient le travail dont elle percevait les bénéfices, les prolétaires.

Le mouvement présent pousse invinciblement la société à une concentration de plus en plus grande des capitaux entre un plus petit nombre de mains ; la substitution des usines aux manufactures a eu pour résultat de rapprocher les ouvriers entre eux, de leur montrer leurs intérêts communs, et d'autre part l'expropriation de beaucoup de petits ateliers par la grande industrie a abouti à une diminution du nombre des petits patrons, à l'augmentation incessante de celui des prolétaires, à la suppression de toute classe intermédiaire entre les capitalistes riches et les travailleurs manuels misérables. Ces derniers commencent à s'apercevoir que ce sont eux les véritables producteurs de la fortune de la bourgeoisie, que dans la société actuelle, le mode de production cesse d'être individuel pour devenir social, et que, par là, il est en antagonisme évident avec le mode d'appropriation qui reste individuel ; les capitalistes bourgeois ont conscience de cette opposition, ils cherchent à réaliser

entre les deux éléments un accord impossible ; tout ce qu'ils font en ce sens n'a d'autre résultat que d'augmenter encore cet antagonisme, de précipiter le cours des choses, de multiplier les crises partielles jusqu'au jour où elles entraîneront la catastrophe, d'où doit sortir le monde nouveau. Le rapprochement des ouvriers entre eux, à l'intérieur des usines, doit donner au prolétariat pleine conscience de son existence comme classe cohérente et séparée, entraîner ses membres à se préparer au grand rôle auquel ils sont appelés dans le mouvement général de l'humanité, les rendre capables de faire enfin la révolution à leur profit personnel, après avoir tant de fois servi d'instruments à la bourgeoisie dans ses luttes intestines. Le programme direct et immédiat du prolétariat doit donc consister en la « conquête du pouvoir politique ». S'unissant avec les partis bourgeois les plus avancés, il doit s'emparer de l'État, « s'ériger » en classe nationale souveraine et se constituer lui-même en nation » (1). Il « usera ensuite de sa suprématie politique pour arracher peu à peu à la bourgeoisie tous les capitaux, pour centraliser entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat constitué en classe dirigeante, les instruments de production, et pour accroître au plus vite la masse disponible des forces productives » (2). Cela nécessitera l'inter-

1. *Manifeste du parti communiste*, p. 50, édition de la Bibliothèque socialiste.

2. *Ibidem*, p. 53.

vention d'un pouvoir très autoritaire et très fort ; pourtant cette organisation politique n'est que passagère, ce n'est pas l'idéal définitif de la société : l'État, en effet, par sa nature, est un organe parasitaire qui vient se greffer sur la société économique, « le pouvoir » politique est le pouvoir organisé d'une classe en vue » de l'oppression d'une autre classe » (1). « Tous les » mouvements sociaux jusqu'ici ont été accomplis » par des minorités ou au profit de minorités », ils ont donc toujours abouti à la conservation du pouvoir politique qui ne faisait que changer de détenteur ; mais le mouvement prolétarien est le « mouvement spontané de l'immense majorité dans l'intérêt » de l'immense majorité » (2) ; son succès marquera donc la fin de l'exploitation des hommes les uns par les autres, la suppression de classes distinctes, il en résulte que l'État deviendra inutile, la société économique seule subsistera ; « à l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de » classe, se substituera une association où le libre » développement de chacun sera la condition du libre » développement de tous ; les pouvoirs publics perdront leur caractère politique » (3), ou, comme le dit ailleurs Engels avec encore plus de netteté : « Du » moment que l'État devient réellement le représentant » tant de la société tout entière, il devient inutile...

1. *Ibidem*, p. 54-55.

2. *Ibidem*, p. 39.

3. *Ibidem*, p. 54-55.

» Ce premier acte par lequel l'État se constituera
» réellement en représentant de la société — la prise
» de possession des moyens de production au nom
» de la société — sera en même temps son dernier
» acte comme État. L'intervention de la puissance de
» l'État dans les rapports sociaux devient inutile et
» disparaît. De même le gouvernement des personnes
» fait place à l'administration des choses, et à la
» direction des procédés de production, la société
» libre ne peut tolérer l'existence d'un État entre elle
» et ses membres (1). » Les communistes, dont Marx
et Engels étaient les interprètes, ne voyaient donc dans
l'État qu'une *catégorie historique*, qui devait disparaître, et ne constituait nullement l'organe permanent
et universel de la société ; ils s'en servaient pour
réaliser la transition nécessaire entre la société politique et la société économique, ils se proposaient
ensuite de l'écarter « comme on fait d'une échelle
» dès qu'on a franchi le mur » (2). C'est la critique de
ce programme du parti communiste qui constitue le
fond même de la lutte que nous verrons se dérouler
au sein de l'Internationale. En 1847, Bakounine
n'avait pas d'idées économiques suffisamment nettes
pour pouvoir attacher grande importance à l'appari-
tion de ce document et étudier de façon approfondie les
doctrines qu'il renferme. A Bruxelles, on lui demanda
d'entrer dans la Ligue des communistes, il s'y refusa

1. Engels, *Religion, philosophie et socialisme*, p. 143-144.

2. Fournière, *De Babeuf à Proudhon*, p. 147.

absolument, mais uniquement parce que ce milieu ne lui convenait pas.

Bakounine en 1848. — Bakounine ne resta pas longtemps à Bruxelles; le mouvement révolutionnaire européen ne tarda pas à solliciter vivement son attention. Il alla d'abord à Paris où il se mêla avec passion aux orateurs des clubs, notamment aux Montagnards de Caussidière, provoquant l'admiration de celui-ci qui disait: « Quel homme ! le premier jour d'une révolution, c'est un trésor ; le second, il faudrait le faire fusiller ! » Jugeant que son action pourrait être plus utile ailleurs, il partit pour l'Autriche, assista au Congrès panslaviste de Prague où, seul de son opinion, avec un délégué polonais, il soutint l'idée, qui lui était chère, de la destruction de l'Empire de Russie, de l'Empire d'Autriche, du royaume de Prusse, et de l'érection sur leurs ruines d'une grande République fédérative slave. Il rédigea ensuite une brochure sous le titre *d'Appel aux Slaves*, il y prêchait l'alliance des membres de cette grande République avec tous les révolutionnaires de l'Allemagne, de la Hongrie, de l'Italie et de la France pour réaliser leur émancipation simultanée en détruisant les trois grands États réactionnaires de l'Europe. Le moment n'était guère favorable aux discussions théoriques et aux discours des Congrès ; les révolutionnaires se devaient tout entiers à l'action. C'est ce que comprit Bakounine: le 12 juin il prit part à l'émeute de

Prague et lorsqu'elle fut vaincue il s'en alla lutter à Dresde où, en compagnie de Richard Wagner, il participa à une insurrection qui du 3 au 8 mai fut maîtresse de la ville.

Pendant qu'il luttait à Prague, il reçut une attaque à laquelle il était loin de s'attendre : le journal de Marx, *la Neue Rheinische Zeitung* du 6 juillet publiait une lettre de son correspondant de Paris qui insinuait que M^{me} George Sand se trouvait en possession de documents de nature à compromettre gravement Bakounine, en faisant voir qu'il était un agent du gouvernement russe. Bakounine écrivit alors à M^{me} George Sand pour lui demander soit de confirmer ce que l'on prétendait savoir par elle, et alors de produire les preuves de ce qu'elle avait avancé, soit de le démentir. Le 20 juillet, M^{me} Sand, qui en réalité n'avait eu contre lui aucun soupçon de cette nature, écrivit à la rédaction du journal une lettre assez sévère où elle condamnait l'usage que l'on avait fait de son nom et disait qu'elle avait toujours cru à la parfaite honorabilité de son ami Bakounine. Marx fut forcé de désavouer son correspondant en déclarant que c'était pendant son absence que la correspondance avait été insérée.

Condamnations de Bakounine. — Ce menu fait montre de quels procédés de basse polémique Marx, et en général la presse socialiste de l'Allemagne, allaient faire usage pour discréditer Bakounine dans l'opinion publique. Réfugié à Chemnitz, le grand agitateur fut découvert, arrêté, condamné à mort par le gouver-

nement saxon, le 16 janvier 1850; sa peine fut commuée. mais quelque temps après, le gouvernement autrichien se le faisait livrer pour sa participation au mouvement de Prague; enfermé dans les prisons de cette ville, puis dans celles d'Olmütz, il fut condamné à mort par le gouvernement autrichien, le 15 mai 1851, sa peine fut de nouveau commuée, et il fut finalement livré à la Russie qui demandait son extradition. Il fut jeté dans la forteresse Pierre-et-Paul de Saint-Petersbourg où il vécut trois ans d'atroces souffrances. En 1854, il fut enfermé dans la forteresse de Schusselbourg. Le tzar Nicolas et son successeur Alexandre II avaient d'abord eu l'idée de l'y garder jusqu'à sa mort. L'empereur consentit, pourtant, en mars 1851, à changer son emprisonnement en un bannissement perpétuel en Sibérie. Bakounine s'y trouva assez bien traité et y jouit d'une liberté relative: en mars 1859, il fut envoyé à Irkoutsk, où il trouva comme gouverneur de la Sibérie, Mouravieff-Amoursky, un de ses parents, homme très libéral qui contribua largement à atténuer la dureté de sa peine, en lui faisant conférer une fonction administrative. En 1861, Mouravieff fut mis en disgrâce; Bakounine, profitant de la demi-liberté qui lui était laissée, s'évada par le Japon et l'Amérique et le 27 décembre 1861, il rejoignit à Londres ses amis Herzen et Ogareff.

Bakounine après son évasion (1861-1867). — Pendant les premières années qu'il passa en Occident,

Bakounine chercha à son activité une orientation définitive, qu'il eut de la peine à trouver. A Londres il rencontra Karl Marx qui s'y était réfugié, après avoir participé au mouvement allemand de 1848, Mazzini, Herzen et Ogareff qui rédigeaient alors *le Kolokol (la Cloche)*. Dans ce journal, ceux-ci n'attaquaient pas violemment l'organisation politique russe, mais ils critiquaient assez sévèrement le gouvernement du tzar et réclamaient certaines réformes libérales. Bakounine accepta d'y collaborer, mais il trouvait la feuille trop modérée et il aurait désiré qu'elle se mit à prêcher la révolution violente. Sur le refus d'Herzen, il sépara son action de la sienne et fit publier à part deux opuscules. Dans le premier *A mes amis Russes, Polonais et à tous les Slaves*, il exprimait son désir de consacrer le reste de sa vie à la cause de la Révolution russe, dont il indiquait les principes : il disait que de la victoire de l'Italie sur l'Autriche datait l'existence en Europe d'un certain nombre de peuples amoureux de la liberté et capables de réaliser une civilisation nouvelle fondée sur ce principe : c'étaient les Italiens, les Grecs, les Roumains les Madgyars et la « grande Nation Slave ». « Le peuple » slave, plein de force, de sagacité, de talents, presque » intact, non affaibli et qui, on pouvait le dire, » jusqu'à présent n'avait fait que se préparer à une » vie historique » (1). était prêt à prendre la tête de ce

1. *A mes amis Russes, Polonais et à tous les Slaves*, p. 4.

mouvement général de l'humanité vers son émancipation ; pour cela, il n'avait qu'à se débarrasser du monde officiel, artificiel et parasitaire, qui n'avait plus rien à lui donner et qui n'était « qu'une alliance » monstrueuse de la barbarie tartare et de la science » politique allemande » (1). Les castes élevées étaient également impuissantes : certains de leurs membres avaient des opinions libérales, mais ils ne voulaient rien de plus que l'adaptation à la Russie des formes politiques occidentales : ce n'était pas en cela que consistait la véritable émancipation. Celle-ci ne pouvait être opérée que par le peuple lui-même, dont le mouvement spontané devait créer la société de l'avenir en dehors de toute forme politique antérieure. Les bourgeois, qui voudraient l'aider à se libérer, devaient commencer par rompre avec leur milieu pour aller au peuple, non pour lui imposer un idéal quelconque, mais pour l'aider à réaliser sa volonté, qui se résumait dans la fameuse formule : *terre et liberté* ; l'unité sociale de l'avenir devait être la commune qui allait devenir propriétaire seule de tous les champs, chaque individu pouvant appartenir à celle qu'il préférerait ou s'en séparer ; la liberté consistait en la complète autonomie des communes qui pourraient s'unir entre elles dans des fédérations plus ou moins larges, comme il leur conviendrait.

Ce système contient, en germe et appliquées à un ter-

1. *Ibid.*, p. 7.

rain particulier, toutes les idées théoriques de Bakounine ; il ne fera que les développer, en les appliquant au monde entier. Dans une autre brochure, *Mouravieff*, *Pougatcheff* ou *Pestel*, conservant le même programme théorique, il annonçait au tzar que la Révolution était inévitable, il lui proposait d'en prendre la direction et lui annonçait que s'il s'y refusait elle se ferait contre lui ; cette attitude ressemblait assez à celle qu'avait prise Proudhon, au lendemain du coup d'État du 2 décembre (1). Certains publicistes pensent que Bakounine ne croyait pas sérieusement que le tzar pût se mettre à la tête d'une Révolution, et qu'il ne présentait cette idée que comme une forme d'exposition ; on le croirait volontiers, car, dans le cas contraire, il y aurait contradiction absolue entre cet écrit et le précédent.

Une nouvelle révolution venait d'éclater en Pologne en 1863. Bakounine avait toujours déclaré que le réveil de la Pologne donnerait le signal de celui de tous les Slaves et, pourtant, il était loin d'approuver le caractère aristocratique, catholique et traditionaliste, que présentait cette insurrection. Il voulut néanmoins y participer : il s'engagea dans l'expédition de Lapinski et partit pour Stockholm, d'où il pensait pouvoir débarquer en Lithuanie. Cela ne lui fut pas possible ; l'expédition échoua. Après un court passage à Londres Bakounine se fixa en Italie, à Florence, puis à Naples où il publia le journal *Liberta e Giustizia*. Il croyait

1. *La Révolution sociale démontrée par le coup d'État.*

que l'Italie pourrait jouer un rôle des plus importants au point de vue de l'émancipation générale de l'humanité. Mais il pensait que, pour en être capable, ce pays devait abandonner complètement les tendances actuelles des partis d'opposition.

La Fraternité Internationale. — Au gouvernement régulier, ceux-ci opposaient surtout les doctrines de Mazzini et l'action de Garibaldi. Mazzini, qui était un idéaliste très dogmatique, préconisait la constitution d'un État démocratique fortement centralisé, dans lequel le peuple souverain remettrait sa direction morale entre les mains de quelques hommes de valeur, chargés de faire son éducation et de mener ses affaires politiques ; il repoussait toute révolution sociale intégrale qui aurait pour but la suppression des classes et considérait que le prolétariat ne pouvait espérer qu'une amélioration partielle de son sort. Les idées de Bakounine commençaient à se préciser assez pour lui permettre de condamner absolument toutes ces théories : matérialiste convaincu, il reprochait à Mazzini son idéalisme et son déisme ; persuadé de la vertu instinctive du peuple, il repoussait toute direction dogmatique qui prétendit s'imposer à celui-ci ; croyant fermement que la révolution sociale est absolument nécessaire pour l'émancipation humaine, il repoussait toutes les demi-mesures de Mazzini, tous ses plans d'amélioration partielle ; et enfin à la constitution d'un grand État démocratique et centralisé, il

opposait celle de petites communes autonomes, ne se rapprochant les unes des autres, qu'autant que cela leur plairait et répondrait à leur intérêt du moment. Contre les Mazziniens, Bakounine utilisera toutes les ressources de sa critique, aura recours à tout son talent de polémiste : dès 1864, il travailla à fonder contre eux une société secrète : celle-ci, d'abord exclusivement italienne, ne tarda pas à avoir de nombreuses ramifications sur tout le continent européen, et notamment en France, en Espagne, en Pologne et en Suède. Bakounine cessa bientôt de se contenter d'exercer une action aussi restreinte. Il désira jouer un rôle important et chercha une occasion de faire prévaloir ses idées dans un milieu beaucoup plus général. Il ne devait pas tarder à la trouver.

Car il était venu en Europe à une époque critique, où l'agitation socialiste d'une part et le mouvement démocratique de l'autre étaient en pleine activité.

Nous étudierons successivement chacune de ces deux faces du mouvement social : l'agitation socialiste s'exprimant surtout par les congrès de l'Association internationale des travailleurs ; le mouvement démocratique par ceux de la Ligue de la Paix et de la Liberté, et nous montrerons comment Bakounine, après avoir participé à ceux-ci, se décida à s'occuper plus particulièrement de l'organisation ouvrière.

CHAPITRE II

LE MOUVEMENT SOCIALISTE

(1864-1868)

K. MARX ET L'INTERNATIONALE

Le socialisme populaire. — Jusqu'à ce moment, il n'y avait guère eu en Europe de socialisme véritablement populaire : les premiers défenseurs de cette doctrine, dont la plupart appartenaient au monde bourgeois, étaient avant tout des hommes de cabinet qui dégageaient de leurs conceptions sociales un idéal qu'ils présentaient ensuite à l'acceptation de leurs contemporains. Leurs disciples étaient le plus souvent des intellectuels comme eux, et ils constituaient ensemble de petites sectes de rêveurs qui, la plupart du temps, n'avaient eu aucun rapport sérieux avec la masse des prolétaires. Si, à diverses reprises, les ouvriers s'étaient trouvés participer à des luttes de classe, ce n'était qu'un résultat de leur misère, une opposition spontanée et naturelle entre leurs intérêts et ceux de la bourgeoisie, une vague aspiration vers une émancipation économique dont ils souhaitaient

l'avènement, sans savoir exactement en quoi elle consisterait. Bien des fois, leurs revendications s'étaient résumées en formules saisissantes, mais peu précises, comme celles qui avaient servi de mots d'ordre à l'émeute des canuts de Lyon en 1831 et à l'insurrection des ouvriers des ateliers nationaux aux journées de Juin 1848. Depuis cette époque, le socialisme s'était tu : en France, notamment, il apparaissait comme une doctrine qui avait cessé d'exister ; la plupart des théoriciens avaient reçu de l'échec de la révolution de 1848, un profond discrédit : L. Blanc, réfugié en Angleterre, n'était presque plus socialiste ; Cabet cherchait aux États-Unis un terrain propice à l'organisation de son Icarie ; seul Proudhon qui avait su ne pas se compromettre dans ce mouvement conservait toute son autorité et sa popularité dans les milieux ouvriers ; mais ses audaces du début avaient fait place à des plans de réforme très modérés et très sagement réfléchis.

À partir de 1864, le socialisme va prendre un aspect tout nouveau en devenant populaire et ouvrier : il quitte le cabinet de l'utopiste pour se répandre dans les ateliers, perd son caractère dogmatique et théorique pour devenir d'une part l'affirmation de plus en plus consciente de l'antagonisme des classes, d'autre part la libre recherche par tous les hommes de bonne volonté d'un état social dans lequel le travail et le capital cesseraient d'être en lutte. On ne se contentera plus des systèmes tout faits élaborés par quelques penseurs ingénieux ; le socialisme ne sera

plus une doctrine, il se dégagera spontanément de la vie courante des ouvriers, de leur lutte quotidienne pour la conservation et l'accroissement de leurs salaires. Son principe premier sera celui de la solidarité qui s'établira entre eux pour leur permettre d'une part de se soutenir mutuellement dans leur résistance contre le capital ; d'autre part de s'aider à formuler leurs aspirations communes. C'est la création de l'Association Internationale des Travailleurs qui marque le plus nettement cette intéressante évolution. Avec elle, le socialisme devient populaire, scientifique, expérimental.

Causes de la fondation de l'Internationale. — Pour que la création d'une telle institution fût possible, diverses conditions devaient se rencontrer : il fallait, d'abord, que le prolétariat fût amené à se considérer comme une classe séparée, aux intérêts opposés à ceux de la bourgeoisie ; ensuite qu'il eût compris les avantages de l'organisation professionnelle, et enfin, que des représentants de la classe ouvrière des principaux pays industriels eussent trouvé l'occasion d'un rapprochement entre eux. C'est en 1862 qu'elles devaient se réaliser.

C'était une époque de très grand progrès économique : de nouveaux procédés de fabrication avaient été découverts ; la concentration industrielle augmentait et, tandis que se fondaient, partout, des établissements très importants, de petits producteurs en

faillite se voyaient obligés de fermer leurs ateliers. Les conséquences de cette évolution furent l'agglomération des masses ouvrières et une séparation plus profonde entre les deux catégories de producteurs : à un grand patronat autoritaire et anonyme s'opposait un prolétariat de plus en plus nombreux. A ce moment, les phénomènes décrits par K. Marx dans *le Manifeste du parti communiste* sont en pleine exécution, ils passent vraiment dans la réalité de tous les jours. Les ouvriers, en subissant les mêmes conditions de travail, prenaient conscience de l'identité de leurs intérêts ; d'autre part, le patronat devenant pour eux de plus en plus difficile à atteindre, beaucoup pensaient qu'ils ne parviendraient pas à améliorer isolément leur situation et se rendaient compte qu'ils ne constitueraient une véritable puissance qu'en restant unis avec leurs compagnons d'ateliers, en vue soit de lutter avec eux pour la défense de leurs salaires, soit de constituer en dehors du capitalisme et du patronat bourgeois, un capitalisme ouvrier, d'organiser une exploitation commune de l'atelier qui les mît en état de se substituer peu à peu aux maîtres de la grande industrie. Les ouvriers, souffrant des mêmes maux dans tous les pays industriels d'Europe, cherchaient partout à s'unir et à s'organiser ; seule, la forme d'association qu'ils adoptaient variait d'après leur tempérament particulier, d'après la législation spéciale à chaque nation.

Les divers buts de l'association ouvrière. — C'était

en Angleterre que ce mouvement remportait le plus de succès et avait pris le plus d'extension : en associant les ouvriers, les trade-unions cherchaient à les rendre capables de mener victorieusement la lutte concertée pour la défense de leurs salaires. Leur action n'était pas alors explicitement autorisée par les lois ; elle n'en faisait pas moins des progrès considérables dus, en grande partie, à l'intelligence et à l'énergie du conseil de cinq membres qui, sous le nom de *junta*, en avait assumé la direction. Depuis un certain temps, elles avaient élargi les bases de leur organisation ; elles ne groupaient plus seulement les ouvriers d'un même métier sur tout le territoire national ; elles se constituaient encore en *trade-councils* réunissant dans une même localité les travailleurs de toutes les professions.

En France, le mouvement se présentait sous un aspect assez différent. Certains ouvriers intelligents et laborieux s'étaient rapprochés pour chercher en commun par quels procédés le prolétariat pourrait réaliser son émancipation ; de sérieuses études les avaient conduits à des conclusions pratiques qui se rapprochaient spontanément de celles de Proudhon : ils plaçaient les plus grandes espérances dans l'avenir des sociétés coopératives, dont le succès devait, selon eux, assurer à leurs camarades une indépendance sociale, qu'ils n'attendaient « pas d'une révolte aveugle, ni d'un coup de force imprévoyant,

ni même d'une grève concertée, mais du progrès des lumières et de la raison » (1).

Un troisième élément vint se joindre aux trade-unionists anglais et aux coopérateurs français, opposer sa conception de l'organisation ouvrière aux leurs et contribuer puissamment avec eux à la fondation de l'Internationale : la Ligue des communistes, pour laquelle Marx avait écrit son fameux *Manifeste*, avait participé aux insurrections allemandes de 1848. Après leur échec, elle s'était dissoute, ses principaux membres s'étaient réfugiés à Londres ; notamment K. Marx, Engels, Eccarius qui, ami à la fois des trade-unionists et de Marx, le mit en rapports avec eux. Ils attachaient, eux aussi, la plus grande importance à l'association ouvrière ; en 1847, leur *Manifeste* appelait à l'union les prolétaires de tous les pays. Ils ne lui donnaient pas pour but la réalisation d'une amélioration partielle du sort des classes laborieuses. Dans leur pensée, si les travailleurs manuels devaient se rapprocher les uns des autres, c'était pour accomplir leur émancipation intégrale, pour travailler à la suppression des classes, et à la préparation de la société égalitaire de l'avenir ; leur premier objectif devait être la conquête du pouvoir politique.

C'est ainsi qu'à cette époque coexistaient trois grands groupes d'hommes de pensée et d'action qui reconnaissaient à l'association ouvrière une importance

1. De la Gorce, *Histoire du second Empire*, t. V, p. 420.

primordiale; ils ne lui faisaient pas jouer le même rôle social, ne lui assignaient pas le même but; mais ils affirmaient, tous trois, avec la même énergie la nécessité de l'organisation prolétarienne. Une rencontre fortuite entre eux devait avoir pour résultat de donner à leurs membres l'idée d'étendre cette union à tous les pays, de constituer véritablement une Association Internationale.

Fondation de l'Association Internationale des Travailleurs (1). — En 1860, certains publicistes français demandèrent, par la voie de la presse, s'il ne conviendrait pas d'envoyer des délégations ouvrières à l'Exposition de Londres, annoncée pour 1862. Cette proposition, très bien accueillie de divers côtés, fut mise à exécution; un certain nombre d'ouvriers, élus par leurs camarades, allèrent faire des études à l'Exposition. Ce qui les frappa surtout, ce fut de voir à quel point l'idée d'association régnait chez les Anglais, combien l'organisation ouvrière était développée dans leur pays; ces premières relations leur inspirèrent le désir d'établir des rapports réguliers entre les ouvriers français et les travailleurs anglais sous la forme de comités de correspondance nationale qui seraient établis dans chaque pays et communiqueraient entre eux.

Quelque temps après, une nouvelle rencontre eut

1. Nous ne faisons que résumer ici ces intéressants événements; l'excellent ouvrage de M. Puech, *le Proudhonisme dans l'Association internationale des travailleurs* en contient un récit détaillé auquel nous renvoyons le lecteur.

pour résultat de donner à cette institution sa forme définitive et d'en augmenter considérablement l'ampleur. Le 28 septembre 1864, se tint à Saint-Martin's Hall un meeting de protestation contre la répression de l'insurrection polonaise ; trois délégués français s'y rendirent : Tolain, Perrachon et A. Limousin et firent des discours sur l'émancipation politique et sociale des prolétaires. Dans cet échange d'idées entre les français et les anglais, la question polonaise, qui avait servi de point de contact, était dépassée, oubliée ; elle n'apparaissait plus que comme un prétexte. Ce qui prit alors la première place dans leurs préoccupations, ce fut l'établissement de relations sérieuses et continues entre eux ; car ils étaient dominés par l'idée que les intérêts des prolétaires sont identiques malgré les différences nationales, ils étaient convaincus de la nécessité d'une organisation ouvrière sérieuse qui passât par-dessus les frontières ; ainsi naquit l'Internationale [qui « ne procédait ni d'une tradition, ni d'une idée abstraite, mais des besoins nouveaux de la classe ouvrière, c'est-à-dire en dernière analyse du développement capitaliste lui-même (1). »

Quelle allait être l'organisation de la nouvelle institution ; quelles allaient être ses premières tendances ? Pratiquement, le meeting de Saint-Martin's Hall avait abouti à la nomination d'un comité de vingt et un

1. A. Thomas, *Histoire du second Empire (Histoire socialiste, p. 243).*

membres, chargé d'en établir les règlements et, s'il le pouvait, de préparer un Congrès pour l'année suivante. L'Association n'étant pas alors assez fortement constituée, ce projet fut abandonné, et le Congrès remplacé par une conférence entre les membres du comité et un certain nombre d'autres ouvriers, dont les plus nombreux étaient des Français. Ce n'est qu'à partir de 1866 que les Congrès se succédèrent avec régularité. La Conférence de Londres élaborait définitivement les statuts généraux et le règlement de l'Internationale et ses statuts. Quoiqu'il soit très connu, le grand document tient une telle place dans l'histoire du mouvement social qu'il mérite d'être reproduit tout entier.

Considérant que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ;

Que les efforts des travailleurs, pour conquérir leur émancipation, ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs ;

Que l'assujettissement du travailleur au capital est la source de toute servitude politique, morale, matérielle ;

Que pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique comme moyen ;

Que tous les efforts faits jusqu'ici ont échoué faute de solidarité entre les ouvriers des diverses professions dans chaque pays, et d'une union fraternelle entre les travailleurs de diverses contrées ;

Que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national, qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique ;

Que le mouvement qui s'accomplit parmi les ouvriers des pays les plus industriels de l'Europe, en faisant naître de nouvelles espérances donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs, et conseille de combiner tous les efforts encore isolés ;

Par ces raisons, les soussignés, membres du conseil élu par l'assemblée tenue le 28 septembre 1864, à Saint-Martin's Hall, à Londres, ont pris les mesures nécessaires pour fonder l'Association Internationale des Travailleurs ; ils déclarent que cette association, ainsi que toutes les sociétés ou individus y adhérant, reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes, la Vérité, la Justice, la Morale, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité ;

Ils considèrent comme un devoir de réclamer non seulement pour eux les droits d'homme et de citoyen, mais encore pour quiconque remplit ses devoirs. Pas de droits sans devoirs, pas de devoirs sans droits.

Organisation de l'Internationale. — Ce document n'avait pas la prétention d'exposer aucune théorie particulière, il ne contenait aucune doctrine obligatoire pour tous les membres de l'Association. Il se contentait d'affirmer la nécessité d'une union entre les ouvriers des divers pays, de poser le grand principe de la solidarité entre les prolétaires en vue de leur émancipation économique, mais il se gardait de prendre parti pour l'un ou pour l'autre des divers procédés par lesquels celle-ci pouvait être réalisée. Il ne voulait imposer à l'organisation ouvrière aucune orientation particulière ; il ne demandait aux membres de la nouvelle Association que d'attacher une importance primordiale à la question de l'émancipation économique des travailleurs, les laissant libres

ensuite de préconiser la voie qui leur paraîtrait la meilleure dans ce but ; le document posait simplement le problème, il ne le résolvait pas.

Un menu incident devait avoir, à propos de son interprétation ultérieure, la plus grande importance : le texte avait été envoyé en anglais aux membres de la section parisienne qui venait de se constituer et ceux-ci en avaient fait faire une traduction française. Il s'y était glissé un certain nombre d'erreurs et d'inexactitudes ; l'une d'elles constitue un « un événement historique » (1). Après ces mots : « L'émancipation des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique », le texte authentique ajoutait ces mots « comme un moyen » ; (en anglais *as a mean*) ; la traduction française les omit.

Cette divergence qui, au premier abord, apparaît comme une simple question de mots, devait, par la suite et au moment des discussions théoriques que nous aurons à étudier, jouer un rôle capital. En attendant, personne n'y fit attention ; à la suite du Congrès de 1866 fut rédigée une traduction plus exacte du préambule, mais le gouvernement impérial en interdit l'introduction sur le sol français et ce n'est qu'en 1869 qu'on devait s'apercevoir de cette erreur.

Le même document contenait le règlement de

1. A. Thomas, *op. cit.*, p. 290.

l'Internationale, qui fixait les détails de son organisation. L'objet de l'Association était de « créer un point » central de communication et de coopération » entre les ouvriers des différents pays aspirant au » même but, savoir : le concours mutuel, le progrès » et le complet affranchissement de la classe ouvrière » (art. 1); elle devait réunir entre elles les sociétés ouvrières de chaque pays, chacune « continuait d'exister sur les bases qui lui étaient particulières » (art. 10), mais « aucune n'était dispensée de » correspondre directement avec le conseil général » à Londres » (art. 6, al. 2) ; ce fut ce qu'on appela les sections. Les membres de l'Internationale étaient engagés, autant qu'ils le pourraient et que la législation de leur État particulier le leur permettrait, à faire tous leurs efforts pour réunir « en une seule » Association nationale les diverses sociétés ouvrières » existantes » (art. 6, premier al.); c'est ce que l'on appela, le plus souvent, les fédérations nationales ; nous verrons quels pays purent en établir. Pour faire partie de l'Association, il n'était pas nécessaire d'être ouvrier manuel ; quiconque « adoptait et défendait » ses principes pouvait en être reçu membre » (art. 1); chaque section étant libre d'admettre ou de refuser les *travailleurs de la pensée*.

Le conseil général. — La plupart des articles s'occupaient soit du fonctionnement des Congrès annuels, soit de celui du conseil général : le but final de ces

mesures était de faire de cet organe **non pas un** comité directeur qui pût imposer ses vues théoriques, ses idées sur l'organisation pratique aux sections associées, mais un simple bureau servant d'intermédiaire entre elles pour leurs relations mutuelles.

Dans ce but, de nombreuses et importantes attributions lui étaient confiées. Le Congrès de Lausanne, en 1867, les augmenta encore : il devait établir des statistiques du travail ; entreprendre de grandes enquêtes sur l'état social dans les différents pays, mettre « les ouvriers de chaque nation au courant » des mouvements de leur classe, dans les autres « pays » (art. 5¹, faire à chaque Congrès un rapport public sur les travaux de l'année ; c'était pour faciliter ces communications avec toutes les sections qu'il devait publier un bulletin « autant et aussi souvent » que ses moyens le lui permettraient » règlements adoptés en 1867, art. 2) ; il était chargé de mettre au courant chaque section des questions proposées par d'autres et dont la discussion pourrait être d'un intérêt général ; il pourrait, lorsque cela lui semblerait nécessaire, prendre l'initiative des mesures à proposer aux sections. Le règlement ne se contentait pas de confier ainsi au conseil général un certain nombre d'attributions très limitées et très nettement définies ; il prenait en outre des précautions pour assurer, autant que possible, dans son sein, une exacte représentation des différents pays auxquels appar-

tiendraient les membres de l'Association et, d'autre part, il cherchait à l'empêcher d'empiéter sur l'œuvre des Congrès, qui devaient rester l'autorité suprême de l'Internationale, ses seuls représentants officiels, le Conseil général n'étant que leur mandataire. C'est dans ce but que l'article 3 déclarait que « le conseil » général se composerait d'ouvriers représentant les » différentes nations faisant partie de l'Internationale ». Le Congrès devait avoir la haute main sur le conseil général dont chaque année il fixerait le siège et désignerait les membres ; il aurait une existence indépendante et « se réunirait chaque année au lieu et à la date fixés par celui de l'année précédente » (art. 3, al. 2 et 3). Le Conseil général ne pourrait pas en empêcher la réunion, qui ne dépendrait pas d'une convocation venant de sa part ; en cas d'urgence, il lui était permis d'avancer la date de réunion du Congrès (art. 7), et en cas de nécessité d'en changer le siège, mais non de le supprimer complètement ni d'en retarder la convocation.

Enfin, il n'aurait pas le droit d'imposer une doctrine particulière ; il ne possédait aucun pouvoir disciplinaire sur les sections ou fédérations ; « toute » l'organisation de l'Internationale était républicaine » et fédérative ; elle laissait à chaque groupe son » autonomie et ne laissait qu'aux seuls Congrès le » pouvoir souverain ; le conseil général n'était qu'un » moyen de communication entre les différentes » sections, et nul ordre ne pouvait émaner des fonc-

» tionnaires responsables auxquels le Congrès avait
» confié la mission unique d'exécuter ses résolutions
» sans avoir même à les apprécier » (1).

Diverses circonstances devaient faire jouer au conseil général un rôle tout différent de celui qui lui était ainsi assigné. Le premier Congrès fixa à Londres le siège du conseil général, ce qui était assez naturel. C'était dans cette ville que la grande Association était née et que se trouvaient la plupart de ses fondateurs, d'autre part, les membres du conseil général jouissaient en Angleterre d'une sécurité et d'une liberté d'action qu'ils n'auraient pas trouvées dans beaucoup d'États du continent Européen. Les Congrès des années suivantes ne discutèrent jamais sérieusement l'idée de changer ce siège, comme ils en avaient le droit ; il y eut bien quelques propositions dans ce sens, mais elles ne furent jamais examinées à fond, et jusqu'en 1872 le conseil resta à Londres. Il en résulta que la plupart de ses membres étaient hors d'état de suivre de près le mouvement social continental. D'autre part, la composition du conseil général ne subit pas non plus de changements sérieux : au début, il était surtout composé d'Anglais, dont certains s'occupaient, avec intelligence, de l'organisation de la classe ouvrière de leur pays, mais qui tendaient à ne considérer l'agitation prolétarienne du continent que dans ses rapports immédiats avec celle de

1. Fribourg, *l'Internationale*, p. 20.

l'Angleterre ; leurs fonctions mêmes leur facilitaient cette attitude, car le conseil général fonctionnait en même temps comme conseil fédéral Anglais.

A côté d'eux siégeaient un certain nombre de socialistes du continent : les véritables ouvriers n'auraient eu ni assez d'argent ni assez de temps pour aller passer toute une année en Angleterre, et les sections n'auraient pas été assez riches pour les aider à supporter les frais de tels déplacements. Il en résulta que les membres non Anglais du conseil général étaient, pour la plupart, des bourgeois ou des ouvriers qui avaient quitté leur pays et qui n'étaient plus en rapports intimes avec les prolétaires qui y habitaient, les plus influents d'entre eux étaient des membres de la Ligue des communistes réfugiés en Angleterre, parmi eux : K. Marx, secrétaire particulier (1) pour l'Allemagne, jouait un rôle prépondérant ; Jung, secrétaire pour la Suisse, partageait ses idées théoriques, il en était de même d'Eccarius ; Dupont, secrétaire pour la France, était avant tout un ennemi du gouvernement impérial ; entre les mutuellistes français et lui, il ne paraît pas y avoir eu de communion d'idées véritable. Plus tard, l'entrée au conseil général d'Engels, ami intime de Marx comme secrétaire pour l'Italie et celle de Lafargue, son gendre, comme secrétaire pour l'Espagne et le Por-

1. Parmi ses membres, le conseil général comprenait un certain nombre de secrétaires particuliers, dont chacun était chargé de correspondre spécialement avec les sections d'un pays déterminé.

tugal, allaient augmenter encore l'influence du groupe marxiste, lui permettre de chercher à s'assurer la direction théorique de l'Internationale. En ne s'occupant pas du mouvement continental, les Anglais allaient laisser à Marx et à ses amis la haute main sur le conseil général ; et ne faire aucune opposition sérieuse à leurs velléités dictatoriales. Pendant toute la première période de son existence, les membres de la grande Association ne virent pas cette influence grandissante. Les premiers Congrès n'attachaient pas d'importance à la composition du conseil général. Les circonstances purent bien y entraîner quelques changements isolés de peu d'intérêt, mais il n'y eut jamais de modification intégrale au sein de l'organe central qui, de 1866 à 1872, ne cessa de réunir une majorité d'ouvriers anglais indifférents, et une minorité de marxistes très ambitieux, et très remuants. Les membres de chaque Congrès désignèrent, pour remplir ces fonctions, ceux qui en avaient été chargés l'année précédente. En 1867, un délégué proposa au Congrès de renoncer à son droit de voter la liste des membres et de confier cette tâche à la section de Londres, qui connaissait les candidats ; ce fut un membre du conseil général, Eccarius, qui s'opposa à cette abdication, en disant qu'un conseil réélu dans de telles conditions manquerait de l'autorité dont il avait besoin, en ne se présentant pas comme l'émanation de l'Internationale tout entière.

Le but de l'Internationale d'après Marx. — Dès que la grande Association commença à fonctionner, elle opposa les diverses conceptions de l'organisation ouvrière que nous avons signalées.

Marx, qui avait pris une part importante à sa fondation, tendait à voir en elle une autre forme de la Ligue du parti communiste réorganisée et plus étendue. Il croyait donc qu'elle devait admettre les mêmes principes et donner à l'organisation professionnelle le même objectif. C'est ce qu'il exprima dans *le Manifeste de l'Internationale* qu'il fit paraître en 1864. Prenant comme exemples de la misère des ouvriers anglais certains faits que le ministre Gladstone venait de citer à la tribune du Parlement, il déclarait que tous les progrès de la civilisation seraient vains, et qu'ils ne contribueraient en rien à l'amélioration du sort de la classe ouvrière tant que continueraient à régner le faux système de production et l'injuste mode d'appropriation actuels. Pour lui, divers symptômes montraient qu'à ces deux points de vue, une évolution importante était en train de s'accomplir : d'une part, l'économie politique bourgeoise venait d'être battue par celle des ouvriers, car le Parlement anglais avait été obligé de fixer par un récent bill à dix heures la durée légale du travail ; d'un autre côté, le mouvement coopératif, en se développant, prouvait que la production pouvait s'organiser à l'intérieur des ateliers sans avoir besoin de l'interven-

tion d'un patron. Il déclarait que, malgré tous ses avantages, ce mode d'exploitation n'aboutirait qu'à des résultats partiels, tant qu'il se heurterait à l'existence générale de la propriété privée ; il affirmait que la classe ouvrière ne pourrait réaliser son affranchissement intégral qu'en s'emparant de la direction de toute la production sociale ; il l'engageait, pour atteindre ce résultat, à se constituer en parti politique national, ayant pour but la conquête du pouvoir, qu'il déclarait être son *premier devoir*. Il est évident que, pour Marx, le rôle de l'Internationale devait être de grouper tous les prolétaires en vue de cette conquête de la puissance politique, et de constituer des partis socialistes dans tous les grands pays industriels.

C'est le même esprit qui inspirait l'important acte, qu'il fit déposer au Congrès de 1866 au nom du conseil général. Il y déclarait que l'action des sociétés coopératives lui paraissait insuffisante, qu'il était nécessaire d'apporter à l'organisation sociale actuelle des changements d'ordre général, et qu'à cet effet le prolétariat devait arracher le pouvoir politique aux détenteurs de capitaux et aux propriétaires fonciers.

Il déclarait que les trade-unions avaient un rôle essentiel à jouer. C'étaient elles qui avaient servi de centres d'organisation à la classe ouvrière et qui devaient être pour celle-ci ce que « les municipalités et les communes du moyen âge furent pour la bourgeoisie » ; elles devaient acquérir une importance

de plus en plus grande. mais pour cela se garder de prendre leur parti de l'organisation sociale actuelle, se conduire en groupements délibérément révolutionnaires, appuyer tous les mouvements économiques et politiques qui tendraient à l'abolition du prolétariat. Ils pourraient, dans ces conditions, servir d'organes à la transformation du système de travail, être « les véhicules organisés de la suppression même du salariat et de la domination du capital ».

Le but de l'Internationale d'après les trade-unionists. — Marx dut constater que la majorité des délégués au premier Congrès de l'Internationale (Genève, 1866) étaient loin de partager ses conceptions (1) et n'assignaient pas du tout au mouvement ouvrier le même but que lui. A cette première assemblée générale, ce furent les tendances trade-unionists et les idées mutuellistes qui se disputèrent la prépondérance. Les trade-unionists trouvaient que la nouvelle institution ne devait avoir d'autre objet que de généraliser, d'étendre l'action de leurs associations nouvelles et d'augmenter leur chance de succès. Or, celles-ci n'étaient pas, en majorité, révolutionnaires; elles ne prétendaient pas amener un bouleversement intégral de la société actuelle, provoquer la suppression du capitalisme bourgeois. Elles

1. V. sa lettre à son ami Kugelmann, dans laquelle il traite assez durement les mutuellistes. *Mouvement socialiste*, octobre 1902.

voulaient seulement l'obliger à accroître la part des salariés, forcer les patrons à donner à leurs ouvriers des rétributions plus élevées. C'était surtout à la grève qu'elles avaient recours dans ce but.

Elles cherchaient, alors, à créer entre les ouvriers une solidarité des plus étroites, afin d'être sûres que les patrons, chez qui éclaterait un tel mouvement, ne trouveraient pas d'employés disposés à remplacer les chômeurs à des conditions inférieures à celles qu'exigeaient ceux-ci. Dans les professions où elles étaient bien organisées, les trade-unions étaient à peu près parvenues au résultat qu'elles visaient ; mais elles sentaient que ce ne serait pas suffisant ; elles ne pouvaient être assurées, en effet, que les capitalistes n'arriveraient pas à remplacer les ouvriers insulaires en grève par des travailleurs du continent qui viendraient chercher en Angleterre des salaires plus élevés que ceux de leur propre pays.

C'était donc sur ceux-ci qu'il importait d'agir. Les fondateurs anglais de l'Internationale espéraient que la nouvelle institution leur en fournirait les moyens. Ils pensaient que le conseil général aurait pour principal objet d'empêcher les ouvriers d'un pays de venir remplacer ceux qui seraient en grève ailleurs, de faire de grandes enquêtes sur les conditions du travail dans les divers États pour donner aux prolétaires des renseignements détaillés sur la situation économique générale à un moment déterminé, et de désigner aux travailleurs des diverses professions les patrons qui

auraient besoin de leurs services. Ils croyaient que les congrès devaient, de leur côté, augmenter la solidarité internationale des prolétaires, fixer un certain nombre de revendications essentielles, et les engager à réclamer les mêmes réformes dans tous les pays à la fois. C'est dans ce but que les délégués anglais proposèrent aux membres du Congrès de 1866 d'engager une vaste campagne en faveur de la journée de huit heures.

Le but de l'Internationale chez les mutuellistes. — Les trade-unionists ne remportèrent pas, sur ces divers points, le succès qu'ils escomptaient. La direction du premier congrès appartient incontestablement aux Français qui firent prévaloir l'influence de Proudhon : le principe qu'ils adoptaient était celui de l'accord et de la fusion des classes, le moyen qu'ils préconisaient consistait en l'établissement d'un capitalisme ouvrier par la fondation des sociétés coopératives, en l'organisation du crédit mutuel pour leur permettre de s'assister réciproquement, en la création d'une banque d'échange servant d'intermédiaire entre elles. Les mutuellistes condamnaient l'association comme contraire à la liberté de ses membres et ne voyaient dans la grève qu'un inutile recours à la violence, qui ne pouvait pas donner de résultats durables ; ils n'avaient que de la méfiance pour l'État dont le rôle devait se borner à garantir les contrats passés entre individus ; enfin, ils refusaient de prendre violemment parti sur les questions politiques mises au programme. Dans l'ensemble, ils faisaient montre de

prudence, de modération, repoussaient tout appel à la force, se montraient respectueux de la propriété privée, peu disposés à combattre énergiquement leur gouvernement ; ce qu'ils indiquaient aux ouvriers comme la voie pouvant les conduire le plus sûrement à l'émancipation économique, c'était l'union en vue d'un effort très noble, très courageux pour sortir de leur situation misérable, sans avoir à s'occuper de la forme du gouvernement. Leur attitude politique était nette et ferme, ils ne voulaient pas marcher à la remorque des ennemis politiques de l'Empire et prétendaient conserver leur indépendance tant à l'égard du gouvernement dont ils repoussaient les avances qu'à celui des blanquistes qui cherchaient à les entraîner dans leurs rangs. Ils adoptaient entièrement l'idée de la subordination du mouvement politique à l'action économique, telle que l'exprimaient les statuts de la grande Association (1). Pour eux, cela signifiait que les membres de l'Internationale devaient chercher à réaliser leur émancipation économique sans tenir compte du régime gouvernemental sous lequel ils vivaient ; ils ne demandaient à l'État que de leur fournir les moyens de réaliser leurs conceptions et, tout en laissant les ouvriers libres de prendre parti individuellement pour la forme gouvernementale qui

1. En lisant ce passage, Tolain ne put s'empêcher d'un mouvement de joie. « Enfin, dit-il à ses collègues, on ne pourra plus dire que c'est nous seuls qui voulons absolument que la question politique ne passe pas avant tout » (Fribourg, *l'Internationale*, p. 151, n. 12).

leur plairait le plus, ils ne prétendaient les associer qu'en vue de cet effort économique, qui restait en dehors de la politique. Cette attitude était indiquée dans le *Mémoire des délégués parisiens* ; le premier Congrès l'admit dans son ensemble.

Elle était difficile à conserver ; beaucoup d'ouvriers se demandaient si, par cette voie, leur émancipation ne serait pas bien longue, bien pénible à réaliser ; ils écoutaient plus volontiers ceux qui leur présentaient comme possible un affranchissement plus facile, plus rapide et plus complet par les moyens révolutionnaires. D'autre part, les mutuellistes étaient, pour la plupart, des hommes froids, réservés, confiants avant tout dans la rigueur de leur raisonnement, dans la sûreté de leur science économique, ils ne savaient pas prendre le cœur des masses, passionner les foules ; et, enfin, l'opposition contre le gouvernement impérial faisait de tels progrès qu'il allait devenir de plus en plus difficile aux ouvriers de conserver leur neutralité ; il leur fallait ou bien accepter franchement le patronage officiel du prince Napoléon, ou bien entrer dans les rangs de l'opposition et combattre énergiquement le gouvernement. Déjà, les partis révolutionnaires français accusaient les mutuellistes d'hésiter à se prononcer nettement contre celui-ci ; ils les soupçonnaient de vouloir se rapprocher du bonapartisme ; un certain nombre d'ouvriers étrangers leur adressaient les mêmes reproches et, pour combattre leur influence,

ils allaient chercher à diriger plus délibérément la grande Association dans la voie de la politique avancée.

Le second Congrès de l'Internationale (Lausanne, 1867). — Le second Congrès se tint du 2 au 9 septembre 1867, à Lausanne. Dans son ensemble, il sembla inspiré à peu près par les mêmes principes que le précédent : les sociétés coopératives y reçurent un nouvel encouragement, à condition d'être fondées sur le principe mutualiste, c'est-à-dire sans prélèvement du capital sur le bénéfice ; on déclara que si cette règle n'était pas rigoureusement observée, les efforts tentés par les associations ouvrières aboutiraient à « la constitution d'un quatrième État ayant » au-dessous de lui un cinquième État encore plus » misérable » ; le Congrès recommanda aux sociétés de métiers d'appliquer leurs fonds à la coopération de production « organisée et dirigée par ces sociétés — elles-mêmes » si c'était possible ; dans le cas contraire, de les employer à faciliter l'établissement de la coopération productive en général et de faire tous leurs efforts pour établir un système de crédit national et de banques coopératives, permettant aux sociétés de production de se prêter un aide mutuel « indépendamment des valeurs métalliques ». D'autre part, le Congrès renouvela ses déclarations sur l'abstention générale de l'État, qui ne devait être que « le » strict exécuteur des lois votées et reconnues par les

» citoyens » ; dont le rôle ne devait être que supplétif, en matière d'enseignement, par exemple, où il ne devait intervenir que si la famille était hors d'état de supporter cette charge. Mais en même temps beaucoup de délégués manifestèrent de nouvelles tendances : certains d'entre eux reprochèrent aux sociétés coopératives de ne pas constituer un moyen d'émancipation à la portée de tous les ouvriers, et, à cette occasion, ils dirent que l'emploi d'autres procédés permettrait à la classe ouvrière de réaliser son affranchissement intégral, dans de meilleures conditions ; ils présentèrent parmi ceux dont pourraient s'occuper les prochains congrès, l'entrée du sol à la propriété collective. Il en résulta une discussion hâtive, prématurée entre les mutuellistes et certains collectivistes, de Pæpe notamment ; la majorité des délégués, qui ne condamnaient pas encore le propriété privée, refusèrent de prendre parti immédiatement ; ils décidèrent que le débat serait repris dans un prochain Congrès. En revanche, Eccarius leur fit accepter l'idée marxiste que le développement de l'industrie moderne, « en rendant égale la situation de tous les ouvriers, tendait à empêcher les efforts d'émancipation individuelle d'aboutir et rendait le travail coopératif nécessaire pour tous ».

Il fut fait une exception importante au principe de l'abstention de l'État ; le Congrès déclara, en effet, que les efforts des nations « devaient tendre à rendre l'État propriétaire des moyens de transport et de

» circulation afin d'anéantir le puissant monopole des
» grandes compagnies ». Les collectivistes proposèrent
aux autres délégués de faire une déclaration ana-
logue au sujet des terrains de culture, et à cette occa-
sion ils rouvrirent la discussion relative au principe
de propriété privée. Cette seconde tentative n'eut pas
plus de succès que la première. Elles servirent, toutes
deux, à montrer que si la majorité des délégués res-
taient partisans de la propriété privée et n'en con-
damnaient que les abus, une forte minorité se cons-
tituait pour la combattre et que les Congrès suivants
pourraient bien assurer le triomphe des collectivistes.
Au point de vue politique, l'opposition avec l'esprit
des premiers Congrès fut beaucoup plus tranchée :
l'attitude d'abstention et de neutralité, que les délégués
français avaient fait prévaloir, fut condamnée par la
plupart des délégués et de crainte, dit-on, d'augmenter
les soupçons des blanquistes, les mutuellistes se
crurent obligés de suivre cette évolution. Sur l'ini-
tiative d'une société populaire de Genève (1), le Congrès
admit à son programme la question de savoir si « la
» privation des libertés politiques n'était pas un obs-
» tacle à l'émancipation sociale des travailleurs, et
» l'une des principales causes des perturbations
» sociales » ; il avait en outre à se demander « quels

1. Il est curieux d'observer que cette discussion fut proposée par
MM. Guillaume, Perron et Monchal, qui devaient quelques années
plus tard avoir des opinions toutes différentes sur le rapport de
l'action politique et du mouvement économique.

» étaient les moyens de hâter le rétablissement des
» libertés politiques ; et si ce ne serait pas la revendi-
» cation par tous les travailleurs du droit illimité de
» réunion et de la liberté illimitée de la presse ». Il
est certain qu'une discussion approfondie de ces
questions n'était pas du domaine de l'Internationale :
elles étaient d'ordre exclusivement politique et
national, et il ne rentrait guère dans les attributions
d'une société économique internationale de s'en
occuper, d'autant plus que les libertés dont il s'agis-
sait n'étaient pas spécifiquement ouvrières. Les pro-
moteurs de cette discussion demandaient au Congrès
de la placer en tête de son ordre du jour ; s'il leur
avait accordé satisfaction, il aurait fait de l'Internationale une simple société démocratique, comme il
pouvait en exister beaucoup d'autres. La plupart des
délégués s'y refusèrent ; ils désiraient conserver à la
grande Association son caractère propre et firent
mettre la question à son rang, derrière toutes les
autres ; elle ne fut même pas traitée à fond, le Con-
grès se contentant d'un vote de principe par lequel
il condamnait par acclamations « la privation des
» libertés politiques comme un obstacle à l'instruc-
» tion sociale du peuple et à l'émancipation du pro-
» létariat », déclarait que « l'émancipation sociale
» des travailleurs était inséparable de leur émanci-
» pation politique », et que « l'établissement des
» libertés politiques était une mesure première d'une
» absolue nécessité » ; cette déclaration devait être

renouvelée chaque année solennellement et il en serait donné communication officielle à tous les membres de l'Internationale. C'était la première fois que le vote d'un Congrès venait engager les membres de l'Internationale à travailler à la conquête des libertés politiques, qu'il présentait comme une première étape de l'émancipation économique. Nous verrons que l'adhésion de ce second Congrès à celui de la Paix et de la Liberté affirma encore plus nettement cette évolution.

La crise de l'Internationale en France. — C'est entre son second et son troisième Congrès que l'Internationale changea définitivement de principes, tant au point de vue des théories économiques qu'à celui de l'orientation politique. C'est pendant cette phase de son développement qu'elle abandonna le mutuellisme pour le collectivisme, qu'elle se résolut à devenir l'organe de la résistance ouvrière contre le capitalisme bourgeois et les gouvernements, et qu'elle se décida à les combattre vigoureusement.

Cette évolution est due en partie aux poursuites engagées en France successivement contre la première et la seconde commission du bureau de Paris (1) :

1. Le premier procès eut lieu le 20 mars devant le tribunal correctionnel et le 22 avril devant la Cour d'appel. Quinze prévenus furent condamnés à cent francs d'amende. Une seconde commission fut nommée immédiatement après ce premier procès. Ses membres, poursuivis devant le Tribunal correctionnel le 22 mai 1868, furent condamnés à cent francs d'amende, et trois mois de prison (jugement confirmé en appel le 19 juin).

elles contribuèrent, en effet, à mettre fin à la période mutuelliste de l'Internationale, en éloignant de cette association, qui n'était plus tolérée, les ouvriers modérés qui y avaient précédemment adhéré. Des derniers mois de 1867 à la fin de 1868, l'Internationale subit une forte crise en France et lorsqu'elle s'en relèvera, ce sera avec des principes assez différents de ceux des mutuellistes. Le mouvement cessera d'être *coopératiste* pour devenir *syndicaliste*, il n'attirera plus seulement les adhésions individuelles de quelques ouvriers sérieux et intelligents qui se seront rendu compte de l'importance du rôle de l'Internationale, mais l'affiliation en masse de sociétés ouvrières tout entières dont les membres assez souvent la connaîtront mal; les membres de la grande Association seront pleins d'enthousiasme pour les idées socialistes, et prendront une large part aux divers mouvements révolutionnaires qui marqueront la fin du second Empire.

Dans cette évolution, les mutuellistes avec leur prudence doctrinale et leur désir d'abstention politique vont être dépassés; ils vont perdre la direction du mouvement.

Le troisième Congrès (Bruxelles, 1868). — Mais au Congrès de Bruxelles (6-13 septembre 1868)*, personne en France n'était encore en état de reprendre leur œuvre de propagande. L'Internationale, qui était

dissoute en droit dans notre pays, n'y existait presque plus en fait ; ce furent les étrangers qui firent dominer leurs idées dans cette troisième assemblée générale et lui firent adopter des principes sensiblement différents de ceux des mutuellistes.

Tout d'abord, la lecture des différents rapports montra que, dans bien des pays, l'Internationale était en butte aux poursuites des gouvernements, que, partout, la lutte des classes, sous forme de grèves par exemple, s'étendait et s'exaspérait. Les discussions qui eurent lieu montrèrent une importante évolution dans les idées : un projet de banque d'échange, que certains mutuellistes belges avaient préparé avec beaucoup de soin, ne rencontra chez certains délégués qu'indifférence ou même hostilité (1), et, dans sa résolution, le Congrès, tout en maintenant le principe du crédit gratuit, refusait d'accepter le projet qui lui avait été présenté avant qu'il n'eût été soumis à un examen préalable dans les sections ; certains orateurs dirigèrent des attaques très vives contre la personnalité et les doctrines de Proudhon, et, s'ils soulevèrent bien quelques protestations, ils furent pourtant applaudis par plusieurs délégués (2). Dans

1. C'est ainsi que Eccarius déclara qu'« en Allemagne, en Angleterre, aux États-Unis, on ne connaissait pas cette théorie du » crédit gratuit et qu'on ne s'en occupait nullement dans la pratique » et que Moritz Hess dit : « Une petite secte seulement » adopte cette théorie contestée par les plus grands économistes », et parmi ceux-ci il citait Karl Marx et sa *Misère de la philosophie*.

2. Le communiste belge Coulon engagea les délégués à ne pas

une discussion hâtive, confuse, qui toucha beaucoup de points où les délégués étaient incompetents, la question de « l'entrée du sol arable à la propriété » collective » fut traitée à fond. Les Belges, qui formaient la majorité de ce Congrès sous l'influence de Colins et la direction de de Pæpe, firent reconnaître par les autres délégués que « l'évolution économique » ferait de l'entrée du sol arable à la propriété collective, une nécessité sociale ».

Les mutuellistes reprochaient à cette discussion d'être prématurée ; ils auraient voulu que des débats préalables au sein des sections vinssent fournir une base sérieuse à une discussion générale et que celle-ci fût remise à un prochain Congrès. La majorité des délégués refusèrent de les suivre ; ils votèrent donc le principe de la propriété collective, il n'y en eut que 4 à le repousser complètement, mais 15 d'entre eux s'abstinrent, refusant de prendre parti.

La question de l'organisation de la propriété collective ne fut qu'effleurée : de Pæpe, dans son rapport, montra comment elle se posait et fit allusion aux diverses solutions qui avaient été proposées par les écrivains socialistes ; il n'y eut pas sur ce point de discussion approfondie ; la résolution votée se borna à déclarer que le sol serait concédé à des compagnies agricoles, que « les carrières, houillères et autres

se laisser entraîner par les paroles d'éminents écrivains comme, par exemple, Proudhon : « Il a, dit-il, beaucoup démoli, mais n'a jamais rien su créer. »

» mines, ainsi que les chemins de fer, appartiendraient
» à la collectivité sociale, représentée par l'État, mais
» par l'État régénéré et soumis lui-même à la loi de
» justice », celui-ci les concédant à des compagnies
ouvrières moyennant certaines garanties ; que les
voies de communication et les forêts deviendraient
aussi la propriété collective de la société. Cette réso-
lution est très importante ; elle marqua réellement le
passage de l'Internationale du mutuellisme au collec-
tivismisme. Les autres résolutions, qui accompagnaient
celle-ci, montraient encore mieux dans quel sens la
grande Association était en train d'évoluer : une dis-
cussion sur les grèves, une autre sur le machinisme,
firent voir que la plupart des délégués étaient résolus
à encourager les ouvriers à défendre avec énergie
leurs intérêts contre les capitalistes ; dans leur résolu-
tion, ils déclarèrent que les grèves ne pouvaient pas
suffire à affranchir complètement les travailleurs, mais
qu'elles constituaient souvent une nécessité, et qu'en
conséquence, les ouvriers devaient n'y avoir recours,
que lorsqu'ils étaient suffisamment organisés pour
posséder des chances de succès ; que le devoir de
l'Internationale consistait à encourager le groupe-
ment des ouvriers dans les sociétés de résistance et
« la création de sociétés de secours mutuels ; de
» caisses d'assurance pour le chômage », et à chercher
à solidariser celles de toutes les professions et de tous
les pays ; que les Congrès devaient suivre de près ce
mouvement ; ils engageaient les sociétés de résistance
à constituer, dans chaque localité, des commissions

spéciales ayant pour mission de juger de la légitimité et de l'opportunité des grèves.

En ce qui concernait les machines, ils affirmaient qu'elles ne rendraient de véritables services aux travailleurs que du jour où « par les associations coopératives et par une organisation du crédit mutuel, » ceux-ci seraient parvenus à les posséder», mais qu'en attendant, les sociétés de résistance devaient « intervenir dans l'introduction des machines dans » les ateliers pour que cette introduction n'eût lieu » qu'avec certaines garanties ou compensations pour » l'ouvrier ».

Ainsi, les mutuellistes étaient vaincus dans la plupart des discussions : ils auraient voulu que le Congrès respectât le principe de propriété privée, poussât les ouvriers à pratiquer le coopératisme et se gardât de les encourager à recourir à la lutte violente contre leurs patrons. La majorité des délégués leur avaient répondu en insistant sur la nécessité de la mise en commun de certains capitaux, en montrant qu'ils n'étaient pas convaincus de l'efficacité des procédés mutuellistes, en conseillant aux ouvriers de s'organiser très vigoureusement pour résister à leurs patrons et tirer des grèves tous les bénéfices qu'elles pouvaient leur procurer.

Il y avait donc là un changement capital dans les principes de la grande Association. Les mutuellistes ne parviendraient plus à reprendre leur crédit ; la plupart des membres de l'Internationale concluaient

à la nécessité d'une révolution sociale devant aboutir à la mise en commun des moyens de production. Il n'y aurait plus entre eux de désaccord que pour savoir comment serait organisée la propriété collective et par quels procédés se fera la révolution sociale. Aux tendances trade-unionists et à celles des mutuellistes, allaient se substituer celles des socialistes révolutionnaires. Karl Marx allait croire que cette évolution de la grande Association devait lui permettre de faire admettre ses doctrines par tous ses membres, mais il allait se heurter à une sérieuse opposition de la part des collectivistes. Ceux-ci allaient trouver un allié d'une énergie remarquable en Michel Bakounine, après son éclatante scission de la Ligue de la Paix et de la Liberté.

CHAPITRE III

L'AGITATION DÉMOCRATIQUE

(1867-1868)

BAKOUNINE ET LA LIGUE DE LA PAIX ET DE LA LIBERTÉ

Le mouvement pacifiste. — Depuis la victoire de Sadowa, la guerre entre la France et la Prusse apparaissait comme assez probable. Le gouvernement impérial français qui n'avait pas su empêcher l'écrasement de l'Autriche semblait chercher l'occasion d'un dédommagement, il avait fait dans ce sens, auprès de la Prusse, des démarches, qui pouvaient d'un jour à l'autre aboutir à la rupture des relations diplomatiques entre les deux États. Il se produisit alors un vigoureux mouvement d'opposition à toute tendance belliqueuse des deux gouvernements. A une époque où des rapports économiques s'établissaient de plus en plus fréquents entre les habitants de tous les pays du monde, où la multiplication des moyens de communication rendait le contact beaucoup plus intime entre eux, la guerre paraissait comme un anachronisme.

Les ouvriers prenaient une grande part à ce mouvement. L'idée de classe s'imposait à eux avec une force de plus en plus grande, ils commençaient à penser que leurs intérêts quotidiens les rapprochaient beaucoup plus du prolétariat des autres pays que des classes bourgeoises du leur ; la création et le premier congrès de l'Internationale avaient contribué à ce rapprochement des travailleurs manuels du continent européen.

C'étaient eux surtout qui trouvaient insensé de rompre brusquement les liens de la solidarité économique, d'aller détruire chez les autres les produits du travail accumulé des générations. D'autre part, l'organisation militaire de certains pays — de la France notamment — faisait peser à peu près uniquement sur les hommes du peuple le poids de la défense nationale ; certains d'entre eux se révoltaient à l'idée qu'il leur faudrait combattre pour la défense de la propriété et du capital bourgeois. C'est ce qui explique que les socialistes aient pris la direction de ce mouvement pacifiste, antimilitariste et même antipatriotique. Du mois de mai au mois de juillet 1866, le *Courrier français* et la *Rive gauche*, deux journaux de cette opinion (1), publièrent une série d'articles contre la guerre, les armées permanentes, l'idée de patrie. A

1. La *Rive gauche* avait été fondée par Longuet, Aimé Cournet et R. Luzarche à la fin de novembre 1864. Le *Courrier français* fondé en mai 1866 avait comme principaux rédacteurs Vermorel et Vallé.

une adresse contre la guerre, rédigée par un certain nombre d'étudiants de Paris, des ouvriers de tous les pays, dont beaucoup étaient membres de l'Internationale, répondaient en déclarant que la rupture de la paix faisait surtout souffrir les prolétaires et en affirmant la solidarité qui unissait les travailleurs manuels des divers pays. Au mois de septembre, le Congrès de la grande Association à Genève traita la question des armées permanentes dans leurs rapports avec la production et vota une résolution en faveur de leur remplacement par le système des milices.

En 1867, on vit ce mouvement prendre plus d'extension. Les ouvriers de France et ceux d'Allemagne répondaient aux déclarations belliqueuses de leurs gouvernements en s'envoyant les uns aux autres des adresses pour s'exprimer leur sympathie réciproque, affirmer qu'ils voulaient s'unir pour obtenir des améliorations à leur sort. Le 19 avril 1867, un groupe d'ouvriers mécaniciens de Berlin envoyait à la section française de l'Internationale une lettre à laquelle celle-ci répondait le 28 du même mois : « Vainqueurs ou vaincus, disait-elle, nous n'en serions » pas moins victimes ; la guerre entre peuples ne peut » être considérée que comme une guerre civile, un » recul de la civilisation. » « Ce qu'il nous faut, c'est » la paix et la liberté ; la paix pour produire, échanger » ensemble ; la liberté pour établir entre nous des » relations toujours plus intimes, plus pacifiques, car

» à mesure que nous nous connaissons mieux, nous » nous estimons davantage. » Ces adresses étaient suivies de beaucoup d'autres animées du même esprit (1). Les partis avancés cessèrent bientôt de se contenter d'opposer à la guerre des protestations platoniques, de la condamner au nom de leurs sentiments humanitaires; ils en vinrent, tout naturellement, à se demander comment ils pourraient contribuer à établir entre les hommes la fraternité universelle, dont ils rêvaient l'avènement; ils crurent que l'instabilité diplomatique du moment venait de ce que la France et la Prusse étaient dirigées toutes deux par des gouvernements personnels, capables de se déclarer la guerre pour des motifs futiles, sans tenir un compte suffisant de la volonté des populations, entraînées ainsi dans des aventures qu'elles désapprouvaient.

Ils prétendirent donc entraîner l'opinion publique à étudier le problème dans ses rapports avec la politique intérieure à demander aux gouvernements d'attacher une plus grande importance à l'expression de sa volonté; de créer, à cet effet, de nouveaux organes ou d'étendre les attributions de ceux qui existaient déjà, et de réaliser, partout, d'importantes réformes constitutionnelles.

Annnonce d'un Congrès de la paix et de la liberté.

1. Le 3 mai paraissait une adresse des membres de l'Internationale de Lyon; le 11 mai, une autre de l'Association générale des ouvriers de Berlin, puis une autre des socialistes allemands, de l'Association ouvrière de Wurtemberg, etc...

— Le 5 mai 1861, un journal français de province, le *Phare de la Loire*, exprimait le vœu de voir bientôt se réunir un Congrès dont le but serait « de » rechercher les moyens légaux pour donner plus » d'autorité aux vœux de l'opinion en faveur de la » paix, et de dissiper de déplorables préventions » nationales » ; l'article rappelait qu'un Congrès animé de cet esprit avait déjà été réuni à Paris en 1849, un autre à Francfort en 1850, et disait qu'un troisième pourrait se tenir en Suisse, à Genève, par exemple. L'idée se propagea dans les milieux démocratiques ; elle y fut immédiatement bien accueillie. A Paris se constitua un petit groupement d'hommes politiques et de publicistes pour s'occuper des moyens de la mettre à exécution ; il aboutit le 11 juin à un manifeste que les journaux publièrent le 4 juillet. Ce long document montrait la nécessité pour les nations de l'établissement et du maintien de la paix générale, dont la condition première serait la création d'une confédération des peuples ; celle-ci n'étant possible qu'après l'émancipation politique de chacun ; il faisait appel, en attendant, à « l'union libre, permanente et » publique des citoyens de toute nation ayant pour but » de travailler à la réalisation de cet idéal » ; en terminant, il annonçait que le 5 septembre, à Genève, se réunirait un Congrès « ayant pour but de travailler » en tous pays, par tous les moyens qui seraient à la » disposition de ses membres, à l'établissement et au » maintien de la liberté et de la paix en Europe ».

Par ce premier écrit, les promoteurs du mouvement

montraient bien quel serait le caractère de ce premier Congrès : ils posaient résolument la question sur le terrain de la politique intérieure, annonçaient leur intention de ne pas recourir uniquement à une propagande de principes, déclaraient qu'ils n'attendaient pas d'une simple réforme dans les mœurs l'établissement d'une paix durable mais que d'importantes transformations dans l'organisation politique leur paraissaient indispensables pour y arriver. Les écrits qu'ils publièrent ensuite ne firent qu'accentuer ce caractère révolutionnaire et démocrate. Dans les premiers jours de juillet, ils faisaient paraître un second appel aux démocrates européens, dans lequel ils précisaient le but du futur Congrès : celui-ci aurait à « déterminer les conditions politiques et économiques » de la paix entre les peuples, et en particulier de la « fondation des États-Unis d'Europe » ; il constituerait les « grandes assises de la démocratie européenne, » indiquant, par ses voix les plus autorisées, les éléments de cette grande solution et donnant au nom de l'immortelle formule de la Révolution française, « le signal du réveil de la conscience ». Dans les actes suivants, ils multiplièrent les allusions aux principes du XVIII^e siècle et de la Révolution française. En même temps, les adhésions affluaient : les démocrates et les radicaux de tous les pays acceptaient d'assister au Congrès, qui ne rencontrait, au contraire, qu'hostilité chez tous les nationalistes : les refus de Mazzini, de Schultze-Delitzsch et de Ladislas Mieciewicz étaient particulièrement retentissants ; d'autre part,

certaines ligues qui avaient été fondées, auparavant, pour faire, en faveur de la paix, une propagande de principes, sans s'occuper de politique intérieure, refusaient leur coopération ; il en était ainsi de la *Peace Society* qui existait en Angleterre depuis 1815 et de la Ligue de la paix, qu'au mois d'avril 1867 Fr. Passy et Michel Chevalier venaient de constituer avec le concours de représentants des trois cultes reconnus par le gouvernement français.

Au contraire, les membres des partis avancés des divers États européens adhéraient en masse : en France, des journalistes radicaux, des députés d'opposition, des savants matérialistes et démocrates, des socialistes des anciennes écoles, promettaient leur concours ; l'adhésion de Victor Hugo et celle d'Edgar Quinet faisaient sensation (1) ; en Angleterre, les membres de la *Reform League* fournissaient le plus fort contingent, parmi eux, John Stuart Mill attirait surtout l'attention ; parmi les représentants de la démocratie allemande, on remarquait notamment le savant matérialiste Büchner, Amand Gœgg, le vieux socialiste Becker, le Dr Jacoby, K. Grün ; en Italie, l'adhésion de Garibaldi entraînait avec elle celles d'un grand nombre de ses amis ; en Belgique les partis modérés s'associaient à ce mouvement avec plus d'ardeur que dans les autres pays : le savant économiste libéral de

1. On remarquait surtout les adhésions de H. Brisson, Adrien Hébrard, Kæmpfen, Gustave Isambert, J. Simon, Élisée et Élie Reclus, Ranc, Littré, G. Flourens, J. Favre, E. Pelletan, Accolas, Barni, P. Brocca, Lemonnier, A. Naquet, Vacherot, Louis Blanc et Albert (l'ouvrier), Greppo, Cantagrel, de Pompéry, Chaudey, etc.

Molinari se rendit dans ce congrès, où il dut s'apercevoir qu'il n'était pas à sa place ; les socialistes y délèguèrent César de Pæpe. Et enfin, les Russes établis en Occident y étaient représentés par trois des principaux d'entre eux : Herzen, Ogareff et Bakounine qui, fixé alors en Italie, vit là une occasion de faire dans les milieux avancés de l'Occident une bruyante réapparition. La Section des Sciences Morales et Politiques de l'Institut Genevois voulut bien assumer l'organisation matérielle du Congrès ; dans ce but, elle constitua avec certains de ses membres, auxquels elle adjoignit quelques étrangers, un comité central. Sur la proposition de celui-ci, la présidence d'honneur du Congrès fut offerte à Garibaldi, alors extrêmement populaire auprès des milieux avancés de toute l'Europe. La nouvelle, accueillie avec enthousiasme par tous les organes de la démocratie européenne, achevait de donner au Congrès le caractère d'une manifestation radicale et anti-cléricale. Enfin, ce comité élaborait le programme qui devait servir de base aux discussions de la future assemblée.

Le programme du Congrès. — Celui-ci aurait à se demander « si le règne de la paix, auquel aspirait » l'humanité comme au dernier terme de la civilisation » était compatible avec ces grandes monarchies militaires qui dépouillaient les peuples de leurs libertés » les plus vitales, entretenaient des armées formidables et tendaient à supprimer les petits États au » profit de centralisations despotiques, ou bien si la

» condition essentielle d'une paix perpétuelle entre les
» nations n'était pas, pour chaque peuple, la liberté,
» et, dans leurs relations internationales, l'établisse-
» ment d'une confédération de libres démocraties
» constituant les États-Unis d'Europe ». Cette ques-
tion, par la façon dont elle était posée, en tête du pro-
gramme du Congrès, apparaissait comme une occa-
sion offerte à toutes les critiques, à toutes les attaques
contre les gouvernements contemporains d'Europe de
s'exprimer et de se développer ; l'Assemblée aurait
ensuite à rechercher « les moyens de préparer et de
» hâter l'avènement de cette confédération des peuples
» libres » ; parmi ceux-ci, le programme indiquait le
« retour aux grands principes de la Révolution, la
» revendication de toutes les libertés individuelles et
» politiques, l'appel à toutes les énergies morales, la
» diffusion de l'instruction populaire, la destruction
» des préjugés de race, de nationalité, de secte, d'esprit
» militaire ; l'abolition des armées permanentes, l'har-
» monie des intérêts économiques par la liberté,
» l'accord de la politique et de la morale » ; et enfin
le Congrès devait s'occuper des moyens d'assurer et
d'étendre la propagande, d'établir entre ses membres
des liens durables, de jeter les premières bases d'une
association permanente. Ce programme avait un carac-
tère tellement vague et tellement large qu'il ne pou-
vait pas servir de base sérieuse aux discussions ; la
tâche du Congrès en était rendue très difficile, les
orateurs allaient être libres de faire toutes les digres-

sions, d'accumuler toutes les violences qu'il leur plairait. D'autre part, les divers délégués qui appartenaient aux milieux les plus différents et dont chacun apportait au Congrès ses préoccupations personnelles, n'allaient pas chercher les points de contact qui auraient pu leur permettre de faire œuvre vraiment utile, de telle sorte que de la première à la dernière de ses séances, le Congrès allait se débattre au milieu de la pire des incohérences.

Le Congrès de la Paix et l'Internationale. — La collaboration d'un élément nouveau vint encore augmenter les causes de discorde, ajouter à la confusion. Les démocrates pensaient que les partis d'opposition ne seraient complètement représentés au Congrès que si les ouvriers y figuraient. Ils décidèrent donc de faire des avances à la nouvelle Association, que ceux-ci venaient de fonder. Le Comité organisateur invita les membres du second Congrès de l'Internationale à envoyer des délégués officiels à celui de Genève, et, pour empêcher une fâcheuse coïncidence, décida que celui-ci ne s'ouvrirait que le 9 septembre après l'assemblée ouvrière de Lausanne.

Le Congrès de Lausanne eut donc à se demander quelle réponse il ferait à cette invitation. Allait-il accorder sa collaboration officielle à une ligue exclusivement politique, dont il ne connaissait pas les tendances économiques et sociales? Certains délégués suisses et allemands, qui devaient assister au Congrès de la Paix, disaient que ses tendances constituaient un

remarquable progrès dans le mouvement des idées, qu'elles méritaient sans réserves la sympathie et les adhésions de la classe ouvrière ; il y aurait, disaient-ils, un véritable danger pour celle-ci à laisser passer, sans y participer, une agitation de cette nature ; il importait absolument que les délégués de la nouvelle institution vinssent tenir leur place dans la grande assemblée démocratique, qui allait se réunir à Genève.

Les délégués des autres pays affirmèrent qu'à leur sens les guerres et l'insécurité diplomatique n'avaient d'autre cause que la mauvaise organisation de la production, que l'on ne parviendrait à assurer la paix universelle qu'en supprimant la misère, et que ce qu'il fallait avant tout, c'était travailler à l'émancipation économique de la classe ouvrière. Ils étaient donc loin d'accorder toute leur confiance à l'œuvre du futur Congrès : au nom du Conseil général, Eccarius proposait de ne pas envoyer de délégués spéciaux à Genève, mais seulement une adresse de sympathie ; les mutuellistes français acceptaient l'envoi de délégués mais à condition qu'ils eussent pour mandat exprès de poser résolument la question de l'émancipation économique du prolétariat et d'obtenir du Congrès de la Paix des déclarations explicites en ce sens. Ce fut finalement cette attitude qui fut adoptée ; la résolution votée comprenait deux parties : dans la première, la guerre était condamnée au point de vue de l'intérêt des ouvriers, elle était accusée « de les » priver de leurs moyens d'existence ; de les astreindre

» à verser le sang des travailleurs » ; on reprochait à la paix armée de « paralyser les forces productives, » en ne demandant au travail que des œuvres inutiles » et d'intimider la production en la plaçant sous les » coups des menaces de guerre » : puis l'on affirmait que la paix ne serait définitivement consolidée « que » dans une société qui ne connaîtrait plus les antago- » nismes de classes » ; l'Internationale se déclarait ensuite décidée à adhérer « pleinement et entière- » ment au Congrès de Genève, à le soutenir éner- » giquement et à participer à tout ce qu'il pourrait » entreprendre pour réaliser l'abolition des armées » permanentes et le maintien de la paix, dans le but » d'arriver le plus promptement possible à l'émanci- » pation de la classe ouvrière et à son affranchisse- » ment du pouvoir et de l'influence du capital ainsi » qu'à la formation d'une confédération d'États libres » dans toute l'Europe » ; dans la seconde partie de sa résolution, le Congrès disait que si l'assemblée démocratique, voulait mériter pleinement le concours de l'Internationale, elle devait reconnaître que la « cause » première et principale de la guerre était le paupé- » risme et le manque d'équilibre économique, et que » toute mesure partielle serait vaine tant que l'on » n'aurait pas modifié l'organisation sociale dans le » sens d'une répartition toujours équitable de la pro- » duction ». Dans la première partie de sa résolution, les membres de l'Internationale réunis à Lausanne présentaient leur adhésion comme pleine et entière ;

dans la seconde, ils la subordonnaient à l'acceptation par le Congrès de Genève d'un point de vue particulier, que celui-ci pouvait bien refuser de prendre en considération. En réalité, leur adhésion était conditionnelle. Ils désignèrent César de Paepe, Murat et James Guillaume pour représenter officiellement l'Internationale, et pour défendre cette résolution.

Caractère général du Congrès. — Le Congrès de la Paix et de la Liberté s'ouvrit le 9 septembre à Genève, au milieu de la curiosité générale ; il devait avoir un très grand retentissement. Dès l'ouverture de ses séances, il montra à quel point il devait être agressif, et combien l'union était loin de régner entre ses différents membres. Ce fut Garibaldi qui, comme président d'honneur, ouvrit la série des discours : très préoccupé, pour le moment, de la guerre qu'il menait contre la papauté, il en proclama la déchéance, tout en se réclamant d'un vague déisme qui avait été une opinion courante chez les démocrates des générations précédentes, mais qu'à cette époque beaucoup d'entre eux avaient abandonnée et remplacée par l'athéisme. Son exemple fut suivi par la plupart des orateurs, qui multiplièrent les attaques contre les religions et contre les gouvernements : ses amis italiens renouvelèrent ses agressions contre Rome, les Allemands (1) reprochèrent à leurs compatriotes de vou-

1. Notamment, Amand Gægg et Simon (de Trèves).

loir s'unir sous l'hégémonie de la Prusse, les Français (1) attaquèrent le gouvernement impérial et affirmèrent leur sympathie pour leurs voisins d'Outre-Rhin.

Le discours de Bakounine. — L'apparition de Bakounine à la tribune fit sensation : il se trouva en présence d'un auditoire dont la sympathie lui était acquise et qui prêta à son discours une attention soutenue. Il profita de l'occasion qui lui était offerte pour exposer les doctrines sociales, qui commençaient à se préciser dans son esprit et qui inspiraient déjà sa *Fraternité internationale*. Son discours eut deux parties : dans la première, il parla comme nationaliste russe, s'occupant exclusivement des affaires de son pays, attaquant vivement son gouvernement, affirmant une fois de plus que celui-ci avait des intérêts absolument opposés à ceux des populations, à qui il imposait sa direction oppressive ; pour lui, la nation russe n'avait qu'à gagner aux défaites du tzar, qui serait entraîné à lui accorder des libertés politiques par crainte de la révolution, comme cela s'était passé à la suite de la guerre de Crimée. Dans une seconde partie, il étudiait les questions politiques à un point de vue plus général : ce fut la première fois qu'en public il étendit à tous les peuples européens les idées de réorganisation sociale, que, jusque-là, il avait surtout appliquées à l'ensemble des populations

1. Notamment, Ch. Lemonnier.

slaves. Il voulut montrer que les États militaires, bureaucratiques, centralisés étaient fatalement despotiques, et que tant qu'ils subsisteraient, la paix universelle serait impossible; il disait qu'il fallait assurer à chaque groupement une complète autonomie, laisser à chaque individu le droit de se régler uniquement d'après ses intérêts propres, de s'associer ou non avec ceux qui l'entouraient, de s'en séparer quand il lui conviendrait. Il voyait dans la fédération absolument libre des communes dans les provinces, dans l'union de celles-ci à l'intérieur de chaque nation et dans l'association des nations entre elles, la base d'une réorganisation sociale, d'où résulterait le bonheur de l'humanité. Il ne fit aucune exposition d'ensemble de ses idées sociales, ne fit aucune allusion à l'Internationale qu'il ne connaissait que de réputation. En somme, la seule doctrine qu'il eût véritablement développée, c'était celle du fédéralisme qu'il avait empruntée entièrement à Proudhon. Son discours ne se distinguait pas intégralement de ceux des autres membres du Congrès. Les doctrines, qui y étaient contenues, furent reprises par d'autres orateurs, disciples directs de Proudhon, Ch. Longuet par exemple. Celui-ci commença par saluer les idées que « ce proscrit de la Russie du tzar, ce grand citoyen de la Russie future exprimait avec l'autorité du lutteur et du penseur » (1), et fit, dans la suite de son discours, de nombreuses allusions à celui de Bakounine.

1. *Annales du Congrès de Genève*, p. 251.

Le Congrès et les socialistes. — La lecture de l'adresse du Congrès de Lausanne fournit aux divers délégués l'occasion d'affirmer leur opposition au point de vue des doctrines économiques. Sa présentation aux délégués eut lieu dans la première séance du Congrès ; elle fut, en général, bien accueillie et applaudie ; mais aussitôt après, se constitua, parmi les membres présents, un petit groupe d'économistes libéraux dont les plus nombreux étaient des professeurs genevois et parmi lesquels figurait aussi M. de Molinari. Ils élaborèrent une protestation, dont l'un d'eux fit lecture dans la séance du 10 septembre. Ils y déclaraient qu'ils se refusaient à admettre le principe de l'antagonisme des classes, tel que l'affirmait la résolution de l'Internationale ; pour eux, il n'était pas vrai que les patrons fussent des exploiters et les ouvriers des exploités ; l'emploi de ces termes était « aussi dangereux qu'inexact » : c'était un véritable appel à la guerre civile. En réalité, la situation des ouvriers n'était pas aussi misérable que le prétendaient les socialistes : le nombre des petits capitalistes était sans cesse en augmentation. D'autre part, les intérêts des classes étaient étroitement unis : les ouvriers profitaient de la multiplication des capitaux et du développement industriel, et s'ils se livraient à quelque agitation, ils n'en pâtiraient pas moins que leurs patrons, car ils forceraient les capitaux à se cacher ; la fixation du salaire dépendait de la loi de l'offre et de la demande, le salarié ne devait pas demander à l'État d'interven-

nir pour en établir arbitrairement le taux ; il ne devait attendre l'amélioration de son sort que du libre exercice de ses facultés, et non de mesures législatives ayant pour but de modifier l'organisation sociale (1).

C'était une critique de tout le socialisme présenté au nom de l'économie orthodoxe ; une véritable déclaration de principes de l'école libérale.

Il faut reconnaître qu'elle manquait d'opportunité et que ces professeurs distingués étaient bien peu au courant des théories socialistes alors en faveur auprès des ouvriers : ils leur reprochaient, en effet, de croire qu'une intervention de la loi suffirait à améliorer leur situation, d'avoir trop confiance en l'action de l'État ; or les représentants les plus autorisés des travailleurs manuels venaient, à l'occasion des deux premiers congrès de l'Internationale, de manifester leur méfiance à l'égard de l'État, de proclamer leur désir de voir le prolétariat réaliser lui-même son émancipation économique.

Les délégués de l'Internationale furent loin de rencontrer chez tous les membres du congrès la même hostilité : la plupart d'entre eux étaient bien disposés en leur faveur, tout en se refusant à adhérer à une doctrine économique particulière, qu'ils n'auraient pas pu examiner sérieusement. Ils témoignèrent leur intérêt et leur sympathie aux représentants de l'idée

1. La déclaration était signée : Paillotet (de Versailles), G. de Molinari (de Bruxelles), Schmidlin (de Bâle), Dameth (de Genève), Giraud-Teulon, Guisand, Hesnunt, Jousserandot, Behirelle.

socialiste, parmi lesquels figuraient, en plus des trois délégués officiels de l'Internationale, d'autres membres de la grande Association ouvrière qui assistaient, à titre privé, au Congrès de Genève. Les deux discours les plus importants furent ceux de de Pæpe et de Chemalé. De Pæpe fit, selon son habitude, un exposé très savant, très bien documenté, rempli d'observations et de citations intéressantes : les membres présents ne l'écoutèrent guère et le trouvèrent trop dogmatique, trop nuageux. A ce moment, la fin du congrès approchait, on avait, plusieurs fois déjà, réclamé la clôture des discussions ; l'agitation régnait et rendait difficile l'exposition des doctrines économiques. Dans ces circonstances, de Pæpe ne parvint pas à retenir l'attention, malgré tout son talent. Chemalé fut beaucoup plus simple et moins théorique ; son discours, arrivant à un moment plus heureux, fut bien mieux écouté et remporta un certain succès. Il montra combien il était nécessaire pour la bourgeoisie de s'occuper enfin de la situation des ouvriers, il affirma qu'il existait entre la question de la paix et celle des réformes économiques une étroite connexité ; et qu'en faisant disparaître la misère, on supprimerait par là même toutes les causes de guerre, « le travail affranchi, dit-il, peut seul donner la paix au monde » (1) ; il finit en proposant à la bourgeoisie radicale une alliance avec les ouvriers ;

1. *Annales du Congrès*, p. 226.

ceux-ci aideraient les démocrates à faire triompher leurs idées et, en échange, les membres du Congrès soutiendraient les prolétaires dans leurs revendications économiques. Ce fut Chaudey, un des exécuteurs testamentaires de Proudhon qui lui répondit, il fut « franc, chaleureux, sympathique, plein » de bonne volonté » (1), affirmant que le Congrès consentait volontiers à s'occuper du sort des ouvriers; il reconnut que la bourgeoisie radicale ne pourrait réussir aucune de ses entreprises sans le concours du prolétariat, affirma l'importance de la réforme économique, sans laquelle toute réorganisation sociale fondée sur la paix et la justice serait impossible, il accepta l'alliance qu'avait proposée Chemalé, déclara que « la question économique était inséparable » de la question politique, comme la question politique était inséparable de la question économique » ; il disait donc que si les ouvriers aidaient la bourgeoisie à conquérir la liberté politique, celle-ci travaillerait avec eux à leur émancipation économique.

Résolutions du Congrès. — Les résolutions que votèrent les délégués contenaient l'expression de leur sympathie à l'égard de la classe ouvrière.

La première affirmait que les gouvernements actuels de l'Europe étaient incapables d'assurer la paix et le développement normal de la société, condamnait l'exis-

1. A. Richard, *les Débuts du parti socialiste français* (Revue politique et parlementaire, 10 janvier 1897, p. 75).

tence des armées permanentes comme « incompatible » avec la liberté et le bien-être de toutes les classes de » la société, principalement de la classe ouvrière » ; la seconde établissait l'organisation pratique qui devait résulter de la réunion du Congrès : c'était la création d'une Ligue permanente de la paix et de la liberté, dont chaque membre était tenu de faire dans son pays la propagande de ses principes, « de travailler, » autant qu'il le pourrait, à la substitution du système » des milices nationales », à celui des armées permanentes, de faire mettre à l'ordre du jour dans tous les pays la situation des classes laborieuses et déshéritées, « afin que le bien-être individuel et général pût » consolider la liberté politique des citoyens ».

Dans l'intervalle qui séparait ses divers congrès, la Ligue devait être officiellement représentée par un comité directeur, qui avait pour mission de préparer l'assemblée générale de l'année suivante. En dehors des séances publiques, les délégués se réunirent par groupements nationaux, dont chacun désigna un certain nombre de ses membres comme vice-présidents ou secrétaires du comité nouvellement institué : pour la Russie, les vice-présidents furent Bakounine et son ami Ogareff ; le secrétaire Wyroutchouff, philosophe positiviste. Les autres membres du comité étaient des démocrates aux opinions plus ou moins avancées (1). Eccarius, secrétaire pour l'Alle-

1. Le président du comité était Gustave Vogt. Pour la France, les vice-présidents étaient : Edgar Quinet, Chauffour-Kestner,

magne et Odgers, vice-président pour l'Angleterre représentaient les intérêts spéciaux de la classe ouvrière.

Résultats généraux au Congrès. — La collaboration des délégués de l'Internationale eut donc une certaine influence sur l'orientation générale du Congrès; il acceptait de prendre en considération la question de l'émancipation économique des travailleurs et d'abandonner le point de vue étroit du radicalisme bourgeois exclusivement politique.

Dans son ensemble, le Congrès produisit en Europe une mauvaise impression : la violence de certains discours, l'énergie des protestations qu'ils avaient provoquées et l'hostilité que lui avaient témoignée quelques groupes genevois, avaient montré les difficultés qu'il y avait eu à réunir dans une même assemblée des hommes de caractères et d'opinions si différents, tout en conservant entre eux un accord plus apparent que réel.

Les esprits avertis ne se faisaient pas d'illusion : les membres de la Ligue étaient, en réalité, loin de s'entendre entre eux et les causes de mésintelligence abondaient; tant que les socialistes s'étaient contentés de déclarations vagues de la part des autres délégués,

E. Accolas; les secrétaires : Chassin, Naquet; pour l'Allemagne, les vice-présidents étaient Amand, Gøegg, Becker, Büchner; les secrétaires : Eccarius, K. Grün, pour l'Italie : Mauro-Macchi et quatre autres membres, pour la Belgique : de Molinari, Demeur, trois Polonais, cinq Suisses; pour l'Angleterre : Odgers.

il n'y avait pas eu entre eux de discussion sérieuse ; il n'en serait plus de même, s'ils voulaient leur faire admettre des doctrines précises ; alors le radicalisme bourgeois et le collectivisme se heurteraient, comme ils l'avaient déjà fait bien des fois.

Bakounine au comité directeur de la Ligue de la Paix. — Ce fut dans l'intervalle qui sépara les deux Congrès de la Paix que les idées de Bakounine achevèrent de se préciser, et de prendre de la consistance. Il se mit alors à chercher définitivement le milieu qui fût le plus disposé à les admettre et à subir son influence. Il conservait sa passion pour la liberté, voulait toujours travailler à son établissement sur la terre ; mais il cessait de croire que la réalisation de l'émancipation humaine pût être l'œuvre d'un élément national, il ne comptait plus ni sur les Slaves ni sur les Italiens pour donner aux autres hommes le signal de la révolte ; il pensait maintenant qu'il y avait dans le monde toute une classe d'individus qui aspiraient à une nouvelle organisation sociale fondée sur les principes de justice et de liberté, que le triomphe du prolétariat était seul capable de rajeunir l'humanité tout entière ; pouvait seul lui permettre de réaliser ses destinées grandioses. Il en vint donc à penser que celui qui voulait travailler utilement au progrès de la civilisation devait contribuer, dans la mesure de ses forces, à l'émancipation économique de la classe ouvrière, d'où résulterait nécessairement la libération définitive de l'humanité. En

même temps, il cessait de croire que l'action des sociétés secrètes fût suffisante pour faire triompher la Révolution. Il attachait, au contraire, une importance de plus en plus grande aux groupements professionnels des ouvriers. Il commençait à compter sérieusement sur eux pour préparer et faire éclater la Révolution et il voyait en eux les facteurs et les éléments primordiaux de la civilisation nouvelle telle qu'il la concevait. Cette évolution devait l'entraîner à considérer que l'Internationale pouvait jouer un rôle des plus importants, et qu'elle était fondée sur des principes justes. Mais il lui semblait que cette œuvre n'avait pas un besoin immédiat de sa coopération, qu'il avait mieux à faire ailleurs, qu'il devait tenter un sérieux effort auprès de la partie la plus avancée de la bourgeoisie pour lui faire reconnaître l'injustice de la division de la société en classes séparées et l'entraîner à travailler à l'émancipation intégrale du prolétariat. Il trouvait dans la nouvelle Ligue la réunion des éléments, qu'il espérait pouvoir entraîner dans cette direction. Il voulut donc la pousser à conclure une alliance étroite avec l'Internationale, afin que chacune des deux associations ayant son terrain propre, la Ligue de la paix s'occupant des questions politiques, philosophiques et religieuses et l'Internationale des questions économiques, elles agissent, pourtant, d'après les mêmes principes, menant contre les mêmes institutions une lutte simultanée et « concentrant entre leurs mains toute la force révolution-

naire » (1). Pendant la première moitié de l'année 1868, Bakounine dirigea toute son activité dans ce sens. Il tira profit, dans ce but, de l'influence grandissante qu'il était en train d'acquérir au sein de la Ligue. Il put, en sa qualité de membre de son comité-directeur, prendre une part importante à l'élaboration du programme du second Congrès.

Celui-ci, dont la préparation fut achevée le 31 mai et le 1^{er} juin, fut immédiatement publié par les journaux.

Le programme du second Congrès. — Il était beaucoup plus simple et moins vague que celui de l'année précédente. Il comprenait quatre questions importantes à propos desquelles devaient s'engager les discussions que Bakounine jugeait indispensables. La première, d'ordre général, avait trait « aux avantages, » par rapport à la paix et à la liberté, de l'abolition » des armées permanentes, et à ceux du système des » milices nationales ou même du désarmement » général ».

Le second point du programme s'attachait « aux » rapports de la question économique ou sociale avec » celle de la paix et de la liberté », puis, le Congrès avait à se demander « quels étaient par rapport à la » paix et à la liberté, les avantages de la séparation » de l'Église et de l'État ? » et enfin, « quelles pour-

1. D'après une lettre que Bakounine adressa à G. Vogt, à la suite du Congrès de l'Internationale à Bruxelles. Nettlau, *Biographie de Bakounine*, t. 1, p. 253.

» raient être les applications du principe fédératif
» dans les divers pays et quelle pourrait être la cons-
» titution des États-Unis d'Europe ? »

Ce programme était accompagné d'une déclaration où le Comité directeur montrait l'intérêt de chaque question et la façon dont il en voyait la solution, affirmait la connexité de la question de la paix et de la question politique et religieuse, déclarait qu'il pensait que la religion devait cesser d'être une institution publique soutenue par l'État pour devenir une affaire purement privée, insistait, ensuite, sur la nécessité d'une reconstitution des États sur des bases fédératives, et enfin, dans une troisième partie, s'occupait de la question sociale « le système écono-
» mique actuel, disait-il, doit être radicalement
» changé; si nous voulons arriver à une répartition
» équitable des richesses, du travail, du loisir, de
» l'instruction, condition essentielle de l'affranchis-
» sement des classes ouvrières, et de l'abolition du
» prolétariat » ; le Comité déclarait protester contre toute tentative de réforme sociale entreprise par un pouvoir despotique quelconque ; c'était Bakounine qui avait fait admettre par le Comité directeur cette dernière partie ; elle s'inspirait, en effet, absolument de ses idées, puisqu'elle reconnaissait la nécessité d'un changement intégral dans le régime de la propriété, la justice de l'abolition du prolétariat et condamnait absolument le socialisme d'État. Il croyait que pour les faire admettre par le Congrès de la Paix, il devait être soutenu par les délégués de

l'Internationale. C'est sur sa demande que G. Vogt renouvela au Congrès de Bruxelles, qui allait se tenir du 5 au 13 septembre, l'invitation qui avait été faite à l'Internationale l'année précédente.

La Ligue de la Paix et le Congrès de l'Internationale à Bruxelles. — La question des rapports du système des armées permanentes avec la production figurait à l'ordre du jour du troisième congrès de la grande Association ; cette discussion lui fournit l'occasion d'examiner l'invitation de la Ligue de la Paix. Ses délibérations aboutirent à une longue résolution : celle-ci condamnait, encore une fois, la guerre au point de vue de l'intérêt des ouvriers, déclarait qu'elle ne pouvait « être anéantie que par la réforme sociale », mais disait en même temps que les prolétaires pouvaient dès maintenant s'opposer à toutes les guerres que voudraient se faire leurs gouvernements, en arrêtant brusquement la production, en réalisant la grève générale. Le Congrès leur recommandait donc « de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leur pays respectif ». C'est la première fois qu'un Congrès socialiste adoptait l'idée de grève générale, dont il faisait, il est vrai, application à un cas particulier.

Cette résolution eut pour conséquence le refus de la part des délégués de se faire représenter au Congrès de la paix. Ils pensaient en effet que, puisque les ouvriers avaient contre la guerre tout un programme

d'action particulier, la Ligue de la paix était incapable de la combattre par d'autres moyens plus efficaces et mieux appropriés, et qu'en assistant à cette réunion ils ne feraient que perdre leur temps.

Dans leur résolution, ils déclarèrent donc qu'ils refusaient d'envoyer à Berne une délégation officielle, le Congrès n'empêchait pas ses membres de s'y rendre individuellement, il les priait seulement de porter aux représentants de la Ligue, « les différentes » résolutions prises aux trois Congrès de l'Internationale », et leur annonçait que les discussions, auxquelles ils prendraient part, n'engageraient que leur responsabilité personnelle ; dans la seconde partie de sa résolution, le Congrès faisait montre de plus d'exclusivisme ; il déclarait que la « la Ligue de la Paix n'avait » pas de raison d'être, en présence de l'œuvre de » l'Internationale : invitait cette société à se joindre » à elle, ses membres à entrer dans les sections de » l'Internationale ». Les ouvriers, qui rédigèrent cette proposition étaient inspirés par la crainte que leur Association ne se laissât englober par une Ligue de bourgeois qui avait des principes différents des leurs. Ils considéraient qu'il n'y avait qu'une œuvre vraiment utile : celle qui aboutissait à l'émancipation économique des travailleurs, que tout groupe qui se donnerait une tâche différente dépenserait en vain son activité, en poursuivant dès maintenant un but qui ne pouvait être atteint qu'après la réforme sociale. Ils pensaient, donc, que si les membres de la Ligue

plaçaient, eux aussi, la question sociale avant toutes les autres, il n'avaient qu'à adhérer à l'Internationale ; que si, au contraire, ils s'y refusaient, leur action était mauvaise, et que les ouvriers devaient la combattre. Tels paraissent être les sentiments qui ont inspiré cette déclaration. Elle fut, en général, assez mal accueillie : les membres de la deuxième commission parisienne, qui, à la suite du second procès de l'Internationale, étaient alors à Sainte-Pélagie et qui pensaient que les socialistes devaient participer à toutes les grandes manifestations radicales envoyèrent une lettre de protestation collective aux délégués au Congrès de Berne (1). Les membres du comité directeur de la Ligue de la Paix furent particulièrement froissés ; par suite d'une faute d'impression, le texte voté ne fut pas reproduit exactement par la presse : au lieu de dire que le Congrès de Berne invitait la Ligue de la Paix à se joindre à l'Internationale, beaucoup de journaux écrivirent qu'il l'avait engagée à « se dissoudre », ce qui aurait été beaucoup plus blessant pour ceux qui en faisaient partie. L'organe officiel de la Ligue *les États-Unis d'Europe*, les gazettes radicales reprochèrent au Congrès socialiste d'avoir fait montre d'étroitesse d'esprit, d'exclusivisme, d'intolérance ; ils accusèrent l'Internationale de prétendre accaparer la direction du

1. Deux membres de cette seconde commission, Bourdon et Charbonaud, se refusèrent à participer à la protestation de leurs collègues. Celle-ci était signé par Combault, Mollin, Granjon, Benoît Malon, Cluseret, Varlin, Humbert, Landrin.

mouvement social, de refuser de reconnaître le droit à l'existence à toutes les associations qui auraient voulu se faire une place à ses côtés. Bakounine fut assez mécontent de cette réponse, elle venait bouleverser son plan qui reposait sur une alliance étroite entre les deux Associations. Il restait seul, avec ses amis de *la Fraternité Internationale*, à défendre la cause du socialisme. Il y vit une raison de plus pour préparer la lutte et, comme G. Vogt lui reprochait de l'avoir engagé à adresser au Congrès de Bruxelles l'invitation qui avait provoqué de sa part ce refus humiliant pour la Ligue, il lui répondit (1) que l'Internationale avait certainement eu une attitude peu convenable, mais ce n'était pas une raison pour contester l'importance de l'œuvre qu'elle se proposait ; qu'il n'y avait pas d'avenir pour l'humanité en dehors des principes vers lesquels elle tendait : l'abolition des classes, le collectivisme, la substitution des associations productives à l'État. Il lui déclara que l'Internationale avait des préventions contre la Ligue parce qu'elle ne lui paraissait pas disposée à accepter ces idées, mais qu'il suffisait qu'elle les admît franchement dans son prochain Congrès pour que les ouvriers vinssent à elle. Que si, au contraire, elle les repoussait, il serait tout naturel qu'ils la combattissent, car elle aurait ainsi prouvé sa mauvaise volonté à leur égard (2).

1. Lettre citée par Nettlau dans sa *Biographie de Bakounine*, t. I, p. 253.

2. Cette opinion était partagée par tous les membres de la Fra-

Le Congrès de Berne. — Le Congrès de Berne s'ouvrit le 25 septembre. L'opinion publique ne lui accorda pas le même intérêt qu'à celui de l'année précédente. Elle n'y vit que la réunion de quelques théoriciens se livrant à de simples discussions doctrinales dont il ne fallait attendre aucun résultat pratique. Les délégués étaient au nombre d'une centaine : le plus grand nombre étaient des philosophes et des savants radicaux (A. Gægg, Lemonnier, Barni, G. Vogt) et des mutuellistes qui allaient chercher dans ce milieu bourgeois une popularité qu'ils ne trouvaient plus auprès des ouvriers (Fribourg, Chaudey) ; à ceux-ci s'opposait un groupement peu nombreux mais réellement bien discipliné de partisans des idées de Bakounine qui voulaient faire accepter par le Congrès leurs idées sur l'athéisme, l'abolition de l'État et l'émancipation intégrale des travailleurs ; il comprenait des Polonais exilés, avec qui Bakounine était entré en relations : Joukovsky et Mroczkowski, des Italiens, Fanelli, député au Parlement, Tucci, Saverio Friscia ; des Français, le socialiste lyonnais Albert Richard, Jaclard, Blanquiste qui s'était acquis une

ternité Internationale, comme l'indique la lettre qu'Élisée Reclus qui en était membre adressa à son frère Élie à l'occasion du Congrès de Berne : « Quant à Bakounine et à nous (les autres membres de la Fraternité internationale), nous disions que le procédé du Congrès de Bruxelles était une impertinence, une gaminerie, mais qu'il était de notre dignité de ne pas ressentir l'affront et de lui ôter d'avance toute valeur en nous montrant plus énergiques et plus unis que les délégués de Bruxelles pour l'affirmation de l'équité sociale, » (*Correspondance*, p. 216). La même lettre contient un fort intéressant compte rendu du Congrès.

certaine réputation au fameux Congrès de Liège, Élisée Reclus qui déjà « se délassait de décrire le monde en s'occupant de le bouleverser » (1) ; la plupart d'entre eux appartenaient à la Société secrète de la Fraternité Internationale. Le positiviste russe Wyrouboff, qui n'en faisait pas partie, soutint avec ardeur les opinions philosophiques de ce petit clan. Le programme comportait, comme nous l'avons montré, une discussion générale sur la paix, une discussion d'ordre philosophique, un débat sur l'organisation politique et un autre sur la question sociale. C'étaient surtout les trois derniers points qui devaient fournir aux deux partis l'occasion de se heurter. Sur la question générale du désarmement, ils n'eurent pas de peine à s'entendre. Tous les délégués croyaient à la nécessité d'une vigoureuse propagande pacifiste ; dans leur résolution, ils s'engagèrent à ne faciliter par aucun moyen les armements de leur gouvernement, à ne prendre aucune part aux emprunts de guerre ; ceux d'entre eux qui étaient députés promirent qu'ils refuseraient à voter les crédits militaires. Il fut entendu qu'au cas d'une déclaration de guerre un Congrès de la Ligue serait réuni d'urgence. Il parut inutile de prendre aucune mesure pratique en vue d'un désarmement général, qui ne serait possible qu'après la constitution des États-Unis d'Europe.

1. Étienne Lamy, *le Second Empire et les ouvriers* (*Revue de Paris*, 15 mai 1894, p. 119).

La question économique. — Immédiatement après s'ouvrit l'un des plus importants débats du Congrès : il s'agissait d'étudier les rapports de la question économique avec celle de la paix par la liberté, ce qui allait permettre aux délégués d'opposer leurs diverses conceptions de l'organisation sociale. Deux propositions de résolutions avaient été déposées l'une par le Français Chaudey, l'autre par l'Allemand Amand Gœgg ; Bakounine leur en ajouta une troisième qui contenait les idées de son groupe.

La résolution de Chaudey n'avait aucun caractère socialiste ; elle se contentait d'affirmer qu'en thèse générale la guerre était en contradiction avec les intérêts économiques des peuples, dont ils étaient devenus « les intérêts primordiaux et essentiels » ; que la paix était indispensable aux hommes « pour leur permettre d'arriver, par la justice et l'égalisation des » classes, à la transformation du système économique », et qu'aucune guerre ne devrait plus être déclarée sans qu'il fût tenu compte des intérêts de la production ; en concluant, elle demandait qu'à l'avenir il ne dépendît plus des gouvernements personnels de juger de la nécessité d'une guerre, mais des « nations elles-mêmes régulièrement consultées. » La proposition se refusait donc à considérer la question sociale en elle-même et de manière indépendante, ce n'était qu'incidemment, à propos des intérêts particuliers des producteurs qu'elle y faisait allusion, elle n'aboutissait pratiquement qu'à la simple revendication de réformes constitutionnelles. Pour en accentuer encore la signi-

fication anti-socialiste, le mutuelliste Fribourg proposa, dans un amendement, d'en effacer l'expression équivoque d' « égalisation des classes ».

La résolution présentée par Amand Gœgg était beaucoup plus favorable à la réforme sociale, elle approuvait les ouvriers de vouloir préparer leur affranchissement politique et social, déclarait que la conquête des libertés politiques leur assurait « leurs premiers moyens de délivrance » mais en reconnaissait l'insuffisance. « Le mouvement politique européen qui se prépare, disait-elle, doit être » en même temps social et s'étendre à tous les droits » sociaux et politiques de l'homme et du citoyen »; la mission du Congrès n'était pas encore de prendre des résolutions ni de faire des propositions à ce sujet ; pour le moment, il devait se contenter d'assurer que la liberté individuelle serait la « pierre angulaire de cette réforme sociale ». Cette proposition était plus avancée que la précédente, elle considérait la question sociale en elle-même et ne présentait la conquête des libertés politiques que comme un moyen pour le peuple de réaliser son émancipation économique : en quoi devait consister celle-ci ? jusqu'à quel point s'étendrait-elle ? La question était laissée volontairement dans l'ombre.

La résolution de Bakounine était beaucoup plus énergique et bien plus explicite : « La question qui se » présente le plus impérieusement à nous, disait-elle, » est celle de l'égalisation économique et sociale des » classes et des individus, en dehors de cette éga-

» lisation, c'est-à-dire en dehors de la justice, la
» liberté et la paix ne sont pas réalisables » ; il pro-
posait donc au Congrès de mettre à son ordre du
jour l'étude des moyens pratiques de résoudre cette
question. Pour défendre cette proposition, Bakou-
nine fit deux grands discours ; il négligea de s'occuper
de la proposition de Chaudey et fit, au contraire,
une longue critique de celle d'Amand Gægg ; il lui
reprocha de manquer de netteté, de ne paraître
considérer comme possible qu'une vague amélioration
du sort du prolétariat, de ne pas affirmer assez éner-
giquement la nécessité d'un bouleversement intégral
de l'organisation sociale actuelle. Il déclara que toute
réforme partielle serait vaine, qu'il était indispensable
d'attaquer le mal dans ses racines et que, tant que la
société serait divisée en classes économiques antago-
nistes, tout progrès de la civilisation humaine serait
impossible. Il affirma que si la bourgeoisie voulait
bien s'en rendre compte, renoncer à son existence
en tant que classe séparée, elle conserverait son
rôle civilisateur ; mais si elle prétendait maintenir
le régime actuel de propriété, la révolution sociale se
ferait sans elle et contre elle. Il n'avait, disait-il,
aucunement l'intention de proposer à la Ligue de se
prononcer en faveur d'un système socialiste quel-
conque ; il lui demandait seulement de recon-
naître que la justice exigeait l'abolition du prolétariat ;
ce qu'il voulait, c'était faire avouer à ces repré-
sentants de la bourgeoisie que son existence de
classe était une iniquité, lui faire signer son abdic-

tion par l'intermédiaire des membres de la Ligue laissant aux congrès futurs le soin d'étudier les moyens de mettre en pratique les principes admis. Ces discours soulevèrent de multiples protestations ; les Allemands Venedy et Kroeber ; le Suisse Ducommun, les Français Chaudey, Lemonnier, Fribourg et Rousselle défendirent le principe de la propriété individuelle ; certains d'entre eux dénoncèrent dans la proposition qui leur était soumise des tendances communistes. Bakounine répliqua : il n'aurait pas voulu, dit-il, que le Congrès s'occupât des systèmes particuliers ; seules les critiques dont il était l'objet le poussaient à sortir de cette réserve et à préciser davantage ses idées ; il déclara qu'il entendait par *communisme* tout système socialiste qui charge l'État d'organiser la production, et qu'il condamnait absolument cette doctrine comme la négation la plus odieuse de la liberté ; il se proclama *collectiviste*, c'est-à-dire partisan de l'abolition de l'État, de la reconstitution de la société par voie fédérative de bas en haut, de la suppression de la propriété privée des moyens de production et de celle du droit d'héritage. On passa au vote qui eut lieu par nationalité, le groupe des représentants de chaque pays disposant d'une voix : les délégués de l'Italie, de la Russie, de la Pologne et des États-Unis votèrent pour la proposition de Bakounine ; ceux des autres nations prirent parti pour celle de Gægg ou pour celle de Chaudey ; la majorité

d'entre eux repoussèrent celle-ci à qui ils reprochaient de ne pas être assez favorable à l'émancipation populaire et votèrent celle du démocrate allemand, qui fut finalement adoptée.

Question religieuse. — La discussion sur la question religieuse vint ensuite ; la proposition du comité directeur demandait la séparation des Églises et de l'État, la suppression de toute reconnaissance officielle des cultes par les gouvernements, de tout enseignement religieux dans les écoles publiques, protestait contre le pouvoir temporel du pape et contre « toute intervention étrangère ayant pour but » de le défendre ». C'était la thèse radicale qui se défend de vouloir attaquer l'idée religieuse et prétend en faire simplement une question d'ordre privé, qui critique avec une sévérité toute particulière l'organisation de l'Église catholique, telle qu'elle existait alors. La très grande majorité des membres du Congrès abondaient dans ce sens, et cette opinion fut défendue avec succès par plusieurs orateurs, notamment par un pasteur suisse, M. de Rougemont ; celui-ci déclara que la liberté ne pouvait être que favorable au développement des idées religieuses ; et cette affirmation fut très bien accueillie, sauf par le parti collectiviste, franchement matérialiste et athée. En son nom, Wyroutboff présenta une contre-résolution qui condamnait la religion comme « une entrave au » développe-

ment de l'intelligence humaine », déclarait que « tant que cette intelligence ne serait pas » développée, les peuples serviraient d'instruments à » l'ambition des classes gouvernantes ou privilégiées » qui les poussaient à la guerre » et engageait le Congrès à mettre à son ordre du jour « l'étude des » moyens pratiques pour délivrer les peuples des » doctrines religieuses ». Wyruboff défendit sa proposition avec toute l'ardeur d'un sectaire ; il attaqua le principe de la liberté de conscience, avec une vivacité qui étonna ses partisans eux-mêmes. Bakounine fut relativement plus modéré : pour lui, le peuple admettrait avec enthousiasme les théories matérialistes, du jour où la diffusion de l'instruction aurait permis à son intelligence et à sa conscience de faire des progrès suffisants pour se détacher des anciennes croyances ; mais il ne pourrait se livrer à des études sérieuses qu'après son émancipation économique. C'est ainsi que dès ce moment celle-ci lui paraissait être le premier pas de l'humanité dans la voie de sa libération, que l'abolition du prolétariat lui semblait constituer la condition primordiale et indispensable de tout progrès de l'espèce humaine. La résolution radicale recueillit soixante-quinze suffrages, ce fut la seconde défaite des collectivistes, dont la proposition n'en obtint que trente-cinq.

Question politique. — Vint, en dernier lieu, la question politique ; le rapporteur Gambuzzi présenta une résolution qui aboutissait à un fédéralisme extrême-

ment large, d'après lequel les grands États d'Europe se reconstitueraient sur le principe de l'autonomie des communes dans chaque province et de celles-ci dans chaque nation; c'était l'application de ce principe qui devait fournir la solution de toutes les difficultés actuelles de politique extérieure (questions d'Orient, d'Allemagne, d'Italie, de Pologne) et permettre l'établissement de la Confédération des États-Unis d'Europe. Malgré son ampleur, ce programme fédéraliste paraissait insuffisant aux amis de Bakounine : ils lui reprochaient de maintenir un gouvernement, se déclaraient opposés à la conservation d'un État, quelle que fût sa forme, partisans de la suppression de cet organe, de son remplacement par l'association des groupes producteurs agricoles et industriels se fédérant librement entre eux.

Élisée Reclus se fit le défenseur de cette idée : les journaux de l'époque nous le représentent comme un apôtre « au visage d'ascète, débitant toutes ces énormités d'un ton de prédicateur au milieu d'un silence glacial (1) » et le comparent aux moines du moyen âge. Jaclard lui succéda à la tribune et donna à son discours une toute autre allure. Blanquiste très ardent, il s'occupait peu des doctrines que l'on venait d'exposer, et ne désirait que le combat violent contre la bourgeoisie même radicale ; à la fin de son discours, il accabla d'outrages « cette bourgeoisie qui n'a

1. D'après le compte rendu de Courcelle-Seneuil (*Temps* du 28 septembre 1868).

» rien ni dans la tête ni dans le cœur, et qui ne
» tient plus debout » (1).

La scission. — Ces violences extrêmes achevèrent d'exaspérer la majorité de l'assemblée. Chaudey prit la parole pour critiquer le plan d'organisation sociale présenté par E. Reclus, montrer en quoi il le trouvait utopique et irréalisable. En terminant, il constatait que les discussions du Congrès n'avaient cessé de montrer qu'il existait au sein de la Ligue deux éléments dont l'antagonisme était irréductible, qui ne s'entendaient sur aucun principe, et dont la collaboration ne pouvait aboutir pratiquement à aucun résultat. La proposition d'E. Reclus fut alors mise aux voix ; 36 délégués l'acceptèrent, 77 la repoussèrent. A la fin du Congrès, le 28 septembre, Bakounine donna lecture d'une longue proclamation signée de 18 membres du Congrès, qui reprochaient à la majorité des délégués de « s'être passionnément et explicitement prononcés contre l'égalisation économique et sociale des classes et des individus », affirmaient que « tout programme et toute action politique qui n'avaient pas pour but la réalisation de ce principe ne sauraient être acceptés par des démocrates socialistes, c'est-à-dire par des amis consciencieux et logiques de la paix et de la liberté », et en conséquence déclaraient se retirer de la Ligue. Parmi ceux qui suivaient

1. Cité par Fribourg, *l'Internationale*, p. 129-130.

Bakounine, figuraient les Français A. Richard, E. Reclus, Jaclard. A. Ray, Ch. Keller, les Polonais : Joukovsky et Mrockosky, les Italiens Fanelli, Tucci, Saverio-Friscia, c'est-à-dire les principaux membres de la Fraternité Internationale. Chaudey fit remarquer que cette protestation était equivoque, qu'elle paraissait reprocher aux membres de la majorité d'avoir refusé de s'occuper de la question sociale, ce qui n'était pas exact : il affirma qu'ils étaient tout disposés à en tenir compte, mais qu'ils n'avaient pas voulu accorder leur adhésion aux principes socialiste, il demandait aux membres sécessionnistes de le signaler dans leur déclaration. Il ne fut pas tenu compte de cette observation.

Ayant définitivement rompu avec cette assemblée bourgeoise, Bakounine allait enfin consacrer son activité à la cause socialiste et trouver chez les ouvriers un milieu qui lui convenait particulièrement bien. En somme, il venait, après bien des hésitations, d'accomplir l'évolution que Marx avait déjà faite depuis bien des années ; partis en effet, tous les deux, de la philosophie hégélienne, ils aboutissaient après certains détours au socialisme révolutionnaire. Bakounine sut très bien voir en quoi sa destinée ressemblait à celle du communiste allemand. Le 22 décembre 1868 il écrivait à Marx une lettre dans laquelle il le félicitait d'avoir su, bien avant lui, trouver à son activité la véritable voie, d'avoir négligé « toutes les entreprises soit « nationales, soit exclusivement politiques », se recon-

naissait « son disciple », et se déclarait « fier de
» l'être » (1).

1. J. Guillaume, *l'Internationale (Souvenirs et documents)*, t. I,
p. 103.

DEUXIÈME PARTIE

ACTION DE BAKOUNINE DANS L'INTERNATIONALE

(1869-1871)

CHAPITRE PREMIER

BAKOUNINE ET L'INTERNATIONALE EN SUISSE

Dès lors, l'activité de Bakounine va entrer dans une phase nouvelle : il va s'occuper, avec passion, de l'organisation du prolétariat en vue de la lutte des classes et chercher à dégager les tendances des mouvements révolutionnaires auxquels participent les ouvriers. Il ne tardera pas à défendre avec ardeur un programme d'action ouvrière qui constituera, pour son époque, quelque chose d'assez nouveau et qui s'opposera carrément, à ceux des trade-unionists, des mutuellistes ou des marxistes, dont nous avons signalé les principaux points. Il nous faut étudier la nature de cette action, ses manifestations extérieures, son expression doctrinale. Il nous paraît indispen-

sable de montrer auparavant au milieu de quelles circonstances elle va s'exercer.

A la suite de son adhésion à la Ligue de la Paix, Bakounine s'était installé en Suisse. Dès le 22 juin 1868, il s'était fait admettre dans la section centrale de l'Internationale de Genève. Il annonça immédiatement après sa rupture d'avec la Ligue de la Paix, son intention de fonder une nouvelle société socialiste, dont les journaux ne tardèrent pas à publier le programme et le règlement.

Fondation de l'alliance de la démocratie socialiste.

— Cette société ressemblait beaucoup à celle qu'il avait constituée quelques années auparavant sous le nom de la « Fraternité Internationale », et qu'il ne faisait guère qu'étendre et rendre publique, elle était fondée sur les mêmes principes que celle-ci, et par des hommes qui avaient appartenu à la société secrète, dont ils avaient défendu les idées au Congrès de Berne. Elle prit le nom d'*Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste*, son programme constituait une exposition d'ensemble des doctrines qui n'avaient été soutenues au sein de cette assemblée que par fragments et sous la forme de propositions individuelles. C'était la première fois que Bakounine présentait dans leur ensemble les opinions qu'il ne fera ensuite que développer dans des écrits particuliers. Le document mérite donc d'être cité en entier :

1° L'Alliance de la Démocratie Socialiste se déclare athée; elle veut l'abolition des cultes, la substitution de la science à la foi et de la justice humaine à la justice divine ;

2° Elle veut avant tout l'égalisation politique, économique et sociale des classes et des individus des deux sexes en commençant par l'abolition du droit d'héritage, afin qu'à l'avenir la jouissance soit égale à la production de chacun et que, conformément à la décision prise par le dernier Congrès des ouvriers à Bruxelles, la terre, les instruments de travail, comme tout autre capital, devenant la propriété collective de la société tout entière, ne puissent être utilisés que par les travailleurs, c'est-à-dire par les associations agricoles et industrielles ;

3° Elle veut pour tous les enfants des deux sexes, dès leur naissance à la vie, l'égalisation des moyens de développement, c'est-à-dire d'entretien, d'éducation et d'instruction à tous les degrés de la science, de l'industrie, des arts, convaincue que cette égalisation, d'abord seulement économique et sociale, aura pour résultat d'amener de plus en plus une plus grande égalisation naturelle des individus, faisant disparaître toutes les inégalités factices, produits historiques d'une organisation aussi fausse qu'inique ;

4° Ennemie de tout despotisme, ne reconnaissant d'autre forme politique que la forme républicaine, rejetant absolument toute alliance réactionnaire, elle repousse aussi toute action politique qui n'aurait pour but immédiat et direct le triomphe de la cause des travailleurs contre le capital ;

5° Elle reconnaît que tous les États politiques et autoritaires actuellement existants, se réduisant de plus en plus aux simples fonctions administratives des services publics dans leur pays respectif, devront disparaître dans l'union universelle des libres associations tant agricoles qu'industrielles ;

6° La question sociale ne pouvant trouver sa solution définitive et réelle que sur la base de la solidarité internationale ou universelle des travailleurs de tous les pays, l'Alliance repousse toute politique fondée sur le soi-disant patriotisme et sur la rivalité des nations ;

7° Elle veut l'association universelle de toutes les associations locales par la liberté.

Cet écrit constituait une sorte de manifeste du collectivisme-révolutionnaire, tel qu'il allait s'affirmer

au sein de l'Internationale. Il était accompagné du règlement de la nouvelle Association. Celle-ci devait avoir des rapports étroits avec l'Internationale, collaborer intimement avec elle, mais elle refusait de se laisser englober par elle et prétendait conserver son individualité distincte. Bakounine attachait la plus grande importance au rôle de la grande Association des Travailleurs, qui selon lui devait réunir les « masses ouvrières à travers les frontières de tous les États en un seul corps immense et compact (1) », sans leur imposer de programme spécial, grouper sans distinction de tendances tous ceux qui comprenaient à quel point l'organisation du prolétariat était nécessaire, provoquer entre les membres des sections les rapprochements qui devaient leur permettre de se rendre compte des véritables tendances du mouvement auquel ils participaient ; mais il croyait qu'à côté d'elle il y avait place pour un groupement moins nombreux, dont le rôle serait différent. Pour lui, le programme de l'Alliance exprimait de manière explicite les conclusions auxquelles devaient aboutir tous les membres de l'Internationale, mais que certains d'entre eux ne faisaient alors que soupçonner. Elle devait avoir pour mission spéciale de grouper tous ceux qui étaient disposés à accepter ses doctrines, sans avoir besoin de se livrer aux recherches qui devaient logiquement y conduire, et qui désiraient les faire admettre par les délégués des divers Congrès. D'autre part, l'Alliance

1. Nettlau, *Biographie de Bakounine*, t. II p. 286..

établissait entre les socialistes les plus avancés et les plus convaincus des liens étroits, assurait l'existence de « cette minorité énergique, bien unie, consciente de ce qu'elle veut », dont les militants ont souvent reconnu l'utilité « dans les sociétés ouvrières ou dans les grands mouvements révolutionnaires » (1). Bakounine comptait que les membres de l'Alliance pourraient hâter l'avènement de la révolution sociale et qu'ils contribueraient ensuite à lui donner sa véritable orientation, en faisant accepter leur direction aux ouvriers, en constituant « une dictature occulte, invisible, sans titre, sans caractère officiel qui, par là même, aurait eu beaucoup plus d'autorité qu'une dictature reconnue » (2).

Le règlement de l'Alliance indiquait quels devaient être pratiquement ses rapports avec l'Internationale : elle se constituait en branche de la grande Association, dont elle acceptait tous les statuts généraux, mais elle établissait dans chaque pays un bureau national ; elle avait en outre un bureau central dont le siège était fixé provisoirement à Genève ; elle devait tenir un Congrès particulier en même temps que celui de l'Internationale et dans un local distinct.

Les deux documents étaient signés par vingt-quatre socialistes pour la plupart membres de la Fraternité Internationale, parmi lesquels figuraient tous

1. Albert Thomas, *op. cit.*, p. 336-337.

2. Lettre de Bakounine à Albert Richard, citée par celui-ci, *Bakounine et l'Internationale* Lyon (Revue de Paris, 1^{er} septembre 1896) p. 131.

ceux qui avaient suivi Bakounine lors de sa scission d'avec la Ligue de la Paix.

Ses rapports avec le conseil général de l'Internationale. — Un bureau central provisoire fut bientôt constitué; il comprenait Bakounine, Perron, Becker, Zagorski et un certain nombre d'ouvriers genevois. Il entra immédiatement en relations avec le conseil général de Loudres pour lui demander d'admettre dans l'Internationale tous les membres de l'Alliance, et lui proposer sa collaboration.

Il est certain que cette création n'était guère adroite. Bakounine pouvait, s'il lui plaisait, lier des rapports étroits avec certains socialistes dont il aurait fait ses amis intimes, et avec qui il aurait travaillé à la préparation de la révolution sociale. Mais il avait tort de créer, à côté et en dehors de l'Internationale, un nouveau groupement dont il était difficile de justifier l'existence, puisque la plupart de ses principes venaient d'être admis par les Congrès de la grande Association; on pouvait même le soupçonner de vouloir rompre l'unité de celle-ci, d'y introduire des germes de division en attirant à lui les ouvriers les plus ardents et les plus avancés. Des amis intimes de Bakounine n'ont pas hésité à le reconnaître franchement.

Les membres du conseil général devaient être plus vigilants que tous les autres socialistes. Il est donc tout naturel que, dans une séance du 22 décembre

1868, ils aient conclu au rejet de la demande qui leur était adressée. Ils faisaient immédiatement savoir aux membres de l'Alliance que leur admission aurait pour résultat de créer au sein de la grande Association un précédent fâcheux, car elle ne pourrait plus empêcher ceux de ses membres qui adopteraient un programme spécial de constituer des groupements séparés, lui faisant perdre ainsi son unité, provoquant fatalement sa dissolution. Il invoquait l'exemple des rapports de l'Internationale avec la Ligue de la Paix : en refusant de s'unir avec celle-ci, le Congrès de Bruxelles avait, par cela même, décidé que jamais la grande Association ne ferait alliance avec un autre groupement, quel qu'il fût. En conséquence, il déclarait que : 1^o « tous » les articles du règlement de l'Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste statuant sur ses » relations avec l'Internationale, étaient nuls et de » nul effet ; 2^o l'Alliance internationale de la démocratie socialiste n'était pas admise comme branche » de l'Internationale ». Quelque temps après, le 16 janvier 1869, le groupe initiateur de l'Alliance recevait une longue lettre des membres du conseil général belge : ils disaient, d'abord, qu'ils partageaient la plupart des idées énoncées dans le programme de l'Alliance, ils déclaraient, ensuite, qu'ils ne pouvaient pas approuver ses fondateurs de vouloir constituer une association distincte de l'Internationale ; qu'en effet, s'ils mettaient leur idée à exécution, ils donneraient un exemple pernicieux à tous les membres de

celle-ci, qui constitueraient des groupements de plus en plus petits, ce qui serait absolument contraire aux intérêts du prolétariat. Ils les félicitaient de vouloir « faire un pas en avant en affichant un programme plus avancé, plus radical peut-être que celui de certaines sections de l'Internationale », mais leur conseillaient de venir défendre leurs idées au sein des Congrès généraux pour les faire accepter publiquement par la majorité des délégués (1).

Bakounine se rendit facilement à ces raisons. Contrairement à l'opinion d'autres membres du bureau central, il pensait que l'Alliance pourrait collaborer avec l'Internationale de façon beaucoup plus sérieuse si, acceptant les décisions du conseil général, elle voulait bien renoncer à son existence particulière, supprimer son bureau central et ses bureaux nationaux, n'avoir d'autres Congrès que ceux de l'Association générale ouvrière, ne conserver d'autre lien entre ses membres que leur adhésion à un programme commun, consentir qu'à cela près ses sections constituassent des sections de l'Internationale, semblables à toutes les autres. Le bureau provisoire demanda au conseil général son opinion sur ces importantes modifications ; la question fut examinée par celui-ci dans sa séance du 5 mars 1869 et résolue par lui dans un sens très libéral absolument conforme aux règlements. Ce fut Marx lui-même qui rédigea la réponse au bureau central de l'Alliance : le conseil général, disait-il,

1. Nettlau, *Biographie de Bakounine*, t. I, p. 322-324

était disposé à admettre toutes les sociétés ouvrières ayant pour but de s'occuper de « la protection, du » progrès et de l'émancipation complète de la classe » ouvrière »; il les laissait parfaitement libres d'exiger de leurs membres l'acceptation d'un programme particulier en rapport avec le développement industriel de chaque pays et les circonstances spéciales où il se trouvait ; il n'avait donc pas à se demander si le programme de l'Alliance constituait « oui ou non une » expression adéquate du mouvement prolétaire, mais » seulement s'il était bien conforme aux principes de » l'Internationale ». A ce point de vue, il critiquait vivement l'expression « d'égalisation des classes » employée dans le programme ; il y voyait une expression de socialisme bourgeois aboutissant à « l'harmonie du capital et du travail », et lui opposait le principe de « l'abolition des classes », « véritable » secret du mouvement prolétaire, grand but de » l'Internationale » ; le conseil général n'admettrait donc dans la grande Association les sections de l'Alliance que si celles-ci consentaient à rayer du programme les mots critiqués (1).

Bakounine n'y attachait pas grande importance ; s'il avait employé les mots « égalisation des classes », ce n'était pas du tout dans le sens que leur donnait Marx et il avait pris soin d'y ajouter... « et des individus », mais l'expression n'en était pas moins

1. *L'Histoire socialiste du second Empire*, d'Albert Thomas, contient p. 360-361, la reproduction photographique de cet important document.

équivoque : on la trouvait, en effet, dans la résolution proposée par Chaudey au Congrès de Berne pour combattre les tendances socialistes qui s'y manifestèrent. Le bureau central fit, sans difficulté, la correction demandée et l'Alliance déclarait dans son programme, « vouloir avant tout, l'abolition définitive » des classes et l'égalisation politique, économique et » sociale des individus ». Le comité initiateur invita ensuite les sections de l'Alliance à se faire admettre, chacune de son côté, comme sections de l'Internationale, déclarait dissous les bureaux nationaux et le bureau central. La section de l'Alliance de Genève allait devenir un important centre de réunion pour les ouvriers avancés de la ville et les sections déjà fondées allaient en prendre ombrage. Son bureau était composé de Bakounine, Perron, Fritz Heng et Becker. Le 28 juillet, Jung, secrétaire correspondant pour la Suisse, lui donnait acte de son affiliation particulière.

L'Internationale en Suisse. — Bakounine n'avait pas attendu la fin de ces longs pourparlers pour commencer à exercer son influence dans toute la Suisse romande. Il y séjourna une grande partie de l'année 1869 et prit une large part au mouvement socialiste de ce pays, alors en pleine activité.

Malgré l'exiguïté de son territoire et le petit nombre de ses ouvriers, la Suisse était alors un centre révolutionnaire fort important. Par suite du caractère spécial de son organisation politique, les problèmes

qui commençaient à attirer l'attention du monde ouvrier s'y présentaient sous un aspect particulièrement saisissant : dans beaucoup d'autres Etats, en effet, le prolétariat croyait qu'il ne pourrait réaliser son émancipation économique qu'après avoir conquis la liberté politique. Ici, il n'en était plus de même : les ouvriers, jouissant déjà des droits politiques, pouvaient consacrer toute leur activité à la préparation de leur émancipation économique et ne devaient hésiter que sur le point de savoir de quelles libertés politiques ils devraient faire particulièrement usage pour réaliser leur affranchissement social intégral : allaient-ils se servir, surtout, du droit de suffrage pour amener au gouvernement des hommes d'État qui leur fussent favorables et qui pussent réaliser les réformes économiques qu'ils considéraient comme nécessaires à l'amélioration de leur sort ; allaient-ils, au contraire, avoir recours au droit d'association, au droit de réunion pour s'organiser vigoureusement sur le terrain professionnel, mener contre les patrons une lutte énergique, s'efforcer de remporter sur eux une victoire qui les conduisît directement à leur émancipation économique ? Cette question des plus importantes se posait à l'esprit de tous les socialistes de l'époque, mais elle ne pouvait prendre un aspect vraiment pratique que dans les pays particulièrement avancés au point de vue politique, car partout où le gouvernement était réactionnaire, les ouvriers cherchaient surtout à le renverser, pour lui substituer un régime plus libéral. On comprend pour quelles rai-

sons la discussion sur les rapports entre l'action politique et le mouvement économique, qui allait devenir la principale cause de division entre les membres de l'Internationale, devait prendre naissance en Suisse, et l'opposition entre l'action directe et l'action parlementaire y être plus actuelle et plus immédiate que partout ailleurs. Les socialistes de toute origine et de toute nationalité qui y séjournaient devaient prétendre tirer des expériences qui y seraient faites des enseignements dont ils voudraient ensuite faire application à la politique générale de l'Internationale.

Dans la Suisse française, le mouvement avait deux centres principaux dont chacun avait son caractère particulier : c'était d'une part, le canton de Genève, d'autre part un certain nombre de villes industrielles du canton de Neuchâtel.

L'Internationale à Genève. — La population ouvrière de Genève se divise en deux groupes principaux : les ouvriers de la fabrique (1), occupés dans l'industrie horlogère, et les ouvriers du bâtiment employés aux gros ouvrages. Les premiers sont des ouvriers qualifiés, pour la plupart citoyens suisses, ils jouissent des droits politiques; ce sont donc leurs suffrages que les candidats aux diverses fonctions gouvernementales s'efforcent de conquérir ou de conserver; c'est à eux qu'ils font des avances au moment

1. On les appelle ainsi, non parce qu'ils travaillent dans une fabrique, mais parce que ce nom est appliqué en Suisse à toute l'industrie horlogère et aux industries connexes, considérées comme la spécialité du pays.

des élections, c'est à leur situation qu'ils s'intéressent pendant la durée des sessions ; touchant souvent des salaires assez élevés, ils sont pour la plupart satisfaits de leur sort et croient n'avoir rien à gagner à la révolution sociale. Tout autre est la situation des ouvriers du bâtiment : ce sont des étrangers qui n'ont rien à attendre des politiciens ; touchant de modiques salaires, ils ne voient d'autre moyen de sortir de leur pauvreté présente qu'une révolution sociale entraînant l'émancipation intégrale et collective de tous les travailleurs. Ils constituent, par conséquent, l'élément collectiviste et révolutionnaire.

Dans les premiers temps, l'Internationale laissa indifférents les ouvriers de la fabrique et n'attira les adhésions que de ceux du bâtiment, qui constituèrent, pour chaque métier, d'importantes sections et créèrent, en outre, une section centrale où toutes les professions étaient représentées. En mars 1868, la situation subit un important changement : à ce moment les ouvriers du bâtiment firent éclater une grande grève, que soutint vigoureusement toute l'Internationale, les travailleurs de la fabrique vinrent généreusement au secours de leurs camarades, la deuxième commission parisienne envoya des subsides, ce fut un succès complet pour les grévistes qui forcèrent les patrons à céder devant eux. L'Internationale vit sa popularité s'accroître, prit un nouvel essor et commença à attirer les adhésions des ouvriers de la fabrique. Ceux-ci introduisirent dans les sections de Genève un état d'esprit nouveau ; elles devinrent

beaucoup moins révolutionnaires, ne s'occupèrent plus de préparer un bouleversement intégral de l'organisation sociale, mais seulement d'obtenir pour les ouvriers certaines satisfactions partielles. Cette évolution fut particulièrement sensible dans la section centrale, où l'influence des ouvriers de la fabrique ne tarda pas à supplanter celle des ouvriers du bâtiment. Ce furent aussi leurs délégués qui s'assurèrent la direction du comité central, chargé de servir de lien entre les diverses sections du canton. C'étaient, pour la plupart, des hommes d'origine et d'esprit bourgeois, modérément révolutionnaires, partisans de l'emploi des procédés politiques et parlementaires. Ils avaient, d'abord, essayé de présenter des candidatures socialistes, puis, voyant qu'elles n'avaient pas remporté de succès, ils avaient conclu des alliances avec des politiciens radicaux, ce qui les avait entraînés à faire aux bourgeois d'importantes concessions.

L'Internationale dans les montagnes du Jura. — Bien différente avait été l'évolution de l'Internationale dans le Jura : la grande Association avait trouvé d'abord un propagateur actif dans la personne d'un médecin de la Chaux-de-Fonds, Pierre Coullery, qui, avec l'assistance d'un certain nombre de militants intelligents et résolus de la région, avait fondé les premières sections. Schwitzguebel à Sonvillier, James Guillaume et Constant Meuron au Locle se faisaient surtout remarquer par leur énergie et les bons résul-

tats qu'elle avait obtenus. Les principes théoriques de Coullery, d'abord assez vagues, n'avaient pas tardé à se préciser : dans le journal que dès la fin de 1865 il publia à la Chaux-de-Fonds sous le titre de *la Voix de l'Avenir*, il défendait le principe de la propriété privée et encourageait les ouvriers à pratiquer le coopératisme. Il prenait un grand intérêt aux questions de politique cantonale, il avait fait, en vue des élections, des avances aux radicaux de la Chaux-de-Fonds qui les avaient repoussées. Pour les combattre, il s'était rapproché des conservateurs et des anciens royalistes (1). Cette attitude avait fortement déplu à plusieurs de ses amis, parmi lesquels J. Guillaume, qui étant alors radical, avait refusé de le suivre. En 1868, Coullery se trouva complètement dépassé, abandonné et combattu par beaucoup de membres des sections jurassiennes ; il acheva de les mécontenter par la fondation d'un nouveau journal *la Montagne*, où il soutint ouvertement les candidatures aux élections cantonales de politiciens réactionnaires, par de fréquents démêlés avec les membres des sections genevoises, à propos desquels ses anciens amis lui donnèrent tort et s'éloignèrent plus encore de lui. Enfin, dans la *Voix de l'Avenir* du 27 septembre 1868, il critiqua avec une certaine âpreté les résolutions que le Congrès de Bruxelles avait prises au sujet de la propriété collective et la réponse qu'il

1. Rappelons que le canton de Neuchâtel resta province prussienne jusqu'en 1848.

avait adressée à la Ligue de la Paix. Les membres du conseil général belge lui firent une assez vive réplique. Son attitude, en cette circonstance, acheva de lui aliéner la sympathie de bien des Jurassiens, qui devenaient ardemment collectivistes et résolument révolutionnaires. Au Locle, James Guillaume et ses amis ne croyaient plus que le coopératisme suffit à réaliser l'émancipation économique du prolétariat, et se mettaient à la recherche d'autres procédés plus efficaces ; ils essayèrent, d'abord, de faire nommer des socialistes aux fonctions municipales, mais, leurs candidats n'ayant pas eu de succès, ils renoncèrent définitivement à intervenir dans la politique active de leur pays, conseillèrent aux ouvriers de ne pas prendre part aux élections de leur canton, de s'occuper exclusivement de leur organisation professionnelle et d'y mener contre leurs patrons une lutte incessante, qui devait les conduire à l'émancipation intégrale. Ce sont ces principes qu'ils soutinrent énergiquement dans le journal qu'ils fondèrent au Locle, sous le nom du *Progrès*.

Fondation de la Fédération romande. — En même temps, ils comprenaient qu'ils avaient tout intérêt à se rapprocher des membres des sections de Genève, pour contracter avec eux une étroite alliance qui accrût leur force de résistance contre les patrons. Les deux groupes engagèrent des pourparlers qui aboutirent à la réunion d'un meeting à Genève du

2 au 4 janvier 1869 (1). Ce fut là que fut créée la Fédération romande, qui devait réunir les sections de la Suisse française sans pourtant que toutes fussent forcées d'y adhérer. Le règlement adopté décidait que, dans les pays où plusieurs sections se trouveraient réunies, un comité local serait créé pour servir de lien entre elles, qu'il se tiendrait un Congrès annuel auquel chaque section pourrait envoyer deux délégués ; il établissait à la tête de la Fédération un comité de sept membres, auquel il confiait diverses fonctions d'ordre administratif. Le meeting nomma immédiatement les membres du Comité qui serait en fonctions jusqu'en 1870 : les ouvriers de la fabrique genevoise y étaient en majorité. Le président était Brosset, serrurier savoyard, aux idées très avancées, énergique, zélé et très populaire auprès de ses camarades ; c'était un de ceux qui avaient dirigé la grève des ouvriers du bâtiment en mars 1868. Le secrétaire Henri Perret n'inspirait pas à tous la même sympathie. Le meeting créa également, sous le nom de *l'Égalité*, un journal hebdomadaire qui devait être l'organe officiel de la nouvelle Fédération et succéder à *la Voix de l'Avenir* dans les montagnes du Jura. Cette feuille était chargée : 1° de la défense des intérêts du travail contre le capital monopolisé ; 2° de l'étude des connaissances humaines qui se rattachent à la science sociale ; elle ne pouvait étudier les questions religieuses

1. Il réunissait les délégués de 23 sections genevoises, 3 jurassiennes et 4 vaudoises.

que dans leurs rapports avec celle-ci. Le meeting nomma un comité de rédaction ; parmi ses neuf membres, le plus grand nombre étaient des ouvriers de la fabrique appartenant à la section centrale de Genève ; à côté d'eux, il y avait Bakounine avec deux de ses amis, Perron et Becker. Les fondateurs de ce journal cherchèrent à en faire immédiatement l'organe central de l'Internationale ; ils entamèrent des démarches pour s'assurer la collaboration des socialistes les plus notoires de l'époque. Un grand nombre d'entre eux consentirent à écrire dans la nouvelle feuille, entre autres Guillaume, Schwitzguebel, pour la Suisse ; B. Malon, Varlin, Combault, A. Richard, Elisée Reclus, pour la France ; Gambuzzi et Tucci, pour l'Italie ; de Paepe pour la Belgique ; Jung et Eccarius, membres du Conseil général. Karl Marx fut présenté ; il fit répondre qu'il était trop souffrant pour pouvoir promettre des articles réguliers, mais que, lorsqu'il le pourrait, il en enverrait quelques-uns ; en réalité il ne le fit jamais et le journal ne publia de lui aucun écrit.

Influence de Bakounine. — C'est de cette époque que l'influence de Bakounine commença à se faire sentir sérieusement sur certains de ses contemporains.

A Genève, la section de l'Alliance, dont il était président, fournit un lieu de réunion, un centre d'études aux ouvriers les plus avancés et prit une large part à l'organisation des travailleurs du bâtiment. Il commença, en même temps, ses grandes

tournées dans les villes du Jura où, nous dit-on, il excitait à ce point la curiosité que, lorsque « les » enfants voyaient passer ce géant slave, au bon et » large sourire, avec son vaste chapeau mou, sa houp- » pelande et ses grosses bottes russes, ils disaient : » voilà le grand roi de l'Internationale » (1). Il y fit aux ouvriers quelques discours et remporta auprès d'eux le plus grand succès par son éloquence facile et abondante et la vigueur de sa polémique. Il y entra en relations étroites avec un certain nombre de socialistes qui furent entièrement conquis par son énergie et sa bonhomie, « il prenait, à la fois, le » cœur et l'esprit, se faisant ami affectionné et » dévoué, comprenant toutes les faiblesses, mais » voulant les connaître ; il menait ainsi, sur le ton de » la confiance la plus amicale et la plus confiante, » et le groupement des hommes par lui classés à leur » insu, et leurs conspirations politiques » (2). D'autre part, Bakounine trouva dans le journal *l'Égalité* la tribune publique qui lui convenait. De janvier à juin, ce fut son ami Perron qui en eut la direction, et lui-même n'y écrivit que rarement. Au mois de juin, Perron se retira et Bakounine lui succéda comme rédacteur en chef. Ce fut alors que, jusqu'au mois de septembre, il publia dans chaque numéro un article, quelque fois deux ; leur ensemble ne constitue pas un

1. B. Malon, *l'Internationale* (Nouvelle Revue, 15 février 1884, p. 755).

2. B. Malon, *ibid.*, p. 756.

tout coordonné, on peut pourtant les diviser en deux catégories : il écrivit certaines pages pour établir quel devait être d'après lui le véritable objectif de l'organisation ouvrière (*la Politique de l'Internationale*) ; et d'autres, pour combattre tous ceux qui cherchaient à détourner le prolétariat de la révolution sociale (*les Endormeurs, la Montagne de M. Coullery, l'Instruction intégrale* (1), etc.). Ces articles constituent une série très brillante, où l'on remarque un véritable talent de publiciste, de belles qualités de polémiste ; Bakounine, forcé de se limiter, y ordonnait mieux ses idées et y faisait moins de digressions que dans les manuscrits qu'il a publiés lui-même de son vivant ou que ses amis ont retrouvés et fait paraître depuis sa mort ; parmi ceux-ci, bien peu constituent des ensembles cohérents, et la plupart sont assez mal composés. Bakounine était, à ce moment, en possession de toutes ses idées ; dans ses manuscrits ultérieurs, il n'ajouta rien aux théories qu'il avait développées dans ses articles ; il se contenta de les reprendre, en leur donnant souvent une forme plus parfaite ou d'en faire l'application aux événements qu'il voyait se dérouler sous ses yeux.

L'instant nous semble donc arrivé de faire un rapide exposé des idées du révolutionnaire russe.

1. Voici la liste complète de ces articles : *les Endormeurs*, 5 articles du n° 23 au n° 27 de *l'Égalité*, juin-juillet ; *l'Instruction intégrale*, 4 articles du n° 28 au n° 31 ; *la Montagne*, 3 articles, n°s 25, 26, 27 ; *le Jugement de M. Coullery*, suite de la précédente série n° 28 ; *la Politique de l'Internationale*, 4 articles du n° 29 au n° 32.

Mais il nous paraît utile d'indiquer, auparavant, quelle place il fit tenir dans son existence à l'expression écrite de ses pensées. Il fut loin de lui consacrer la meilleure partie de son activité ; peu d'hommes ont, autant que lui, subordonné les développements théoriques aux nécessités de l'action pratique. Il déclarait lui-même qu'il n'était « ni un savant, ni un philosophe, » ni un écrivain de métier... », qu'il n'écrivait « qu'à son corps défendant » (1). Il faisait consister essentiellement l'action révolutionnaire des ouvriers en leur organisation pratique sur le terrain professionnel et ne reconnaissait aux écrits théoriques d'autre utilité que de dégager les tendances de ce mouvement. Homme d'action avant tout, il n'écrivait que lorsqu'il en avait le temps, et il lui arriva quelquefois d'abandonner l'ouvrage qu'il avait commencé pour participer plus directement aux luttes de la classe ouvrière. Il n'a publié de son vivant que des opuscules, fragments de deux grandes œuvres qu'il eut souvent l'idée de rédiger : dans l'une, il aurait établi les principes du collectivisme révolutionnaire ou de *l'anarchisme*, et aurait montré que leur triomphe était indispensable au progrès de la civilisation ; dans l'autre, il se serait occupé des grands problèmes de politique extérieure, notamment de la question slave et aurait fait voir qu'ils ne peuvent se résoudre que par l'anarchisme. Sa vie agitée l'empêcha toujours de

1. Bakounine, *Préambule pour la seconde livraison de l'Empire knouto-germanique*. Œuvres, t. IV, p. 248.

réaliser ce dessein. Depuis sa mort, ses manuscrits sont publiés régulièrement, grâce aux soins d'amis fidèles. La plupart d'entre eux étaient inédits, de sorte que les contemporains de Bakounine ne pouvaient pas se faire d'idée exacte de toute son activité littéraire.

Le révolutionnaire russe ne prétendait pas plus au titre de chef d'école qu'à celui de savant ou de philosophe ; plus encore que Proudhon, beaucoup plus que Marx (1), il a toujours eu le dogmatisme en horreur. Lorsqu'en 1872 Kropotkine fit dans les montagnes du Jura son premier voyage, il fut frappé de la profonde influence qu'avait exercée Bakounine sur les socialistes de cette région, mais, en même temps, il vit nettement en quoi elle consistait et quel avait été exactement le rôle du révolutionnaire russe dans ce milieu : « Le nom de « Michel » dit-il dans ses » Mémoires, revenait sans cesse dans les conversations des Jurassiens, non comme le nom d'un chef » absent dont les opinions feraient loi, mais comme » celui d'un ami personnel, dont chacun parlait » avec amour et dans un esprit de camaraderie... » Dans les conversations sur l'anarchisme... je n'ai

1. On sait en effet que Proudhon disait : « S'il y a des proudhoniens, ce sont des imbéciles ! » et que Marx affirmait qu'« il n'était pas marxiste ». Quant aux amis de Bakounine, leurs adversaires les ont souvent appelés *bakounistes* ou *bakouninistes*, mais ils ont toujours repoussé cette appellation qui, d'ailleurs, était particulièrement impropre, car le révolutionnaire russe n'a été rien moins qu'un chef d'école.

» jamais entendu dire « Bakounine a dit cela », ou
» Bakounine pense ainsi », comme si un pareil
» argument pouvait clore la discussion. Ses écrits et
» ses paroles n'avaient pas force de loi, comme c'est
» malheureusement souvent le cas dans les partis
» politiques. »

Son rôle avait consisté, dit-il ailleurs, « à aider
» les camarades du Jura à mettre de l'ordre
» dans leurs idées et à formuler leurs aspirations, à
» leur inspirer son enthousiasme révolutionnaire,
» puissant, ardent, irrésistible ». (1) Bakounine
ne possédait que peu d'idées propres, il s'assimi-
lait avec une facilité étonnante les doctrines en
vogue à son époque, et s'en appropriait d'importantes
parties. Sur bien des points, il manquait d'originalité,
et ses théories apparaissent comme une synthèse de
plusieurs autres. On pourrait établir facilement ce
qu'il dut à Feuerbach, à Auguste Comte, à Darwin,
à Büchner dont il s'inspira à des degrés divers. En
économie politique, c'est évidemment de Proudhon
et de Marx qu'il se rapprochait le plus : il a pris au
premier ses idées sur le fédéralisme, sa critique de
l'État, sa répulsion pour le communisme autoritaire,
il n'a cessé de se réclamer de lui, de déclarer que
son œuvre propre consistait à déduire des théories de

1. Kropotkine, *Autour d'une vie*, p. 294-295.

Kropotkine fit son premier voyage dans les montagnes du Jura, lorsque Bakounine vivait encore ; mais il n'eut pas l'occasion de le voir.

Proudhon les conséquences logiques qui y étaient renfermées et que les mutuellistes s'étaient refusé à en tirer, à cause de leur esprit bourgeois. A Marx, il a emprunté l'idée de la lutte des classes et la théorie du matérialisme historique, qu'il considérait comme tout à fait exacte. De l'un et de l'autre, il tenait la distinction essentielle entre la société politique qu'il condamnait sans rémission et dont il travaillait à débarrasser l'humanité et la société économique, où il voyait le mode naturel du groupement des hommes entre eux ; ils faisaient consister, tous les trois, le progrès dans la suppression et la résorption de la première par la seconde.

CHAPITRE II

LE COLLECTIVISME RÉVOLUTIONNAIRE

Caractère général des idées de Bakounine. — Dans leur ensemble, les idées de Bakounine constituent ce que l'on pourrait appeler une *philosophie de l'action*.

Nous avons montré que s'il avait abandonné l'hégélianisme orthodoxe, c'était parce qu'il était persuadé qu'en dehors du monde réel il n'en existe aucun autre, convaincu de l'inanité des conceptions transcendentes que cette philosophie proposait à son esprit. Dès ce moment, il entrevit pour l'humanité une magnifique destinée, qu'elle parviendrait à réaliser pendant son existence terrestre si elle savait se dégager de toutes les idées fausses qui l'avaient paralysée jusqu'à présent, se tenir fermement dans la voie qui devait la conduire à ce brillant avenir. Plus tard, il en vint à croire que c'était le prolétariat qui devait servir de guide à toute l'humanité en marche vers sa libération, poser les fondements de l'organisation sociale future. Il en résulte que l'on peut diviser les idées de Bakounine en deux parties : une partie philosophique, par laquelle il cherche à dégager la véritable nature de l'homme, à montrer quelles sont

les fins dernières de celui-ci et quels doivent être les principes fondamentaux de la société future, et une partie plus spécialement politique et sociale, dans laquelle il fait voir en quoi l'émancipation économique du prolétariat est indispensable à la libération définitive de l'humanité, de quelle manière les ouvriers, en s'associant par professions, posent les fondements de l'organisation sociale future, en même temps qu'ils créent et perfectionnent l'instrument de leur affranchissement immédiat, et quels procédés ils doivent utiliser pour faire aboutir leur action aux beaux résultats qu'on est en droit d'en attendre. Ces deux parties sont inséparables ; il est nécessaire de les étudier toutes les deux et de montrer le lien qui les unit, si l'on veut faire un examen complet de la doctrine collectiviste.

Nature et destinées de l'homme. — Bakounine part de considérations sur l'ensemble de la nature et sur la place de l'homme au milieu de tous les autres êtres. Il est profondément matérialiste, et affirme que les divers règnes de la nature ne constituent qu'un seul tout, il croit que les différences qui existent entre eux ne sont pas qualitatives mais seulement quantitatives. Les animaux ne se séparent des plantes que par l'existence chez eux de la vie organique ; l'homme, ne se différencie de ceux-ci que parce qu'il possède la pensée, mais celle-ci n'est qu'un produit du cerveau, c'est un phénomène exclusivement matériel dont on

trouve, d'ailleurs, des manifestations incomplètes, chez certains animaux supérieurs.

L'être humain n'est qu'un animal perfectionné, qui est soumis aux mêmes obligations naturelles que tous les autres, écrasé, comme eux, par les forces élémentaires contre lesquelles il est incapable de lutter sérieusement. Et même, dans les premiers temps, il n'a été que le plus pauvre, le plus dénudé d'entre eux, le plus désarmé devant les grands cataclysmes naturels. Et pourtant, il se distinguait d'eux essentiellement ; il ne devait pas rester, pendant toute la durée du monde terrestre, dans ce triste état d'infériorité et de subordination. Car, d'une part, l'homme est un être pensant ; de l'autre, c'est un être social, et ces qualités suffisent pour lui assurer une supériorité manifeste sur tous les autres habitants de la terre car, seul d'entre eux, il a un avenir. La solidarité humaine constitue le fait primordial qui distingue nettement l'homme de la bête et lui permet de réaliser sa destinée. C'est donc une profonde erreur de croire, avec J.-J. Rousseau par exemple, que l'homme, lorsqu'il était isolé, était absolument libre et qu'en entrant en contact avec ses semblables il a dû aliéner une part quelconque de son indépendance. En réalité, « il naît » bête féroce et esclave, il ne s'humanise et ne s'émancipe progressivement qu'au sein de la société, qui est nécessairement antérieure à la naissance de ses » pensées, de sa parole et de sa volonté, et il ne peut » le faire que par les efforts collectifs de tous les

» membres passés, présents de cette société, qui est
» par conséquent le point de départ et la base natu-
» relle de son humaine existence » (1). C'est parce
qu'ils vivent en société que les hommes deviennent
forts, qu'ils peuvent associer leurs efforts pour
s' « émanciper du joug de la nature extérieure... » et
« transformer la surface de la terre en un séjour
» favorable aux développements de l'humanité » (2),
pour résister victorieusement aux attaques des ani-
maux féroces qu'ils ont à repousser. Ce sont les
efforts collectifs de la société qui permettent aux
hommes de s'élever au-dessus des lois naturelles,
non pas en s'y soustrayant, ce qui serait complète-
ment impossible, mais en parvenant à les comprendre,
à les pénétrer de mieux en mieux et à les observer
avec une clairvoyance de plus en plus grande. C'est
parce que l'humanité est capable de comprendre et
de connaître les lois de la nature qu'elle est suscep-
tible de progrès, qu'elle peut sortir de son animalité
primitive et s'élever beaucoup au-dessus de celle-ci.
Les destinées des hommes consistent donc à vivre
en société, à se prêter perpétuellement un secours

1. *Dieu et l'État* (*Œuvres*, t. I, p. 275).

2. *Dieu et l'État* (*Œuvres*, t. I, p. 278).

Ce manuscrit qui devait faire partie intégrante du grand ouvrage que préparait Bakounine sous le titre de *l'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale* a été publié en dehors des autres pages du manuscrit par Élisée Reclus et Cafiero sous le titre *Dieu et l'État* qui était de leur invention. Il fut reproduit sous ce titre par Nettlau dans le tome I des *Œuvres complètes*. Nous laisserons, dans toutes les citations qui s'y rapporteront, le titre de *Dieu et l'État* à toute cette partie du manuscrit.

mutuel, à s'aider réciproquement à vaincre et à dompter la nature. Elles sont superbes mais ne pouvaient pas se réaliser dès l'apparition des hommes sur la terre ; elles constituent l'aboutissement logique de leur évolution historique, la fin dernière de l'humanité. Elles consistent, d'une part, dans l'obéissance aux lois naturelles parce que « l'homme les a recon- » nues lui même comme telles, et non parce qu'elles » lui ont été extérieurement imposées par une volonté » étrangère divine ou humaine, collective ou individuelle quelconque » (1) ; et, d'autre part, dans l'émancipation pour les individus de toute autorité que leurs semblables voudraient leur imposer par la force ; ce sont ces deux conditions qui constituent la liberté, en quoi se résume réellement tout l'avenir de l'humanité « L'homme doit chercher sa liberté non » au début mais à la fin de l'histoire, et l'on peut » dire que l'émancipation réelle et complète de » chaque individu humain est le vrai, le grand but, » la fin suprême de l'histoire » (2). « L'homme, bête » féroce, cousin du gorille, est parti de la nuit profonde de l'instinct animal pour arriver à la lumière » de l'esprit..., il est parti de l'esclavage animal... et » il marche aujourd'hui à la conquête et à la réalisation de sa liberté humaine (3). » De là résulte que

1. *L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale* (2^e livraison) (*Œuvres*, t. III, p. 51).

2. *Dieu et l'État* (*Œuvres*, t. I, p. 275).

3. *L'Empire knouto-germanique* (2^e livraison) (*Œuvres*, t. III, p. 37).

l'homme doit abandonner toutes ses traditions, condamner tout son passé. Celui-ci en effet a pu constituer une phase nécessaire de son évolution historique mais le progrès consiste précisément pour lui à se débarrasser successivement de toutes ces erreurs du passé, qui ne doivent plus revenir.

« Derrière nous est notre animalité et devant
» nous notre humanité, et la lumière humaine, la
» seule qui puisse nous réchauffer et nous éclairer, la
» seule qui puisse nous émanciper, nous rendre
» dignes, libres, heureux de réaliser la fraternité
» parmi nous n'est jamais au début, mais relativement
» à l'époque où l'on vit, toujours à la fin de l'histoire.
» Ne regardons donc jamais en arrière, regardons
» toujours en avant, car en avant est notre soleil et
» notre salut ; et, s'il est permis, s'il est même utile,
» nécessaire de nous retourner, en vue de l'étude de
» notre passé, ce n'est que pour constater ce que nous
» avons été et ce que nous ne devons plus être ; ce
» que nous avons cru et pensé et ce que nous ne
» devons plus ni croire ni penser ; ce que nous
» avons fait et ce que nous ne devons plus jamais
» faire (1). »

Critique de l'idée de Dieu. — L'une des idées les plus anciennes et les plus générales des hommes est la croyance à l'existence d'un Dieu. Bakounine la

1. *L'Empire Knouto-germanique* (2^e livraison). (*Œuvres*, t. III, p. 38).

condamne comme l'une des plus fausses, des plus pernicieuses qui aient pu détourner l'humanité de ses destinées. Pour lui, elle est née de ce que l'homme primitif, perdu au milieu des forces naturelles et essayant de comprendre leur action, l'a attribuée à un être imaginaire, pure création de son cerveau, qu'il a considéré comme un esprit réellement existant et tout-puissant, souverain maître du monde entier. Il ne s'est pas aperçu qu'en réalité ce fantôme n'était que sa propre image ; que, par sa faculté d'abstraction, il n'avait fait qu'objectiver, étendre et finalement adorer son propre caractère et ses propres qualités. C'est ainsi que, par un renversement étrange, l'homme créateur de ce monstre s'est imaginé qu'il avait été créé par lui. Par cela même, il venait d'inaugurer, pour toute son espèce, une longue phase d'obscurité et de malheur, de fonder un nouvel esclavage qui devait, pendant longtemps, s'opposer à son émancipation. La conception d'un Être suprême, parfait, tout intelligent, tout-puissant vient, en effet, réduire singulièrement la place de l'homme sur la terre ; devant Lui, celui-ci n'est plus rien qu'une créature très humble et très soumise. « Dieu est, donc » l'homme est esclave ; l'homme est intelligent, juste, » libre : donc, Dieu n'existe pas (1). » C'est la religion qui a contribué le plus puissamment à détour-

1. *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* (Œuvres, t. I, p. 60).

ner l'humanité de ses destinées propres : elle est fondée sur l'idée absolument fausse que l'homme doit combattre ses instincts, se méfier continuellement de lui-même ; elle a tué l'être naturel en lui substituant un être abstrait, à qui elle a proposé un idéal, qui est en absolue contradiction avec le but auquel doivent tendre les hommes pour sortir de leur animalité ; elle a condamné les efforts qu'ils faisaient pour comprendre les lois de la nature, en venant affirmer que le monde entier dépendait des volontés arbitraires d'un Être souverain, dont il était vain de chercher à pénétrer les intentions. Elle a présenté à chacun la vie en société comme un contact dégradant avec ses semblables, qui ne pouvait que l'empêcher de cultiver ses vertus naturelles et de se préparer à la récompense céleste. Elle a fait croire à tous les hommes qu'ils ne parviendraient à réaliser intégralement leur destinée qu'après leur mort, dans un monde idéal et que leur vie terrestre n'était qu'un passage provisoire, dont ils devaient accepter toutes les circonstances et ne pas chercher à améliorer les conditions. Elle les a ainsi détournés de la voie du progrès ; d'autre part, c'est elle qui a créé l'autorité, car elle est venue rendre le plus grand service à tous ceux qui, étant les plus forts, opprimaient les autres. Avant son apparition, les hommes étaient sans cesse en lutte les uns contre les autres, et les vainqueurs exploitaient et écrasaient les vaincus, les faisaient travailler à leur profit. Mais, jusqu'à ce moment, leur triomphe était de courte durée, ceux qui avaient

été dépouillés s'étaient toujours préparés énergiquement à prendre leur revanche. La religion a permis aux vainqueurs de la lutte pour la vie de se prétendre désignés spécialement par Dieu pour gouverner les autres hommes et ceux-ci ont été convaincus que s'ils se révoltaient ils offenserait gravement la divinité ; ils ont cru que leur devoir leur ordonnait de s'incliner et de se soumettre devant ses délégués.

Seule, cette prétendue sanction d'en haut, en poussant les vaincus à l'acceptation de leur défaite, en a fait des sujets, a créé l'autorité et fondé l'État, organe permanent de l'exploitation des plus faibles par les plus forts. Il en résulte qu'il n'y aura pas d'émancipation politique sérieuse, tant que toute idée religieuse ne sera pas détruite. « Tant que nous aurons un » maître au ciel, nous serons esclaves sur la terre... » Dieu ou plutôt la fiction de Dieu est la consécration et la cause intellectuelle et morale de tout » esclavage sur la terre, et la liberté des hommes ne » sera complète que lorsqu'elle aura complètement » anéanti la fiction néfaste d'un maître céleste (1). »

C'est ainsi que de l'alliance de la conquête brutale et de la sanction divine est né l'État, qui constitue une seconde déviation de l'humanité en marche vers son émancipation.

Critique de l'État. — L'État est, fatalement et par son existence même, le principal obstacle à la libéra-

1. *Dieu et l'État* (*Œuvres*, t. I, p. 283).

tion définitive de l'humanité, à la réalisation de ses destinées. Il doit, fatalement, méconnaître la nature humaine et lui demander des sacrifices perpétuels au nom de l'intérêt général ; il empêche les masses de se livrer à ces mouvements spontanés, absolument libres, d'où doit résulter l'établissement de relations justes entre les hommes ; il vient détruire l'égalité qui devrait exister entre eux, permettre aux plus forts de conserver et d'augmenter la richesses qu'ils ont ravies à la collectivité, aux minorités conquérantes, d'exploiter et d'opprimer les majorités. « Il garantit toujours » ce qu'il trouve : aux uns leurs richesses, aux autres » leur pauvreté (1)... et convertit la liberté naturelle » des hommes en esclavage pour tous et en privilège » pour quelques-uns (2). » L'existence de l'Etat entraîne une autre iniquité : elle constitue une limitation de l'humanité en réunissant dans des groupements rivaux, sans cesse en antagonisme, des êtres qui devraient se rapprocher et s'entendre pour l'exploitation en commun des richesses économiques. « La loi » suprême de l'État, c'est la conservation quand » même de l'État, et comme tous les États, depuis » qu'il en existe sur la terre, sont condamnés à une » lutte perpétuelle : lutte contre leurs propres popu- » lations qu'ils oppriment et qu'ils ruinent, lutte contre » tous les États étrangers, dont chacun n'est puissant

1. *L'Empire knouto-germanique*, (2^e livraison, *Œuvres*, t. III, p. 160-161).

2. *Ibid.*, p. 163.

» qu'à la condition que l'autre soit faible, et comme
» ils ne peuvent se conserver dans cette lutte qu'en
» augmentant chaque jour leur puissance tant à l'in-
» térieur contre leurs propres sujets, qu'à l'extérieur
» contre les puissances voisines, il en résulte que la
» loi suprême de l'État, c'est l'augmentation de sa
» puissance au détriment de la liberté intérieure et
» de la justice extérieure (1). » Dans cet état de lutte
perpétuelle, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, l'État a
besoin d'une morale spéciale, il se l'est créée, c'est
la raison d'État, d'après laquelle « tout ce qui sert à
« la conservation, à la grandeur et à la puissance de
» l'État, quelque sacrilège que ce soit au point de
» vue religieux, et. quelque révoltant que cela puisse
» paraître à celui de la morale humaine c'est le bien,
» et *vice-versa*, tout ce qui y est contraire, que ce
» soit la chose la plus sainte et humainement la
» plus juste, c'est le mal (2). »

L'État entraîne donc la guerre civile et la guerre
étrangère, en permanence. Fatalement, et par le fait
même de son existence, c'est un grand criminel, « la
» négation la plus flagrante, la plus cynique et la plus
» complète de l'humanité » (3), « c'est une collectivité
» restreinte qui veut prendre la place de l'humanité
» et veut s'imposer à elle comme une fin suprême, à

1. *Les Ours de Berne et l'ours de Saint-Petersbourg* (Œuvres, t. II, p. 62).

2. *Fédéralisme, socialisme et anti-théologisme* (Œuvres, t. I, p. 148).

3. *Ibid.* (Œuvres, t. I, p. 150).

» laquelle tout doit servir, tout doit se soumettre » (1),
« il rompt l'universelle solidarité de tous les hommes
» sur la terre, et n'en associe une partie que pour en
» détruire, conquérir et asservir tout le reste. Il ne
» couvre de sa protection que ses propres citoyens,
» ne reconnaît le droit humain, l'humanité, la civilisation qu'à l'intérieur de ses propres limites; ne
» reconnaissant aucun droit en dehors de lui-même,
» il s'arroe logiquement celui de la plus féroce inhumanité contre toutes les populations étrangères
» qu'il peut piller, exterminer ou asservir à son gré » (2).

D'où, depuis la fondation de l'État, une lutte à mort entre lui et la société naturelle, entre l'humanité et la patrie. Les membres des classes gouvernantes représentent naturellement la réaction et le despotisme; ceux qui repoussent son autorité et la combattent luttent pour le triomphe de l'humanité tout entière.

Le rôle de la bourgeoisie. — Pendant tout le XVIII^e siècle jusqu'à la grande Révolution, ce fut la bourgeoisie qui assumait ce rôle; elle « fut le héros » et représenta le génie révolutionnaire de l'histoire », et sut, à cette époque, combattre énergiquement pour la liberté de tous les hommes, « elle

1. *Les Ours de Berne* (*Œuvres*, t. II, p. 82).

2. *Fédéralisme, socialisme et anti-théologisme* (*Œuvres*, t. I, p. 150).

» avait alors un monde à conquérir, une place à
» prendre dans la société et, organisée pour le com-
» bat, intelligente, audacieuse, se sentant forte du
» droit de tout le monde, elle était douée d'une toute-
» puissance irrésistible » (1). En réalité, elle crut sin-
cèrement alors que ses efforts ne profiteraient pas à
elle seule, mais qu'ils contribueraient au progrès
général de toute l'humanité. « Alors, elle avait été
» de bonne foi, elle avait cru, sérieusement et naïve-
» ment, aux droits de l'homme; elle avait été poussée,
» inspirée par le génie de la démolition et de la recon-
» stitution; elle se trouvait en pleine possession de
» son intelligence et dans le plein développement de
» sa force; elle se croyait, elle se sentait, elle était
» réellement la représentante du peuple (2). »

En prenant le pouvoir en 1793, elle croyait agir
tant dans l'intérêt du peuple que dans le sien
propre. Mais elle se trompait, l'on devait s'en
apercevoir au cours du xix^e siècle. En réalité, la
grande Révolution, malgré son caractère généreux,
était étroite, incomplète, elle posait sur de faux prin-
cipes : « Généreuse et infiniment large dans ses aspi-
» rations, elle avait voulu une chose impossible :
» l'établissement d'une égalité idéale au sein même de
» l'inégalité matérielle. En conservant comme des
» bases sacrées toutes les conditions de l'inégalité
» économique, elle avait cru pouvoir réunir et enve-

1. *Lettres aux compagnons du Jura* (*Œuvres*, t. I, p. 208).

2. *Ibid.* (*Œuvres*, t. I, p. 211).

» lopper tous les hommes dans un immense senti-
» ment d'égalité fraternelle, humaine, intellectuelle
» et morale, politique et sociale, Ce fut son rêve, sa
» religion manifestée par l'enthousiasme et par les
» actes grandiosement héroïques de ses meilleurs et
» de ses plus grands représentants. Mais la réalisa-
» tion de ce rêve était impossible parce qu'elle était
» contraire à toutes les lois naturelles et sociales (1). »
C'est ce que le peuple ne tarda pas à voir ; après
sa victoire, la bourgeoisie oublia son idéalisme révo-
lutionnaire pour ne plus penser qu'à la défense de
ses intérêts matériels.

Le résultat pratique de la Révolution ne consista
qu'en la conquête du pouvoir politique par la bour-
geoisie « après avoir gagné tous ses titres impéris-
» sables de gloire dans l'opposition, tant religieuse et
» philosophique que politique, dans la protestation
» et dans la révolution elle était enfin devenue la
» classe dominante et par là même le défenseur et le
» conservateur de l'État, ce dernier étant à son tour
» devenu l'institution régulière de la puissance
» exclusive de cette classe » (2). Le peuple n'aurait
eu à gagner sérieusement à la révolution que si elle
l'avait délivré de toute autorité politique, assuré son
émancipation économique, établi entre tous les

1. *Appendice, considérations philosophiques* (Œuvres, t. III, p. 190-191).

2. *L'Empire knouto-germanique, 2^e livraison* (Œuvres, t. III, p. 127).

membres de la société l'égalité de fait. Au point de vue économique, sa situation ne s'est aucunement améliorée : il reste le paria de la société, le véritable producteur qui est injustement dépouillé du fruit de son travail. Les seules différences qui existent entre les bourgeois et les ouvriers viennent uniquement de ce que les premiers sont plus riches et plus instruits que les seconds ; les prolétaires ne sont pas moins instruits parce qu'ils sont moins intelligents que leurs patrons, mais uniquement parce que leur situation économique ne leur laisse pas les loisirs nécessaires à l'étude. La bourgeoisie s'est montrée un maître extrêmement dur et la supériorité de fortune, dont elle se prévaut, est plus difficile à supporter que toutes les autres.

L'État démocratique. — Au point de vue politique, la Révolution de 1789 a donné au peuple la République et le suffrage universel, c'est tout ce qu'elle lui a rapporté et ces conquêtes peuvent, à bon droit, lui paraître insuffisantes. La République radicale est la forme politique, que préfèrent les membres les plus avancés de la bourgeoisie. Mais c'est rarement un régime stable : en effet, ses partisans craignent, à certains moments, qu'elle ne soit pas assez forte pour défendre leurs propriétés ; ils font alors appel à un gouvernement plus énergique, car ce qu'ils désirent avant tout, c'est la conservation de leurs privilèges économiques et « ils sont les ennemis les plus acharnés et

» les plus passionnés de la révolution sociale » (1). Lorsqu'elle dure quelque temps, la République constitue-t-elle un progrès sensible sur les anciennes formes gouvernementales? Bakounine le déclare, mais n'en critique pas moins sévèrement cette organisation politique. « L'État républicain, dit-il, est » tout aussi oppressif que l'État monarchique; seulement il ne l'est point pour les classes possédantes, » il ne l'est qu'exclusivement contre le peuple (2). »

Une République « militaire, bureaucratique et politiquement centralisée » constitue un État qui mérite les mêmes critiques que tous les autres et qui est tout aussi despotique que ceux-ci, « elle peut devenir et, » nécessairement deviendra, une puissance conquérante au dehors, oppressive à l'intérieur, et sera » incapable d'assurer à ses sujets, lors même qu'ils » s'appelleraient des citoyens, le bien-être et la » liberté » (3); elle conservera toujours le caractère d'un État; « son gouvernement sera une tutelle officiellement » et régulièrement établie par une minorité d'hommes » compétents, d'hommes de génie ou de talent, vertueux, » pour surveiller et pour diriger la conduite de ce » grand, incorrigible et terrible enfant : le peuple » (4). Enfin, il se rencontre des cas où « un État républi-

1. *L'Empire knouto-germanique* (Œuvres, t. II, p. 328).

2. *L'Empire knouto-germanique* (Œuvres, t. II, p. 329).

3. *Fédéralisme, socialisme et anti-théologisme* (Œuvres, t. I, p. 10).

4. *L'Empire knouto-germanique*, 2^e livraison (Œuvres, t. III, p. 64).

» cain basé sur le suffrage universel... pourra être
» plus despotique même que l'État monarchique »,
c'est lorsque « sous le prétexte qu'il représente la
» volonté de tout le monde, il pèsera sur la volonté
» et sur le mouvement libre de chacun de ses membres
» de tout le poids de son pouvoir collectif » (1). On
voit donc que le bénéfice n'est pas bien considérable :
gouvernement d'une classe, la République est forcée
d'en défendre énergiquement les intérêts et de con-
server tous les caractères d'un pouvoir très autori-
taire si elle veut rendre à la bourgeoisie les services
que celle-ci attend d'elle et par ce moyen, assurer sa
conservation.

Dans une société égalitaire et libre, le suffrage uni-
versel pourrait jouer un rôle des plus utiles en expri-
mant exactement les opinions des individus qui en
feraient partie. Dans l'organisation sociale actuelle,
c'est un leurre pour le peuple et une arme entre les
mains des bourgeois : « l'instrument le plus efficace
» de la démocratie bourgeoise, le meilleur moyen de
» tromper le peuple, de l'endormir et de le dominer,
» tout en se donnant l'air de ne vouloir qu'une seule
» chose : le servir ; d'assurer, au nom même de la
» liberté, cette prospérité des bourgeois qui se fonde
» sur l'esclavage économique et social des masses
» populaires (2) ; l'exhibition à la fois la plus large et

1. *Fédéralisme, socialisme et anti-théologisme* (*Œuvres*, t. I, p. 145).

2. *Manuscrit de 114 pages* (*Œuvres*, t. IV, p. 195).

» la plus raffinée du charlatanisme politique de l'État;
» le moyen le plus sûr de faire coopérer les masses à
» l'édification de leur propre prison » (1). Le manie-
ment n'en est pas toujours facile, il demande de l'habi-
leté, mais la plupart des gouvernements parviennent
à l'utiliser à leur profit. Les bourgeois savent très bien
choisir parmi les candidats celui qui saura le mieux
défendre leurs intérêts et le faire accepter du peuple.
« Le suffrage universel... ne pourra jamais produire
» que des élections illusoires, anti-démocratiques et
» absolument opposées aux besoins, aux instincts et à
» la volonté réelle des populations » (2). On voit quelle
profonde erreur commettent ceux qui s'imaginent
qu'un Parlement bourgeois pourrait « jamais faire autre
» chose que de légiférer l'esclavage du peuple, et de
» voter toutes les mesures qui auront pour but d'éter-
» niser sa misère et son ignorance » (3), qui comptent
surlui pour réaliser l'émancipation intellectuelle, maté-
rielle et morale du prolétariat. En effet, chaque pas
que feraient les ouvriers dans cette voie les rendrait
de plus en plus capables de se passer de gouverne-
ment et de s'occuper eux-mêmes de leurs affaires. Or,
il est de l'essence de toute organisation politique de
chercher à se rendre indispensable.

1. *L'Empire knouto-germanique*, 2^e livraison (*Œuvres*, t. III, p. 168, n.).

2. *L'Empire knouto-germanique* (*Œuvres*, t. II, p. 311).

3. *L'Empire knouto-germanique*, 2^e livraison (*Œuvres*, t. III, p. 170).

Les candidatures ouvrières. — Certains théoriciens ont encouragé le peuple à se servir du droit de vote qu'il possède pour se rendre plus favorables les Parlements bourgeois en y faisant pénétrer des députés de sa classe; des essais ont été tentés dans ce sens dans divers pays, ils n'ont donné aucun résultat satisfaisant, ce dont il ne faut pas s'étonner. En effet, le pouvoir porte en lui-même un caractère démoralisateur qui corrompt tous ceux qui en sont investis, quels que soient d'ailleurs leur origine, leur tempérament particulier, quelle que puisse être toute leur bonne volonté individuelle; « l'homme privilégié, soit politiquement, soit économiquement, est un homme intellectuellement et moralement dépravé » (1); dès qu'un politicien est parvenu au pouvoir, il ne songe qu'à le garder, à s'en servir à son profit personnel, ce qui le rend fatalement autoritaire et réactionnaire; « c'est ce » qui explique pourquoi et comment des hommes qui » ont été les démocrates les plus rouges, les révoltés » les plus furibonds, lorsqu'ils se sont trouvés dans la » masse des gouvernés, deviennent des conservateurs » excessivement modérés, dès qu'ils sont montés au » pouvoir...; si demain on établissait un gouvernement et un conseil législatif, un Parlement, exclusivement composés d'ouvriers, ces ouvriers qui » sont aujourd'hui de fermes démocrates-socialistes, » deviendraient après-demain des aristocrates déterminés, des adorateurs hardis ou timides du principe

1. *L'Empire knouto-germanique*, 2^e livraison (*Œuvres*, t. III, p. 53).

» d'autorité, des oppresseurs et des exploiters (1).
» Les ouvriers députés, transportés dans des condi-
» tions d'existence bourgeoises, et dans une atmos-
» phère d'idées politiques toutes bourgeoises, cessant
» d'être des travailleurs de fait pour devenir des
» hommes d'État, deviendront des bourgeois et peut-
» être seront même plus bourgeois que les bourgeois
» eux-mêmes » (2). Il est donc utopique d'espérer que
l'on pourra modifier et améliorer progressivement
l'organisation politique actuelle, la faire fonctionner
au profit de la classe ouvrière en introduisant peu à
peu ses représentants dans les assemblées bour-
geoises ; tous les efforts que feraient les prolétaires
pour atteindre ce but seraient absolument vains ; ceux
d'entre eux qui parviendraient à se faire élire feraient
un mauvais usage de leur bonne volonté ; ils croi-
raient rendre service à leur classe, ils seraient fatale-
ment entraînés à la combattre. Le suffrage universel,
qui permet aux bourgeois de duper et d'exploiter plus
sûrement les prolétaires, ne peut pas aider ceux-ci à
réaliser leur émancipation.

Le rôle du prolétariat. — En réalité, depuis la vic-
toire de la bourgeoisie en 1789, l'antagonisme n'a
cessé de croître entre ses aspirations et celles du
peuple, son idéal social et celui du prolétariat, ses
véritables intérêts et ceux des ouvriers ; c'est ce que

1. *Les Ours de Berne* (Œuvres, t. II, p. 39).

2. Article sur *la Politique de l'Internationale* (Égalité du 28 août
1869), Œuvres, t. V, p. 194.

les journées de Juin ont manifesté de manière éclatante : « En se séparant du prolétariat, la bourgeoisie » a tout perdu. Il ne lui reste que ses anciennes idées, » et elle est incapable d'en créer de nouvelles. Elle » se dessèche comme une tige séparée de sa racine. » Il ne lui reste que l'énergie de la conservation, et » non plus celle de la marche audacieuse en avant... » elle se sent et se sait condamnée ; elle n'est donc » plus pleine aujourd'hui que de sentiments séniles » et conservateurs (1). » En face d'elle, le prolétariat doit assurer l'avenir de la société, c'est par lui que l'humanité doit réaliser son émancipation définitive, qu'elle doit atteindre sa fin dernière. « Le prolétaire, » le travailleur, l'homme de peine étant le dernier » représentant historique du dernier esclavage sur la » terre, son émancipation est l'émancipation de tout » le monde ; son triomphe est le triomphe final de » l'humanité (2). » Les ouvriers possèdent plus de qualités que les membres des autres classes ; ils sont réellement dignes d'être les créateurs de la civilisation nouvelle, « il y a bien plus d'idéalisme réel » dans le sens du désintéressement et du sacrifice » de soi-même, dans les masses populaires que dans » aucune autre classe de la société (3) ; elles ont con-

1. *Manuscrit de 114 pages (Œuvres, t. IV, p. 99).*

2. *Fragment formant une suite de l'Empire knouto-germanique (Œuvres, t. IV, p. 425).*

3. *Appendice ; considérations philosophiques (Œuvres, t. III, pp. 269-270, note).*

» servé une fraîcheur d'esprit et de cœur. Morali-
» sés par le travail même forcé (les ouvriers) ont
» gardé un sens de justice bien autrement juste que
» la justice des jurisconsultes et des codes ; misé-
» rables eux-mêmes, ils compatissent à toutes misères,
» ils ont conservé un bon sens non corrompu par les
» sophismes de la science doctrinaire ou par les men-
» songes de la politique, et comme ils n'ont pas
» encore abusé ni usé de la vie, ils ont foi dans la
» vie (1). » Une fois l'émancipation économique du
prolétariat accomplie, « les progrès de l'humanité,
» tant dans la science que dans la vie, dépasseront
» bien vite tout ce que nous avons vu et tout ce que
» nous pouvons imaginer aujourd'hui » (2). Les aspira-
tions du prolétariat sont absolument opposées à celles
de la bourgeoisie ; entre elles, tout accord est impos-
sible ; le prolétariat est libertaire, socialiste, anti-éta-
tiste, humanitaire ; la bourgeoisie est oppressive, pro-
priétiste, étatiste, patriotique. Il en résulte que le
triomphe du prolétariat entraînerait nécessairement
l'abolition des classes, mettrait fin aux privilèges éco-
nomiques des bourgeois.

Un grand nombre de ceux-ci s'en sont bien rendu
compte. Ils ont augmenté les pouvoirs de l'État, se

1. *Fédéralisme, socialisme et anti-théologisme* (*Œuvres*, t. I, p. 33).

2. Deuxième article sur *l'Instruction intégrale* (*Égalité* du 14 août 1868), reproduit dans les *Œuvres*, t. V, p. 147.

sont mis sur la défensive, et ont montré ainsi qu'ils entendaient conserver tous les avantages de leur situation actuelle et s'opposer par la force à la marche en avant de l'humanité, empêcher par tous les moyens les ouvriers de réaliser leur émancipation. Ceux-là constituent la réaction ; ils se posent franchement en adversaires des prolétaires, qui devront les faire capituler pour leur imposer leur volonté.

Le socialisme bourgeois. — Depuis quelque temps, certains hommes souhaitent une conciliation impossible entre les deux ennemis : ce sont les socialistes bourgeois. Appartenant par leur milieu, leur caractère et leurs aspirations au monde bourgeois, ils ne peuvent se résigner à sa disparition ; et, pour entraver le mouvement inévitable de l'humanité vers son émancipation, prétendent amener les deux partis à consentir à une transaction, d'après laquelle la bourgeoisie coopérerait efficacement à l'amélioration partielle du sort des ouvriers ; tandis que ceux-ci renonceraient à exiger l'abolition des classes et leur émancipation intégrale. C'est surtout aux membres de la Ligue de la Paix et de la Liberté et à Mazzini que Bakounine reproche de préconiser cette entente des classes, de prêcher cet accord social. A diverses reprises, il met en garde le prolétariat contre ces « endormeurs » (1) qui cherchent à le détourner du

1. Titre d'une série d'articles publiés par Bakounine dans *l'Égalité*.

chemin de son émancipation véritable, il lui conseille de ne plus donner sa confiance à ceux qui lui promettent quelque amélioration restreinte, et qui ne la lui accorderont jamais, de travailler de toutes ses forces à réaliser son émancipation intégrale, à obtenir « l'égalité économique, la justice sociale ». Or, celles-ci ne pourront être établies, ici-bas, que lorsque la bourgeoisie aura cessé d'exister comme classe séparée ; il ne lui reste donc plus qu'à « mourir avec grâce ; c'est le seul service qu'elle puisse rendre encore à l'humanité » (1).

« Si les bourgeois se résignent et se laissent faire, on ne touchera pas à un seul de leurs cheveux. Mais tant pis pour eux si, oubliant la prudence et sacrifiant leurs intérêts individuels aux intérêts collectifs de leur classe condamnée à mourir, ils se mettent en travers de la justice à la fois historique et populaire, pour sauver une position qui bientôt ne sera plus tenable (2). »

Le communisme autoritaire. — Les communistes autoritaires ont fait montre de plus de clairvoyance et de générosité que les socialistes bourgeois ; ils ont su voir que le progrès social devait consister en l'émancipation intégrale du prolétariat, en la suppression des inégalités économiques, en l'abolition de la pro-

1. *Les Endormeurs* (*Égalité* du 26 juin 1869), *Œuvres*, t. V, p. 108.

2. Même article (*Œuvres*, t. V, p. 110).

priété privée. Mais ils ont commis de graves erreurs lorsqu'ils ont voulu indiquer par quels moyens ce résultat devait être atteint : non seulement, les procédés qu'ils ont préconisés, à cet effet, étaient absolument impropres à réaliser la fin qu'ils poursuivaient, mais encore, ils ne pourraient aboutir qu'à un but absolument opposé à celui qu'ils visaient, en instaurant un despotisme économique, dont le poids pèserait lourdement sur les épaules des prolétaires. Croyant, en effet, à une incompatibilité entre le principe de l'égalité et celui de la liberté, ils sacrifiaient délibérément le second au premier et chargeaient l'État de réaliser l'émancipation populaire et d'organiser souverainement la production. Mais l'égalité et la justice ne sont que de vains principes sans la liberté ; et, il est certain que l'État communiste serait tout aussi despotique que tous ceux auxquels il aurait succédé. Le gouvernement qui aurait mission d'appliquer les principes socialistes, malgré toute l'intelligence et l'énergie de ses membres « ne pourrait pas étreindre beaucoup » de questions et d'intérêts à la fois, toute dictature » tant individuelle que collective — en tant que » formée de plusieurs personnages officiels — étant » nécessairement très bornée, très aveugle et capable » ni de pénétrer dans les profondeurs, ni d'embrasser » la largeur de la vie populaire (1) ».

» Quels sont, demande-t-il, les cerveaux assez puis-

1. *Lettres à un Français sur la crise actuelle* (Œuvres, t. II, p. 97).

» sants, assez vastes pour embrasser l'infinie multipli-
» cité et diversité des intérêts réels, des aspirations,
» des volontés, des besoins dont la somme constitue
» la volonté collective d'un peuple et pour inventer
» une organisation sociale capable de satisfaire tout
» le monde ? (1) » L'État communiste ne serait autre
chose que l'État actuel, dont les fonctions et la puis-
sance auraient été largement augmentées, et qui pour-
rait, par conséquent, faire sentir son autorité despo-
tique sur un plus grand nombre de points. Les règle-
ments qu'il ferait pour assurer l'égalité économique
et pour modifier l'organisation sociale auraient tous
pour résultat de limiter l'activité naturelle de ses
membres, de la restreindre en faisant rentrer toute la
variété des rapports humains dans les cadres étroits
imaginés par l'esprit borné des chefs du gouverne-
ment, de ramener la diversité des relations qui
devraient exister entre les groupements sociaux à un
type uniforme strictement déterminé à l'avance et
d'empêcher quiconque de s'en écarter; ce serait « un
» régime de casernes où la masse uniformisée des
» travailleurs et des travailleuses s'éveillerait, s'en-
» dormirait, travaillerait et vivrait au tambour » (2).

Le communisme autoritaire aboutit donc au rétablis-
sement d'un personnel gouvernant qui aurait le droit
d'imposer par la force ses volontés à tous les membres

1. *Préambule pour la seconde livraison de l'Empire Knouto-germanique* (*Œuvres*, t. IV, p. 261).

2. *Lettre à la Liberté de Bruxelles* (*Œuvres*, t. IV, p. 382-83).

de la société. Il ne pourrait le faire sans provoquer des mécontentements et il serait amené naturellement à vouloir venir à bout des résistances qui ne manqueraient pas de se produire, il serait forcé, pour cela de recourir à tous les rouages qui existent actuellement et qu'il ne pourrait pas supprimer il aurait besoin de gendarmes et de soldats pour dompter les rebelles ; de magistrats pour juger les récalcitrants, etc... D'autre part, le communisme autoritaire, qui fait diriger toute la production par l'État, doit continuer à tenir compte de la division de l'humanité en nationalités distinctes. L'organisation communiste serait tellement despotique et tellement centralisée que l'on ne peut pas concevoir l'existence d'un seul gouvernement, chargé de régler l'activité économique du monde entier ; il faudra bien que pour chaque territoire il existe un organe particulier ; les patries territoriales subsisteraient donc et l'État socialiste qui continuerait à s'opposer à tous les autres, serait obligé de conserver une armée et une marine chargées de les combattre en cas de besoin. Le communisme autoritaire aboutit donc à la reconstitution de l'État avec tous ses rouages et toutes les injustices que son existence entraîne inévitablement : il laisse subsister les inégalités politiques entre les gouvernants et les gouvernés, l'oppression des minorités par les majorités, conduit à la limitation et finalement à la suppression de l'activité spontanée des masses ouvrières et à la substitution des désirs arbi-

traires d'un petit nombre de gouvernants aux volontés légitimes du plus grand nombre; il conserve enfin des collectivités restreintes, dont l'antagonisme incessant oppose les uns aux autres les êtres humains qui devraient s'entendre entre eux. L'État communiste est un État comme tous les autres, et Bakounine déclare que son avènement ne constituerait pas un progrès, même s'il devait entraîner une égalité économique apparente:

C'est qu'il trouve tout aussi absurde de vouloir faire un organe d'émancipation de l'État, qui a toujours été un instrument de despotisme et d'oppression, que de prétendre établir une organisation sociale où existeraient l'égalité et la justice sans la liberté. Ce que la révolution sociale doit désirer, c'est assurer l'égalité dans et par la liberté, et pour cela elle doit s'efforcer de travailler à la destruction de l'État. « La liberté ne sera rendue au monde » humain, et les intérêts réels [de la société, de tous » les groupes, de toutes les organisations locales, » ainsi que de tous les individus qui forment la » société, ne pourront trouver de satisfaction réelle » que quand il n'y aura plus d'États. » (1) De là résulte que quiconque « tend à l'État doit renoncer » au socialisme, doit sacrifier l'émancipation économique des masses à la puissance politique d'un » parti privilégié quelconque » (2).

1. *Préambule pour la seconde livraison de l'Empire Knouto-germanique* (*Œuvres*, t. IV, p. 262).

2. *Lettre à un Français* (suite). (*Œuvres*, t. IV, p. 57).

Le socialisme populaire. — Un des principaux torts des communistes autoritaires a été de vouloir imposer une doctrine toute faite à la grande masse des travailleurs, de ne pas comprendre que ce sont les prolétaires eux-mêmes qui doivent donner le signal de la révolution sociale, réaliser leur émancipation économique par leurs propres efforts, jeter, par leur mouvement spontané, les bases de la société future. Le socialisme doit être d'abord et avant tout populaire. Il ne doit plus se présenter comme le fruit des raisonnements de quelque penseur solitaire, mais comme le résultat logique, normal de l'existence dans la société de deux classes antagonistes. En effet, l'ouvrier « sérieux, c'est-à-dire celui qui est réellement écrasé par le poids du travail, dont la position est si précaire et si misérable que, à moins de circonstances tout à fait extraordinaires, il ne puisse avoir seulement la pensée de conquérir pour lui-même, et seulement pour lui-même, dans les conditions économiques d'aujourd'hui et dans le milieu social actuel, une position meilleure; de devenir par exemple, à son tour, un patron ou un conseiller d'État » (1), est fatalement d'instinct socialiste; car il réclame dans le fond de son cœur, « une existence pleinement humaine en tant que bien-

1. Rappelons que Bakounine écrivait ceci dans un journal suisse et que le Conseil d'État est l'organe exécutif du canton.

Politique de l'Internationale (Égalité du 14 août 1869). (*Œuvres*, t. V, p. 179).

» être matériel et développement intellectuel, fondée
» sur la justice, c'est-à-dire sur l'égalité et la liberté
» de chacun et de tous dans le travail » (1). L'œuvre
des militants doit consister à développer chez les
ouvriers cet instinct révolutionnaire, que tous pos-
sèdent à l'état latent, mais dont tous n'ont pas pleine-
ment conscience. « Le but est de donner à l'ouvrier
» la pleine conscience de ce qu'il veut, de faire naître
» en lui une pensée qui corresponde à son instinct,
» car, du moment que la pensée des masses ouvrières
» se sera élevée à la hauteur de leur instinct, leur
» volonté sera déterminée et leur puissance deviendra
» irrésistible (2). » Ce qu'il y a d'essentiel dans le
socialisme, c'est donc ce qu'il présente de pratique,
de vivant, ce qui se dégage de la lutte quotidienne de
l'ouvrier contre son patron ; toute considération théo-
rique doit y être subordonnée. « Les différents sys-
» tèmes d'organisation économique et sociale ne sont
» que le développement expérimental, et plus ou
» moins scientifique — et par malheur aussi trop
» souvent doctrinaire — de cet instinct primitif et fon-
» damental du peuple (3). Ni les écrivains, ni les phi-
» losophes, ni leurs ouvrages, ni enfin les journaux
» socialistes ne constituent encore le socialisme vivant
» et puissant ; ce dernier ne trouve une réelle exis-

1. Même article, (*Œuvres*, t. V, p. 180).

2. *Ibidem* (*Œuvres*, t. V, p. 181).

3. *Lettres à un Français*, (*Appendice*) (*Œuvres* t. II, p. 221).

» tence que dans l'instinct révolutionnaire éclaire,
» dans la volonté collective et dans l'organisation
» propre des masses ouvrières elles-mêmes et quand
» cet instinct, cette volonté et cette organisation font
» défaut, les meilleurs livres du monde ne sont rien
» que des théories dans le vide, des rêves impuis-
» sants (1). » « Tout ce que les individus peuvent
» faire, c'est d'élaborer, d'éclaircir et de propager les
» idées correspondant à l'instinct populaire, et de
» plus c'est de contribuer par leurs efforts incessants
» à l'organisation révolutionnaire de la puissance
» naturelle des masses, mais rien au delà, et tout le
» reste ne doit et ne peut se faire que par le peuple
» lui-même (2). »

De leur côté, les ouvriers ne doivent pas admettre, sans discussion, les idées d'un théoricien plus ou moins savant, ils doivent consacrer tous leurs efforts à la lutte quotidienne pour la défense de leurs salaires et à l'organisation professionnelle qui doit leur permettre d'y remporter la victoire, tendre, de toutes leurs forces, à la création de l'instrument de leur émancipation et à la préparation de la société future.

La politique de l'Internationale. — Depuis 1866, une nouvelle institution constitue une arme formidable aux mains des prolétaires, en même temps qu'elle

1. *Lettres à un Français* (suite) (*Œuvres*, t. IV, p. 31).

2. *Préambule pour la seconde livraison de l'Empire knouto-germanique* (*Œuvres*, t. IV, p. 260).

contient les germes de l'organisation sociale future : c'est l'Association Internationale des Travailleurs.

Éliminant, à dessein, de son règlement obligatoire toute question politique ou philosophique, elle doit s'attirer les adhésions de tous les ouvriers sérieux, désireux de réaliser leur émancipation économique, quelles que soient leurs opinions sur ces sujets. Ce n'est pas une secte, c'est une organisation générale de tout le prolétariat, dont elle ne repousse aucun membre. L'entrée d'un ouvrier quelconque dans l'Internationale, sa vie quotidienne au sein de sa section lui montrent de plus en plus clairement comment le prolétariat pourra parvenir à réaliser son affranchissement, lui font comprendre les tendances exactes du mouvement auquel il participe. La fondation et le fonctionnement de l'Internationale sont venus augmenter l'énergie des ouvriers en leur montrant qu'ils peuvent, grâce à elle, parvenir à leur émancipation intégrale, remporter sur leurs patrons une victoire définitive.

Les prolétaires, qui ont confiance dans le succès final et qui ont pris conscience de l'importance réelle du mouvement, peuvent exercer une influence salutaire sur ceux qui viennent seulement d'entrer dans la grande Association, accroître leur courage, leur faire partager leurs espérances.

Les interventions victorieuses de l'Internationale dans les grèves montrent avec évidence combien elle est forte et prouvent que les ouvriers ont raison

d'avoir confiance en elle pour réaliser leur émancipation économique.

D'autre part, le principe premier de la grande Association, c'est-à-dire « la solidarité internationale des » travailleurs de tous les métiers et de tous les pays » dans leur lutte économique contre les exploiters » du travail (1) », a pour effet de faire voir à chaque ouvrier où sont ses amis et qui sont ses ennemis. Elle se présente, avant tout, comme un organe de lutte de classes. En établissant la solidarité économique entre les ouvriers du monde entier sans distinction de nationalité, elle pose les fondements d'un monde nouveau. Par son existence même, elle nie l'idée de patrie, affirme le principe d'humanité et en prépare le triomphe ; par delà les frontières et sans en tenir compte, les travailleurs s'unissent, se reconnaissent comme ceux qui doivent coopérer à l'avènement de la nouvelle civilisation, qui devront hériter en commun des capitalistes bourgeois. C'est l'Internationale qui permettra à l'humanité de réaliser ses destinées ; c'est elle qui rétablit, à côté de tous les États et en dehors d'eux, les liens de solidarité générale, qui n'auraient jamais dû être rompus entre les hommes. En même temps, en prenant une part active aux luttes quotidiennes des travailleurs pour la défense de leurs salaires, l'Internationale rend leur union plus étroite. Elle leur montre dans la personne du

1. *Lettre à la Liberté* (de Bruxelles) (*Œuvres*, t. IV, p. 343).

patron l'adversaire qu'ils doivent combattre. Les grèves sont d'excellents moyens de propagande, elles exaspèrent la lutte de classes, poussent les ouvriers à se grouper et donnent à leur organisation le caractère militant qu'elle ne doit jamais cesser d'avoir. En même temps les dépenses qu'elles entraînent en cas d'échec, le peu d'importance et la courte durée de leurs bons résultats, quand elles triomphent, montrent l'insuffisance des luttes partielles, la nécessité de la révolution sociale.

La révolution sociale. — La lutte contre le capital accapare l'attention des ouvriers; ils voient qu'ils doivent travailler de toute leur énergie à préparer leur émancipation économique, n'attacher aucun intérêt à toutes les autres questions politiques ou sociales; ils comprennent qu'ils doivent consacrer à cette œuvre primordiale tout leur temps et toute leur peine, que, tant qu'ils ne seront pas maîtres de leurs instruments de travail, ils ne jouiront pas de la véritable liberté et qu'ils seront en droit de mépriser l'égalité politique, que prétendent leur accorder les bourgeois. Ils abandonnent alors toute idée de participation à la politique positive de leur pays, considèrent qu'ils n'ont rien à espérer d'un changement partiel dans le régime gouvernemental. Leur politique devient négative, exclusivement ouvrière, et en attendant qu'éclate la révolution sociale, ils ne réclameront de l'État que les droits indispensables à leur organisa-

tion professionnelle, à la propagande de leurs idées et à leur action économique contre les patrons : ils se garderont de prendre part à « toute action » politique qui n'aurait point pour but immédiat et » direct le triomphe des travailleurs contre le capital » (1). Le prolétariat ne cherche pas, en effet, à améliorer l'État actuel, car ce serait le rendre plus fort ; ce serait, tout en conservant les inégalités politiques et économiques, faire passer un nombre plus ou moins grand d'hommes de la catégorie des mécontents dans celle des satisfaits, et rendre ainsi l'État plus oppressif. Le but des ouvriers doit être d'abolir définitivement toutes les exploitations, de supprimer toutes les causes qui pourraient en faire naître de nouvelles, et pour cela, de réaliser leur émancipation économique et politique intégrale. C'est pour la lutte contre les capitalistes bourgeois qu'ils doivent réserver leur plus grande énergie ; mais, s'ils veulent les vaincre définitivement, ce n'est pas seulement à eux qu'ils doivent s'attaquer. Les patrons, en effet, ne sont forts que parce qu'ils sont protégés par l'État, qui garantit et maintient leurs privilèges et prend leur défense contre leurs ouvriers. Et c'est pourquoi il n'y aura d'émancipation économique sérieuse, de véritable liberté pour ceux-ci que du jour où ils auront détruit, en même temps que la domination de la classe bourgeoise, les institutions politiques qui lui

1. Statuts de la Société de l'Alliance de la Démocratie Socialiste.

permettent de se maintenir. Il en résulte que la politique du prolétariat ne doit pas rester toujours négative ; qu'au jour de la révolution, il devra sortir de sa réserve par rapport à l'État. L'Internationale n'entraîne pas seulement la négation de toute politique positive, elle aboutit aussi à la création d'une politique nouvelle, exclusivement ouvrière. « Il est évident que la politique, c'est-à-dire l'institution et les rapports mutuels des États, n'a d'autre » objet que d'assurer aux classes gouvernantes » l'exploitation légale du prolétariat, d'où il résulte » que, du moment que le prolétariat veut s'émanciper, il est forcé de prendre en considération la politique pour la combattre et pour la renverser (1). » C'est ce que Bakounine entend exprimer assez spirituellement, lorsqu'il dit que ce qu'il veut, ce n'est pas « l'émancipation politique », mais « l'émancipation » de la politique » (2). Il ne doit donc y avoir aucune révolution politique distincte et séparée de la révolution sociale. « Tout mouvement politique, dit-il, qui n'a point pour objet immédiat et direct » l'émancipation économique, définitive et complète » des travailleurs, et qui n'a pas inscrit sur son drapeau d'une manière bien déterminée et bien claire » le principe de l'égalité économique, ce qui veut » dire la restitution intégrale du capital au travail ou

1. *Fragment formant une suite de l'Empire knouto-germanique* (Œuvres, t. IV, p. 407).

2. *Lettres à un Français* (suite) (Œuvres, t. IV, p. 57).

» bien la liquidation sociale, tout mouvement politique pareil est bourgeois et, comme tel, doit être exclu de l'Internationale (1). » La révolution politique ne doit pas précéder la révolution sociale, elles doivent être simultanées, et en même temps que la première renversera l'organisation politique, la seconde doit venir à bout de l'organisation économique. La révolution sociale entraîne nécessairement avec elle la révolution politique, celle-ci ne consistera pas en la conquête du pouvoir politique, mais en sa destruction, en son remplacement par une organisation purement économique. « La révolution politique ne doit être que la mise en action immédiate et directe de la liquidation sociale pleine et entière (2). »

La révolution sociale, qui attaquera avec violence les institutions bourgeoises et le régime capitaliste, sera très modérée quant aux personnes. Il est certain que les privilégiés sont corrompus, mais ils n'en sont pas responsables ; c'est leur situation sociale qui a gâté leur intelligence et avili leurs sentiments ; le jour où les prolétaires les auront forcés d'accepter l'égalité économique, et de se résigner à leur défaite, ils cesseront d'être nuisibles. Le peuple, dont le caractère est très sensible et très généreux, ne voudra pas faire subir aux individus des peines qui

1. *Politique de l'Internationale Égalité* du 21 août 1869. (*Œuvres*, t. V, p. 191).

2. Même série. (*Égalité* du 21 août 1869). (*Œuvres*, t. V, p. 190).

seraient cruelles et injustes, et d'ailleurs, en se livrant à des violences contre les personnes, il commettrait une grave maladresse qui pourrait faire échouer la révolution ; il rendrait, en effet, sympathiques les individus qu'il aurait fait souffrir ; ses victimes attireraient à leur cause la faveur des hommes généreux et il en résulterait un courant de réaction contre leurs bourreaux. La Révolution de 1793 qui n'attaquait pas le mal dans ses racines, fut sanguinaire, ce fut son grand tort. La révolution future doit, en s'attaquant beaucoup plus aux institutions qu'aux personnes, éviter de retomber dans les mêmes errements. « Guerre aux choses ; paix aux hommes (1). »

Principes de l'organisation sociale future. — La révolution aura pour effet de supprimer tous les obstacles au libre développement des hommes dans la société. Elle assurera leur complète indépendance, leur permettra d'établir entre leurs divers intérêts les rapports harmoniques, qui serviront de base à l'organisation de la société future. Il est impossible de prévoir à l'avance ce que sera celle-ci, d'en donner une description détaillée. On ne peut faire autre chose que d'en dégager les principes.

Le plus important de ceux-ci consistera en la liberté absolue de chaque individu dans les divers groupe-

1. Devise du journal que dirigeait J. Guillaume, *le Progrès* (du Locle).

ments, chacun pouvant à son gré appartenir à la commune et à l'association de travail qui lui plaira, et pouvant s'en détacher quand il le voudra. Les communes jouiront aussi d'une autonomie complète ; elles pourront conclure librement entre elles les relations qui leur paraîtront conformes à leurs intérêts du moment ; elles s'associeront en fédérations de plus en plus larges qui s'étendront, successivement, aux provinces, aux nations et au monde entier, et dans lesquelles les divers intéressés se feront représenter par des délégués librement élus, toujours révocables et munis de mandats impératifs. Bakouline croit que dans cette organisation sociale les hommes trouveront toutes les garanties de liberté et de justice qu'ils peuvent désirer.

Les communes, les fédérations s'occuperont, chacune dans son domaine particulier, de l'exploitation des richesses économiques, ce qui les obligera à coopérer perpétuellement les unes avec les autres et assurera la permanence et l'intensité des rapports sociaux. Cette collaboration incessante des divers groupements sociaux constituera un puissant élément de solidarité, car plus les hommes seront en relations entre eux, plus ils sentiront combien ils ont besoin les uns des autres, et plus leur sympathie réciproque se développera.

Pour assurer l'union entre ses membres, chaque association établira l'égalité économique entre eux et empêchera l'appropriation individuelle des moyens de production, qu'elle mettra à la libre disposition de

tous. Il n'y aura aucune règle obligatoire pour la répartition des objets de consommation ; chaque commune résoudra la question de la manière qui lui plaira. D'après Bakounine, la plupart des associations adopteront, sans doute, le principe du *droit au produit intégral du travail* : il a le double avantage d'être juste et de constituer un précieux stimulant aux efforts des membres de la société. Il a pour corollaire inévitable l'abolition de l'hérédité, car il ne laisse à chacun la jouissance des produits de son travail que pendant son existence et ne lui reconnaît pas le droit d'en disposer au moment de sa mort. Ces principes sont peu nombreux, ils doivent suffire pour le moment, le reste est le secret de l'avenir ; ils font voir comment pourra se constituer une organisation « telle que tout en laissant à chacun la plus entière » jouissance de sa liberté, elle ne laisse la possibilité » à aucun de s'élever au-dessus des autres, ni de les » dominer, autrement que par l'influence naturelle » des qualités intellectuelles ou morales qu'il possède, sans que cette influence puisse jamais s'imposer comme un droit ni s'appuyer sur une institution » politique quelconque » (1). Ce sera le rétablissement de l'humanité sur ses véritables bases, la réalisation véritable de sa libération, son retour dans la voie qu'elle n'aurait jamais dû quitter, le commen-

1. *Appendice, considérations philosophiques* (*Œuvres*, t. III, p. 212).

cement d'une nouvelle phase de la civilisation dont les hommes sont en droit d'attendre les plus beaux résultats.

Le prolétariat aura donc contribué, par son émancipation économique, à mettre l'humanité tout entière en état de réaliser ses destinées naturelles.

Critique du marxisme. — On voit, dès lors, tout ce qui devait séparer Marx de Bakounine : le point de vue de l'un est essentiellement différent de celui de l'autre ; il y a contradiction absolue entre leur façon de concevoir l'action révolutionnaire des ouvriers. Le fond de leur théorie est-il le même ? Le peu d'indications qu'ils donnent l'un et l'autre sur l'organisation de la société future a permis à certains publicistes de se poser la question et de la résoudre de différentes manières.

A. — *L'organisation future.* — Quelques-uns d'entre eux sont d'avis qu'il n'y a pas d'opposition irréductible entre les deux systèmes (1). Ce qui les rapproche évidemment, c'est qu'ils considèrent tous les deux l'État comme un organe artificiel et transitoire dont le rôle est d'imposer à une majorité désarmée les volontés despotiques d'une minorité forte, qu'ils croient également qu'une société économique est en formation en dehors des cadres de la société politique,

1. C'est notamment l'opinion de MM. Hubert Lagardelle et James Guillaume.

qu'entre elles deux l'antagonisme est irréductible et que l'État, qui ne peut que combattre et méconnaître la société économique, doit finalement être vaincu et supplanté par celle-ci. Encore plus qu'à ses amis, c'est à Bakounine lui-même qu'il faut demander son interprétation du marxisme. Or, ce qu'il dit à ce sujet est vague et contradictoire : tantôt il affirme que les marxistes « ne repoussent pas d'une manière absolue » son programme. Ils nous reprochent seulement, dit-il, de vouloir hâter, devancer la marche lente de l'histoire et de méconnaître la loi positive des évolutions successives » (1).

D'autres fois, il poursuit avec vigueur en Marx le plus scientifique et le plus récent des communistes, et lui reproche d'être partisan de la concentration des moyens de production et des objets de consommation entre les mains de l'État. Quand il lui adresse cette critique, il a surtout en vue la part que son adversaire a prise à la fondation du parti de la Sozial-Demokratie qui avait, en effet, pour but la constitution de l'État populaire libre. C'est la première interprétation que nous avons signalée qui paraît la plus conforme à la vérité : en effet, comme nous l'avons montré, l'idéal final de Marx n'est pas du tout le communisme d'État ; lui aussi déclare que l'organisation politique est destinée à disparaître et qu'elle doit être remplacée par une société exclusivement écono-

1. *Lettre à la Liberté* (de Bruxelles) (*Œuvres*, t. IV, p. 374-375).

mique. Mais il serait aisé de montrer que cette ressemblance entre les deux systèmes est tout artificielle, qu'elle ne constitue guère qu'une apparence et que Marx n'avait pas du tout les mêmes idées que Bakounine sur le point de savoir comment devait être organisée la société économique. Et en effet, Bakounine reproche, avec raison, à Marx de confier l'administration des choses à un organe très puissant et très centralisé, qui ne laisserait que fort peu de place à la liberté individuelle, et qui aurait toutes les fonctions et toutes les prérogatives d'un gouvernement, même s'il n'en portait pas le nom.

Le collectiviste russe reconnaît que Marx désire sincèrement l'abolition du prolétariat et l'égalisation économique complète entre tous les individus, mais il lui reproche de croire que les masses ne sont pas en état d'organiser spontanément la production et d'en charger un « gouvernement excessivement compliqué qui ne se contentera pas de gouverner et » d'administrer les masses politiquement, comme le » font tous les gouvernements aujourd'hui, mais qui, » encore, les administrera économiquement » (1). Bakounine est particulièrement sévère pour les mesures transitoires que préconisait le *Manifeste du parti communiste*. Il constate que la direction centralisée et unifiée de toute la production nécessitera une « science immense », que ce sera le règne de

1. *Fragment formant une suite de l'Empire knouto-germanique* (*Œuvres*, t. IV, p. 477).

« l'intelligence scientifique », « le plus aristocratique, « le plus despotique, le plus arrogant et le plus méprisant de tous les régimes » (1).

Cette nouvelle hiérarchie utilisera tous les moyens à sa disposition pour obtenir le respect et l'obéissance des masses ; elle deviendra donc rapidement aussi oppressive pour celles-ci que tous les gouvernements actuels. Il en résulte que, malgré toutes ses promesses démocratiques et socialistes, le programme de Marx ne pourrait pas être appliqué sans que l'on vît reparaître un État qui aurait le même caractère despotique et brutal que tous les autres. Bakounine n'attache pas grande importance aux idées de son rival sur la suppression de l'État ; il croit que, si des chefs socialistes parviennent à conquérir le pouvoir politique au nom du prolétariat, ils s'érigeront aussitôt en maîtres arrogants et oppressifs qui comprimeront violemment la liberté des masses.

B. — *Les principes de leur système.* — Bakounine, au fond, est un idéaliste et un sentimental. Ce qu'il attend du triomphe du prolétariat, c'est une occasion pour tous les instincts humains qu'il approuve de s'étendre et de dominer sur la terre. Une passion l'emporte chez lui sur toutes les autres : c'est celle de la liberté et il pense que, pour réaliser pleinement leur destinée, les hommes doivent assurer son règne souverain. Il en résulte qu'il accorde aux passions

1. *Ibidem.*

humaines la plus grande confiance (1), qu'il fait sans cesse appel aux instincts populaires. Marx est beaucoup plus froid, c'est, avant tout, un intellectuel ; la nécessité de la mise en commun des capitaux se dégage chez lui de considérations sur l'évolution économique ; c'est surtout parce qu'il en attend un progrès considérable dans la production matérielle du monde civilisé qu'il préconise la révolution sociale ; s'il condamne la propriété privée des capitaux, c'est parce qu'il pense qu'elle ne répond plus aux nécessités présentes de l'exploitation des richesses économiques. Comme le disait Bakounine, Marx n'avait pas l'instinct de la liberté. Le collectiviste russe croyait que des rapports justes et harmoniques devaient forcément résulter du libre développement des instincts humains, auxquels il voulait que ne fût opposé aucun frein ; ce qu'il préconise, en somme, c'est un état de « révolution permanente ». Au contraire, Marx établit très nettement la fin de la révolution sociale : le jour où la propriété collective aura été substituée à la propriété individuelle, tous les efforts des chefs du prolétariat tendront à organiser, de façon très puissante, très centralisée, les éléments de la production, à obtenir des capitaux leur plus grand rendement et ils n'attacheront guère alors d'intérêt à la liberté des producteurs.

De cette opposition de principes, résulte une autre

1. L'une des formules qu'il répétait le plus volontiers dans ses conversations avec ses amis était : « Il nous faut déchaîner les mauvaises passions. »

différence pratique : Bakounine et Marx ne comptent pas du tout sur les mêmes éléments pour réaliser la révolution sociale. Le premier s'adresse, surtout, à ceux des ouvriers qui ont tout à gagner à un bouleversement intégral de la société et chez qui il trouve l'instinct profond de la liberté, c'est parmi les parias de la classe ouvrière, parmi les plus misérables d'entre les prolétaires qu'il rencontre des individus disposés à écouter sa voix ; il fait également appel aux paysans et croit que, lorsqu'ils auront perdu certains de leurs préjugés, ils pourront prendre une part importante à la révolution sociale.

Le second cherche des hommes instruits, intelligents, capables de comprendre et d'admirer les bases scientifiques de son système, de devenir des conducteurs d'hommes et de diriger habilement la production dans la société future, et il les trouve surtout parmi les ouvriers qualifiés de la grande industrie, parmi ceux que Bakounine appelle « la minorité intelligente, respectable », c'est-à-dire « dûment embourgeoisée du prolétariat des villes » (1) ; s'il s'occupe des paysans, c'est pour établir une identification des plus arbitraires entre leur situation et celle des travailleurs de l'industrie et pour leur témoigner un dédain

1. *Lettre à la Liberté* (de Bruxelles) (*Œuvres*, t. IV, p. 375). Bakounine s'adresse, de préférence, au prolétariat en guenilles (*Lumpenproletariat*) que Marx considérerait comme « une pourriture interne formant les couches les plus basses de la société ancienne », capable « de se faire acheter pour des manœuvres réactionnaires » (*Manifeste*, p. 38).

que Bakounine lui reproche avec raison. Dans certains passages, le révolutionnaire russe va jusqu'à repousser l'idée de lutte des classes à laquelle il reproche d'être trop étroite et de ne tenir compte que des ouvriers de la grande industrie, et jusqu'à lui substituer celle de la révolte des masses, dans lesquelles il fait rentrer tous les ouvriers et les paysans.

C'est également cette opposition de caractères qui explique que les deux socialistes ne comptent pas du tout sur les mêmes éléments nationaux pour donner le signal de la révolution sociale. Marx croit que ce sera l'Etat dont l'évolution économique est le plus avancée qui donnera l'exemple à tous les autres, et son adversaire lui reproche de toujours supposer que ce devra être l'Allemagne (1) qui sera appelée à diriger et à civiliser tous les autres ; Bakounine refuse de se placer à ce point de vue exclusivement économique, il pense que ce qui poussera franchement une nation plutôt qu'une autre dans la voie de la révolte, c'est « l'intensité de l'instinct de révolte et par là même » de liberté dont elle est douée ou qu'elle a conservé » (2).

Cet instinct, tous les hommes le possèdent à un plus ou moins grand degré : quelle est actuellement

1. Dans son *Manifeste*, Marx avait dit que l'Allemagne devait surtout attirer l'attention des communistes. Mais il paraît avoir changé d'idée lors de son séjour en Angleterre, et il croyait que la situation économique particulièrement avancée de ce pays lui permettrait de servir de levier à une révolution sérieusement économique.

2. *Lettre à la Liberté* (de Bruxelles) (*Œuvres*, t. IV, p. 379).

la nation où il est poussé le plus loin ? Bakounine ne se prononce pas explicitement, mais, à diverses reprises, il déclare que les races latines et slaves lui paraissent profondément libertaires et les races germaniques, essentiellement autoritaires.

C. — *La conquête du pouvoir politique.* — Il critique avec plus d'ampleur le programme d'action du Parti communiste. Marx engage le prolétariat à tendre, par tous ses efforts, à la conquête du pouvoir politique. Bakounine n'a cessé de condamner cette tactique comme équivoque, inefficace et dangereuse. Nous avons montré que, pour lui, seule la lutte sur le terrain économique permet à la classe ouvrière d'affirmer ses tendances propres et lui assigne exactement sa place. Elle rompt toute solidarité entre les travailleurs et tous les partis de la bourgeoisie, dégage nettement les ouvriers des anciens cadres nationaux dans lesquels ils sont encore enfermés, méconnaissant les frontières, détruisant l'idée de patrie ; et enfin elle oblige les prolétaires à faire leur émancipation eux-mêmes, à multiplier leurs efforts personnels et donne à ces créateurs de la civilisation nouvelle le sentiment de leur indépendance et de leur responsabilité.

En donnant comme objectif à l'action révolutionnaire du prolétariat la conquête du pouvoir politique, Marx vient affaiblir ou anéantir tous ces bons résultats de l'organisation ouvrière : entre l'État politique et

bourgeois et la société économique, il jette un pont, qui viendra empêcher celle-ci de se constituer sur ses véritables fondements. Les ouvriers peuvent rendre leur union internationale, s'ils lui donnent pour but à atteindre la révolution sociale, et s'ils se groupent sur le seul principe de la solidarité économique, car le régime capitaliste inflige à tous les mêmes souffrances, permettant ainsi à la lutte de classes de prendre un caractère général et « largement humain ». Dès que le prolétariat se livre à une action politique quelconque, il rompt cette belle unité : chaque pays, en effet, possède, à cet égard, sa situation particulière, son organisation et ses traditions propres ; la lutte pour la conquête du pouvoir politique ne pourra être que nationale, elle brisera et corrompra la solidarité ouvrière, en tenant encore compte de la division actuelle de l'humanité en États. Et, en même temps que les efforts du prolétariat se diviseront d'après des séparations artificielles, ils aboutiront fatalement à la conservation d'États particuliers. Les ouvriers de chaque pays ne verrons plus en ceux des autres leurs alliés naturels, qu'il doivent aider à préparer la civilisation future, mais seulement les successeurs éventuels de la bourgeoisie capitaliste d'un État déterminé qui hériteront d'elle la même défiance et la même haine contre tout le reste de l'humanité.

D'autre part, lorsque le prolétariat sera parvenu à enlever à la bourgeoisie le pouvoir politique, il lui

faudra l'exercer, ce qu'il ne pourra faire que par mandataire, et en rétablissant de nouvelles classes privilégiées de fonctionnaires et de députés, et l'on verra alors « retomber les prolétaires dans les men- » songes et dans toutes les servitudes du régime » représentatif ou bourgeois. Après un court moment » de liberté ou d'orgie révolutionnaire, citoyens d'un » État nouveau, ils se réveilleront esclaves, jouets et » victimes de nouveaux ambitieux » (1). Si les ouvriers veulent réaliser leur émancipation en devenant maîtres de l'organisation politique, ils sont amenés à mettre leur confiance en une autre force que celle qu'ils créent eux-mêmes dans leur action économique. Associant et menant de front la lutte contre le capital et celle pour la conquête de l'État, ils affaiblissent et altèrent la première en y introduisant des soucis qui devraient lui être étrangers. Au lieu de créer, en dehors de l'État, une organisation vigoureuse, se donnant comme but de combattre, hardiment, la société capitaliste pour la vaincre, finalement, et balayer avec elle l'État qui lui sert de soutien, les ouvriers établissent, à côté de leur organisation de classe, un organe bâtard qui ne peut qu'entraver l'action de celle-ci : c'est un groupement de chefs chargés de faire en leur nom la conquête de l'État, c'est le parti. La participation des prolétaires à la politique positive les attire dans un milieu qui leur est complètement étranger, où ils ne peuvent que

1. *Lettre à la Liberté* (de Bruxelles) (*Œuvres*, t. IV, p. 376).

perdre leur énergie révolutionnaire, où ils se trouvent mêlés avec les autres classes et perdent de vue les intérêts particuliers de celle à laquelle ils appartiennent.

Les ouvriers, dont la puissance est invincible lorsqu'ils restent sur le terrain économique, se sentent beaucoup moins forts lorsqu'ils cherchent à vaincre l'État par l'action politique. Ils s'imaginent qu'ils ne pourront triompher que s'ils font appel à l'alliance des partis radicaux bourgeois les plus avancés, qui leur demanderont de les aider à accomplir la révolution politique, et à établir le régime démocratique, et ils espéreront pouvoir leur imposer ensuite leur volonté propre ; en faire « des serviteurs inconscients » et involontaires de la révolution sociale » (1).

C'est une grossière erreur ; une alliance de ce genre ne peut se conclure qu'au détriment du parti le plus avancé et il ne peut en résulter que « la démoralisation et la désorganisation de la puissance naissante » du prolétariat, et par conséquent, une consolidation « nouvelle de la puissance établie des bourgeois » (2). Les prolétaires seront fatalement dupes des radicaux qui commenceront par utiliser leur concours pour combattre les gouvernements établis, conquérir de nouvelles libertés politiques qui ne serviront qu'à eux seuls, s'assurer, grâce à cette alliance, des privilèges, et qui, lorsqu'ils auront atteint leur but,

1. *Lettre à la Liberté* de Bruxelles (*Œuvres*, t. IV, p. 385-386, note).

2. *Ibidem.*

deviendront réactionnaires, défendront les positions nouvellement acquises et ne tiendront aucune des promesses qu'ils auront faites aux ouvriers ; ce sont ces alliances de dupes qui ont retardé l'émancipation économique du prolétariat, qui l'ont entraîné à toujours combattre pour la liberté des autres, sans bénéfice propre ; si les socialistes participent encore à quelque mouvement politique, ils doivent savoir que cela ne fera qu'éloigner le prolétariat de son émancipation économique. « Il n'y a point aujourd'hui de » pires ennemis du peuple que ceux qui cherchent à » le détourner de la révolution sociale, la seule qui » puisse lui donner et la liberté réelle, et la justice et » le bien-être, pour l'entraîner de nouveau dans les » expériences décevantes de ces réformes ou de ces » révolutions exclusivement politiques, dont il a toujours été l'instrument, la victime et la dupe (1). »

Voilà les principaux reproches que Bakounine adressait au programme d'action prolétarienne que Marx avait développé dans son fameux *Manifeste* et qu'il voulait faire accepter de l'Internationale. Il nous faut montrer, maintenant, lequel de ces deux programmes devait dominer dans la grande Association et la façon dont ils devaient s'y opposer et s'y combattre.

1. *Manuscrit de 114 pages (Œuvres, t. IV, p. 197).*

CHAPITRE III

L'INTERNATIONALE EN 1869

Pendant l'année 1869, l'Internationale fit à peu près partout des progrès considérables ; ce fut alors qu'elle devint vraiment une puissance, avec laquelle les patrons et les gouvernements eurent à compter et qu'elle s'orienta définitivement dans la voie de la révolution sociale. En même temps, de graves problèmes commençaient à attirer l'attention des militants socialistes. L'une des principales questions qu'ils avaient à se poser, dans les divers pays, était celle des rapports entre l'action politique et le mouvement économique. Nous avons montré quelle solution lui donnaient Bakounine et les collectivistes, particulièrement ses amis du Jura Suisse. Il nous faut voir maintenant quelles étaient, à cet égard, les circonstances particulières à chaque pays et quelle réponse chacun d'entre eux donnait à ce grave problème. Nous montrerons ensuite quelle forme ces discussions ont prise dans le quatrième Congrès de l'Internationale à Bâle.

L'Internationale en Allemagne. — Les socialistes qui se refusaient à adhérer aux principes collectivistes

constituaient en Allemagne un groupe important. Cela venait de ce que les ouvriers de ce pays ont une longue habitude de l'autorité et n'éprouvent qu'un besoin modéré de liberté. Cela tenait aussi à la situation particulière qu'y avaient les sociétés ouvrières : depuis la victoire de Sadowa, le gouvernement prussien leur avait, en effet, défendu de s'affilier à toute association qui aurait son siège à l'étranger. Il ne pouvait donc pas exister de section régulière de l'Internationale, on ne pouvait songer à y fonder de fédération. Certes, la grande Association conservait les sympathies des ouvriers socialistes du pays, qui lui envoyaient leur adhésion individuelle et qui, dans leurs meetings, se faisaient toujours un devoir de l'acclamer. Mais, comme il leur était défendu de se grouper librement conformément aux règlements ordinaires de l'Internationale, ils devaient penser tout naturellement à constituer entre eux une organisation distincte, en rapports avec la grande Association.

Au commencement du mois d'août 1869, un important Congrès réuni à Eisenach aboutissait à la fondation du Parti de la Sozial-Demokratie, dont le programme était inspiré directement par des partisans de Marx. Le nouveau parti déclarait constituer une branche de l'Internationale, mais il avait son esprit, ses tendances et son programme particuliers, qui s'écartaient sensiblement de ceux qui étaient alors en faveur dans la plupart des autres sections.

Il avait une action toute politique et nationale, se

donnait comme fin dernière la création d'un État populaire libre, et s'occupait, avant tout, de la conquête des libertés politiques, sans lesquelles l'émancipation du prolétariat lui paraissait impossible. Ce que le parti déclarait vouloir obtenir par son agitation, c'était d'abord toute une série de réformes d'ordre exclusivement politique (droit de suffrage universel pour tous les corps représentatifs, législation directe par le peuple, séparation des Églises et de l'État, institution du jury, impôt direct sur le revenu, suppression des armées permanentes, instruction laïque et obligatoire) ; puis deux autres réformes seulement de caractère socialiste : d'abord certaines améliorations dans la législation du travail, et ensuite l'appui de l'État pour la coopération ouvrière et le crédit de l'État pour les associations de production. Par ce programme, le nouveau parti ne présentait pas aux ouvriers, comme le faisait l'Internationale, leur émancipation économique comme un but à atteindre immédiatement. Le prolétariat ne devait pas s'occuper exclusivement de renverser la société capitaliste actuelle ; il devait commencer par chercher à l'améliorer, en y introduisant des réformes afin de la rendre plus libérale ; le parti ouvrier ne constituait, à cet égard, que le plus avancé des partis démocratiques, et devait conclure alliance avec eux sur le terrain politique. Les moyens d'action qu'il utilisait étaient exclusivement démocratiques : la révolution était abandonnée, du moins pour le moment, le principal moyen d'agitation et d'action, auquel il avait recours,

c'était la candidature de ses membres et leur introduction dans le Parlement, où ils essaieraient de faire voter les réformes qui figuraient à son programme. Or, il était évident que, pour assurer le succès de ces candidats, les voix des ouvriers ne suffiraient pas, qu'ils devraient s'allier avec les radicaux bourgeois, mais il était probable que, dans cette coopération, le caractère spécifiquement socialiste du programme irait en s'affaiblissant, par suite du désir qu'auraient les membres du parti de ne pas s'aliéner les démocrates modérés. De ce rapide examen ressortent toutes les raisons pour lesquelles Bakounine et ceux qui partageaient ses idées allaient combattre avec une énergie particulière la Sozial-Demokratie ; ils lui reprochaient d'avoir une politique nationale, de ne pas engager avec assez de vigueur les ouvriers à travailler à leur émancipation économique, de les détourner de la révolution sociale, de les pousser à espérer que des réformes exclusivement politiques pourraient entraîner l'amélioration de leur sort, ce qu'ils considéraient comme une illusion des plus dangereuses, et à faire avec les représentants de la bourgeoisie une série de transactions qui ne pourraient se conclure qu'à leur détriment. Bakounine et les autres collectivistes se montrèrent ardemment hostiles aux tendances de ce nouveau parti, ils ne cessèrent de lutter contre son influence dans l'Internationale, et en somme ce qu'ils reprochaient le plus durement au programme d'action politique de Marx,

c'était d'aboutir pratiquement à la fondation de partis analogues à celui-ci.

L'Internationale en Belgique. — Les socialistes de la plupart des autres pays adoptaient beaucoup plus volontiers les principes du collectivisme révolutionnaire que ceux de la Sozial-Demokratie. Les sections belges de l'Internationale, qui avaient une activité toute particulière, acceptaient, pour la plupart, les idées que Bakounine avait inscrites dans le programme de son Alliance et qu'il contribuait à faire dominer dans la Suisse romande. Le mouvement socialiste avait remporté le plus grand succès en Belgique, par suite des progrès qu'y faisait la grande industrie, du grand nombre d'ouvriers qui y étaient employés, du régime politique très libéral qui y régnait et qui permettait aux militants d'exprimer leurs opinions sans avoir à craindre de trop nombreuses poursuites.

Dans tous les centres industriels, existaient des sections très prospères, souvent même des Fédérations particulières. En 1867, avait été créée une Fédération nationale ; elle avait un Conseil Général qui siégeait à Bruxelles et qui comprenait parmi ses membres des militants d'une intelligence remarquable : à côté de César de Pæpe, homme d'une valeur rare, on trouvait Hins, Robin, Brismée. Outre de nombreux meetings, la Fédération tenait chaque année deux grands Congrès : l'un au mois de juin, l'autre le 25 décembre. Les socialistes de ce pays faisaient paraître de nom-

breux journaux le plus souvent bien rédigés et particulièrement intéressants, dont les principaux étaient *la Liberté* (de Bruxelles) et *l'Internationale*, organe officiel du Comité Fédéral ; le premier défendant les doctrines mutuellistes, le second étant franchement collectiviste. Or, depuis un certain temps les progrès des collectivistes étaient remarquables : le Congrès de Bâle allait montrer vaincues les dernières résistances. C'étaient les Belges qui, au Congrès de Bruxelles, avaient fait voter le « passage de la propriété privée » à la collectivité », son exploitation par l'État régénéré et soumis à la loi de justice.

Pendant toute l'année 1869, l'œuvre d'organisation ouvrière fut poursuivie avec une ardeur soutenue ; les principaux directeurs du mouvement prenaient une conscience beaucoup plus nette de ses véritables tendances et comprenaient, de mieux en mieux, quelle devait être réellement la politique de l'Internationale. Leurs idées subirent alors une importante évolution, qui les rapprocha sensiblement de celles que défendaient les Jurassiens ; les membres du Comité Fédéral abandonnèrent la formule assez vague d'un « État régénéré », et vinrent à concevoir, pour l'avenir, une organisation sociale qui n'aurait plus rien d'un État, qui serait internationale et exclusivement économique ; ils pensaient que l'Association des Travailleurs en contenait les premiers germes et que ce seraient ses diverses institutions qui formeraient l'ordre social futur. D'autre part, en 1868, de Pæpe avait

présenté la socialisation comme un aboutissement fatal de l'évolution actuelle de la production ; en 1869, il abandonna ce point de vue un peu étroit et exclusivement économique, il devint nettement révolutionnaire. Les journaux de l'Internationale profitaient des grèves (1) et des émeutes qui se succédaient, pour déclarer que de tels actes ne pouvaient être l'œuvre voulue, préparée à l'avance de socialistes sérieux, ils engageaient les ouvriers à ne pas se laisser entraîner par le désespoir dans des insurrections partielles, qui ne pourraient donner que de mauvais résultats et à conserver toute leur vigueur pour la grande révolution sociale universelle, définitive, intégrale, et pour l'organisation professionnelle, seule capable de rendre possible un tel mouvement. Ils considéraient que la révolution ne devait avoir pour but ni l'amélioration partielle, ni même la transformation totale de l'État mais, au contraire, sa suppression définitive, le passage sans transition et d'un seul coup de la société politique à la société économique. Pour activer leur propagande et pour préparer leur victoire, les ouvriers belges disposaient des droits d'association et de réunion et possédaient la liberté de la presse. Seul le droit de vote leur manquait, mais les militants leur conseillaient de ne pas perdre leur temps et leur activité en cherchant à le conquérir ; ils déclaraient

1. On connaît toute l'importance de l'émeute qui a éclaté à Seraing au mois d'avril 1869 à l'occasion d'une grève des puddleurs.

que l'émancipation économique du prolétariat pouvait fort bien se réaliser avant qu'il n'eût acquis ce droit et que rien ne pouvait favoriser la cause des ouvriers autant que leur « ilotisme politique » du moment et que « le jour où elle tomberait dans » le parlementarisme, c'en serait fait de la classe ouvrière (1) ».

L'organisation professionnelle était beaucoup moins avancée dans les États du sud de l'Europe, où les événements politiques continuaient à détourner l'attention du prolétariat et où une situation industrielle peu prospère n'amenait pas à l'Internationale les même grandes masses ouvrières que dans d'autres pays.

L'Internationale en Espagne. — L'Espagne commençait à participer au mouvement socialiste. A l'occasion de sa révolution politique et de l'expulsion de la reine Isabelle, le Comité central des sections de Genève avait adressé, le 21 octobre 1868, une longue lettre aux ouvriers de Madrid, dans laquelle il leur déclarait que toute révolution exclusivement politique était absolument vaine, que l'émancipation économique avait une importance prépondérante et devait précéder toutes les autres, où il leur conseillait de ne pas se laisser duper par les révolutionnaires bourgeois, et leur recommandait, enfin, de s'affilier à

1. *La Liberté* de Bruxelles, (n° du 28 novembre 1869).

l'Internationale. Depuis la révolution les progrès de l'organisation ouvrière avaient été assez sensibles. Bakounine avait noué des relations avec les principaux propagateurs, par l'intermédiaire de certains membres de la Fraternité Internationale, qui avaient puissamment contribué à la fondation de la section de Madrid.

En 1869, les cent-quatre sections espagnoles comprenaient deux mille cinq-cents membres. La ville de Barcelone commençait à devenir le grand centre révolutionnaire qu'elle n'a jamais cessé d'être depuis ce moment. Sa section, fondée le 24 mai 1869, allait attirer de nombreuses adhésions. C'est là également que fut fondée la Fédération espagnole le 19 juin 1869. Celle-ci eut deux organes importants : la *Solidaridad* et la *Federacion*, qui remportèrent un succès considérable. Ils défendaient les principes du collectivisme révolutionnaire, et conseillaient aux ouvriers de ne pas intervenir dans les événements politiques tant qu'ils ne seraient pas en état de faire triompher la révolution sociale, de se désintéresser de la lutte qu'étaient en train de se livrer les partis bourgeois, de n'accorder à aucun d'entre eux leur appui et de ne s'occuper que de l'œuvre si importante de leur organisation professionnelle.

L'Internationale en Italie. — L'Italie n'était guère plus avancée. Par son Alliance, qui y avait eu son lieu d'origine et y avait rencontré de ferventes adhésions, Bakounine exerçait, dans ce pays, une certaine

influence. Il était surtout en rapports avec quelques jeunes bourgeois, qui avaient rompu avec leur milieu (1) et sur l'intelligence et l'énergie desquels il fondait les plus grands espoirs ; mais le mouvement commençait seulement à attirer l'attention des masses ouvrières. Naples et Milan constituaient les centres les plus importants, pour le moment.

L'Internationale en France. — En France, l'Internationale qui avait subi une crise importante à la suite du procès de la seconde commission, remportait alors un succès qu'elle n'avait jamais connu auparavant.

A) *Les propagandistes.* — Les mutuellistes, propagandistes de la première heure, étaient définitivement dépassés : ils ne devaient plus reconquérir la faveur de la classe ouvrière. Un groupement d'hommes tout aussi intelligents, plus passionnés et qui savaient mieux conquérir le cœur des masses, allait prendre leur succession : Varlin et Benoît Malon sortaient de prison à la fin de 1868 et commençaient à Paris une vigoureuse propagande. Ils ne tardaient pas à entrer en relations avec les socialistes de la province : Aubry à Rouen, Albert Richard à Lyon, Bastelica à Marseille. Ces cinq hommes formèrent entre eux une alliance étroite qui fut une des causes prépondérantes du succès qu'ils remportèrent. Ils n'avaient pas les

1. Les principaux propagandistes étaient alors Fanelli, Friscia-Tucci, Gambuzzi, Caporusso, Nabruzzi, Zanardelli.

mêmes théories sociales : Aubry restait mutuelliste et défendait le principe de propriété privée ; Malon avait un système particulier qui se rapprochait du communisme ; Varlin, A. Richard et Bastelica concluait au collectivisme révolutionnaire et partageaient les idées des militants jurassiens. Mais ils comprenaient tous qu'il fallait imposer silence à leurs doctrines particulières pour collaborer étroitement et sans arrière-pensée, se livrer tout entiers à la préparation de la révolution sociale.

Leur action présentait un double aspect : d'une part ils menaient contre le gouvernement impérial une guerre acharnée ; d'autre part, ils s'occupaient activement de l'organisation ouvrière.

B) *L'action politique*. — En France, il paraissait impossible d'obtenir des prolétaires qu'ils se maintinssent sur un terrain exclusivement économique et qu'en matière politique ils pratiquassent l'abstention ; la plupart d'entre eux, en effet, étaient énergiquement hostiles au gouvernement et personne ne pouvait songer à leur demander de renoncer à le combattre violemment. Ils considéraient que leur émancipation économique ne pourrait être réalisée qu'après la chute de l'Empire et « qu'il leur serait » impossible d'organiser la révolution sociale tant » qu'ils vivraient sous un gouvernement aussi arbitraire que celui-là » (1). Ils en étaient donc amenés à

1. Lettre de Varlin à Aubry (6 août 1869) d'après le compte rendu du troisième procès de l'Internationale, p. 22

coopérer sur le terrain politique avec les radicaux bourgeois et les irréductibles ; c'était pour ceux-ci qu'ils avaient voté lors des élections du 24 mai. Mais, d'autre part, ils déclaraient, chaque fois qu'ils en trouvaient l'occasion, qu'ils ne se contenteraient pas seulement d'un changement dans l'organisation politique, de la victoire des radicaux sur le gouvernement impérial. Ce qu'il leur fallait, c'était plus qu'une révolution d'ordre exclusivement politique, et ils savaient qu'ils devaient prendre leurs précautions pour ne pas perdre le bénéfice de leur victoire, comme l'avaient fait les socialistes de 1848. Les membres de l'Internationale poussaient les prolétaires à faire tous leurs efforts pour réaliser leur émancipation intégrale et pour préparer le triomphe de la révolution sociale. Ils voulaient, à cet effet, mettre en œuvre tous les moyens dont ils disposaient.

C) *Le mouvement économique.* — Les réunions publiques constituaient l'un des principaux d'entre eux. C'est au mois de juin 1868 qu'elles avaient été inaugurées, et elles n'avaient pas tardé à prendre une allure franchement révolutionnaire et à devenir de plus en plus violentes. Les orateurs qu'on y entendait le plus fréquemment étaient soit des républicains très avancés, soit des socialistes de l'Internationale ; « économistes au début, ensuite mutuellistes, vaguement socialistes plus tard, elles prenaient (en 1869) de plus en plus nettement la teinte du communisme »

» révolutionnaire » (1). L'organisation professionnelle faisait des progrès analogues. Ici, comme partout ailleurs, les grèves, en se multipliant, attiraient l'attention des ouvriers vers la lutte des classes. L'Internationale, en envoyant des subsides qui, dans certains cas, décidaient de la victoire, suscitait leur sympathie, et s'assurait leurs adhésions en masse. Le 16 mars 1869, le socialiste Combault écrivait à *l'Egalité* : « L'Internationale n'a jamais » si bien fonctionné en France que depuis qu'elle » a été dissoute... La dissolution du bureau de » Paris peut être considérée comme un heureux » malheur, puisqu'elle a eu pour résultat, en dispersant un groupe régulier de quelques centaines de » membres, de faire adhérer en principe et en fait, » irrégulièrement c'est vrai, tout ce qui pense et agit » parmi la population travaillante de Paris. » Les économistes libéraux faisaient de leur côté les mêmes constatations dans un esprit tout différent : « Sur dix » ouvriers, écrivait M. de Molinari, s'occupant d'autre » chose que du boire et du manger, neuf sont socialistes ou en train de le devenir » (2), et les journaux réactionnaires suivaient avec inquiétude ce mouvement de renaissance du socialisme. Les diverses

1. Lettre de Benoît Malon à A. Richard citée par celui-ci : *les Propagateurs de l'Internationale en France* (Revue socialiste, 15 juin 1896) p. 654.

2. De Molinari, *le Mouvement socialiste et les réunions publiques à Paris avant le 4 septembre*, p. 28.

Fédérations de l'Internationale à Paris, à Marseille, à Lyon et à Rouen étaient en train de s'organiser.

Préparation du Congrès de Bâle. — Le quatrième Congrès de l'Internationale devait se réunir à Bâle au mois de septembre 1869. Il allait opposer les collectivistes avec leurs principes anti-étatistes, leur méthode anti-démocratique, leur programme d'action exclusivement économique aux communistes autoritaires, démocrates qui donnaient comme principal objectif à l'action prolétarienne la conquête de libertés et du pouvoir politique. C'étaient surtout les Belges, les Espagnols, les Italiens qui allaient constituer le groupe collectiviste. Pour faire prévaloir ses idées, Marx allait s'appuyer sur les membres de la Sozial-Demokratie, sur les Autrichiens et sur les socialistes de la Suisse allemande. La préparation du Congrès de Bâle donna lieu, au sein de la Fédération romande, à un léger incident qui montra qu'il existait entre ses membres des germes de division, qui ne devaient pas tarder à se développer. Ils devaient tenir un certain nombre d'assemblées générales pour désigner les délégués officiels de la Fédération et, en outre, nommer des commissions chargées de préparer, sur les diverses questions qui figuraient au programme du Congrès de Bâle, des rapports, qui devaient, ensuite, être approuvés par les représentants de toutes les sections. Or, les membres du comité central des sections de Genève, dont certains étaient candidats aux

élections cantonales, craignaient de se compromettre en paraissant soutenir des opinions trop avancées. Ils n'avaient pas vu sans déplaisir que le programme du prochain Congrès comportait une discussion sur la question de propriété privée et une autre sur celle de l'abolition de l'hérédité. Ils désiraient que les délégués officiels de la Fédération s'abstinssent de se prononcer sur ces deux sujets et, dans ce but, ne firent nommer par les assemblées générales de rapporteurs que sur les trois autres questions du programme : les caisses de résistance, le crédit et l'enseignement intégral. Les collectivistes ne voulaient pas laisser les choses se passer de cette façon. Dans une assemblée générale des membres des sections, ils dénoncèrent cette lacune volontaire et parvinrent à faire nommer deux rapporteurs pour les deux questions omises : Bakounine fut chargé de faire sur l'abolition de l'hérédité un rapport qui fut adopté ; son ami Robin, qui partageait ses opinions, fit sur la question de la propriété collective un autre travail qui remporta le même succès. Les ouvriers du bâtiment nommèrent alors comme délégués Fritz Heng, Brosset et Grosselin, et les chargèrent, tous les trois, de voter en faveur de l'abolition de l'hérédité et de la socialisation des moyens de production. Certaines sections d'ouvriers de la fabrique élirent un délégué spécial, Henri Perret, qui avait pour mission de s'abstenir sur les deux questions.

Le Congrès de Bâle. — Les délégués. — Le Congrès de Bâle s'ouvrit le 5 septembre. Les délégués y étaient au nombre de soixante-treize. Parmi eux, il y avait six membres du Conseil Général (Applegarth, Cowell Stepney, Jung, Lessner, Eccarius, Lucraft) ; cinq Belges (de Pæpe, Hins, Brismée, Robin, Bastin) ; deux Espagnols, (Ferga-Pellicer, Sentiñon) (1) ; les Italiens étaient représentés par Caporusso (section centrale de Naples) et par Heng (section italienne de Genève). C'était la France, la Suisse et l'Allemagne qui avaient les délégués les plus nombreux. Ceux de la France étaient au nombre de vingt-cinq ; parmi eux, la plupart avaient des mandats de sociétés ouvrières, de cercles d'études, de Chambres syndicales ; il n'existait alors de Fédération régulière qu'à Rouen. Les délégués les plus nombreux étaient ceux de Paris, Lyon, Rouen, Marseille. On distinguait notamment Aubry, Varlin, Murat, Pindy, Langlois, Chemalé, Albert Richard, Palix et Tolain, qui n'était pas parvenu à se faire élire par des ouvriers de Paris et avait dû solliciter un mandat auprès d'ouvriers boulangers de Marseille qui ne le connaissaient pas.

Les Suisses étaient au nombre de vingt-trois ; ils se divisaient en deux groupes, ceux de la Suisse allemande et ceux de la Suisse romande ; parmi ces derniers figuraient, en outre des quatre délégués des

1. Celui-ci était délégué de la section de l'Alliance de la Démocratie Socialiste de Genève.

sections de Genève que nous avons signalés, sept représentants de sections du canton de Neuchâtel et de celles du canton de Vaud. Fritz Robert, Schwitzguebel, James Guillaume apportaient aux collectivistes l'appui de leur talent et de leur autorité.

Treize délégués de la Suisse allemande (notamment de Zürich et de Bâle) se joignirent aux autres délégués allemands pour constituer un important parti communiste. C'était la première fois que, dans un Congrès de l'Internationale, les Allemands allaient former un groupe nombreux et cohérent : ils étaient au nombre de douze et, parmi eux, figuraient notamment Rittinghausen, Amand Goegg, Lieb knecht, Moritz Hess, Becker. Ils allaient être soutenus par deux délégués autrichiens. C'était la première fois, également, que Bakounine allait assister à une assemblée générale de la grande Association : il portait deux mandats : le premier d'ouvrières ovalistes de Lyon et le second de mécaniciens de Naples.

Au point de vue des opinions, les délégués se partageaient en trois groupes principaux ; les mutuellistes, très peu nombreux, allaient tenter courageusement une résistance qui leur devenait de plus en plus difficile ; la très grande majorité des représentants concluait, en effet, sans hésitation, à la mise en commun des capitaux ; mais s'ils étaient d'accord entre eux sur ce point spécial, ils ne l'étaient plus lorsqu'il s'agissait de savoir en quoi consisterait exactement l'organisation sociale future : les uns attachaient

une importance primordiale à l'établissement d'un régime avant tout égalitaire, où toute la production serait dirigée par un organe central aux pouvoirs très étendus ; les autres voulaient, avant tout, le triomphe de la liberté sur la terre et pensaient que, seule, la fédération des associations de production absolument indépendantes pourrait l'assurer. Cette opposition entraînait immédiatement une autre au sujet de la tactique à employer pour aboutir à l'abolition du prolétariat. A ces deux occasions, les deux groupes allaient se heurter, et les Allemands, s'opposer nettement aux autres membres de l'Internationale. Le Congrès ne traita pas ces deux questions sérieusement, au fond et en elles-mêmes, ce n'est pas dans ses résolutions que l'on trouve les traces de cette opposition, c'est beaucoup plutôt dans les discussions et dans les rapports qu'il faut aller en chercher les symptômes. Le Congrès commença par la lecture d'un grand nombre de rapports, dont la plupart lui demandaient de souscrire à l'établissement d'une organisation sociale, qui satisfît à la fois les désirs de justice, en établissant la propriété collective, et les désirs de liberté, en laissant une large place à l'activité spontanée des individus et des groupements sociaux.

La question de la législation directe. — L'opposition que nous avons indiquée se manifesta immédiatement, lorsque les délégués voulurent établir l'ordre du jour du Congrès. Un certain nombre d'entre

eux prétendaient, en effet, y faire admettre la question d'ordre exclusivement politique et national de la législation directe par le peuple ; ils auraient même voulu que le Congrès la plaçât en tête de son ordre du jour. Le canton de Zurich venait d'introduire ce nouveau principe dans sa Constitution, et les socialistes de cette région croyaient qu'il suffirait au prolétariat de savoir se servir habilement de ce nouvel instrument pour réaliser son émancipation économique. C'est sur la proposition de l'un d'entre eux (Bürkli) que la question avait été présentée. Elle fut soutenue par Liebknecht (car la question figurait au programme de la Sozial-Demokratie), par Rittinghausen, dont c'était une des idées favorites, par Amand Goegg, qui avait été l'un des chefs du parti démocrate au Congrès de la Paix de 1868 (1) et Bruhin, délégué de Bâle. Elle fut combattue par Bakounine et Schwitzguebel : ils ne traitèrent pas la question au fond, mais dirent seulement que les Congrès de l'Internationale n'avaient pas pour objet de s'occuper des réformes politiques et nationales, pouvant convenir à chaque État en particulier, qu'ils devaient, au contraire, dégager les principes d'organisation de la société future. Le Belge Hins fut plus explicite ; il opposa la politique de la Sozial-Demokratie à celle de l'Internationale : la première, dit-il, consiste à amener une amélioration de l'organisation politique

1. Voir ci-dessus, 1^{re} partie, chapitre III, p. 120-122.

actuelle en agissant sur les États « par le nombre, la » persuasion, les lois nouvelles, le personnel gouvernemental », à chercher à faire de l'État le facteur de l'émancipation économique du prolétariat ; l'autre créée, à côté et en dehors des cadres politiques, la société économique à qui appartient l'avenir et qui doit prendre la place de l'État, lorsque celui-ci se sera écroulé. Les collectivistes n'allaient pas jusqu'à conseiller au Congrès de se refuser à discuter cette question s'il en avait le temps, ils lui demandaient seulement de la placer après celles qui figuraient déjà à l'ordre du jour, de ne s'en occuper que quand toutes les autres auraient déjà été traitées. La majorité des délégués adoptèrent cette proposition. Le Congrès consacra toute son attention aux questions qui figuraient à l'ordre du jour primitif, et ne put même pas en terminer l'examen ; il ne s'occupa donc plus de la législation directe.

La propriété collective. — On passa ensuite à la discussion sur la propriété collective. La commission, chargée de préparer les débats, aboutissait à une grosse majorité (1) à la proposition suivante : « 1° Le » Congrès déclare que la Société a le droit d'abolir la » propriété individuelle du sol et de faire entrer le sol » à la communauté ; 2° il déclare qu'il y a aujourd'hui » nécessité de faire entrer le sol à la propriété collec- » tive. »

1. Dix voix contre quatre.

Ce texte ne s'occupait pas de l'organisation future de la propriété collective, et se contentait d'en adopter le principe. Dans ces conditions, il attira les suffrages de presque tous les délégués. Seuls, les mutualistes défendaient encore le principe de propriété privée. En leur nom, Chemalé, Tolain, Langlois combattirent la proposition de la commission ; ils craignaient que la mise en commun des moyens de production ne nécessitât l'établissement d'un régime excessivement autoritaire, qui méconnaîtrait et violerait la liberté individuelle ; ils ne voyaient dans le collectivisme qu'un système bâtard, un « communisme honteux » qui ne pourrait être appliqué sans aboutir au despotisme d'une minorité. Ce qu'ils voulaient, c'était que la Société reconnût le droit, pour chaque travailleur, de posséder son outil et particulièrement le droit du cultivateur à la possession du sol arable. Ils proposaient donc au Congrès de déclarer que les contrats de louage devaient assurer progressivement le droit de propriété du locataire sur la chose louée, ce qui les aurait transformés en véritables contrats de vente par annuités et aurait abouti à faire de la propriété une simple possession, à l'empêcher de porter intérêt, à lui faire perdre l'abus (1). C'était, d'après eux, cette mobilisation perpétuelle de la propriété

1. On sait qu'en droit romain ce mot servait à désigner le droit absolu du propriétaire sur sa propriété avec toutes les conséquences qu'il entraînait. Proudhon, dont les mutualistes s'inspiraient, l'avait fréquemment attaqué et en demandait la suppression, le considérant comme un véritable vol.

foncière qui devait sauvegarder les véritables intérêts des paysans. Le Belge Hins, mutuelliste récemment converti au collectivisme, présenta une intéressante réfutation du système que préconisaient Tolain et ses amis : ce qui constitue le droit de propriété, c'est, disait-il, d'une part la rente et de l'autre le droit d'héritage. Or, la rente foncière lui paraissait absolument injuste. Il lui reprochait de permettre à un cultivateur de percevoir des bénéfices plus élevés que son voisin, pour un travail égal ou inférieur au sien. Il constatait que le droit d'hérédité aboutissait soit à la concentration des capitaux en un petit nombre de mains, ce qui était anti-égalitaire, soit à leur partage entre des propriétaires de plus en plus nombreux, ce qui devait entraîner un extrême morcellement funeste aux intérêts de la culture. Telles étaient, disait-il, les observations qui l'avaient rendu collectiviste.

La question de l'organisation de la propriété collective ne fut pas discutée à fond ; elle ne fut qu'effleurée par quelques orateurs. Les membres du Conseil général concluaient presque tous à un communisme rigoureux ; Lucraft et Eccarius se firent les principaux interprètes de cette doctrine. Eccarius reprocha à Bakounine d'avoir une crainte exagérée de l'État ; on se méfie de celui-ci, disait-il, parce que jusqu'à présent il n'a joué qu'un rôle de conservation et d'oppression ; le jour où le peuple, ayant conquis le pouvoir politique, se sera rendu maître de l'État, il pourra le faire fonctionner à son profit, réaliser, par son intermédiaire, son émancipation économique. Lucraft montra

rapidement de quelle façon les communistes croyaient que la société pourrait être organisée dans l'avenir : la terre deviendrait propriété collective de l'État qui chargerait des ingénieurs agricoles de diriger sa culture ; un Parlement d'ouvriers, véritable Conseil central de la Nation, serait chargé de nommer le ministre de l'Agriculture et les autres fonctionnaires et de surveiller la conduite des ingénieurs agricoles.

Bakounine retrouvait là son plus grand adversaire, le communisme autoritaire avec sa conception étatiste et démocratique de la société future. Il prit la parole et opposa à cet idéal la « solidarisation des communes créant la société de l'avenir de bas en haut » sur la ruine de tous les États nationaux », organisation à laquelle il donna le nom étrange « d'État international » (1). A. Richard soutint la même opinion et montra que la propriété collective pouvait être organisée sur d'autres principes que ceux du communisme autoritaire, que les paysans repousseraient certainement. On en vint au vote sur le texte proposé par la commission ; il y eut deux scrutins, le premier sur le droit qu'avait la société de « faire entrer le sol à la propriété collective » ; le second, sur la nécessité de cette importante transformation. Cinquante-quatre délégués reconnaissaient à la société le droit de supprimer la propriété privée ; c'était une majorité considérable et bien supérieure à celle qui s'était déclarée

1. Bakounine, par une habitude du vocabulaire hégélien, employait cette expression contradictoire pour désigner la suppression de l'État.

socialiste au Congrès de Bruxelles : elle comprenait notamment les membres du Conseil Général, les délégués allemands, belges, espagnols, italiens. Ceux de la France et de la Suisse se divisaient ; ceux de Lyon (Palix, A. Richard et Bakounine), ainsi que Varlin, votaient en faveur de la propriété collective ; quatre délégués parisiens étaient seuls à la repousser : c'était Tolain, Pindy, Chemalé, Fruneau. Parmi les Suisses, Brosset et Heng, ainsi que les délégués des sections jurassiennes, donnèrent un vote favorable au principe de la propriété collective, il en était de même de tous les délégués de la Suisse allemande, à l'exception d'un seul. H. Perret s'abstenait conformément à son mandat, Grosselin (1) en faisait autant, quoiqu'il eût reçu des instructions contraires.

La seconde question était celle de la nécessité de la socialisation et donna lieu à des votes assez semblables (2).

L'abolition de l'hérédité. — Les délégués s'occupèrent ensuite de la question de l'abolition de l'hérédité. Ce point figurait au programme économique de Bakounine ; c'était l'un de ceux auxquels il tenait le

1. Grosselin était alors candidat au Conseil d'État. Une assemblée générale des sections de Genève l'avait nommé délégué au Congrès et l'avait chargé de voter en faveur de la propriété collective. Pour ne pas se compromettre, il avait obtenu du Conseil central des sections de Genève le droit de s'abstenir.

2. Sur la première question (celle du droit pour la société de faire entrer le sol à la propriété collective), il y eut treize abstentions ; — sur celle de la nécessité de la socialisation, il y eut cinquante-trois adhésions, huit votes négatifs et dix abstentions.

plus, car il était absolument nécessaire de l'appliquer dans une société qui aurait reconnu le droit au produit intégral du travail. Il ne trouva pas, dans la commission préparatoire dont il faisait partie, d'opposition sérieuse à ses idées, et le texte qui fut proposé aux membres du Congrès s'inspirait directement de celles-ci. Il combattait en l'hérédité l'une des institutions qui avaient le plus puissamment contribué à l'établissement de la propriété privée, l'un des principaux obstacles à la socialisation, une source permanente de privilèges sociaux, un principe d'injustice, affirmait que, puisque le Congrès venait de voter la propriété collective, il devait, pour être logique, adhérer au principe de l'abolition de l'hérédité et terminait en déclarant que « le droit d'héritage devait » être complètement et radicalement aboli, et que « cette abolition était une des conditions indispensables de l'affranchissement du travail ».

Au sein du Congrès, cette proposition rencontra une sérieuse hostilité : les mutuellistes dirent qu'ils se désintéressaient de cette discussion et n'en voyaient pas la portée ; d'après eux, puisque le principe de la propriété collective venait d'être admis et que son application devait entraîner fatalement l'abolition de l'hérédité, il n'y avait nul besoin d'un vote spécial sur cette seconde question.

De Pæpe ne partageait pas cette manière de voir, il trouvait que la justice serait suffisamment assurée, si la société accordait à chacun un droit égal à l'usage

des moyens de production ; elle pouvait, sans inconvénient, laisser chacun libre de jouir des produits de son travail et même de les transmettre à ses successeurs ; ce ne serait qu'un petit pécule, de menus objets d'usage courant qu'il vaudrait beaucoup mieux réserver aux membres des mêmes familles, la faible importance de ces legs les empêcherait de contribuer à l'établissement de nouveaux privilèges. Ce fut surtout contre les représentants du Conseil Général et les délégués allemands que les collectivistes eurent à combattre. Marx avait chargé Eccarius de défendre son opinion auprès des membres du Congrès et de lire une déclaration dont il était l'auteur : il disait qu'une très sérieuse étude de la question l'avait conduit à des conclusions absolument opposées à celles de la commission.

On peut considérer, disait-il, l'abolition de l'hérédité à deux points de vue différents : soit comme l'une des conditions de l'organisation sociale future, soit comme un moyen pour le peuple, en possession du pouvoir politique, d'amener la suppression de la propriété privée. Il déclarait qu'en dernière analyse l'héritage ne constitue pas la cause de l'organisation économique actuelle, qu'il n'en est que l'effet ; du jour où la propriété collective serait établie, l'abolition de l'hérédité s'imposerait d'elle-même comme une conséquence inévitable de cette importante transformation sociale. Les inégalités économiques actuelles n'ont qu'une cause sérieuse : c'est l'existence de la propriété privée.

C'est à cette institution que doivent s'en prendre uniquement les réformateurs socialistes, laissant de côté toutes les autres iniquités actuelles, qui n'existeraient pas sans celle-ci. Toute autre tactique serait « fausse en théorie et réactionnaire en pratique » (1). En second lieu, on peut supposer un état économique, dans lequel la socialisation n'est pas encore accomplie, mais où « de l'autre côté les classes travailleuses ont acquis assez de force pour exécuter des mesures transitoires calculées à amener un changement radical dans la société » (2) et proposer l'abolition de l'hérédité comme l'une de ces mesures. Dans ces conditions, Marx déclarait qu'on pouvait peut-être l'admettre, il faisait seulement observer qu'alors elle ne devait pas être présentée à titre isolé, mais accompagnée d'autres mesures du même ordre.

Pour le moment, tout ce que l'on pouvait chercher à obtenir des gouvernements, c'était :

A. — L'extension de l'impôt sur les successions.

B. — La limitation du droit de tester.

Bakounine répondit à cette critique, en déclarant que si le fait crée le droit, il y a réaction contraire du droit sur le fait, que, si l'on enlève aux privilèges économiques l'appui du droit, ils s'en trouvent par cela même très affaiblis et qu'il est alors beaucoup plus

1. Rapport de K. Marx sur l'abolition de l'hérédité d'après le compte rendu du Congrès de Bâle, p. 123-124.

2. *Ibid.*

facile de les supprimer définitivement. Il déclarait que l'organisation sociale ne pourrait pas être transformée de manière efficace par une série de mesures législatives, et que seuls les faits révolutionnaires pourraient aboutir au résultat désiré. Il était évident qu'ils ne s'accompliraient pas sans susciter de vives résistances, surtout de la part des paysans, que l'on ne pourrait pas déposséder d'un seul coup. Il y aurait, nécessairement, une période transitoire où ceux-ci resteraient maîtres de leurs champs, et où on serait forcé de leur en laisser la possession, mais il faudrait les empêcher de transmettre leur terre à leurs enfants, en ne reconnaissant pas leur droit de propriété et en les forçant à y renoncer devant le flot montant de la révolution. En réalité, ce qui constituait le fond de cette discussion, c'était l'opposition irréductible entre le système collectiviste et les principes communistes. Marx croyait que la socialisation pourrait s'accomplir progressivement par transactions successives avec le système capitaliste et par réformes opérées par voie gouvernementale. Bakounine ne paraissait s'occuper ici que de l'abolition du droit d'héritage, mais on peut supposer que sa pensée allait en réalité beaucoup plus loin. Ce qu'il préconisait, c'était la liquidation de tout le système juridique actuel et en même temps celle de l'État qui maintient et garantit le droit.

La proposition de la commission préparatoire attira les adhésions des collectivistes ; celle du Conseil général fut admise par les communistes allemands. Les mutuellistes, en votant contre les deux propositions,

empêchaient l'une et l'autre de recueillir la majorité absolue des suffrages ; mais celle de la commission en attirait beaucoup plus que celle du Conseil général (trente-deux contre dix-neuf) (1). Le plus grand nombre des délégués avaient repoussé vivement la proposition de Marx, et s'étaient déclarés hostiles à toute réforme de la législation successorale opérée par l'État. C'était, pour lui, un échec personnel qui lui fut très sensible.

Les sociétés de résistance. — La dernière discussion du Congrès eut pour sujet les sociétés de résistance. Elle fut courte et n'établit pas d'opposition absolue entre les délégués : nul d'entre eux ne contestait leur utilité, tous reconnaissaient le rôle important qu'elles devaient assumer pour aider les salariés à combattre leurs patrons. Pourtant, elle fit voir incidemment que les collectivistes révolutionnaires d'une part, les communistes et les mutuellistes de l'autre n'envisageaient pas du tout de la même façon leur fonction sociale. Les collectivistes ne voyaient pas seulement en elles des organes de combat qui, au moment de la victoire, n'auraient qu'à disparaître (2), mais encore les éléments organisateurs de la société de

1. Il y avait vingt-trois voix contre la proposition de la commission (celles des communistes et des mutuellistes) et treize abstentions, trente-sept voix contre celle du Conseil Général et six abstentions.

2. Rappelons que les sociétés de résistance étaient des associations d'ouvriers qui se réunissaient en vue de la défense de

l'avenir, qui avaient pour mission de constituer réellement les cellules sociales au lendemain de la révolution ; ils croyaient qu'alors le monde entier ne constituerait plus qu'une vaste fédération de sociétés de résistance. Ce fut particulièrement le Belge Hins qui soutint cette opinion. Il en faisait résulter la nécessité pour ces groupements de se fédérer fortement dès aujourd'hui, en établissant des rapports étroits, d'une part, entre les ouvriers de même profession dans chaque nation, et entre ces associations nationales dans des groupements universels et, d'autre part, entre les représentants des différents métiers dans le sein de chaque localité. Les mutuellistes ne comprenaient pas cette organisation sociale : ils ne voyaient d'autre utilité aux sociétés de résistance que la défense du salaire quotidien contre le patronat, et pensaient que, le jour où l'ouvrier émancipé disposerait librement de ses instruments de production, leur intervention cesserait d'être utile et qu'elles n'auraient plus qu'à se dissoudre. Ils ne s'imaginaient pas comment pourrait exister une société, dans laquelle les hommes n'auraient avec leurs semblables que les rapports de travailleurs entre eux, pensaient que, dans tous les cas, une organisation politique continuerait à être nécessaire et que les êtres humains auraient, entre eux, pendant longtemps encore, des relations aussi diverses qu'à l'heure actuelle.

leurs intérêts professionnels, pour les grèves, par exemple ; elles ressemblaient beaucoup à ce que l'on a appelé depuis les syndicats.

Malgré ces divergences de détail, tous les délégués votèrent le texte proposé par la commission. La résolution adoptée encourageait vivement la création de caisses de résistance et leur conseillait de se constituer en associations nationales de corps de métier qui auraient pour mission de travailler au développement de l'organisation professionnelle dans leur pays respectif, de régulariser les grèves, de chercher à augmenter leurs chances de succès, en attendant que le salariat fût « remplacé par la Fédération des producteurs libres », et elle paraissait, par ces derniers mots, adhérer aux principes collectivistes.

La réforme du Conseil Général. — Les délégués se réunirent, en outre, dans des séances administratives pour s'occuper de l'organisation de l'Association ; ils votèrent, sans hésitation et sans paraître se rendre compte des conséquences que leur décision pouvait entraîner, une augmentation considérable des pouvoirs du Conseil Général ; ils lui reconnaissaient à l'avenir » le droit d'admettre ou de refuser l'affiliation de » toute nouvelle société ou groupe, sauf l'appel au » prochain Congrès », tout en lui imposant l'obligation, là où il existait des groupes fédéraux, de prendre leur avis avant de se prononcer définitivement ; ils lui permettaient de suspendre une section de l'Internationale jusqu'au prochain Congrès ; les groupes auraient dorénavant le droit de refuser ou d'exclure

de leur sein une section ou société sans pouvoir toutefois la priver de son caractère d'internationalité, « ils pourraient en demander la suspension au Conseil Général » et enfin celui-ci « aurait le droit de » décider sur les différends qui pourraient s'élever » entre des sociétés ou branches d'un groupe national, ou entre des groupes de différentes nationalités ». Le Conseil Général se voyait donc attribuer certaines fonctions d'ordre disciplinaire, ce qui était assez nouveau; elles allaient augmenter singulièrement sa puissance. Et pourtant, bien peu de délégués s'opposèrent à cette réforme; tous sentaient qu'il était nécessaire de faire de l'Internationale un instrument de combat fortement organisé, et peu nombreux étaient alors ceux qui craignaient que l'autorité du Conseil Général ne se fit trop sentir (1). Avant de se séparer, les membres du Congrès témoignèrent leur hostilité au gouvernement français et à la papauté, en déclarant qu'ils souhaitaient qu'une révolution victorieuse très prochaine leur permit de tenir à Paris leur Congrès de septembre 1870, et qu'ils pussent convoquer celui de 1871 à Rome, capitale de l'Italie.

1. Bakounine et ses amis, qui devaient tant souffrir plus tard des conséquences de cette réforme, accordèrent sans difficultés au Conseil Général cette augmentation d'attributions. On dit même que Bakounine tint tête avec énergie à certains délégués belges qui, craignant des usurpations, voulaient s'opposer à la réforme proposée.

CHAPITRE IV

LES SUITES DU CONGRÈS DE BALE

Le Congrès de Bâle eut un très grand retentissement ; la plupart des sections accueillirent ses résolutions avec enthousiasme. Il permit à la propagande collectiviste de faire de très importants progrès, à Bakounine d'augmenter considérablement son influence auprès des milieux révolutionnaires. Il noua, ainsi que ses amis, des relations étroites avec certains militants, dont il avait fait la rencontre à cette occasion : l'un d'entre eux, l'Espagnol Sentiñon séjourna quelque temps dans les montagnes du Jura, et dans un meeting qui se tint au Locle le 23 novembre, il fit un discours pour déclarer que les ouvriers de son pays comprenaient la nécessité de la révolution sociale, l'inanité de toute agitation exclusivement politique, et pour raconter que c'étaient eux qui avaient empêché les républicains bourgeois de triompher en leur refusant leur concours ; les orateurs Suisses qui l'entouraient (Guillaume, Schwitzguebel, Fritz Heng) dirent que cette attitude expectante des prolétaires était seule conforme à leurs véritables intérêts.

Les progrès du collectivisme en France. — C'est surtout avec les Français que les collectivistes du Jura entrèrent en contact : Aubry et B. Malon n'acceptaient que difficilement l'influence de Bakounine, il n'en était pas de même pour Bastelica, A. Richard, Varlin et L. Palix.

A. Richard connaissait Bakounine de longue date ; il l'avait suivi dans sa scission d'avec la Ligue de la Paix ; il n'avait cessé d'entretenir avec lui une correspondance très abondante et envoyait à *l'Égalité* des lettres de Lyon. Les militants jurassiens firent la connaissance de Varlin au Congrès de Bâle ; ils éprouvèrent, tout de suite, pour lui la plus profonde sympathie. Le mouvement socialiste se développait et donnait aux meneurs les plus grandes espérances ; ils comptaient qu'ils pourraient bientôt faire éclater en France une révolution sociale qui ne tarderait pas à s'étendre, ensuite, à toute l'Europe. Ils participaient à tous les mouvements séditionnels qui se succédèrent, alors, avec l'idée d'en faire sortir l'insurrection victorieuse. La propagande de principes faisait également des progrès. Le 9 décembre 1869, paraissait le premier numéro de *la Marseillaise*. Ce nouveau journal devait s'occuper des questions politiques, car ses fondateurs pensaient que « la situation actuelle de la » France ne permettait pas au parti socialiste de rester » étranger à la politique, et que, comme la chute pro- » chaine de l'Empire primait tout le reste, les socia-

» listes devaient, sous peine d'abdiquer, prendre la
» tête du mouvement » (1).

La direction de la partie politique était confiée à H. Rochefort, le brillant polémiste, qui était alors particulièrement en verve et très populaire auprès des ouvriers. Ce ne devait pas être la rubrique la plus importante. Ce journal devait être, surtout, socialiste, il se donnait pour mission de défendre et de propager les idées adoptées par la plupart des délégués au Congrès de Bâle, c'est-à-dire « le communisme non autoritaire ou le collectivisme » (2). Le rédacteur en chef de cette importante partie était Millière, dont les théories socialistes manquaient de netteté.

De nouveaux groupements professionnels étaient en train de s'organiser. A Paris, existaient d'un côté la Chambre Fédérale des sociétés ouvrières parisiennes qui s'était constituée au mois de décembre 1869, et de l'autre la Fédération parisienne de l'Internationale qui réunissait toutes ses sections, chacun de ces organismes avait son existence indépendante et sa mission distincte : la première association réunissait un grand nombre de travailleurs pour les aider à défendre leurs intérêts économiques, la seconde

1. Lettre de Varlin à J. Guillaume (*l'Internationale*, t. I, p. 258). Varlin ajoutait : « Si nous nous étions tenus à l'écart de la politique, nous ne serions rien en France aujourd'hui, tandis que nous sommes à la veille d'être tout. »

2. L'ensemble d'idées auquel répondait en Suisse et en Belgique le nom de collectivisme était rarement indiqué en France par le même vocable. On disait plutôt communisme non-autoritaire.

constituait le groupement d'action et de propagande, auquel n'appartenaient que les socialistes les plus convaincus. Mais elles tenaient leurs séances dans le même local (1), subissaient la même direction et adhéraient aux mêmes opinions sociales.

Les rapports se multipliaient entre les militants de Paris, ceux de Lyon et ceux de Marseille. Le 13 mars 1870, se tint à Lyon un important meeting, qui avait pour but de chercher les moyens d'activer la propagande, d'accélérer le mouvement d'organisation et de jeter, s'il était possible, les fondements d'une association unique pour toute la France. Il réunit à peu près cinq mille assistants, donna aux délégués des villes de France où le mouvement était le plus actif (Lyon, Marseille, Vienne, La Ciotat, Rouen, Paris), l'occasion d'entrer en contact. Parmi eux, on remarquait notamment Varlin, qui présidait, Bastelica, Aubry, Richard, Pacini, qui prirent la parole; en outre, les sections jurassiennes avaient envoyé Schwitzguebel pour les y représenter.

Le programme comportait ces deux points ;

1° Quelle doit être l'attitude de la classe prolétarienne vis-à-vis des mouvements politiques qui tendent à modifier la forme des gouvernements, vis-à-vis des démocrates radicaux et des républicains bourgeois ?

2° Quelle doit être l'attitude de la classe ouvrière vis-à-vis du mouvement coopératif ?

1. Rue de la Corderie-du-Temple.

Bakounine avait chargé Schwitzguebel de communiquer à quelques-uns de ses amis une lettre dans laquelle il répondait à ces deux questions. Il conseillait aux socialistes de refuser leur confiance à tous les politiciens bourgeois, car « lors même, disait-il, que la » politique bourgeoise serait rouge comme le sang » et brûlante comme le fer chaud, si elle n'accepte » pas comme but immédiat et direct la destruction » de la propriété juridique et de l'État politique, son » triomphe ne pourrait être que fatal à la cause du » prolétariat » ; il engageait les ouvriers à ne compter que sur eux-mêmes pour réaliser leur émancipation, à se garder « de démoraliser et de paralyser leur puissance ascendante par des alliances de dupes avec » les radicaux bourgeois ». « La bourgeoisie, disait-il, » n'a plus rien à vous donner ; politiquement et moralement, elle est morte. »

Il leur conseillait d'organiser les forces prolétariennes en dehors de tous les partis politiques, « en prenant comme base les ateliers et la fédération » des ateliers, non seulement nationale, mais internationale, la création des caisses de résistance, et » comme but, la liquidation de l'État ».

De leur côté, les membres du Conseil Fédéral belge envoyaient à l'assemblée une lettre, dans laquelle ils exprimaient les mêmes opinions, déclaraient que « l'État politique n'avait plus de raison d'être, que le » mécanisme artificiel appelé gouvernement disparaissait dans l'organisme économique, que la politique se fondait dans le socialisme » et affirmaient

qu'ils « ne considéraient pas l'extension et la généralisation des sociétés coopératives comme devant réaliser l'affranchissement intégral du prolétariat ». La présentation simultanée de ces deux actes montrait qu'il existait une étroite connexité entre les opinions des principaux socialistes belges et celles des collectivistes du Jura ; mais elle ne devait pas faire grande impression sur les Français. Ceux-ci, en effet, pouvaient croire que l'attitude qui leur était ainsi préconisée était la meilleure en théorie, mais les nécessités de la pratique les empêchaient de l'adopter ; tout en ne se faisant aucune illusion sur l'efficacité d'une révolution politique, tout en refusant leur confiance aux membres de l'opposition parlementaire, ils considéraient qu'ils devaient participer aux grands mouvements politiques, et qu'il leur était impossible de se maintenir sur un terrain exclusivement économique ; « ils étaient d'abord, et avant tout, révolutionnaires » (1), et travaillaient de toute leur énergie au renversement du gouvernement impérial. Cela les entraînait fatalement à conclure des alliances avec des radicaux bourgeois qui n'adhéraient pas aux principes socialistes et à mener, à côté de l'action purement économique et avec des moyens appropriés, le combat contre les institutions politiques du moment ; ils s'écartaient donc sensiblement de la tactique révolutionnaire que préconisait Bakounine.

1. Lettre de Varlin à A. Richard, citée par celui-ci : *les Propagateurs de l'Internationale en France* (Revue socialiste, 15 juin 1896), p. 656.

Les socialistes se rendaient compte, d'ailleurs, que les démocrates, avec qui ils étaient provisoirement alliés, étaient loin d'avoir le même idéal qu'eux ; ils savaient que si la révolution s'opérait au profit des ralistes bourgeois, les prolétaires auraient immédiatement à combattre leurs alliés de la veille et à tourner leurs armes contre ceux-ci. Ils ne se faisaient pas faute de le déclarer ouvertement, chaque fois qu'ils en avaient l'occasion, et cherchaient toujours à conserver l'attitude qui leur paraissait la plus conforme à leurs principes. C'est ainsi qu'au moment du plébiscite du 8 mai, le mot d'ordre des sections parisiennes et de la Chambre Fédérale était l'abstention, qu'elles considéraient comme une manifestation républicaine (1).

Quelque temps auparavant, le Ministère Émile Ollivier avait fait entamer des poursuites contre un certain nombre de membres des partis avancés, accusés d'avoir fomenté un complot contre le gouvernement. Certains journaux avaient insinué que l'Internationale devait être compromise.

Le Conseil Fédéral parisien protesta, le 24 mai, par une affiche où il déclarait que l'Internationale savait que la misère du peuple « n'était pas l'œuvre de » quelque faiseur de coup d'État, mais celle de » l'organisation économique actuelle » et que c'était celle-ci qu'elle combattait, en constituant « une cons-

1. Notons à ce propos que B. Malon, partisan de l'abstention, déclarait qu'il ne croyait pas que les masses ouvrières auraient le courage de conserver cette attitude, et qu'il pensait que leur haine contre l'Empire les entraînerait à voter contre celui-ci.

» piration permanente de tous les opprimés et de tous
» les exploités ». Les poursuites contre les membres de
la grande Association furent alors abandonnées, car
le ministère public ne parvint pas à prouver qu'ils
avaient participé à ce complot. Elle put donc pour-
suivre son œuvre de propagande et d'organisation, et
Aubry pensait qu'il serait bon, pour l'activer encore
davantage, de convoquer un Congrès national à Rouen
pour le 15 mai. Le gouvernement était décidé à com-
battre ces progrès, qui lui paraissaient constituer un
véritable danger social ; il fit entamer des poursuites
contre l'Internationale dans toute la France. Le 22 juin,
le troisième procès commençait à Paris, le jugement
était rendu le 5 juillet. Quelque temps après, des évé-
nements politiques d'une importance capitale vinrent
suspendre le travail d'organisation et ajourner la
révolution sociale.

Bakounine et Netchaïeff. — Bakounine, qui sui-
vait avec une très grande attention le mouvement
socialiste occidental, ne s'occupait pas moins acti-
vement de ce qui se passait en Russie. Il était en
rapports fréquents avec ceux de ses compatriotes qui
étaient venus chercher en Suisse une sécurité qu'ils
n'auraient pas trouvée chez eux ; d'autre part, il con-
servait avec Herzen et Ogareff des relations très
amicales, et avait avec eux une correspondance suivie.
Il croyait que la Russie devait être, à bref délai, le
théâtre d'une révolution extrêmement violente, dont
il attendait la régénération du monde slave, et s'inté-

ressait vivement aux débuts de ce qu'on a appelé, à tort, dans les pays d'occident le mouvement nihiliste.

Lorsqu'il était à Genève au printemps de l'année 1869, il reçut la visite d'un des révolutionnaires russes les plus actifs, Netchaïeff, qui revint le voir au mois de janvier 1870, à Locarno. Celui-ci avait une énergie destructive qui touchait au fanatisme ; il était très vaniteux et assez peu sérieux ; il prêchait avec passion un bouleversement intégral de la société, préconisait l'emploi des procédés les plus violents et les plus perfides. Son ardeur tout orientale commença par plaire à Bakounine, à qui il devint très sympathique et qui était content d'entrer en relations avec un de ses « jeunes fous » dont l'énergie l'enthousiasmait. Mais il s'aperçut très vite que cet exalté devait troubler sérieusement son existence et le compromettre gravement. Netchaïeff se prétendait délégué par un comité révolutionnaire russe pour solliciter de Bakounine sa collaboration. Celui-ci n'était pas disposé à l'accorder immédiatement. Il venait, en effet, de s'engager, par contrat, à donner à un éditeur une traduction en russe du *Kapital* de K. Marx, et il avait déjà reçu pour ce travail un paiement partiel. Il consentit à abandonner l'œuvre commencée, mais il désirait, auparavant, trouver quelqu'un pour l'achever à sa place. Netchaïeff n'était pas homme à se laisser arrêter pour si peu de chose : il écrivit à l'éditeur une lettre, pour le prévenir que Bakounine venait d'être mis en réquisition par le comité révolutionnaire et

qu'il ne fallait pas compter sur lui pour achever le travail entamé. Il paraît même qu'elle se terminait par quelques phrases, qui ressemblaient fort à des menaces.

D'autre part, Netchaïeff entraîna Bakounine à rédiger, en collaboration avec lui, un certain nombre d'écrits destinés aux associations révolutionnaires russes : on y retrouve beaucoup plus l'esprit machiavélique et barbare du premier que celui du second, bien plus honnête et bien plus généreux.

Les adversaires de Bakounine allaient tirer parti des rapports qu'il avait eus avec Netchaïeff pour le combattre avec plus d'énergie ; ils allaient lui reprocher d'avoir inspiré la lettre à son éditeur, alors qu'il l'a désapprouvait et en avait ignoré la rédaction, et le présenter comme le principal auteur des écrits qu'il avait publiés en collaboration avec Netchaïeff. Les rapports entre les deux révolutionnaires se poursuivirent jusqu'au mois d'avril 1870. A cette époque, le gouvernement russe réclama l'extradition de Netchaïeff qui était accusé d'avoir assassiné un étudiant. Le Conseil Fédéral la lui accorda. Bakounine écrivit une brochure pour critiquer cette mesure (1). Ce ne fut que plus tard qu'il devait être, enfin, éclairé sur le véritable caractère de son ami et s'apercevoir que le fanatisme révolutionnaire lui-même ne doit pas avilir l'homme et qu'il doit être soucieux du choix de ses moyens.

1. Sous le titre : *les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Petersbourg* (V. *Œuvres*, t. II).

Pendant que l'influence de Bakounine s'étendait ainsi dans toute l'Europe, elle continuait à être vivement combattue au sein même de la Fédération romande, à laquelle il appartenait.

Rapports entre l'Égalité et le Conseil Général. — Immédiatement après le Congrès de Bâle, il quitta la Suisse pour s'établir en Italie. La direction de *l'Égalité* passa entre les mains de Perron et de Robin, hommes intelligents et énergiques, qui partageaient ses opinions, mais qui n'eurent pas, dans ce poste, la même audace ni la même habileté que lui. Robin commit même une grave maladresse qui devait avoir d'importantes conséquences. Avec l'excellente intention de faire resserrer les liens entre les sections de l'Internationale, il adressa au Conseil Général, à propos de son administration, de sérieuses critiques, qui, dans leur ensemble, étaient judicieuses, mais qu'il présenta sur un ton agressif qui devait singulièrement déplaire à Marx. C'est dans le n° 42 (6 novembre) du journal que la campagne commença ; elle se poursuivit dans le n° 43 (12 nov.) et dans le n° 47 (11 décembre). Dans ces articles, Robin reprochait d'abord au Conseil Général de ne pas avoir établi avec les sections les relations qu'avaient prévues les règlements de l'Internationale : ceux-ci lui faisaient un devoir de publier régulièrement un bulletin, s'il en avait les moyens et, si cela lui était impossible, d'envoyer des communications trimestrielles au bureau central de chaque pays ; or, il ne s'était jamais encore soumis à ces obliga-

tions ; il critiquait, ensuite, la confusion qui existait, alors, entre le Conseil Général de l'Internationale et le Conseil régional anglais, et constatait finalement que cette situation particulière entraînait le Conseil Général à prendre parti dans des affaires exclusivement politiques qui ne concernaient que l'Angleterre et à négliger de se prononcer sur des questions d'intérêt beaucoup plus général (1). Il demandait, en conséquence, si l'Internationale n'aurait pas avantage à séparer son Conseil Général et le Conseil régional anglais, et à provoquer la création d'un organe spécial pour les affaires insulaires. Robin engageait les autres journaux socialistes à s'associer aux réclamations de *l'Égalité*.

Marx fut très fâché de ces critiques ; très orgueilleux, jaloux de son autorité et tendant à se considérer comme le chef du Conseil Général, il les prit pour des attaques personnelles, dont il crut que le véritable auteur était Bakounine ; celui-ci était, au contraire, loin de les approuver. Le Conseil Général tint une séance le 1^{er} janvier 1870, et y élabora une longue « communication privée », qu'il envoya à tous les secrétaires correspondants de l'Internationale. C'était la réponse de Marx aux critiques de Robin. Il s'exagérait la véritable importance de cette campagne et y

1. Robain reprochait au Conseil Général d'avoir, d'une part, rédigé un acte à propos de la sévère répression de l'insurrection des fenians par le ministère Gladstone et, ensuite, de ne pas s'être prononcé sur les dissentiments qui séparaient les socialistes allemands, dont les uns suivaient Schweitzer et les autres Liebknecht.

voyait l'œuvre d'une véritable « Ligue du bien public », dans laquelle il croyait, à tort, qu'étaient entrés certains journaux comme *le Progrès* (du Locle), *le Travail* de Paris (1). Il commençait par affirmer que le Conseil Général n'avait pas à répondre aux critiques que la presse adressait à son administration, et par déclarer que, si les Fédérations avaient quelque reproche à lui faire, elles devaient les lui transmettre par l'intermédiaire régulier du secrétaire de leur comité respectif. Il acceptait, pourtant, exceptionnellement et par pure complaisance de répondre à *l'Égalité*. Il expliquait, d'abord, pourquoi il n'avait pas avec les sections les rapports que les statuts lui imposaient. Ceux-ci, en effet, subordonnaient l'établissement de ces relations à diverses conditions qui n'avaient jamais été réalisées : il fallait que le Conseil Général fût assez riche pour pouvoir publier le bulletin et que les comités nationaux lui envoyassent des renseignements réguliers fournissant matière à une publication intéressante ; c'était ce qui n'était pas encore arrivé. Le Conseil Général faisait ensuite, une étude sérieuse des avantages que présentait sa situation particulière par rapport à l'Angleterre. Marx déclarait que la situation générale de l'Angleterre devait en faire le « levier pour

1. *Le Progrès* (du Locle) n'avait fait que demander au Conseil Général de donner son opinion sur les discussions alors pendantes entre les partisans de Liebknecht et ceux de Schweitzer. Ce journal et *l'Égalité* avaient demandé au *Travail* de se joindre à eux ; mais celui-ci ne l'avait pas fait.

« une révolution sérieusement économique » (1). Il constatait que c'était le seul pays « où la forme capitaliste, » c'est-à-dire le travail combiné sur une grande échelle » sous des maîtres capitalistes, se fût emparée de toute » la production, où la grande majorité de la population » consistât en ouvriers salariés et où il n'y eût plus de » paysans ; où la propriété foncière fût concentrée en » peu de mains ; où la lutte des classes et l'organisation » de la classe ouvrière, par les trade-unions, eussent » acquis un certain degré de maturité et d'universalité », et enfin il affirmait que, par suite de l'importance des relations économiques de l'Angleterre avec le monde entier, une révolution qui y trouverait son point de départ aurait des répercussions universelles considérables. Il en concluait que « l'Angleterre ne devait » pas être simplement traitée comme un pays auprès » des autres pays ; mais comme la métropole du capital », et s'il reconnaissait que les Anglais avaient « toute la matière nécessaire à la révolution sociale », il leur refusait « l'esprit généralisateur et la passion » révolutionnaire » ; il disait que, s'ils étaient livrés à eux-mêmes, ils resteraient toujours corporatistes et réformistes, et que l'intervention d'un élément étranger était indispensable pour tirer parti de ces excellentes conditions économiques. C'était le Conseil Général qui « pouvait (seul) accélérer le mouvement

1. D'après le texte intégral publié en français par M. James Guillaume (*L'Internationale*, t. I, p. 263-268).

vraiment révolutionnaire dans ce pays, et par conséquent partout ».

Marx profitait des critiques de Robin, à propos de l'intervention du Conseil général dans des affaires exclusivement politiques, pour opposer sa méthode révolutionnaire à celle des collectivistes.

Il repoussait l'abstention en matière politique que préconisaient *l'Égalité* et le *Progrès* (du Locle). Dans une formule assez obscure, il déclarait que leurs doctrines « sur la connexion, ou plutôt la non-connexion, entre le mouvement social et le mouvement politique n'avaient jamais été canonisées par aucun Congrès ». Pour la première fois, il s'appuyait sur l'article des statuts de l'Internationale, qui déclarait que l'émancipation économique des classes laborieuses « était le grand but auquel devait être subordonné tout mouvement politique comme moyen ». Il donnait de cette expression une interprétation toute particulière, y voyait l'obligation pour tous les membres de l'Internationale de participer aux mouvements politiques de leur pays, qui, d'après cet article des statuts, constituaient un moyen, auquel tous étaient forcés de recourir. Désormais, cette interprétation assez arbitraire des textes lui fournira des instruments pour prouver que l'Internationale n'avait cessé de souscrire à ses doctrines personnelles, d'envisager, comme lui, la nécessité d'une action politique qui devait aider le prolétariat à réaliser son émancipation économique. Elle allait lui permettre de montrer

que ceux qui la repoussaient se mettaient eux-mêmes en dehors de l'esprit de l'Internationale, qui devait les exclure.

La circulaire confidentielle de K. Marx. — Quelque temps après, Marx commençait contre la personnalité même de Bakounine une campagne diffamatoire d'une très grande violence : il profitait de sa fonction officielle de correspondant du Conseil Général pour l'Allemagne, de l'autorité qu'il commençait à s'assurer dans les milieux de la Sozial-Demokratie pour y faire naître contre son adversaire une hostilité, qui devait aller en se développant. Le 28 mars 1870, il adressait à son ami Kugelmann une circulaire confidentielle (1), il y présentait Bakounine comme un agent du gouvernement russe, ivre de sa personnalité et désireux de dominer tous les milieux dans lesquels il passait. Il avait prétendu, disait-il, imposer sa direction à la Ligue de la Paix et de la Liberté, la forcer d'accepter un certain nombre d'idées absurdes qu'elle avait très bien fait de repousser. Dépité de cet échec, il s'était occupé de réunir des hommes disposés à faire à ses théories un meilleur accueil ; il avait alors fondé l'Alliance de la Démocratie socialiste, véritable machine de guerre contre l'Internationale qu'elle cherchait à dominer et à englober.

1. Ce document ne fut publié *in-extenso* que dans le *Neue Zeit* du 12 juillet 1902. Nous le citons d'après la traduction française de M. Guillaume (*l'Internationale*, t. I, p. 292-298).

Elle avait fait semblant d'accepter les observations du Conseil Général et de consentir à se confondre avec la grande Association; ce n'était qu'une feinte, elle avait continué en réalité à exister sous la direction de Bakounine, avait fait sa réapparition au Congrès de Bâle et avait voulu l'obliger à souscrire à son programme, pour que l'on dise que ce n'était pas « Bakounine qui était allé à l'Internationale, mais que » c'était l'Internationale qui était venue à Bakounine » : c'est dans ce but qu'il avait, notamment, voulu faire adopter aux délégués le principe de l'abolition de l'hérédité. Encore une fois, il avait vu échouer son plan, car il n'avait pas trouvé de majorité pour admettre cette idée absurde, cette « vieillerie saint-simonienne » (1). Il l'accusait également d'avoir voulu substituer son autorité à celle du Conseil Général, en faisant transférer à Genève le siège de celui-ci (2) et disait que les attaques de *l'Égalité* et du *Progrès* n'avaient d'autre cause que

1. Cette vieillerie saint-simonienne avait été indiquée dans *le Manifeste du parti communiste* comme un des moyens préconisés par Marx et Engels pour assurer le passage de l'État politique à la société économique. On se demande comment il se fait que Marx ait reproché si durement à ses adversaires une idée qu'il avait autrefois défendue.

2. Dans un manuscrit qui était destiné au journal français *le Réveil* et qui ne fut pas publié, Bakounine faisait ainsi justice de cette accusation qui n'avait aucun fondement :

« J'aurais été le premier à combattre avec toute l'énergie possible » une telle mesure, si on l'avait proposée, tant elle me paraîtrait » fatale pour l'avenir de l'Internationale... Il est évident que tant que » durera l'organisation politique actuelle de l'Europe, Londres res- » tera la seule résidence convenable pour lui (le Conseil Général), » et il faudrait être fou ou vraiment ennemi de l'Internationale pour » tenter de le transférer autre part. » (*Œuvres*, t. V, p. 280-281).

le dépit qu'il avait éprouvé de ne pas avoir réussi à réaliser ce plan à Bâle.

Dans cet acte, Marx s'appuyait sur certaines maladresses de son adversaire pour dresser contre lui un véritable réquisitoire. Les attaques passionnées qu'il multipliera contre lui étaient déjà résumées dans ce document; il ne fera que reprendre et développer toutes les accusations qui y étaient contenues.

La section de l'Alliance de la Démocratie Socialiste et le Comité Fédéral romand. — Au sein de la Fédération romande, Bakounine se heurtait à une certaine hostilité : si ses idées étaient, de mieux en mieux, comprises et admises dans les montagnes du Jura et si sa popularité y faisait de grands progrès, il n'en était pas de même à Genève; dans cette ville, l'abîme s'élargissait entre le comité central et la section de l'Alliance, entre les ouvriers du bâtiment et ceux de la fabrique. La section de l'Alliance avait sollicité plusieurs fois son admission d'abord au sein de la Fédération des sections genevoises, puis dans la Fédération romande : comme elle avait été admise dans l'Internationale par le Conseil Général, elle pensait qu'elle le serait aussi, sans difficultés, par le Comité Fédéral. Il n'en fut rien : le Comité central de Genève était jaloux de voir la section de l'Alliance exercer une influence de plus en plus grande, particulièrement sur les ouvriers du bâtiment, lui reprochait d'avoir des principes trop franchement révolutionnaires et

craignait que, s'il se rapprochait d'elle, il ne s'en trouvât compromis, gêné dans ses rapports avec les politiciens bourgeois et entravé dans son action politique. Il refusa donc de l'admettre, et ses membres, dont plusieurs appartenaient, en même temps, au Comité Fédéral, entraînèrent celui-ci à empêcher à trois reprises différentes la section de l'Alliance d'entrer dans la Fédération romande.

Au début de l'année 1870, les collectivistes perdirent un puissant élément d'influence : à la suite d'un incident peu important, la majorité des rédacteurs de *l'Égalité* donnèrent leur démission, et le journal subit alors la direction des membres du Comité central (1), auxquels venait s'ajouter un juif russe, Nicolas Outine (2), ennemi personnel de Bakounine qui allait devenir une précieuse recrue pour ses adversaires. Le journal devint beaucoup plus modéré ; il conseilla surtout aux ouvriers de se grouper pour la défense de leurs salaires, de travailler au développement des sociétés coopératives, de conclure des

1. Il y avait là Währy, Paillard et Becker qui avait d'abord donné sa démission puis l'avait retirée.

2. Outine, fils d'un très riche israélite qui faisait en Russie le commerce de l'eau-de-vie, avait été étudiant à l'Université de Saint-Petersbourg de 1861 à 1863. En 1863, il arriva d'Occident, séjourna en Suisse, prit part aux Congrès de la Paix et de la Liberté et aurait voulu suivre Bakounine et ses amis dans leur scission. Ceux-ci s'y refusèrent. Entre Bakounine et lui « il y avait incompatibilité absolue d'humeur, de tempérament et de but », et Bakounine disait de lui : « Je suis certain qu'on n'a jamais détesté un homme plus qu'il ne m'a détesté ! » (Manuscrit inédit de Bakounine, cité par James Guillaume, *l'Internationale*, t. I, p. 226).

alliances, sur le terrain politique, avec les radicaux bourgeois; il ne présentait plus la révolution sociale comme un but immédiat, mais comme une simple éventualité lointaine. Pendant ce temps *le Progrès* (de Locle) fut seul, dans la Fédération romande, à soutenir énergiquement les principes du collectivisme révolutionnaire. Il y avait donc antagonisme direct entre les Jurassiens et les Genevois.

Importance du second Congrès de la Fédération romande. — Le Congrès de la Fédération romande, fixé au 4 avril 1870, était attendu avec impatience. Bakounine et ses amis, qui avaient renoncé à obtenir du Comité Fédéral l'admission de la section de l'Alliance, comptaient que les délégués au Congrès feraient montre d'une plus grande largeur d'esprit et qu'ils y consentiraient : ils voulaient également faire changer le siège du Conseil fédéral pour le soustraire à l'influence des Genevois, et faire nommer, pour *l'Égalité*, un comité de rédaction plus révolutionnaire et plus brillant. Ils y attachaient, aussi, un intérêt plus général. Ils voyaient là, en effet, une occasion d'affirmer avec force les principes véritables du collectivisme révolutionnaire. Dès ce moment, Bakounine était résolu à combattre les tendances de politique positive et nationale qui se manifestaient au sein de la grande Association, il savait que le partisan le plus sérieux de cette tactique révolutionnaire, c'était Marx,

et que c'était à lui qu'il devrait s'en prendre finalement (1).

Il hésitait à l'attaquer immédiatement à cause du profond respect qu'il avait pour sa science et pour les services qu'il rendait à la cause socialiste, mais il cherchait à user de toute son influence pour orienter résolument l'Internationale dans une direction qui rompît sérieusement avec la méthode démocratique et parlementaire, pour l'entraîner à adhérer, tout entière, à la politique ouvrière, internationale et anti-étatiste, dont il était partisan. Il voulait que la Fédération romande prît énergiquement la tête de ce mouvement. Il affirmait que le Congrès aurait « outre son importance locale, un immense intérêt universel », il voyait dans le combat qui allait s'engager « l'avant-coureur et le précurseur » de celui qui devrait se livrer au prochain Congrès général. « Voulons-nous, écrivait-il à son » ami A. Richard, la grande politique universelle ou la » politique bourgeoise radicale, revue et corrigée au » point de vue des ouvriers bourgeois ? Voulons-nous » l'abolition des patries bourgeoises et des États politiques et l'avènement de l'État universel, socialiste » et unique ? Voulons-nous l'émancipation complète » des travailleurs ou seulement l'amélioration de leur » sort ? Voulons-nous créer un monde nouveau ou

1. Dans une lettre à Herzen du 28 octobre 1869, il disait « Il pourrait arriver, et même dans un bref délai, que j'engageasse une lutte avec Marx pour une question de principes, à propos du communisme d'État dont lui-même et les partis anglais et allemands qu'il dirige sont les plus chaleureux partisans. Alors ce sera une lutte à mort ! » (Lettre reproduite par Dragomanow, *Correspondance de Bakounine*, p. 391).

» replâtrer le vieux? Telles sont les questions que
» nous devons étudier et préparer pour le prochain
» Congrès (1). » Le programme primitif du Congrès
de la Chaux-de-Fonds ne comportait aucun point qui
fournît l'occasion d'une discussion aussi générale et
aussi étendue, il ne s'occupait que des caisses de
résistance et de la coopération, questions sur les-
quelles tous les membres de la Fédération étaient à peu
près d'accord. Les Jurassiens, par l'intermédiaire de
Schwizguebel, y firent ajouter celle de l'attitude
de la classe ouvrière à l'égard de la politique bour-
geoise.

Préparation de ce Congrès. — Cette adjonction
avait pour but de faire naître le débat et de le placer
sur son véritable terrain. Les deux partis opposés
préparèrent la lutte avec ardeur : dans sa séance du
9 mars, le Comité fédéral se déclarait fort mécontent
de l'initiative prise par Schwizguebel et se disposait
à combattre l'abstention des ouvriers en matière poli-
tique. *L'Égalité* propageait ses idées : elle reprochait
aux ouvriers d'avoir déjà une trop grande indifférence
pour ces questions, et condamnait sévèrement tous
ceux qui prétendaient encourager cette attitude funeste
par des conseils de portée théorique et générale ; elle
disait aux prolétaires que la neutralité politique n'au-
rait d'autre résultat que d'empirer leur situation, en

1. Cité par A. Richard, *Bakounine et l'Internationale à Lyon*
(*Revue de Paris*, 1^{er} septembre 1896, p. 127-128).

permettant l'établissement de gouvernements de plus en plus réactionnaires ; elle leur conseillait, au contraire, de chercher, en introduisant des socialistes au sein du gouvernement, à amener progressivement l'avènement d'un nouveau régime politique bien disposé à leur égard et favorable à leur émancipation. *Le Progrès* (du Locle) déclarait que « les travailleurs » ne devaient avoir d'autre politique que l'organisation de l'Internationale et la propagande socialiste, et qu'ils devaient s'abstenir complètement de prendre part aux luttes des partis politiques bourgeois » (1) ; il expliquait que les ouvriers n'avaient nullement besoin d'intervenir dans la politique active pour empêcher la violation de leurs droits, puisqu'une bonne organisation devait leur permettre de prévenir toute tentative réactionnaire, en recourant aux procédés d'action directe (grèves, meetings, journaux, émeutes). L'entrée des ouvriers dans les conseils du gouvernement ne pouvait avoir, disait-il, d'autre effet qu'une amélioration de l'organisation politique actuelle ; or, les prolétaires avaient un but beaucoup plus élevé à se proposer, en travaillant à la préparation de la société économique de l'avenir qui prendrait la place de l'État et ne lui ressemblerait en rien. Il s'appuyait sur l'exemple des militants français, belges, espagnols, italiens, autrichiens, russes qui, tous, à des degrés divers, étaient partisans de l'absten-

1. Numéro du 2 avril cité par M. J. Guillaume (*L'Internationale*, p. 299-300).

tion, pour montrer que, tous, voyaient là la véritable tactique socialiste.

Le Congrès de la Chaux-de-Fonds. — Le Congrès de la Chaux-de-Fonds attira beaucoup de délégués : dans le Jura, la propagande avait donné de bons résultats ; on y comptait alors douze sections, qui y envoyèrent vingt et un de leurs membres dont les principaux étaient Guillaume, Schwitzguebel et Cagnon ; les sections genevoises restaient les plus nombreuses ; il y en avait dix-neuf, mais elles n'avaient, au Congrès, que treize mandataires, parmi lesquels figuraient, notamment, H. Perret, Guétat et Outine. Six délégués de la Chaux-de-Fonds représentaient ses trois sections. L'une d'entre elles avait été créée au mois de décembre 1869 sous le nom de Section de propagande collectiviste-révolutionnaire ; elle avait pour but de combattre la section centrale, qui continuait à suivre la direction de Coulléry. Le Comité fédéral, n'ayant pas encore consenti à l'admettre au sein de la Fédération, le Congrès allait avoir à trancher cette question, en même temps que celle de l'Alliance.

Celle-ci était représentée par son secrétaire, le Russe Joukovsky. Bakounine n'assistait pas au Congrès. Les Genevois et les Coullerystes ne tardèrent pas à conclure une alliance étroite ; ils n'avaient pas les mêmes opinions, les premiers étant beaucoup plus avancés que les seconds et se combattaient sur le terrain politique, mais ils avaient la même méthode

d'action, préconisant, également, la participation des ouvriers à la politique électorale et une haine commune contre les collectivistes les réunissait. Ceux-ci voulurent obtenir, avant le commencement des débats sur le fond, un vote favorable à l'admission de la section de l'Alliance, qui permettrait à son délégué de prendre une part active aux discussions qui allaient suivre et de leur apporter, à cette occasion, l'appui de ses suffrages. La question préalable de savoir si l'on allait s'occuper immédiatement de l'admission de la section ou bien passer à l'ordre du jour fut mise aux voix : dix-neuf délégués demandaient le vote immédiat ; il s'en trouva le même nombre pour préférer qu'il fût ajourné. D'après le règlement, le président fut appelé à départager les suffrages ; il vota en faveur du passage immédiat à l'ordre du jour, et ainsi les collectivistes furent vaincus. Un des membres du Comité Fédéral, lut, au nom de celui-ci, un long rapport pour rendre compte des actes de l'organe central au cours de l'année écoulée. Il y insistait sur l'attitude qu'il avait prise à l'égard de la section de l'Alliance : celle-ci ne rentrait pas dans les cadres réguliers de la Fédération, qui réunissait des ouvriers de toute opinion sur le programme général et très compréhensif de l'Internationale ; elle constituait une secte, qui ne se recrutait pas seulement dans les milieux ouvriers, qui avait son programme spécial et qui deviendrait fatalement un élément de trouble et de désorganisation dans la Fédé-

ration ; celle-ci devait donc prendre soin de lui assigner sa place à part.

Les Jurassiens virent dans ce passage du rapport l'occasion de reprendre la question qui leur tenait à cœur ; ils dirent que les raisons invoquées par le Comité Fédéral pour repousser la section de l'Alliance n'étaient pas sérieuses ; elle était constituée, en effet, comme toutes les autres, adhérait complètement aux principes de l'Internationale, et avait été régulièrement admise par le Conseil Général, et ils déclarèrent que, si le Comité Fédéral combattait l'action de ce groupement, c'était uniquement parce qu'il craignait son influence et qu'il n'aimait pas ses membres. En faisant cette observation, Guillaume plaçait la question sur son véritable terrain. Les réponses des Genevois en furent la preuve : ils dirigèrent contre les fondateurs de l'Alliance et, tout spécialement contre Bakounine, de graves accusations. Outine fut le plus violent ; il se déclara l'ennemi mortel du collectiviste russe et conjura les membres du Congrès de tout faire pour combattre sa funeste influence. La question fut, alors, ainsi posée : « La section de l'Alliance » de la Démocratie Socialiste sera-t-elle admise » dans la Fédération romande » ? Les vingt-et-un membre présents des sections jurassiennes votèrent pour l'admission ; les délégués genevois et couleurystes, au nombre de dix-huit, s'y opposèrent. La majorité des membres de l'assemblée ne voyaient donc pas d'inconvénient à l'entrée de la section de l'Alliance dans la Fédération romande ; elle ne

représentait pas, il est vrai, le plus grand nombre des sections ; mais les statuts, qui avaient été votés l'année précédente, considéraient comme acquise toute décision prise par la majorité des délégués, sans tenir compte du nombre des sections représentées. Donc, officiellement et régulièrement, la section de l'Alliance était admise, le Comité Fédéral aurait dû s'incliner. Il n'en fut rien ; les Genevois, mécontents de la décision qui venait d'être prise, expulsèrent les Jurassiens et tinrent dans la salle du Congrès une assemblée particulière, tandis que, de leur côté, les collectivistes s'installaient ailleurs.

Les deux Congrès de la Chaux-de-Fonds. — Il y eut donc deux Congrès, dont chacun prétendait être le représentant régulier et officiel de la Fédération. Ils aboutirent à l'élaboration de deux séries de résolutions, à l'instauration de deux Comités fédéraux, chacun ayant son journal particulier qui se prétendait l'organe officiel de la Fédération tout entière. Ainsi se terminait l'existence agitée de la Fédération romande, après une année seulement de fonctionnement régulier. Création hybride, elle rapprochait des hommes de caractère, d'opinions et de tendances tellement opposés que l'on pouvait prévoir qu'ils ne pourraient pas rester longtemps unis, et penser que cette scission était inévitable. Ce fut l'incident de l'Alliance qui en fournit l'occasion, mais s'il n'avait pas surgi, beaucoup d'autres auraient, sans doute, abouti au même résultat.

Les deux assemblées prirent sur la question des caisses de résistance et sur celle de la coopération des résolutions assez semblables : elles recommandaient, ardemment, la constitution de ces caisses et déclaraient que la coopération ne pouvait pas être un instrument sérieux d'émancipation pour les ouvriers. Elles adoptèrent, au contraire, sur la question de l'attitude de la classe ouvrière par rapport à la politique bourgeoise deux textes assez différents.

Le Congrès des collectivistes affirmait que l'émancipation définitive du prolétariat ne pourrait avoir lieu que « par la transformation de la société politique » fondée sur le privilège et l'autorité en société économique, fondée sur la liberté et l'égalité » ; il définissait la société politique « l'organisation de l'exploitation bourgeoise, exploitation dont la formule » s'appelle le droit juridique », condamnait toute participation de la classe ouvrière à la politique bourgeoise et électorale comme devant aboutir fatalement « à la consolidation de l'ordre de choses existant » et comme paralysant « l'action révolutionnaire socialiste du prolétariat », recommandait finalement à « toutes les sections de l'Internationale de renoncer à » toute action ayant pour but d'opérer la transformation sociale au moyen de réformes politiques nationales, et de porter toute leur activité sur la constitution fédérative des corps de métiers, seul moyen » d'assurer le succès de la révolution sociale » ; et déclarait que cette fédération constituait « la véritable » représentation du travail qui devait avoir lieu en

» dehors des groupements politiques ». Pour soutenir et défendre ces principes, il fondait, un nouveau journal, qui devait être publié à Neuchâtel sous le titre de *la Solidarité* et sous la direction de J. Guillaume ; il instituait un nouveau Comité Fédéral, dont le siège devait être à la Chaux-de-Fonds et dont les membres étaient tous collectivistes.

La minorité rédigea, de son côté, une longue résolution, inspirée d'un esprit qui n'était pas absolument opposé à celui des Jurassiens. Elle déclarait, en effet, ne pas croire que l'émancipation intégrale du prolétariat « pût résulter de l'intervention des socialistes dans les affaires politiques, ni des candidatures ouvrières, que celles-ci n'avaient d'autre utilité que de fournir un moyen d'agitation, qui ne devait pas être négligé dans la lutte générale contre le capital et les gouvernements », les délégués affirmaient que leurs efforts devaient « tendre à la transformation intégrale des rapports sociaux », condamnaient par conséquent « comme nulle et stérile toute agitation politique sans rapport direct aux questions sociales » et déclaraient qu'à cet égard ils s'inspiraient absolument de l'esprit des fondateurs de l'Internationale. D'autre part, ils repoussaient énergiquement toute intervention de l'Internationale « comme corporation dans la politique actuelle », insistaient, eux aussi, sur l'importance de l'organisation ouvrière, reconnaissaient que c'était la grande Association qui devait jeter les fondements de la société future et

qui était chargée de l'organisation de la représentation du travail. Mais cette résolution commençait par affirmer qu'elle « combattait l'abstention politique » comme funeste par ses conséquences à la cause commune » et finissait en recommandant « à chacun de » ses membres d'intervenir individuellement, autant » que faire se pourrait, dans la politique, en se conformant aux principes qui étaient rappelés ». Le Congrès conservait *l'Égalité* comme organe officiel des sections sécessionnistes, et la ville de Genève comme siège de leur Comité Fédéral.

Les deux résolutions montrent en quoi consistaient véritablement les divergences ; en apparence, il faut le dire, elles étaient minimes. La minorité se montre aussi fermement socialiste, aussi syndicaliste et aussi révolutionnaire que la majorité. Ce qui les opposait, c'était leur conception de l'action révolutionnaire du prolétariat et du rôle des associations professionnelles : la majorité affirmait que les ouvriers devaient concentrer toute leur activité sur l'organisation économique de leur classe, que tout effort, qu'ils tenteraient en dehors d'elle, ne pourrait être que stérile ; la minorité considérait que les prolétaires ne pourraient triompher qu'en associant l'action politique au mouvement économique, en combattant, à la fois, pour la réforme ou pour la conquête de l'État et pour l'amélioration de leur situation économique.

La majorité considérait que le prolétariat, en lutte contre les capitalistes, devait fatalement finir par se

heurter à l'État et qu'en venant à bout de ses patrons, il triompherait, en même temps, des gouvernements ; la minorité croyait à l'existence de deux terrains de lutte distincts, l'un professionnel, l'autre politique, et considérait comme une faute grave de demander aux ouvriers le sacrifice d'une partie quelconque de leur activité. C'était la première fois que se posait sérieusement dans un Congrès la très importante question des rapports entre l'action corporative et l'action politique du prolétariat, entre son organisation professionnelle et son organisation de parti. On sait quelle place prépondérante les discussions sur ce point devaient prendre dans l'histoire future du socialisme. Ici, il n'y avait pas d'antagonisme irréductible de principes. Les deux groupements auraient pu, en faisant montre de bonne volonté, parvenir à l'élaboration d'une résolution, qui eût constitué la fusion des deux textes adoptés. Mais les dissentiments personnels que nous avons indiqués les poussaient, fatalement, à se refuser toute concession, et à augmenter encore leur opposition. Les collectivistes firent bien, pendant la durée des Congrès, quelques tentatives pour amener leurs adversaires à se joindre à eux et à reprendre une discussion d'ensemble ; ils n'aboutirent à aucun résultat. Ils firent de nouveaux efforts après la séparation des délégués : ils proposèrent à leurs antagonistes plusieurs terrains de conciliation, les engagèrent à conclure avec eux une union étroite des caisses de résistance, qu'ils considéraient comme absolument nécessaire au succès de leur mouvement. Les Gene-

vois, s'obstinant à une lutte assez mesquine, repoussèrent toutes ces avances.

Le Congrès de Chaux-de-Fonds et l'opinion socialiste. — Cette scission eut, dans les milieux socialistes, de tous les pays, une profonde répercussion. Les militants d'Espagne et de Belgique firent un bon accueil à la décision de la majorité. La *Federacion*, journal de Barcelone, félicita « la majorité des délégués de » la Chaux-de-Fonds d'avoir exprimé, dans leurs » résolutions, la véritable marche que devait suivre » l'Internationale, si elle voulait arriver à la com- » plète émancipation de tous les prolétaires, au col- » lectivisme, sans accepter d'alliance avec aucun » parti politique ». Un Congrès flamand, qui se tint à Anvers les 17 et 18 avril, déclara que « pour » les travailleurs, chercher à entrer dans les Chambres, » c'était, qu'ils le voulussent ou non, abandonner toute » idée d'émancipation véritable » ; « le socialisme, disait- » il, pour abattre notre édifice politique ou écono- » mique doit lui porter ses coups du dehors et non » s'y installer ». Ces deux actes montraient que les Belges et les Espagnols adhéraient plus sérieusement que jamais à la méthode révolutionnaire collectiviste, que préconisaient les Jurassiens.

Attitude du Conseil Général. — Quelle allait être l'attitude du Conseil Général ? Il avait assurément le droit d'intervenir ; les statuts généraux révisés au Congrès de Bâle le lui accordaient incontestablement,

ce qu'on pouvait se demander, c'était si une telle intervention serait bien opportune. C'étaient les statuts de la Fédération romande qui devaient montrer où se trouvait la véritable majorité et quelle assemblée la représentait régulièrement ; or, ils disaient que c'était la majorité des délégués, non celle des sections représentées, qui constituait la véritable majorité et que là où on la trouvait, là résidait la représentation régulière et officielle de la Fédération tout entière. La comparaison entre les chiffres prouvait indiscutablement que c'était l'assemblée des collectivistes qui réunissait le plus grand nombre des délégués. Il en résultait que ses résolutions avaient, seules, un caractère officiel, que ses décisions sur le changement du siège et de la composition du Conseil Fédéral, sur la fondation d'un nouveau journal étaient régulièrement prises et devaient être souveraines, et que toute autre résolution ne pouvait venir que de sections isolées, qui ne devaient avoir aucune prétention à exprimer les tendances et les volontés de la Fédération tout entière. Le Conseil Général n'avait donc pas à donner son opinion sur le conflit, ni à tenter un rapprochement entre les deux antagonistes. Il devait attendre les décisions du Congrès de l'année suivante. Ainsi raisonnaient les Jurassiens.

Le Conseil Général décida d'abord d'observer la neutralité. Au commencement du mois de juin, Jung secrétaire correspondant pour la Suisse, envoya à James Guillaume une lettre dans ce sens : le Conseil

Général, disait-il, considérait qu'il n'avait pas à se prononcer et désirait conserver de bonnes relations avec les deux groupes de sections, dont chacun continuait à appartenir à l'Internationale. Il critiquait ensuite la résolution qu'avaient votée les délégués des sections jurassiennes : ceux-ci avaient outrepassé leurs droits, en préconisant une tactique particulière à tous les membres de l'Internationale, ce qui ne regardait que le Conseil Général. Il blâmait, d'ailleurs, leur méthode d'action révolutionnaire comme contraire aux véritables intérêts du prolétariat car, disait-il, « pour » transformer la société, pour accomplir la révolution » sociale, les ouvriers seront forcés de s'emparer du » pouvoir politique », et la déclarait opposée à l'esprit de l'Internationale, qui prétendait mener de front la lutte politique et l'agitation économique.

Il terminait en portant un jugement assez sévère contre la personnalité de Bakounine : il lui reprochait de méconnaître les véritables aspirations des ouvriers, d'avoir montré, pendant toute son existence, qu'il manquait totalement de jugement ; il mettait les Jura-siens en garde contre son influence. Dans l'ensemble, cet acte n'avait qu'une portée restreinte, il n'était revêtu d'aucun caractère officiel. On pouvait en conclure seulement que Jung n'avait de sympathie ni pour le caractère ni pour les opinions de Bakounine, et que le Conseil Général attachait toujours la même signification au texte des statuts auquel sa lettre faisait allusion.

Le 28 juin, le Conseil Général sortit de sa réserve ;

il fit paraître un acte officiel, où il affirmait, en s'appuyant sur le nombre des sections représentées aux deux Congrès de la Chaux-de-Fonds, que celui des collectivistes ne réunissait qu'une majorité factice, refusait de reconnaître le caractère officiel du comité qu'il avait élu et déclarait qu'il avait l'intention de continuer à communiquer régulièrement avec le comité, dont la minorité avait établi le siège à Genève. *La Solidarité* s'insurgea formellement contre ce jugement du Conseil Général : ses rédacteurs lui reprochèrent d'être maladroit, d'aboutir fatalement à rendre impossible toute entente entre les deux groupes de sections ; déclarèrent que le Conseil Général était sorti des limites de ses attributions en prétendant empêcher les Fédérations de régler librement leurs conflits intérieurs. Enfin, avec une certaine ironie, ils affirmèrent que leur attitude était beaucoup plus conforme aux statuts de l'Internationale que celle des Genevois : ceux-ci, en effet, subordonnaient le mouvement économique à l'action politique, eux-mêmes, au contraire, subordonnaient si bien l'action politique au mouvement économique, qu'ils négligeaient absolument la première forme d'agitation.

Le conflit, prévu depuis longtemps par Bakounine, venait de s'engager ; contre les tendances autoritaires du Conseil Général, les collectivistes du Jura défendaient énergiquement le principe de l'autonomie des sections ; à sa méthode d'action révolutionnaire à la fois politique et économique, ils opposaient leur tactique de lutte exclusivement économique.

Le Congrès, annoncé pour 1870, paraissait devoir trancher le différend, les sections jurassiennes espéraient que l'impartialité des délégués viendrait remettre les choses au point, trancher, dans un esprit de justice, le conflit entamé ; d'autre part, parmi les points du programme, figurait la « question » des rapports entre l'action politique et le mouvement social » qui devait donner lieu aux discussions que l'on attendait impatiemment.

Au mois de juillet 1870, Marx qui pensait que le Congrès ne pourrait pas encore se réunir cette année-là à Paris, décida d'en changer le siège et de le placer à Mayence.

Quelques jours après, la guerre franco-allemande détournait l'attention des socialistes et les empêchait de tenir leur réunion générale.

CHAPITRE V

L'INTERNATIONALE DEVANT LA GUERRE ET LA COMMUNE (1870-1871)

L'opinion générale des socialistes. — Nous avons montré, dans un chapitre précédent (1), que les progrès de l'organisation professionnelle des ouvriers, les rendaient, plus que jamais, opposés à toute politique inspirée par l'idée de patrie, et pouvant aboutir à un conflit violent entre les États. A cette politique, ils prétendaient substituer celle de leur classe, dont les membres, pensaient-ils, avaient des intérêts communs par-dessus les frontières des États et devaient s'unir étroitement dans leur lutte économique contre la bourgeoisie, car ils avaient comme véritables alliés tous les travailleurs, quelle que fût leur patrie, comme seuls ennemis, les bourgeois, fussent-ils leurs compatriotes. Ils remplaçaient l'idée de la guerre entre États par celle de la lutte des classes.

La guerre, qui venait d'éclater entre la France et l'Allemagne, devait les mécontenter d'autant plus

1. Voir le chapitre III de la première partie.

qu'elle venait brusquement interrompre leur mouvement d'organisation professionnelle, au moment même de son plus grand développement, et ajourner à une date indéterminée la révolution qu'ils espéraient voir éclater bientôt en France. Dès le début des hostilités, les diverses fédérations et sections de l'Internationale élevèrent, donc, la voix pour maudire cette politique rétrograde qui poussait les peuples à s'entre-déchirer. D'après elles, la guerre avait pour cause première les rivalités économiques entre nations qui résultent inévitablement de l'exploitation des travailleurs par les capitalistes ; le jour où les ouvriers seraient maîtres de leurs instruments de travail, ils auraient conscience de la solidarité économique qui les associe étroitement entre eux ; il n'y aurait donc pas de paix internationale durable, avant que la révolution sociale n'eût abouti à l'abolition des classes et n'eût permis l'édification de la société nouvelle (1).

Les ouvriers allemands et les ouvriers français échangèrent des adresses de sympathie ; ils n'avaient, disaient-ils, aucune haine les uns à l'égard des autres ; ils maudissaient la guerre qui allait les séparer et les obliger à se combattre mutuellement, ils ne marchaient que contraints et forcés et rien ne pourrait les détourner de la compréhension de leurs véritables

1. « Aujourd'hui plus que jamais, nous représentons l'édification ; nous sommes la vie en face de la mort, nous symbolisons le droit et la paix ; eux ne seront jamais autre chose que la guerre et l'injustice » (Adresse des ouvriers espagnols).

intérêts, ni les empêcher de s'occuper activement de leur organisation.

Le premier manifeste du Conseil Général. — Le Conseil Général fit paraître un document important dans lequel Marx, qui était évidemment son auteur, prétendait juger les événements au point de vue des intérêts de la classe ouvrière. Il commençait par opposer l'esprit de l'Internationale, qui « revendiquait » les simples lois de morale et de justice qui président » aux relations entre individus comme devant régir » souverainement les rapports entre nations » à l'esprit étatiste et patriote, qui venait d'amener un si terrible conflit. Il reprochait ensuite à l'empereur Napoléon III d'avoir déclaré la guerre pour faire diversion aux difficultés intérieures qu'il rencontrait et appelait la guerre « une édition amendée du coup d'État du » 2 décembre ». Il excusait l'attitude des Allemands, qui ne faisaient que répondre à une agression, mais reprochait à Bismarck d'avoir édifié un puissant État sur des bases analogues à celles de l'Empire français, qui devait fatalement entrer en conflit avec lui. Si les Allemands ne se contentaient pas de faire la guerre au gouvernement impérial, ils outrepasseraient leurs droits « si la classe ouvrière allemande, disait-il, » permet à la guerre présente de changer son caractère strictement défensif en une guerre contre le » peuple français, la victoire ou la défaite produira des » désastres égaux. » Il exprimait l'espoir que la forte organisation du prolétariat allemand lui permettrait

d'imposer sa volonté à son gouvernement. En terminant, Marx disait que ce serait finalement à la Russie que profiterait la guerre, en amenant l'affaiblissement des deux grandes nations occidentales. Le document contenait également les protestations des ouvriers anglais contre la guerre et affirmait, en dernier lieu, qu'« en » regard de l'ancienne société avec ses misères économiques et son délire politique surgissait une nouvelle » société, dont le rôle international serait la paix parce » que le rôle national serait le même pour tous : le » travail ». Les socialistes européens, qui partageaient, en général, les idées de Marx sur les responsabilités de la guerre et qui détestaient le gouvernement impérial français, accueillirent, sans déplaisir, la nouvelle de nos premiers désastres, où ils voyaient surtout la ruine politique de Napoléon III.

L'opinion socialiste après le 4 septembre. — Après le 4 septembre, leurs idées subirent une importante modification : la chute de l'Empire amenait, en France, l'avènement d'un gouvernement beaucoup plus libéral et les Allemands accablant une nation vaincue, donnaient ouvertement comme but à leurs opérations militaires la conquête d'un territoire : la France, qui était en état de légitime défense, leur parut être le défenseur du droit et de la liberté contre un envahisseur brutal et despotique. Au nom des sections françaises de l'Internationale, un groupe d'ouvriers envoyait aux Allemands une proclamation : « Vous êtes parvenus, disaient-ils, à

» atteindre le but avoué de votre campagne, qui était
» la chute du gouvernement impérial ; vous n'avez
» donc plus de raison pour poursuivre les opéra-
» tions et vous devez refuser l'obéissance à votre
» empereur ; sinon, nous saurons nous défendre
» contre vous avec la même énergie que nos ancêtres,
» les républicains de 1793. » Les Belges invitaient
les socialistes allemands à faire la paix avec les Français, à renverser leur gouvernement despotique et à coopérer avec leurs adversaires à l'établissement de « la République sociale universelle ». Au nom du droit et de la justice, les Allemands protestaient en rédigeant de nombreuses adresses, en réunissant de fréquents meetings, et leurs députés socialistes combattaient, au Parlement de la Confédération du Nord (1), les projets de conquête de leur gouvernement et la brutalité avec laquelle il accablait une nation désarmée.

Le second manifeste du Conseil Général. — Le Conseil Général publia une seconde circulaire le 29 octobre 1870, pour faire une nouvelle étude de la situation diplomatique et indiquer, en outre, son opinion sur le gouvernement qui venait de s'établir en France. D'après lui, les Allemands avaient eu tort de poursuivre les opérations militaires après la chute de l'Empire ; s'ils parvenaient à s'annexer l'Alsace et la

1. On connaît notamment les interventions de Bebel et Liebknecht pour combattre le vote des subsides extraordinaires le 24 décembre 1870.

Lorraine, ils feraient naître, pour toute l'Europe, une longue période de militarisme et d'insécurité diplomatique; d'ailleurs, quoiqu'en eussent dit les nationalistes, aucune raison sérieuse ne venait justifier cette conquête brutale, elle ne profiterait, en fin de compte, qu'à la Russie, qui imposerait son alliance à l'Allemagne pour en faire « l'instrument avoué de » son agrandissement », ou, si celle-ci refusait, s'allierait à la France, pour l'aider à préparer une guerre de revanche.

Jusqu'ici, les Allemands avaient vu dans la lutte « une guerre d'indépendance pour l'Allemagne et de » liberté pour la France et l'Europe asservies à ce » fléau pestilentiel du second Empire » ; mais maintenant que ce gouvernement était renversé, les Allemands voulaient être sûrs « que leurs immenses sacrifices n'avaient pas été faits en vain, qu'ils auraient » conquis la liberté, que la victoire pour l'Empire » allemand ne se changerait pas en défaite pour le » peuple allemand » ; ce que demandait avant tout celui-ci à son gouvernement, c'était de conclure une paix rapide et honorable avec la République française.

Étudiant alors le nouveau gouvernement de la France, Marx déclarait qu'il ne méritait pas la confiance des ouvriers : il avait été institué pour sauver le pays par suite de la vacance du pouvoir, et non par un élan révolutionnaire du peuple; il réunissait parmi ses membres, des orléanistes notoires et des républicains bourgeois dont certains avaient com-

battu les ouvriers aux journées de Juin 1848, les premiers se réservant tous les postes actifs, il ne restait aux républicains sincères que « les départements où il n'y avait qu'à parler » ; et enfin ses premiers actes prouvaient « qu'il avait hérité non seulement des » ruines du second Empire, mais de la crainte que » lui inspiraient les classes ouvrières ». Tous ces symptômes lui faisaient craindre que le nouveau gouvernement ne voulût travailler à une restauration monarchique contre laquelle la classe ouvrière aurait, sans doute, bientôt à lutter. Il ne conseillait pas aux prolétaires français une action immédiate, « car, disait-il, toute tentative de renverser le nouveau » gouvernement dans la crise actuelle, alors que » l'ennemi frappe pour ainsi dire aux portes de Paris, » serait une folie désespérée » ; il les engageait à participer à la défense nationale, mais sans se laisser emporter par l'ardeur patriotique, comme l'avaient fait leurs ancêtres de 1793, « ils n'ont pas, écrivait-il, » à répéter le passé, ils ont à fonder l'avenir ; qu'ils » profitent donc avec calme et résolution de toutes » les facilités que leur offre la liberté pour s'organiser » et qu'ils poursuivent activement la préparation de la révolution sociale.

C'était le même conseil que donnait aux ouvriers français Dupont, secrétaire correspondant du Conseil Général pour la France, dans une lettre qu'il adressait le 7 septembre à Albert Richard ; il y disait que la chute de l'Empire n'amenait aucun changement sérieux dans la situation de la classe ouvrière, puisque

la bourgeoisie conservait le pouvoir, engageait les prolétaires à écarter toute idée d'une révolution sociale immédiate, à laisser le gouvernement provisoire conclure la paix avec l'Allemagne, ce qui aurait pour résultat de le déconsidérer aux yeux des Français, et à poursuivre leur œuvre d'organisation, afin de faire éclater la révolution « au moment opportun et décisif ».

Les collectivistes du Jura. — Bakounine et ses amis du Jura eurent une attitude toute différente; ils prirent très ardemment parti pour les Français, et dès le 4 septembre publiaient, en supplément de *la Solidarité*, un vibrant appel à tous les membres de l'Internationale, particulièrement aux Suisses; ils les invitaient à préparer une intervention armée collective en faveur de la République française, « qui représente la liberté en Europe », dont la cause était celle de la révolution universelle « contre l'ennemi commun » de tous les socialistes européens, l'Allemagne, qui personnifiait le « despotisme et la réaction ». Cette attitude ne s'explique que parce que les collectivistes attribuaient au nouveau gouvernement des tendances beaucoup plus avancées que celles qu'il possédait en réalité. Elle entraîna la suspension du journal par le Conseil d'État et les railleries de Coullery, dans *la Montagne*, d'Outine dans *l'Égalité*, qui trouvaient étrange l'intervention d'anarchistes dans des affaires de caractère exclusivement national.

Attitude de Bakounine. — Bakounine suivit les

événements avec passion. Tout en se consacrant au mouvement socialiste international, il n'avait jamais cessé d'attacher le plus grand intérêt au caractère particulier de chaque nation et d'y voir un facteur important des événements historiques. Or, à cet égard, ses sentiments prépondérants consistaient en une haine violente contre l'Allemagne et en un amour passionné pour la France : « Ce Russe, cet » anarchiste, cet ennemi des patries, qui d'ailleurs » aimait la sienne comme il était facile de s'en aperce- » voir, connaissait bien l'histoire de l'esprit français, » le génie de la Révolution française. Il aimait la France, » et bien plus, il épousait les haines de la France et » souffrait de son abaissement (1). » Pour lui, notre patrie devait être un facteur essentiel de l'émancipation humaine, et donner le signal de la révolution sociale.

« Ce qui m'intéresse à cette heure, écrivait-il, ce n'est » pas le salut de la France comme grande puissance » politique, comme État, ni de la France impériale, » ni de la France royale, ni même de la République » française. Ce que je déplorerais comme un malheur » immense pour l'humanité tout entière, ce serait la » déchéance et la mort de la France comme grande » nature nationale, la mort de ce grand caractère » national, de cet esprit français, de ces instincts géné- » reux, héroïques, et de cette audace révolutionnaire

1. A. Richard, *Bakounine et l'Internationale à Lyon* (*Revue de Paris*, septembre 1896, p.148).

» qui ont osé prendre d'assaut pour les démolir toutes
» les autorités consacrées et fortifiées par l'histoire,
» toutes les puissances du ciel et de la terre. Si cette
» grande nature historique qui s'appelle la France
» venait à nous manquer à cette heure, si elle dispa-
» raissait de la scène du monde ; ou ce qui serait
» pis encore, si cette généreuse et intelligente nation
» de la hauteur sublime où l'avaient placée le travail
» et le génie héroïque des générations passées, tom-
» bait tout d'un coup dans la boue, continuant de
» vivre comme esclave de Bismarck, un vide immense
» se ferait dans le monde, ce serait plus qu'une catas-
» trophé nationale, ce serait un malheur, une déchéance
» universelle (1). » Et ailleurs « ce que je déplore, c'est
» le silence qui sera imposé à cette grande voix de la
» France, qui annonçait à tous ceux qui souffraient et
» qui étaient opprimés, la liberté, l'égalité, la fraternité,
» la justice. Il me semble que quand ce grand soleil de
» France s'éteindra, il y aura éclipse partout » (2), et
dans une formule qui résume très bien toutes ses
idées sur ce point : « La cause de la France est rede-
venue celle de l'humanité » (3).

La défaite de la France entraînerait, en effet, des conséquences mondiales. Elle permettrait à la domination de l'Allemagne, peuple, par excellence, autoritaire et réactionnaire, de se faire sentir dans toute

1. *Lettre à un Français (suite)*. (*Œuvres*, t. IV, p. 25).

2. *Manuscrit de 114 pages rédigé à Marseille*. (*Œuvres*, t. IV, p. 154-155).

3. A. Richard, même article, p. 145.

l'Europe ; et de peser, avec une force toute particulière, sur la France, dont le gouvernement futur, quel qu'il fût, dépendrait indirectement de celui de la Prusse. Or, ce que celui-ci exigerait de lui avant tout, ce serait d'imposer aux sociétés ouvrières un régime très rigoureux, pour les empêcher de communiquer leur passion révolutionnaire aux Allemands. La direction du mouvement socialiste n'appartiendrait donc plus à la France qui la possédait jusqu'ici et qui lui donnait une orientation sérieusement révolutionnaire. Elle passerait entre les mains des militants allemands.

Cette perspective, qui ne pouvait que réjouir Marx, désespérait Bakounine : le peuple allemand, disait-il, n'a pas l'instinct de la liberté ; il n'a pas pu entrer dans le mouvement de l'Internationale, sans affaiblir le caractère extrêmement large, libertaire et révolutionnaire de son programme ; il n'a pas manqué d'y introduire des principes absolument étrangers de patriotisme, d'étatisme, de parlementarisme, de réformisme ; il a trouvé le moyen de transformer le programme de l'Internationale en celui de la Sozial-Demokratie ! Si le mouvement socialiste subissait une telle déviation, la révolution sociale se trouverait ajournée pour une très longue durée, il y aurait encore, croyait Bakounine, pour un demi-siècle au moins de misère et d'esclavage dans toute l'Europe. Il fallait s'opposer, par tous les moyens, à un tel malheur et, pour cela, combattre énergi-

quement pour le salut de la France : « Je pense, écri-
» vait-il, que c'est aujourd'hui un devoir sacré pour
» tout homme qui aime la liberté et qui veut le
» triomphe de l'humanité sur la brutalité, qui veut
» l'émancipation de son propre pays, de venir, quel
» que soit d'ailleurs son pays... prendre part à cette
» lutte démocratique du peuple français contre l'inva-
» sion du despotisme germanique (1). » Et lorsqu'il
préparait le mouvement révolutionnaire de Lyon,
il écrivit à son ami A. Richard : « En faisant du
» patriotisme, nous travaillons pour la liberté univer-
» selle (2). » Bakounine considérait qu'il était impos-
sible pour la France de se sauver par des moyens
réguliers. Il reprochait aux membres du Gouvernement
de la Défense nationale, d'être avant tout des bour-
geois, « ils aiment beaucoup leur patrie, écrivait-il,
» mais ils aiment encore davantage la civilisation
» bourgeoise, malgré qu'elle se présente aujour-
» d'hui si mesquine et si impuissante entre les deux
» grandes barbaries qui menacent de l'écraser dans
» leur lutte : la barbarie du passé, représentée par
» les baïonnettes prussiennes, et la barbarie popu-
» laire portant en ses flancs la régénération sociale
» du monde (3) ».

Ce gouvernement est dominé par la peur de la

1. *Manuscrit de 114 pages, rédigé à Marseille (Œuvres, t. IV, p. 155).*

2. Lettre à A. Richard, même article, p. 145.

3. *Manuscrit de 114 pages, rédigé à Marseille (Œuvres, t. IV, p. 100).*

révolution sociale ; pour l'empêcher d'éclater, il a dû s'appuyer sur des bourgeois de toute opinion, sur des fonctionnaires honnis et incapables du régime impérial. D'autre part, comme beaucoup de Français, ses membres ont, avant tout, le culte de l'État et n'ont pas confiance dans l'effort libre des populations. Mais ils n'ont aucun titre régulier à l'administration de la France : élus par le peuple de Paris, ils étaient chargés uniquement de le défendre contre l'invasion et n'avaient pas à donner de direction politique à la province. Depuis son investissement, « Paris n'est plus la capitale politique », c'est « une » ville assiégée, un camp, la dernière forteresse de » la France » (1) ; la province doit donc refuser de lui obéir, reprendre toute son indépendance. Ses habitants doivent renverser l'État dont l'action ne peut plus que les gêner, « il ne peut plus les défendre, » et ne pouvant rien pour leur défense, continuant à les » paralyser de tout le poids de son corps inanimé et » inerte, il continue de les empoisonner par les éma- » nations bureaucratiques, bonapartistes, jésuitiques, » bourgeoises et réactionnaires de toute sorte, que son » cadavre exhale. Il les asphyxie, les étouffe, les » écrase » (2). En réalité, « la France officielle ayant » cessé d'exister, il ne reste plus que la France du » peuple, plus d'autres forces et de moyens de défense » que l'énergie révolutionnaire du peuple ; plus

1. Manuscrit de 114 pages. (*Œuvres*, t. IV, p. 121).

2. Manuscrit de 114 pages. (*Œuvres*, t. IV, p. 123).

» d'autres juges que la justice du peuple ; plus d'autres
» finances que les contributions volontaires ou forcées
» des classes riches, et plus d'autre constitution, d'autre
» loi, d'autre Code que celui du salut de la France » (1).
Les bourgeois ne sont pas capables de prendre la tête
du mouvement, car il doit aboutir à la liquidation du
droit qui protège leurs privilèges économiques.
D'autre part, ils ne comprennent rien en dehors de
l'État. « Le maximum de leur idéal, de leur imagi-
» nation et de leur héroïsme, c'est l'exagération révo-
» lutionnaire de la puissance et de l'action de l'État au
» nom du salut public (2) ». L'initiative révolutionnaire
doit partir des ouvriers des villes ; ce sont eux qui don-
neront le signal de la révolution, car ils sont décidés
à tout faire pour la défense de leur patrie ; « beaucoup
» d'entre eux, et précisément la plus grande partie
» de ceux qui sont membres de l'Association Inter-
» nationale des Travailleurs ont la pleine conscience
» de la haute mission qui incombe aujourd'hui au pro-
» létariat de France... (3), savent qu'ils sont respon-
» sables du salut de la France non seulement vis-à-vis
» de la France, mais vis-à-vis du monde entier » ;
ils se mettront donc à la tête du mouvement « s'ils ont
» du sang dans les veines, de l'énergie dans le cœur,
» et de la force dans les bras ; s'ils sont des hommes
» vivants, des socialistes révolutionnaires et non des

1. *Ibidem.* (Œuvres, t. IV, p. 151).

2. *Lettres à un Français* (Œuvres, t. II, p. 87).

3. *L'Empire Knouto-Germanique* (Œuvres, t. II, p. 293-294).

» doctrinaires socialistes » (1). Ils peuvent compter sur l'alliance des paysans, qui sont très patriotes et qui participeront à la révolution, pourvu que celle-ci soit surtout dirigée contre la grande propriété foncière et qu'elle leur assure la suppression des hypothèques. Que, dans chaque commune, le peuple se lève pour sa défense, pour reconquérir la liberté de ses mouvements et détruire toutes les institutions existantes qui s'y opposeraient, en dehors de toute règle, des cadres de l'organisation politique, pour la liquidation de l'État et l'abolition du régime juridique. Qu'il proclame ensuite la déchéance de toutes les municipalités et leur remplacement, dans chaque commune, par des comités du salut de la France ; que leurs délégués se réunissent en un lieu quelconque du territoire pour constituer une convention nationale qui devrait avoir, comme organe exécutif, un Comité central du Salut, « ce serait le vrai, le seul gouvernement légitime de la France », seul en état de la sauver (2). Il ne reste plus à la France d'autre arme pour sauver son indépendance et pour repousser l'invasion étrangère, « mais c'est une arme terrible, qui se montrera à elle seule plus puissante que toutes les armées du roi Guillaume, et au besoin même que toutes les armées réunies de tous les despotes de l'Europe ! la Révolution !... cette chose et ce mot feront

1. *Lettres à un Français*, (*Œuvres*, t. II, p. 87).

2. *Manuscrit de 114 pages*. (*Œuvres*, t. IV, p. 126).

« surgir des profondeurs populaires de tous les pays
» des millions de défenseurs, d'amis et de frères alliés
» de la France » (1). C'est ainsi que de l'excès du mal
de la France, Bakounine attendait l'émancipation de
l'humanité tout entière, qu'il voyait le moyen de faire
surgir d'une guerre nationale le monde nouveau, dont
il rêvait la constitution.

Bakounine à Lyon. — Il croyait que, Paris ne pouvant avoir d'autre souci que celui de sa défense, le signal de la révolution devait partir de Lyon ou de Marseille. La ville de Lyon conservait, en effet, toute son indépendance et devenait, par le fait même du siège de Paris, la ville libre la plus importante de France. Il pensait qu'un mouvement qui y aurait son point de départ aurait les plus grandes répercussions sur l'ensemble du pays et pourrait forcer les Prussiens à débloquer Paris. Mais il fallait se hâter, et, sans attendre que les troupes allemandes aient occupé le sud-est de la France, opposer à leur invasion triomphante la puissante digue de la révolution populaire.

Il se sentait d'autant plus attiré vers la ville de Lyon qu'il y était très connu, qu'il y avait des relations étroites avec les principaux militants et notamment avec A. Richard, G. Blanc et L. Palix, et que, d'autre part, le mouvement de l'Internationale y avait pris une telle envergure que l'on pouvait appeler

1. *Ibidem.* (*Œuvres*, t. IV, p. 157-158).

Lyon, la « capitale du socialisme français » (1). La population ouvrière, très nombreuse et très concentrée, y avait été de tout temps très révolutionnaire. Bakounine voyait dans cette grande cité industrielle la réunion des éléments prolétaires qui, d'après lui, devaient sauver la France par la révolution sociale. Dès la fin du mois d'août, il entretint avec A. Richard une correspondance régulière où il envisageait la possibilité d'une telle insurrection.

Après la chute de l'Empire, il donna à son plan une plus grande précision. Les socialistes lyonnais hésitaient à se lancer dans une aventure de cette importance : avant la déclaration de guerre, leur Fédération avait subi une crise importante, car des poursuites avaient été entamées contre ses membres sur les ordres d'Émile Ollivier ; depuis cette époque, elle n'était pas parvenue à se reconstituer, beaucoup de ses membres étant allés combattre les Allemands. L'établissement du Gouvernement de la Défense Nationale avait provoqué à Lyon une très grande effervescence : un Comité du Salut public et un Comité de Sûreté générale s'étaient organisés. Leurs membres, qui étaient très avancés, n'étaient pas en majorité socialistes : le Comité de Salut public ne contenait que cinq adhérents à l'Internationale, en présence de soixante révolutionnaires, opposés à leurs idées. En même temps, se tenaient de nombreuses réunions

1. C'est Benoît Malon qui lui donna ce nom. (A. Richard, article cité, p. 136).

publiques; ceux qui y prenaient la parole étaient surtout des Jacobins, ou de vieux philosophes, socialistes de cabinet qui ne comprenaient rien au mouvement nouveau, qui « n'avaient pas la moindre idée » qu'un mouvement démocratique même ouvrier tendit » à autre chose qu'à agir sur le gouvernement ou à s'en » emparer » (1).

Depuis le 15 septembre, avait été élu un Conseil municipal, dont la composition donnait satisfaction aux radicaux de la ville. Ces conditions rendaient fort improbable le succès d'un mouvement anarchiste et les socialistes de Lyon n'étaient nullement décidés à entreprendre l'aventure avant l'arrivée de Bakounine. Celui-ci, avec son ardeur naturelle, tenait à tenter un effort sérieux avant de se décourager. Le 18 septembre, il arrivait à Lyon et entra immédiatement en rapports avec les divers groupes révolutionnaires de la ville, cherchait à reconnaître parmi leurs membres des hommes en qui il pût avoir confiance et à éliminer les autres. Il créait immédiatement un Comité central du Salut de la France (2), dont tous les membres étaient socialistes et qu'il mit en relations étroites avec le Comité central de la Fédération de l'Internationale. Il chercha aussi à s'attirer le concours du général Cluseret, cet aventurier fantasque, dont la vanité extrême ne devait

1. A. Richard, article cité. *Revue de Paris*, 1^{er} septembre 1896 p. 146.

2. Ses membres étaient : G. Blanc, Beauvoir, Palix, A. Richard, Parraton, Charvet, Placet.

pas lui rendre grand service. Le mouvement se précipita : les événements militaires, qui se succédaient dans le reste de la France, montraient la nécessité d'une action immédiate.

Dans de nombreuses réunions publiques, le programme se précise : le mouvement devait aboutir à la destitution de toutes les autorités civiles et militaires, au remplacement des généraux par des officiers librement élus par leurs soldats, au prélèvement de contributions forcées sur les riches ; le comité devait faire appel à l'énergie révolutionnaire de tous les Français, pour les engager à organiser leur défense en dehors de tous les cadres réguliers. Certains conseillers municipaux, quelques officiers, un commissaire de police approuvaient le mouvement, ou du moins s'engageaient à ne pas le contrarier. Sa date fut fixée au 28 septembre ; il devait avoir pour prétexte une manifestation d'ouvriers employés sur des chantiers nationaux, dont les salaires venaient d'être réduits de 3 francs à 2 fr. 50 ; ceux-ci se réuniraient pour aller porter en masse leurs doléances au Conseil municipal et le Comité central profiterait du moindre incident pour faire naître une révolution conforme à ses désirs. Dans la nuit du 27 septembre furent apposées deux affiches : l'une conviait les citoyens à une manifestation, qui aurait pour but de demander aux autorités de prendre les mesures les plus énergiques et les plus efficaces pour assurer la défense nationale, l'autre qui était inspirée évidemment par

Bakounine, donnait au mouvement sa véritable signification. Elle déclarait que l'État, devenu impuis-
sant, était aboli, que « la justice du peuple prenait la
» place de tous les tribunaux criminels et civils,
» que tous les impôts étaient remplacés par le prélè-
» vement sur le riche au nom des communes fédérées
» de toutes les sommes nécessaires au salut de la
» France » ; que « l'État, étant déchu, ne pourrait plus
» intervenir dans le paiement des dettes privées ». Les municipalités existantes devaient être, partout, remplacées par des Comités du Salut de la France « exerçant tous les pouvoirs sous le contrôle immédiat
» du peuple » ; chaque Comité de chef-lieu de département était invité à envoyer deux délégués pour former la Convention révolutionnaire du Salut de la France, qui se réunirait à l'Hôtel de Ville de Lyon « comme étant la seconde ville de France et le plus à
» portée de pourvoir énergiquement à la défense du
» pays. » Elle annonçait finalement que « cette Con-
» vention, appuyée par le peuple entier, sauverait la
» France ». L'insurrection avait donc pour but de réaliser les idées exprimées par Bakounine dans ses lettres et dans ses brochures.

La journée du 28 septembre. — Le 28 septembre à midi, le mouvement commença ; les ouvriers des chantiers nationaux se réunirent au nombre d'à peu près dix mille sur la place des Terreaux, avec l'intention d'obliger le Conseil municipal à

recevoir une délégation, chargée de lui transmettre leurs doléances. Le Comité aurait voulu le mettre en demeure d'accepter les termes de l'affiche ou de se dissoudre.

Les ouvriers apprirent que le conseil municipal n'était pas encore en séance. Alors l'agitateur Saigne envahit l'Hôtel de Ville ; il fut suivi par un certain nombre de membres du Comité du Salut, parmi lesquels on remarquait Bakounine, Cluseret, qui fut nommé commandant en chef des forces révolutionnaires et par les ouvriers les plus énergiques. Saigne et Cluseret firent du haut du balcon de l'Hôtel de Ville de violents discours aux ouvriers, puis Cluseret partit pour les faubourgs populaires de la Croix-Rousse, avec l'intention de provoquer une intervention des canuts. Pendant ce temps-là, la résistance s'organisait, la garde nationale bourgeoise se rassemblait, ses officiers se montraient disposés à réprimer sévèrement l'émeute, et parvinrent à faire prisonnier Bakounine. Cet incident émut considérablement les masses populaires, qui vinrent le délivrer, arrêtaient le préfet du Rhône. Challemel-Lacour, dissolvèrent le Conseil municipal et mirent en prison certains de ses membres. Pendant quelque temps, on put croire l'émeute victorieuse : le Comité du Salut de la France prit possession de l'Hôtel de Ville, se constitua en Conseil révolutionnaire et rédigea un certain nombre d'actes, dont aucun ne reçut d'exécution. Le succès ne devait pas durer longtemps : malgré

tous ses efforts, Bakounine ne parvint pas à amener un conflit entre les ouvriers et la garde nationale bourgeoise, et celle-ci put préparer librement la résistance à l'émeute. Cluseret ne fit pas à la Croix-Rousse ce qu'on attendait de lui ; au lieu d'appeler les canuts à la révolution, il les engagea au calme et les fit descendre sans armes sur la place des Terreaux. Le Comité dut se résigner à sa défaite ; ils ne se sentaient pas soutenu par le peuple, qui ne voyait pas la nécessité de ce mouvement ; faute de ce concours indispensable, celui-ci n'apparaissait plus que comme le coup de main d'une poignée d'agitateurs. La réalité était donc loin de répondre aux espérances de Bakounine. Le soir, le Conseil municipal reprit possession de sa salle de séances ; les membres du Comité du Salut durent le laisser faire, car le succès ne leur paraissait plus possible. Le Conseil municipal accordait aux ouvriers des chantiers nationaux l'augmentation des salaires réclamée, promettait de faire tout son possible pour qu'il n'y eût pas de poursuites, se refusait à accepter de proclamer la déchéance de l'État, comme le proposait le Comité, car il considérait que ce serait sortir de ses attributions. Ainsi échoua, assez piteusement, le premier mouvement réellement anarchiste.

Bakounine n'était pas homme à se décourager immédiatement. Il continua à croire que l'insurrection de Lyon aurait pu réussir, et que son échec n'était dû qu'au manque d'énergie de Cluseret. Il

alla, alors, à Marseille voir s'il pourrait y faire quelque nouvelle tentative mais il y trouva l'Internationale complètement désorganisée et dut reconnaître qu'une émeute n'y aurait aucune chance de succès. Cette constatation le plongea dans un profond désespoir. « Adieu, » écrivait-il, la liberté, le socialisme, la justice pour » le peuple et pour le triomphe de l'humanité. Tout » cela pouvait sortir du désastre actuel de la France. » Tout cela en serait sorti si le peuple de France, si » le peuple de Lyon l'avait voulu (1). » Il déclarait à son ami Sentiñon qu'il n'avait plus aucune foi dans la révolution en France. « Ce pays n'est plus révolutionnaire du tout, disait-il. Le peuple lui-même y » est devenu doctrinaire, raisonneur et bourgeois » comme les bourgeois (2) ». La victoire définitive de la Prusse acheva de le désoler. « Je quitte ce pays avec » un profond désespoir dans le cœur, écrivait-il à Sentiñon. J'ai beau m'efforcer à me persuader du contraire, je crois bien que la France est perdue, » livrée aux Prussiens par l'incapacité, la lâcheté et » la cupidité des bourgeois (3) » ; et à Esquiros : » Si la Prusse l'emporte, c'en sera fait de l'humanité européenne au moins pour cinquante ans, » pour nous autres, vieux, il ne nous restera plus » qu'à mourir (4). » Le spectacle de la Commune

1. *Lettre à Palix*, (*Œuvres*, t. IV, p. 78).

2 et 3. Cité par Guillaume. *Avant-Propos à l'Empire Knoudt-germanique*, *Œuvres de Bakounine*, t. II. p. 275).

4. *Lettre à Esquiros*. (*Œuvres*, t. IV, p. 233).

devait réveiller vivement cette énergie défaillante, montrer à Bakounine qu'il y avait encore des révolutionnaires en France.

L'Internationale pendant la Commune. — Les illusions, que se sont faites beaucoup de publicistes sur l'importance du rôle de l'Internationale pendant la Commune, sont maintenant à peu près dissipées. On commence à déterminer avec plus de précision la part exacte qu'elle y a prise ce n'est pas elle qui a préparé longtemps à l'avance ce triste mouvement ; ce n'est pas elle, non plus, qui l'a fait éclater ; elle n'est pas parvenue à y faire dominer ses tendances. Après la guerre, la Fédération parisienne, complètement désorganisée, manquant d'argent, était hors d'état de prendre l'initiative d'une insurrection sérieuse.

Elle n'eut, au début, que de la défiance pour le Comité central de la Garde nationale, quoiqu'il tint ses séances dans le même local qu'elle, rue de la Corderie, et que certains socialistes fissent à la fois partie des deux institutions. Lorsque l'émeute éclata au 18 mars, elle ne s'était pas encore nettement prononcée en sa faveur et ce ne fut qu'après le départ du gouvernement régulier qu'elle se décida à participer au mouvement. Elle soutint, ensuite, ardemment la cause de l'insurrection, condamnant sévèrement et sans égards pour les services rendus, Tolain qui continuait à siéger à l'Assemblée de Versailles. Lors de la prépa-

ration des élections à la Commune, elle opposa sa liste de candidats à celle des Jacobins et des Blanquistes. L'Assemblée insurrectionnelle comptait, parmi ses membres, dix-sept adhérents à l'Internationale, parmi lesquels figuraient les plus intelligents des socialistes français. Ils avaient, pour la plupart, des idées nouvelles sur le but et la portée de la Révolution, de sérieuses qualités d'administrateurs qui leur permirent de se rendre utiles dans différents postes (1) enfin certains d'entre eux avaient des sentiments beaucoup plus généreux et moins sanguinaires que leurs collègues. A ces divers points de vue, ils constituaient une élite, qui formait contraste avec les Jacobins et les Blanquistes, dont la plupart n'avaient pas les mêmes qualités ; ils étaient, dans la Commune, ce qu'on appela la minorité ; celle-ci s'opposa, sur beaucoup de points, aux autres membres de l'Assemblée, elle alla même jusqu'à rompre complètement avec eux, à l'occasion de la création du Comité de salut public. Ce fut dans cette seule circonstance que l'Internationale voulut intervenir comme corps constitué. Elle tint, à cette occasion, une séance extraordinaire le 20 mai, dans laquelle elle prit parti pour les membres de la minorité socialiste, tout en les invitant à faire tous leurs efforts pour maintenir l'unité de la Commune.

1. On connaît toute l'importance du rôle de Beslay à la Banque de France, de Varlin à l'Intendance, de Theisz aux Postes, de Frankel à la Commission du Travail et de l'Échange, de Camélinat à la Monnaie, etc.

Au point de vue socialiste, l'action de la Commission du travail, de l'industrie et de l'échange fut de beaucoup la plus importante : Franckel, Malon, Theisz y jouèrent un rôle capital (1) ; ils firent à l'Assemblée des propositions, qui furent toujours adoptées par elle sans opposition sérieuse. Les circonstances empêchèrent cette commission de tenter l'établissement d'un nouveau régime social et son œuvre consista surtout en réformes d'actualité et en essais de législation ouvrière, qui n'étaient pas spécifiquement socialistes.

Elle sollicita, à diverses reprises, la collaboration des sociétés ouvrières et des sections de l'Internationale, et se montra très bien disposée à leur égard. Par décret du 16 avril, elle décida que les ateliers abandonnés par certains patrons seraient rachetés par les associations coopératives des ouvriers qui y étaient employés. Cette mesure aurait pu être le point de départ d'une sérieuse réorganisation sociale, mais elle ne fut pas exécutée, par suite des événements qui survinrent plus tard. Notons qu'en principe ce décret reconnaissait le droit de propriété, puisque les patrons, dont les ateliers auraient été rachetés, auraient eu droit à une indemnité.

Au point de vue politique, la Commune n'eut pas

1. Les autres membres étaient Dupont, Avrial, Loiseau-Pinson, Eug. Gérardin, Puget. A partir du 20 avril, Franckel fut délégué à la Commission du travail et de l'échange.

Une nouvelle commission était composée de : Theisz, Malon Serraillet, Ch. Longuet, Chalain.

de doctrine cohérente et précise. Les Blanquistes pensaient que la révolution reprendrait les principes et les procédés de celle de 1793 ; et que Paris, restant capitale de la France, imposerait souverainement sa volonté à toute la province. La plupart des membres de l'Internationale voyaient là l'occasion d'affirmer, énergiquement, un certain nombre de principes socialistes et d'accomplir, dans l'organisation de la production, les réformes que les circonstances rendraient possibles ; ce qu'ils voulaient, c'était un gouvernement décidé à travailler sérieusement à l'émancipation économique du prolétariat et ils n'attachaient pas grande importance aux moyens qu'il emploierait pour atteindre ce but. Un petit groupe d'hommes (notamment Lefrançais, Arnould et aussi Beslay) croyaient que l'insurrection, à laquelle ils prenaient part, marquerait l'entrée de l'humanité dans une phase toute nouvelle, poserait les principes anarchistes qui devaient servir de base à une réorganisation sociale intégrale, déclarerait, « la guerre aux » vieilles conceptions de l'État unitaire, centralisateur, despotique, proclamerait l'autonomie des » groupements librement fédérés et l'avènement du » gouvernement le plus direct possible du peuple par » le peuple ». (1) Il y a un rapport évident entre cette doctrine communaliste, qui aboutissait à laisser aux communes une complète autonomie et à ne voir dans l'État que leur libre fédération, et le fédéralisme de

1. Arnould, *Histoire politique et parlementaire de la Commune*.

Proudhon ; on peut y voir aussi les principales idées du collectivisme, révolutionnaire. Ce fut cette doctrine qui inspira en partie la déclaration de la Commune au peuple français du 20 avril, rédigée, paraît-il, par P. Denis, qui était proudhonien. La Commune l'adopta à l'unanimité, mais dans des circonstances telles que ses membres ne devaient pas se soucier beaucoup des idées qui y étaient contenues.

En réalité, bien peu de membres de la Commune attachaient au mouvement la même portée anarchiste qu'Arnould et Lefrançais. Et l'on pourrait citer d'importantes mesures qui, inspirées par les idées étatistes et centralisatrices des jacobins et des blanquistes, faisaient perdre absolument à l'insurrection son caractère de révolution municipale.

Bakounine et Marx devaient, chacun de son côté, chercher à interpréter le mouvement dans le sens socialiste.

L'opinion de Bakounine. — Bakounine et ses amis suivirent le mouvement avec passion ; ils saluaient en lui une révolution franchement ouvrière, soutenue par l'ensemble du prolétariat et non inspirée par les théories de quelque célébrité doctrinaire ; pour eux, la Commune contenait les germes de la société future, son avènement constituait une affirmation éclatante des principes qui devaient servir de base à celle-ci, elle aboutissait, en effet, à la négation ; de l'État, au fédéralisme, assurait l'autonomie des

groupements sociaux qui, n'ayant d'autre règle d'association que leurs intérêts passagers, entreraient en relations les uns avec les autres, sans tenir compte des « questions de nationalisme et de territoire » (1). Le collectivisme s'était imposé à la Révolution du 18 mars; en réalité, c'était lui qui en constituait le fond et le but final, à ce point que des hommes qui n'étaient pas socialistes (les jacobins) avaient été forcés d'approuver des plans de réforme sociale, qui, au premier abord, paraissaient contraires à leurs idées. Certains hommes ont reproché à la Commune de n'avoir pas été suffisamment socialiste; ce ne sont pas les membres de l'Internationale qu'il faut en rendre responsables; ils savent, en effet, que la révolution sociale ne doit pas être l'œuvre de quelques individualités, et ils ont voulu laisser aux mouvements spontanés des masses le soin d'établir les rapports sociaux nouveaux. Or, l'ensemble de la population, qui, en France, a beaucoup trop le culte de l'État, n'était pas encore mûr pour la révolution; d'autre part, la majorité de la Commune était composée de jacobins, socialistes de fraîche date « bien plus extérieurement » entraînés qu'intérieurement convaincus » qui « ne » purent jamais sortir des généralités, ni prendre » une de ces mesures décisives qui eussent rompu à » jamais leur solidarité et tous leurs rapports avec le

1. *La Solidarité* du 12 avril 1871 d'après J. Guillaume, *op. cit.*, t. II, p. 143.

» monde bourgeois... ; ils furent paralysés et ils paralysèrent la Commune » (1).

Bakounine ne se fit jamais d'illusions sur l'issue fatale de la lutte engagée au 18 mars ; il trouvait que le mouvement était prématuré, s'inspirait trop des anciens procédés révolutionnaires, n'était pas suffisamment soutenu par la province, où les socialistes énergiques faisaient défaut, tandis qu'à Paris ils étaient trop nombreux et se gênaient mutuellement. La défaite de l'insurrection ne lui causa donc aucun étonnement, il fut enthousiasmé par la vigueur de la défense de Paris et vit clairement quel rôle allait jouer la légende de la Commune dans l'avenir du socialisme. « Quelle que soit l'issue, écrivait-il au mois d'avril, ils sont en train de créer un fait historique immense... malgré toutes les victoires militaires, la question sociale sera posée comme un fait énorme et indiscutable ! (2) »

Bakounine reconnaissait, dans la Commune, une expérimentation partielle des idées qui lui étaient chères.

Marx et la Commune. — Marx n'était pas dans le même cas : il avait, bien des fois, proclamé la nécessité de la substitution de la société économique à la société politique, sans jamais expliquer, de manière

1. *Préambule pour la seconde livraison de l'Empire knouto-germanique* (*Œuvres*, t. IV, p. 256-257).

2. *Lettre à Oganeff*, (16 Avril 1871), d'après J. Guillaume, *op. cit.*, t. II, p. 146.

précise, en quoi consisterait l'organisation de l'avenir ; certaines indications permettaient de supposer qu'il croyait que la production devrait être dirigée par un organe central, très autoritaire. Il n'avait jamais fait montre de tendances fédéralistes. La Commune lui fournit l'occasion d'affirmer que, lui aussi, il y adhérait. Il rédigea, au nom du Conseil Général, un document important, sous le titre de la *Guerre civile en France*. Après avoir résumé les faits et blâmé la brutalité avec laquelle le gouvernement de Versailles avait réprimé l'insurrection, il disait que la Révolution de 1848 avait prouvé que le règne de la bourgeoisie était terminé et que le prolétariat n'était pas encore en état de prendre sa place. Un gouvernement de transition était nécessaire : ce fut le second Empire. Sa chute marquait l'avènement du prolétariat comme classe gouvernante et, le 18 mars, celui-ci avait voulu s'assurer, dans la société, la place prépondérante à laquelle il avait droit. En établissant le régime fédératif, la Commune ne brisait pas l'unité nationale ; mais elle détruisait « tout organe central n'émanant pas directement du peuple, tout État se proclamant supérieur aux groupements régionaux, dont il n'était qu'une émanation et une excroissance » ; elle remplaçait l'ancienne organisation politique, despotique et centralisée par le « gouvernement de la classe ouvrière, résultat de la lutte entre la classe qui produit et celles qui s'approprient le produit des autres. Elle constituait « la forme politique enfin trouvée,

» sous laquelle le prolétariat était capable de réaliser
« l'émancipation du travail ».

Et, en effet, la Commune avait évidemment des tendances socialistes ; et si elle ne les avait pas manifestées aussi nettement qu'elle l'aurait désiré, c'était la faute des jacobins qui en faisaient partie, des aventuriers qui s'y étaient glissés, et pour qui Marx était très dur ; mais si elle s'était maintenue au pouvoir, elle n'aurait pas manqué d'assurer l'émancipation économique de la classe ouvrière, car « sa grande » mesure sociale était sa propre existence ». Marx finissait en flétrissant les procédés des gouvernements, qui avaient montré que tous leurs dissentiments, apparents ne les empêchaient pas de s'unir contre la révolution sociale ; en déclarant qu' « après » la Pentecôte 1871, il ne pouvait plus y avoir de paix » ni de trêve entre les travailleurs de France et ceux » qui s'approprient leurs produits », et en prédisant la victoire finale du prolétariat. En dernier lieu, il disait pourquoi le Conseil Général de l'Internationale jugeait de son devoir d'intervenir : la grande Association n'était pas la création artificielle d'agitateurs, désireux de provoquer des troubles dans le monde entier ; c'était « le résultat naturel de la misère du prolétariat et du » régime capitaliste, un lien entre les travailleurs les » plus avancés des divers pays du monde » elle devait donc intervenir « partout où, sous n'importe quelle » forme, ou dans quelles conditions, la lutte de » classes prenait consistance ».

Les idées, que Marx exprimait dans cet acte, se rap-

prochent singulièrement des opinions ordinaires de Bakounine; il faut pourtant remarquer qu'il ne voyait dans le fédéralisme qu'une forme politique nouvelle, devant assurer le gouvernement des producteurs sans rompre l'unité nationale; pour Bakounine, la Commune devait poser les bases d'une organisation sociale absolument nouvelle, dans laquelle il n'y aurait plus de gouvernement et où les patries n'existeraient plus. Ce sont là des différences sensibles, qui expliquent que le collectiviste russe ait refusé d'approuver pleinement l'acte du Conseil Général (1).

L'opinion socialiste générale. — Celui-ci était alors l'interprète de l'opinion socialiste tout entière : dans tous les pays, celle-ci avait pris parti, avec enthousiasme, pour les combattants du 18 mars. Par la voie de ses journaux, de ses meetings, elle créait leur légende, les posait en héros; les révolutionnaires du monde entier déclaraient approuver tous les actes des insurgés, quels qu'ils fussent. Il faut reconnaître que « jamais on n'avait vu dans le prolétariat et dans le » socialisme européens et américains, une telle fer-

1. Il alla même beaucoup plus loin; convaincu que Marx était communiste d'État, il déclara que les opinions qu'il exprimait dans *la Guerre civile en France* n'étaient pas sincères, qu'il avait renoncé à ses idées courantes pour se rapprocher de celles des collectivistes, pour qui le succès provisoire de la Commune constituait un triomphe; l'acte que Marx avait rédigé ne constituait donc qu'un travestissement « bouffon, mais forcé » de ses doctrines propres.

» vœur de sympathie et d'admiration pour un parti
» politique français (1). »

L'Internationale en France après la Commune. —

En France, beaucoup de membres de l'Internationale furent exécutés, notamment Varlin; l'Assemblée nationale ouvrit une enquête pour établir la part exacte que l'Internationale avait prise aux événements (2); la loi du 14 mars 1872 vint interdire, sous des peines très sévères, de faire partie de toute société ayant pour but « de provoquer à la suspension du » travail, à l'abolition du droit de propriété, de la » famille, de la patrie, de la religion ou du libre » exercice des cultes ». Une propagande secrète se poursuivait bien et certaines sections se reconstituaient, mais on peut dire qu'en définitive l'Internationale était morte en France; le mouvement socialiste, brusquement interrompu, ne devait reprendre son importance que beaucoup plus tard. Les Communards, qui avaient su échapper à la répression, constituèrent d'importants groupes à l'étranger; les socialistes (notamment Beslay, Pindy, Lefrançais, B. Malon, Claris, Montels, Dereure, Mégy) allèrent surtout en Suisse et reçurent l'hospitalité des collec-

1. B. Malon, *l'Internationale* (*Nouvelle Revue*, 15 février 1884, p. 750).

2. A propos du rôle de l'Internationale, de l'ensemble de ses idées et de son histoire, *l'Enquête sur les événements du 18 mars* contient une documentation des plus intéressantes. Nous recommandons notamment les dépositions de Tolain et de Dunoyer.

tivistes du Jura, les Blanquistes, à Londres, où ils allaient être admis dans le Conseil Général; des deux côtés, ils allaient prendre part aux discussions intestines de la grande Association.

TROISIÈME PARTIE

LA SCISSION DANS L'INTERNATIONALE

CHAPITRE PREMIER

LA CONFÉRENCE DE LONDRES ET SES CONSÉQUENCES

Sens général de cette lutte. — La défaite de la Commune avait eu pour résultat d'affaiblir considérablement l'Internationale en France, mais elle restait fortement organisée et très vivace dans certains pays étrangers. Ce n'est que dans les années qui suivirent immédiatement cette époque qu'elle devait perdre définitivement sa vigueur, pour disparaître finalement de la scène du monde : les dissensions intestines, qui éclatèrent entre ses membres, contribuèrent beaucoup à cette chute de la puissante Association.

Marx avait toujours rêvé de lui imposer sa direction doctrinale. Avec son orgueil extrême, il se considérait comme très supérieur à tous les autres socialistes et était persuadé que, si le prolétariat voulait réaliser plei-

nement son émancipation, il devait faire l'application intégrale de son programme particulier. Depuis son entrée au Conseil Général, il avait toujours cherché à étendre son influence et à accaparer la direction du mouvement socialiste. Il avait été fort mécontent du succès des mutuellistes aux deux premiers Congrès. Lorsqu'en 1868 il avait vu que les délégués réunis à Bruxelles étaient disposés à admettre le principe de la propriété collective, il avait pu croire qu'il n'aurait pas de peine à leur imposer ses doctrines. Il dut s'apercevoir qu'il s'était trompé; l'échec de sa proposition sur la question de l'héritage (Bâle, 1869) lui fut une cruelle blessure d'amour-propre. Il crut pourtant qu'il pourrait encore saisir l'influence qui lui avait échappé jusqu'ici. Il jouissait, au sein du Conseil Général, d'une place privilégiée, que personne ne songeait à lui contester. Il pensait qu'il pourrait faire augmenter considérablement les attributions du Conseil Général, le soustraire à l'action des Congrès de manière à en faire son instrument personnel où ne seraient admis que ses partisans. Il pourrait, ensuite, avec leur secours faire de cet organe un véritable comité directeur, imposant ses volontés à tous les membres de l'Internationale, pouvant en exclure tous ceux qui prétendraient ne pas s'y soumettre.

Il fonderait, ensuite, dans tous les pays des partis socialistes qui seraient en relations étroites avec le Conseil Général et travailleraient partout, sous sa direction, à la conquête du pouvoir politique au nom du prolétariat.

Les autres membres de l'Internationale n'étaient pas disposés à admettre ces prétentions.

Les ouvriers commençaient à se défier de ceux qui voulaient leur imposer leur direction. Ils se croyaient capables de s'occuper eux-mêmes de leurs propres affaires et pensaient n'avoir besoin des conseils de personne pour donner à leur action l'orientation qui leur paraissait conforme à leurs intérêts. C'était ce nouvel état d'esprit qui avait inspiré les premières déclarations de l'Internationale. Celle-ci devait être une fédération de sociétés ouvrières, dont chacune avait le droit de s'organiser et de se diriger d'après ses idées propres, d'adopter les opinions théoriques et l'attitude pratique qui conviendraient le mieux à sa situation particulière. D'après cette conception, le Conseil Général devait avoir des attributions administratives très limitées, servir seulement de bureau de statistique et de correspondance. Cette autonomie des sections avait paru absolument nécessaire à la plupart des fondateurs de l'Internationale, notamment aux mutuellistes français. Les collectivistes avaient des raisons particulières pour désirer le maintien de ce principe ; nous avons vu qu'ils croyaient que l'Internationale devait fournir les éléments de la société de l'avenir, or ils désiraient ardemment que celle-ci assurât la parfaite indépendance des groupements locaux et la suppression de toute autorité, ils voulaient donc, aussi, que la grande Association des travailleurs, qui devait en fournir le

modèle, fût fédérative et décentralisée. D'autre part, ils ne croyaient pas que les sections eussent intérêt à mener une action politique commune ; elles ne devaient, d'après eux, s'associer que sur la base de la solidarité économique ; l'organe, qui devait leur servir de lien, devait avoir comme seule mission de rendre celle-ci plus étroite et plus efficace en faisant fonction de bureau de correspondance et de renseignements ; ils étaient fermement résolus à repousser toute autre prétention de sa part, à l'empêcher d'imposer sa direction à tous les socialistes.

Pendant les premières années de son fonctionnement, le Conseil Général s'était maintenu dans ses attributions administratives. Le Congrès de Bâle lui avait conféré une véritable autorité disciplinaire. Les Belges, pour la plupart sérieusement collectivistes, avaient compris qu'il pourrait en abuser, ils avaient essayé de communiquer leur méfiance aux autres délégués, mais ceux-ci n'avaient pas tenu compte de ces avertissements. Bakounine et les Jurassiens avaient voté, sans hésitation, la réforme proposée (1). Ils commencèrent à s'en repentir, lorsqu'ils s'aperçurent que le Conseil Général profitait de ses nouvelles attributions, pour les condamner avec une partialité évidente. Les Espagnols et les Italiens allaient

1. Ils ont expliqué, plus tard, les raisons de cette grave imprudence, en disant qu'en 1869 ils étaient loin de soupçonner les velléités dictatoriales du Conseil Général ; ils croyaient, au contraire, trouver parmi ses membres, sérieusement socialistes, un appui nécessaire pour leur lutte contre les Genevois.

aider les Jurassiens et les Belges, faire des efforts pour que les réformes néfastes du Congrès de Bâle fussent annihilées et que le Conseil Général subît une importante réduction dans ses attributions. Les circonstances actuelles leur prouvaient, encore mieux, la nécessité de faire de sérieuses tentatives dans ce sens. Le rôle qu'avait joué l'Internationale pendant la Commune avait attiré sur elle l'attention des publicistes. Beaucoup d'entre eux l'avaient présentée comme une organisation très centralisée, très autoritaire, dirigée souverainement par un petit groupe d'hommes, qui faisait exécuter toutes ses volontés par les masses ouvrières. Les collectivistes tenaient donc à éviter tout acte qui pût donner à ce bruit des fondements sérieux, qui eût pour résultat de faire de l'Internationale ce qu'elle n'était pas encore, mais ce que ses adversaires lui reprochaient d'être déjà.

La lutte qui allait s'engager après la Commune est donc très complexe et devait avoir des causes multiples : celle qui apparaît comme la plus importante et la plus facile à saisir, c'est le désaccord au sujet de l'organisation de l'Internationale et du rôle du Conseil Général.

A cette première question s'en rattache intimement une autre, qui a trait à la nature de l'action ouvrière : celle-ci sera-t-elle politique et économique, ou exclusivement économique, nationale ou internationale ? aura-t-elle pour objet la conquête du pouvoir politique

ou sa destruction? Ce second débat en entraîne un troisième relatif à l'organisation de la société future, pour savoir si celle-ci sera fédérative ou hiérarchisée, si l'harmonie sociale se dégagera spontanément des rapports entre associations libres ou sera imposée par une administration supérieure à elles? Voilà toutes les graves questions à l'occasion desquelles le combat allait se livrer entre les communistes et les collectivistes. La haine personnelle que Marx et Bakounine n'avaient cessé d'avoir l'un pour l'autre, allait lui faire perdre quelque peu son caractère théorique, le faire dégénérer souvent en querelles personnelles, et pousser du côté des collectivistes beaucoup de socialistes, qui ne partageaient pas leurs opinions. Tout cela n'allait pas empêcher le fond doctrinal de ces discussions de finir par se dégager; et, pour la première fois, on allait se trouver en présence d'une des plus graves questions que le socialisme contemporain eût eu à résoudre.

Les préliminaires de la lutte. — Depuis un certain temps, la lutte était inévitable et Bakounine se déclarait décidé à l'entreprendre. Le Congrès, qui devait se réunir en septembre 1870 et qui avait d'abord été convoqué à Paris, puis à Mayence, aurait pu en fournir l'occasion. Mais la guerre, dont les opérations se poursuivaient à ce moment, empêcha les socialistes de tenir leur réunion annuelle (1) et les obli-

1. C'est du moins la raison que Marx a donnée de la suppression du Congrès de 1870. Guillaume dit que cette raison n'est pas la

gea de le remettre à l'année 1871. Il était impatientement attendu : les Jurassiens croyaient que ses membres pourraient donner leur opinion sur la scission de la Fédération romande et espéraient que leur situation s'en trouverait régularisée. Ils pensaient, d'autre part, que les délégués de la grande Association pourraient traiter à fond la question des rapports entre l'action politique et le mouvement économique et indiquer, clairement, quelle tactique leur paraissait la meilleure, à cet égard. Un nouvel incident devait, également, attirer l'attention des membres du Congrès : au mois d'août 1871, pour enlever au conflit de la Fédération romande toute cause apparente, pour bien montrer la mauvaise volonté des Genevois, Joukovsky décidait, malgré l'avis de Bakounine, de dissoudre la section de l'Alliance de la Démocratie Socialiste ; deux de ses membres entraient, aussitôt, dans un nouveau groupement, que venaient de fonder à Genève les réfugiés de la Commune sous le nom de Section d'action et de propagande révolutionnaire socialiste. Cette nouvelle association avait pour but de réunir les proscrits français sur un programme collectiviste-révolutionnaire, ses membres se réservaient toute leur liberté d'action d'après le principe de l'autonomie des sections et prétendaient conserver leur neutralité

vraie ; il assure que Marx, craignant de ne pas sortir victorieux des débats de ce Congrès, engagea une société ouvrière du Brunswick à en demander la suppression, que le Conseil Général ne pouvait pas décider de sa propre autorité.

entre les Genevois et les Jurassiens. Cette section sollicita du Conseil Général son admission dans l'Internationale. Celui-ci demanda au Comité central des sections de Genève de lui dire ce qu'il pensait du nouveau groupement. Les Genevois déclarèrent qu'il constituerait certainement une nouvelle cause de trouble et de désorganisation, car il avait les mêmes principes que l'ancienne section de l'Alliance et faisait appel au même personnel. Le Conseil Général refusa donc de l'admettre. A trois reprises différentes, la section des proscrits renouvela sa demande sans plus de succès. Elle pensait que la question pourrait être traitée par le Congrès. Or, vu les circonstances, le Conseil Général annonçait qu'il n'en convoquerait pas, et qu'il réunirait, à sa place, une Conférence à Londres, semblable à celle qui s'était déjà tenue en 1865.

Après avoir hésité, le Comité Fédéral de Saint-Imier (1) décida de ne pas y envoyer de délégués.

Ses membres se contentèrent de rédiger une longue lettre, pour demander à la Conférence de ne pas se prononcer sur la scission de la Fédération romande ; d'après eux, cette question présentait une telle importance, un intérêt si général, qu'elle méritait d'être tranchée par un Congrès régulier, la Conférence

1. Dans leur Congrès d'avril 1871, les sections jurassiennes avaient transféré à Saint-Imier le Comité Fédéral, créé l'année précédente par la majorité des délégués du Congrès de la Chaux-de-Fonds.

devait seulement demander au Conseil Général d'ouvrir une enquête impartiale et de convoquer, le plus tôt possible, un Congrès, qui jugerait souverainement.

La Conférence de Londres. — La Conférence de Londres se tint du 17 au 23 septembre. Elle réunit vingt-trois socialistes. Les délégués des sections étaient les moins nombreux : parmi eux figuraient Anselme Lorenzo, représentant du Comité Fédéral espagnol, et six délégués belges qui étaient impartiaux. H. Perret et Outine, qui avaient été envoyés par les sections genevoises de la Fédération romande, étaient les adversaires implacables des Jurassiens, contre qui ils avaient déjà pris parti avec ardeur.

Les autres étaient des membres du Conseil Général, que l'on pouvait répartir en trois groupes : le premier (Engels, Jung, Eccarius) formait, autour de Marx, un cortège d'amis dévoués et d'admirateurs ; le second (Hales, Rochat, Rottershead, Cohn, Zabicki) comprenait des personnalités qui n'étaient pas au courant de la question ; le troisième (Serraillier, Vaillant, Franckel) était composé d'anciens membres de la Commune, que le Conseil Général s'était adjoints, comme il en avait le droit ; comme ils connaissaient mal les affaires de l'Internationale et avaient sur l'organisation ouvrière des conceptions franchement opposées à celles des collectivistes, ils devaient adhérer, sans difficulté, aux idées de Marx, et admettre sa manière

de voir. Le Marseillais Bastelica avait une certaine sympathie pour les Jurassiens, Robin devait essayer de justifier leur attitude. Dès le début, la Conférence fit l'impression aux esprits impartiaux de n'avoir aucun caractère sérieux et de ne faire aucun effort pour voir les choses, telles qu'elles étaient en réalité. L'Espagnol Anselmo Lorenzo avait quitté son pays avec une profonde admiration à l'égard de Marx, il exprima, en revenant chez lui, son douloureux étonnement d'avoir trouvé, « à la place des grands pen- » seurs, des héroïques défenseurs des travailleurs, » des enthousiastes propagandistes des idées nou- » velles » qu'il comptait voir, « de profondes ran- » cunes et de terribles inimitiés entre ceux qui auraient » dû être unis par une seule volonté pour atteindre » un même but ».

« Je puis affirmer », dit-il ailleurs, « que toute la » substance de la Conférence se réduisit à affirmer la » prédominance d'un homme, qui se trouvait présent : » Karl Marx, à l'encontre de celle qu'était supposé » vouloir exercer un autre homme, Michel Bakounine, » absent... Il n'était pas question de constituer une » force révolutionnaire et de lui donner une organisa- » tion en adoptant une ligne de conduite qui allât » strictement à son but, mais de mettre une grande » réunion d'hommes au service d'un chef (1). » Et, dans une lettre à Joukovsky, Bastelica dénonçait au

1. Anselmo Lorenzo, *El proletariado militante*, p. 314-322, d'après la traduction de J. Guillaume, *L'Internationale*, t. II, p. 200-201.

sein de l'Internationale « un complot habilement, » savamment, patiemment conçu et dirigé qui, dit-il, s'il » réussit un jour, nous mènera à la dictature de » quelques-uns sans espoir pour nous de la briser » jamais » (1). Tout travail sérieux fut écarté. Robin qui aurait désiré montrer à la Conférence la véritable portée de la scission de la Fédération romande, reçut un accueil tellement hostile, se heurta à une partialité tellement évidente, qu'il dut renoncer à son rôle de conciliateur.

Ses résolutions. — Les délégués se répartirent en commissions, dont chacune fut chargée de faire un rapport sur chaque question. La Conférence adopta un certain nombre de résolutions, mais il fut convenu qu'elle n'en voterait que la signification d'ensemble, en laissant au Conseil Général le soin d'en fixer la rédaction.

Elle aboutit, finalement, à la publication de dix-sept résolutions. Une première série, sans intérêt particulier, avait trait à la marche générale de l'Association ou aux circonstances au milieu desquelles elle se trouvait alors.

A. — *Organisation de l'Internationale.* — Une seconde série apportait à son organisation d'importantes modifications : la principale de ces résolutions

1. D'après J. Guillaume, *op. cit.*, t. II, p. 205.

était la quinzième. Elle laissait « à l'appréciation du » Conseil Général le soin de fixer, selon les événements, la date et le siège du prochain Congrès ou » de la Conférence qui le remplacerait ». Cette résolution constituait une véritable abdication des membres de l'Internationale entre les mains du Conseil Général. Au lieu d'exiger, comme le voulait le véritable intérêt de l'Association, que le Conseil Général convoquât un Congrès le plus tôt qu'il le pourrait, la Conférence le laissait libre de continuer à substituer au Congrès annuel, seule autorité régulière de l'Internationale, des réunions restreintes, dont il pourrait, sans difficulté, s'assurer la direction. Il était prouvé, d'autre part, que, pour choisir entre les deux genres d'assemblées, il consulterait beaucoup plus l'avantage personnel de ses membres que l'intérêt général de toute l'Association. C'était, donc, un pouvoir redoutable qui lui était abandonné.

La deuxième résolution défendait « aux branches, » sections et groupements de se désigner par des noms » de secte comme, par exemple, les noms de branches » positivistes, mutualistes, collectivistes, etc., ou de » former des groupes séparatistes, sous le nom de » sections de propagande, etc. ; se donnant, ainsi, » des missions spéciales, en dehors du but commun » poursuivi par tous les groupes de l'Internationale ».

Cette résolution est facile à expliquer : le but de l'Internationale était de réunir des sociétés ouvrières adhérent, toutes, au même programme et non de

petites sectes, dont chacune aurait eu ses principes particuliers et aurait été, fatalement, en lutte avec toutes les autres. On peut donc admettre que cette résolution avait pour but d'assurer une plus grande union entre les diverses sections. Dans les circonstances actuelles, elle servait surtout à combattre certains groupements, qui s'étaient fondés en Suisse avec des principes collectivistes : la « section d'action et de propagande révolutionnaire socialiste » que venaient de constituer, à Genève, les proscrits français et la « section de propagande collectiviste-révolutionnaire de la Chaux-de-Fonds », que Schwitzguebel et ses amis opposaient aux sections coullerystes. La douzième résolution décidait — contrairement à l'opinion que Marx avait exprimée, l'année précédente (1) — la création d'un Conseil Fédéral Anglais, distinct du Conseil Général.

B. — *La scission dans la Fédération romande.* — Une troisième série de résolutions venait trancher les difficultés actuellement pendantes en Suisse. Les Genevois avaient demandé à la Conférence si l'on pouvait appartenir, à la fois, à l'Alliance de la Démocratie Socialiste et à l'Internationale, ou si les deux Associations ne devaient pas être considérées comme rivales. Prenant acte de la lettre de Joukovsky qui annonçait la dissolution de la section de l'Alliance à

1. Voir *ci-dessus* p. 250-252.

Genève, la Conférence déclarait « vidé l'incident de » l'Alliance de la Démocratie Socialiste » ; elle annonçait qu'à l'avenir le Conseil Général n'admettrait plus dans l'Internationale de groupement de ce genre.

Dans leur dix-septième résolution, les membres de la Conférence donnaient leur avis sur le différend de la Fédération romande : ils déclaraient que les résolutions administratives votées à Bâle donnaient, incontestablement, au Conseil Général le droit d'intervenir dans la discussion, comme il l'avait fait ; ils en déduisaient que la Conférence pouvait légitimement trancher définitivement le conflit puisque, tout en étant moins qu'un Congrès, elle était plus que le Conseil Général ; ils reprochaient, ensuite, au Comité Fédéral de Saint-Imier de continuer à se considérer comme l'organe officiel de la Fédération romande, à *la Solidarité* et au *Progrès* (du Locle) d'avoir attaqué le Conseil Général avec trop de violence. Ils engageaient les deux groupes de sections séparées à faire tous leurs efforts pour aboutir à une réconciliation et ils décrétaient que, si celle-ci était impossible, les sections jurassiennes devaient cesser d'usurper le titre de Fédération romande et prendre un nom particulier, celui de Fédération jurassienne par exemple. Cette résolution montrait avec quelle hâte la Conférence tranchait une question, au sujet de laquelle elle était insuffisamment éclairée, et condamnait des militants, dont elle avait refusé d'écouter les explications.

C. — *L'action politique de la classe ouvrière.* — Une dernière catégorie de résolutions s'occupait de l'importante question de la politique ouvrière et de la tactique révolutionnaire.

La neuvième résolution avait trait à « l'action politique de la classe ouvrière » ; elle résolvait le problème, conformément aux vues du Conseil Général, et notamment de Karl Marx. Elle déclarait qu'en « présence d'une réaction sans frein, qui étouffait » violemment tout effort d'émancipation de la part » des travailleurs et prétendait maintenir, par la » force brutale, la distinction des classes et la domination politique des classes possédantes qui en » résultait », le prolétariat ne pouvait agir contre le pouvoir politique de celles-ci qu' « en se constituant » lui-même en parti politique distinct, opposé à tous » les anciens partis formés par les classes possédantes », affirmait que la classe ouvrière devait recourir à cette méthode d'action « pour assurer le » triomphe de la révolution sociale, la réalisation de » son but suprême : l'abolition des classes », et disait que « la coalition des forces ouvrières, déjà obtenues » par les luttes économiques, devait aussi servir de » levier aux mains de cette classe dans sa lutte contre » le pouvoir politique de ses exploiters ». Il rappelait, en dernier lieu, aux membres de l'Internationale que « dans l'état militant de la classe ouvrière, son » mouvement économique et son action politique » étaient indissolublement unis ».

Cette résolution était directement inspirée par Marx : en effet, il n'avait cessé de recommander au prolétariat de se constituer en parti politique distinct, d'agir, à la fois, sur le terrain économique contre le capitalisme, et sur le terrain politique, pour enlever, à la classe bourgeoise la disposition de l'État, d'utiliser, dans ce but, une tactique différente pour chaque pays. Elle s'opposait absolument au programme d'action des collectivistes : ceux-ci, en effet, déclaraient que les ouvriers devaient s'unir pour mener solidairement la lutte économique contre leurs patrons, les dissuadant de s'occuper d'une action politique distincte, de chercher à s'emparer de l'État, organe artificiel et parasitaire, qui devait nécessairement s'écrouler lorsque les associations ouvrières seraient parvenues à triompher de la société bourgeoise et à lui substituer une organisation sociale égalitaire ; enfin, ils refusaient d'interposer entre les masses ouvrières et l'État un parti politique quelconque.

Les rédacteurs de la Résolution citaient, en même temps, des extraits de décisions antérieures de l'Internationale ; ils voulaient montrer, en effet, que seule la tactique qu'ils préconisaient avait toujours été admise par les membres de la grande Association, et qu'elle faisait partie de ses traditions constantes. Mais aucun de ces actes n'avait réellement la valeur que lui attribuait la Conférence. Celle-ci commençait par rappeler la fameuse proposition des statuts obligatoires, qui disait que « l'émancipation économique

» des travailleurs est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme « moyen » et donnait de ce texte l'interprétation que nous avons souvent signalée. D'après elle, cet article aurait condamné, à la fois, tous ceux qui auraient participé à une action politique sans rapports directs avec le mouvement économique, et tous ceux qui auraient voulu travailler à l'émancipation économique du prolétariat, sans s'occuper de politique. Elle prétendait, par là, obliger tous les membres de l'Internationale à participer à la politique positive de leur État particulier, sous peine d'être exclus de la grande Association. Or, deux groupes fort importants de ses membres avaient toujours refusé de s'occuper spécialement des questions politiques : les mutualistes français, parce qu'ils croyaient que le prolétariat pourrait réaliser son émancipation, sous n'importe quel régime politique ; et les collectivistes, pour qui l'affranchissement politique devait résulter fatalement de l'émancipation économique et qui, pour le moment, s'occupaient uniquement de réaliser celle-ci.

La Conférence venait déclarer que ces deux groupes étaient en dehors de l'esprit de l'Internationale et qu'ils devaient en être exclus.

Venait ensuite un passage de l'Adresse Inaugurale rédigée en 1864 par Karl Marx, qui déclarait « que la » conquête du pouvoir politique constituait le premier devoir de la classe ouvrière » ; mais cet écrit

était l'œuvre d'un socialiste isolé et non une publication officielle de l'Internationale ; il n'avait donc d'autre autorité que celle de son auteur.

Le troisième acte était extrait des résolutions du Congrès de Lausanne qui déclaraient « inséparables » l'émancipation politique et l'émancipation économique » et affirmaient que « l'établissement des libertés politiques était une mesure première d'absolue nécessité ». Nous avons indiqué de quelle façon les délégués à ce Congrès avaient voté ce texte, pour, affirmer leurs opinions démocratiques et anti-bonapartistes. Ils avaient, d'ailleurs, refusé de faire de cette question politique l'objet d'un véritable débat. Leur déclaration devait être renouvelée au Congrès de chaque année, mais elle n'en avait pas pour cela l'autorité d'une disposition statutaire, obligatoire pour tous les membres de l'Association.

La Conférence rappelait enfin une intervention du Conseil Général, lors des poursuites qui avaient été annoncées en 1870 contre les sections françaises pour l'affaire du complot. Il avait alors publié une circulaire, où il disait que « d'après la teneur des statuts de l'Association, les sections de l'Internationale ne devaient » pas seulement servir de centres à l'organisation » militante de la classe ouvrière, mais aussi soutenir, » dans leurs pays respectif, tout mouvement politique » tendant à l'accomplissement de leur but final : » l'émancipation économique des classes ouvrières ». Cet acte n'avait qu'une valeur limitée. En effet, mal-

gré l'opinion de beaucoup de publicistes, les documents émanant du Conseil Général n'exprimaient que l'opinion de leurs signataires ; ils n'engageaient nullement les autres membres, qui avaient le droit de les blâmer.

On voit donc que Marx tendait à exagérer la valeur de ces divers extraits. La plupart des actes visés émanaient soit de personnalités isolées, soit de groupements plus ou moins nombreux et ne comportaient aucunement l'adhésion obligatoire et définitive de tous les membres de l'Internationale.

Il ne s'en dégageait, nullement, l'obligation pour ses membres de participer à la politique positive de leur pays. L'article des statuts tient, il est vrai, une place spéciale. Il est certain, en effet, que si celui-ci avait imposé l'obligation à tous les adhérents de l'Internationale de s'occuper de politique, ils n'auraient pu s'y soustraire sans cesser d'en faire partie. Mais il n'en était rien : l'interprétation du Conseil Général pouvait donner lieu à des discussions telles qu'un Congrès régulier, seul, aurait assez d'autorité pour trancher la difficulté. Il faut remarquer, d'ailleurs, que de 1866 à 1869, personne n'y avait attaché d'importance. Les sections et les fédérations françaises s'étaient développées d'après un programme qu'elles croyaient absolument conforme au texte officiel, sans que le Conseil Général vînt leur montrer leur erreur (1). Il avait fait plus : il

1. Une nouvelle traduction des statuts avait été faite à Paris en 1870 par Robin, sous la surveillance de Lafargue. La proposition dont nous parlons avait été traduite sous cette forme : « l'émanci-

avait laissé les mutuellistes préconiser l'abstention politique, sans leur faire observer qu'ils sortaient du véritable esprit de l'Internationale et ne respectaient pas un article des statuts.

Marx, en y faisant maintenant de si fréquentes allusions, en lui donnant une interprétation si discutable, paraissait y voir un expédient opportun pour lui permettre d'imposer son programme à toute l'Internationale et frapper des adversaires, qu'il craignait particulièrement.

Fondation de la Fédération jurassienne. — Les résolutions de la Conférence de Londres donnaient à la question de la scission dans la Fédération romande une solution absolument opposée à celle qu'auraient désirée les sections du Jura. Elles avaient, du moins, le mérite de leur fournir le moyen de sortir d'une situation embarrassée et de resserrer les liens entre leurs membres, tout en accordant une satisfaction apparente aux désirs du Conseil Général : elles leur suggéraient, en effet, l'idée de créer une Fédération jurassienne. Les collectivistes avaient déjà examiné cette question dans leur Congrès de 1870, mais ils n'avaient pas voulu renoncer au titre

» pation économique des travailleurs est le grand but auquel
» tout mouvement politique doit être subordonné comme simple
moyen ». Cette formule paraissait à ses auteurs signifier que, d'une part, la subordination de l'action politique au mouvement économique était imposée à tous les membres de l'Internationale, et de l'autre, que le recours à l'action politique n'était pas indispensable. Marx reprocha, à cette occasion, aux collectivistes d'avoir voulu falsifier les textes.

de Fédération romande, qu'ils prétendaient avoir, seuls, le droit de conserver, avant d'avoir épuisé tous les moyens de rétablir l'unité dans son sein. En voyant que le Conseil Général se refusait à examiner la situation avec impartialité, ils résolurent de rompre définitivement avec les sections genevoises, de leur laisser, puisqu'elles le voulaient, le nom de Fédération romande et de s'organiser vigoureusement entre eux.

Quelque temps après la Conférence de Londres, Schwitzguebel invitait les sections du Jura à envoyer leurs délégués à un Congrès, qui devait se tenir à Sonvilliers le 12 novembre. Il aurait pour objet, d'une part, de s'occuper activement de l'organisation ouvrière, dont la défaite de la Commune venait de montrer l'insuffisance ; d'autre part, d'étudier les mesures à prendre devant les velléités dictatoriales du Conseil Général et les décisions de la Conférence de Londres.

Ce fut le Congrès de Sonvilliers, le 12 novembre 1870, qui donna naissance à la Fédération jurassienne dans des conditions assez modestes : il ne réunit que seize délégués, représentants de huit sections des Montagnes ; la section de Propagande révolutionnaire socialiste de Genève y avait envoyé deux de ses membres : Jules Guesde (1) et Joukovsky.

1. Jules Guesde était, à la fin de l'Empire, rédacteur d'un journal radical de Montpellier. Après la Commune, il se réfugia en Suisse, où il devint socialiste et fréquenta les groupes collectivistes. On sait à quelle brillante carrière il était destiné, lorsque ses idées eurent subi une importante évolution.

Les délégués prirent soin d'affirmer que, s'ils constituaient une Fédération jurassienne, ce n'était pas pour se conformer aux décisions de la Conférence de Londres, mais parce que la Fédération romande dont ils étaient les seuls légitimes représentants « avait » perdu son caractère primitif par la retraite d'une » partie des sections qui la constituaient », et pour réaliser une idée qu'ils avaient déjà discutée au Congrès de l'année précédente. La nouvelle Fédération avait des statuts très courts et fort libéraux : les sections, qui voulaient en faire partie, devaient adhérer aux statuts fédéraux « et ne rien admettre, » dans leur règlement particulier, qui y fût contraire » ; elles jouissaient d'une complète autonomie et avaient le droit de constituer entre elles des fédérations locales ou spéciales, si elles le désiraient. Pour assurer l'unité de la Fédération, un Congrès devait se réunir chaque année au mois d'avril dans la localité désignée par la majorité des sections ; chacune d'entre elles pouvait y envoyer deux délégués. Le Congrès annuel désignait la « localité ou la région, qui choisirait dans » son sein le Comité Fédéral ». Celui-ci, qui devait comprendre 5 membres, devait être un simple bureau de renseignements, de correspondance et de statistique, chargé de la gestion des intérêts fédéraux sans aucune autorité propre. Un proscrit français, Claris, avait fondé un journal, *la Révolution Sociale*, dans le but de faire de la propagande collectiviste en France ; il s'était heurté à des difficultés telles qu'il avait été forcé d'y renoncer ; il proposa donc à la

nouvelle Fédération de mettre cette feuille à sa disposition. Le Congrès accepta cet offre et *la Révolution sociale* devint l'organe officiel des Jurassiens. Quelque temps plus tard, fut fondé *le Bulletin de la Fédération jurassienne*, qui ne tarda pas à remporter le plus grand succès.

Les fondateurs de la nouvelle Fédération rédigèrent, immédiatement, une lettre aux Conseils fédéraux des autres pays, pour les mettre au courant de sa création ; ils les engageaient, aussi, à demander au Conseil Général de convoquer prochainement un Congrès. Ils considéraient, en effet, qu'une telle réunion était indispensable pour conserver à l'Internationale son existence et son caractère propre ; depuis quelque temps, disaient-ils, elle risquait de le perdre, les principes essentiels de l'Association n'étant plus respectés, comme ils auraient dû l'être. Le Conseil Général avait été institué uniquement pour rendre certains services ; il n'avait été investi d'aucune autorité, et devait être soumis aux Congrès annuels, chargés de veiller sur sa composition et d'en fixer le siège, suivant l'intérêt du moment. Les membres de l'Internationale n'avaient pas rempli leur devoir à cet égard ; au Congrès de Bâle ils étaient allés jusqu'à consentir à « une sorte d'abdication volontaire » entre les mains du Conseil Général », il en était résulté que cette institution avait dévié de ses principes primitifs, d'une manière dangereuse pour l'existence de l'Internationale : le Conseil général

paraissait fixé, en permanence, dans la même ville, ses membres restaient toujours les mêmes ; et comme ils avaient le droit de s'adjoindre de nouveaux collègues, ils pouvaient changer sensiblement la composition qui avait été fixée par les Congrès. Le Congrès de Bâle avait achevé d'en faire une véritable puissance, qui, dès le premier jour, s'était montrée disposée à abuser de son autorité et à imposer sa direction à tout le reste de l'Internationale ; c'étaient ces tendances dangereuses que la Conférence de Londres venait de manifester ouvertement. Elle n'avait pas eu une composition régulière, ni la même autorité qu'un Congrès ; cela ne l'avait pas empêchée de bouleverser l'organisation de l'Internationale, d'en « avoir fait une » organisation hiérarchique et autoritaire de sections » disciplinées, placées entièrement sous la main du » Conseil Général, qui pouvait, à son gré, refuser » leur admission ou suspendre leur activité » ; elle avait permis au Conseil Général de remplacer, à son gré, la représentation régulière de l'Internationale dans ses Congrès par des conférences, sans autorité sérieuse. La circulaire déclarait, ensuite, que si les communistes désiraient accaparer la direction de l'Internationale, cela venait de leurs idées particulières sur l'organisation sociale future : ils croyaient, en effet, que celle-ci serait très autoritaire, très hiérarchisée ; d'autre part, si la grande Association avait pour but la conquête du pouvoir politique au profit du prolétariat, elle devait nécessairement avoir à sa

tête un groupement de chefs attirés, qui donneraient un mot d'ordre à tous ses autres membres. Les collectivistes ne partageaient ni ces conceptions sociales, ni cette méthode d'action, ils considéraient, eux, que l'Internationale devait avoir une organisation fédérative et assurer la complète autonomie de ses sections. En effet, disait le document : « La société » future ne doit rien être autre chose, que l'universalisation de l'organisation que l'Internationale se » sera donnée. Nous devons donc avoir soin de rapprocher, le plus possible, cette organisation de notre » idéal. Comment voudrait-on qu'une société égalitaire et libre sortît d'une organisation centralisée ? » C'est impossible. L'Internationale, embryon de la » future société humaine est tenue d'être, dès maintenant, l'image fidèle de nos principes de liberté et » de fédération, et de rejeter de son sein tout principe tendant à l'autorité et à la dictature. »

Le Conseil Général et les diverses Fédérations. — Les Conseils Fédéraux, auxquels ce document était adressé, n'y firent d'abord pas grande attention : la plupart d'entre eux n'avaient pas encore saisi toute l'importance de la Conférence de Londres, ils hésitaient à entrer en lutte avec le Conseil Général et à intervenir dans les affaires de la Fédération romande, qui leur paraissaient ne pas présenter d'intérêt général. Mais certains militants commençaient à penser qu'il allait, peut-être, devenir nécessaire de réduire les attributions du Conseil Général.

La Fédération belge exprima ce désir dans son Congrès du 24-25 décembre 1871. Elle déclarait protester contre les idées répandues par certains journaux réactionnaires qui présentaient l'Internationale comme « une société despotique, soumise à un mot d'ordre par » tant de haut et arrivant à tous ses membres par voie » hiérarchique », déclarait qu'au contraire elle « n'était » et n'avait jamais été qu'un groupement fédératif de » sections complètement autonomes » et que « le » Conseil Général n'était et n'avait jamais été qu'un » centre de correspondance et de renseignements ». Elle engageait ses sections à étudier sérieusement les modifications qui pourraient être apportées à l'organisation de l'Internationale. Les membres des diverses sections se trouvaient unanimes pour penser que le Conseil Général ne devait pas rester ce qu'il était ; mais les uns pensaient qu'il fallait le supprimer, et les autres, qu'il suffirait de réduire ses attributions.

Le Congrès espagnol, tenu à Saragosse du 4 au 11 avril, déclarait simplement adhérer pleinement aux idées exprimées par les membres de celui de Bruxelles ; il croyait, lui aussi, qu'il allait être nécessaire de procéder à la revision des statuts de l'Internationale. En même temps, ses membres les plus avancés fondaient une société secrète sous le nom d'Alliance de la Démocratie Socialiste, dont le centre était à Barcelone, et qui se donnait pour mission d'entretenir et d'augmenter l'ardeur révolutionnaire de toutes les autres sections.

En Italie, les Jurassiens rencontraient de vives et précieuses sympathies : dans son journal *Deo e Popolo*, Mazzini avait violemment attaqué la Commune et l'Internationale. Bakounine, qui, retiré à Locarno, n'avait pas pris à la fondation de la Fédération jurassienne la part importante qu'on lui a quelquefois attribuée, répondait à ces critiques dans un journal de Milan, la *Gazzetino rosa* et dans de petites brochures.

La jeunesse radicale faisait à ces écrits un excellent accueil et commençait à abandonner le grand démocrate nationaliste pour adhérer franchement au collectivisme révolutionnaire. Bakounine voyait croître sa popularité dans ces milieux, la propagande de l'Internationale y emportait un succès grandissant. Le 29 décembre, la *Gazzetino rosa* apportait à la Fédération jurassienne le salut de certains socialistes italiens, qui déclaraient s'associer à sa campagne contre les tendances autoritaires du Conseil Général. Un groupement ouvrier de Bologne, le *Fascio operaio*, assez mal renseigné sur la portée exacte des discussions pendantes, demandait à ses membres s'il devait « s'assujettir à la direction du Conseil » Général de Londres ou à celui du Jura bernois, ou « s'il devait rester indépendant, tout en maintenant » des relations avec ces comités » et décidait de conserver sa neutralité. Marx tira parti de cet incident pour reprocher aux Jurassiens de prétendre créer un second Conseil Général, disposé à combattre celui de

Londres et à substituer son autorité à la sienne. Les Jurassiens répondirent, avec raison, que l'action de leur Comité Fédéral était purement locale et que le *Fascio operaio* n'était pas au courant des faits.

Attitude des Marxistes. — De son côté, Marx ne restait pas inactif : les sections genevoises et couleystes lui apportaient leur concours, en décidant que tous les socialistes, qui demanderaient leur admission dans la Fédération romande, devaient déclarer formellement qu'ils acceptaient les résolutions de la Conférence de Londres. En Espagne et en Italie, Engels faisait tous ses efforts pour entraîner certaines sections et certains organes socialistes à combattre les collectivistes.

Le 5 mars 1872, Marx faisait paraître sous le titre : *les Prétendues scissions dans l'Internationale*, un petit écrit, qu'il avait fait approuver par les membres du Conseil Général. Il y avait accumulé de violentes attaques contre Bakounine, ses amis du Jura suisse et un certain nombre de proscrits de la Commune. Le ton amer de tout l'opuscule, de multiples erreurs de fait et certaines insinuations perfides faisaient de cet écrit une œuvre de basse polémique. En finissant, Marx déclarait que tous les socialistes étaient anarchistes, en ce sens que tous étaient d'avis que « le but » du mouvement prolétaire, l'abolition des classes » une fois atteint, le pouvoir politique, qui servait à » maintenir la grande majorité productrice sous le » joug d'une majorité exploitante peu nombreuse,

» disparaissait et que les fonctions gouvernementales
» se transformaient en de simples fonctions adminis-
» tratives » ; il reprochait, d'autre part, à Bakounine
de vouloir, par l'autonomie des sections, introduire
immédiatement l'anarchie dans les rangs des prolé-
taires et de rendre ainsi leur victoire impossible.
Marx faisait allusion, par cette dernière critique, au
désir qu'avaient les collectivistes de voir l'Internatio-
nale s'organiser sur une base fédérative ; il n'avait
fait que déformer cette idée, pour la ridiculiser et la
combattre plus aisément.

Quant à la première déclaration, par laquelle Marx
se déclarait anarchiste, elle n'était nullement en con-
tradiction avec les doctrines qu'il avait dévelop-
pées dans *le Manifeste du Parti communiste* (1847),
dans ses autres ouvrages et avec celles que l'ont
trouvés dans les livres de son ami Engels. En réalité,
Marx croyait, tout comme Bakounine, qu'il fallait
substituer la société économique à la société politique,
mais il ne concevait aucunement l'organisation
sociale future de la même façon que les collecti-
vistes et préconisait des procédés absolument opposés
aux leurs, pour parvenir à l'émancipation du proléta-
riat. Il en résulte que l'on peut affirmer qu'il existait
« une identité des aspirations finales des deux partis
» en lutte dans l'Internationale », et « que partisans
» et adversaires du Conseil Général, marxistes et
» bakounistes avaient, en réalité, le même idéal (1) »,

1. James Guillaume, *l'Internationale*, t. II, p. 249.

mais il faut avoir soin d'ajouter que leurs aspirations communes se limitaient au seul point que nous venons d'indiquer, en dehors duquel ils n'étaient d'accord sur rien.

Au moment de l'apparition de cet ouvrage, personne ne fit attention à cette affirmation théorique. Par ce nouvel acte, Marx venait de transformer le débat doctrinaire en une polémique personnelle ; ceux qu'il attaquait savaient se défendre. Dans *le Bulletin de la Fédération jurassienne* du 15 juin, Bakounine, J. Guillaume et un certain nombre de proscrits français (Malon, Claris, Montels) rétablirent dans leur vérité les faits allégués par la circulaire du Conseil Général et répondirent aux accusations qu'elle contenait.

Convocation et préparation du Congrès de La Haye.

— Marx décida de tenter un coup d'audace : pour paraître accorder satisfaction aux réclamations des Fédérations, le Conseil Général convoqua un Congrès pour le 18 juin 1872. Il annonçait que le programme qui avait été fixé pour celui de 1870 ne répondait plus aux nécessités du moment, et en établissait un nouveau, qui ne comprenait plus qu'une seule question : « Révision des statuts et règlements généraux ».

Marx pensait que la discussion de ce seul point permettrait au Congrès de passer en revue tous ceux qui intéressaient la grande Association : elle pourrait ainsi s'occuper de la réforme du Conseil Général,

de l'introduction dans ses statuts d'un article obligeant tous ses membres à participer aux mouvements politiques de leur pays, des rapports qu'elle devait avoir avec les associations connexes, etc. Le siège du Congrès devait être La Haye.

Le Conseil Général voyait à cette désignation plusieurs avantages : la ville est à proximité de l'Angleterre et de l'Allemagne où se trouvaient ses principaux partisans et, à l'exception des Belges, ses adversaires les plus résolus, c'est-à-dire les Jurassiens, les Espagnols et les Italiens, en étaient fort éloignés, et ne pourraient que difficilement y envoyer de délégués.

D'autre part, la Hollande était l'un des rares pays où Marx pouvait se rendre en personne, sans craindre d'être inquiété, car il était expulsé d'Allemagne et de France. Au contraire, son adversaire Bakounine devait nécessairement traverser, pour y aller, l'un de ces deux pays ; or, il aurait risqué, en le faisant, d'y être arrêté, car il était condamné par contumace dans l'un et dans l'autre. Et enfin les marxistes espéraient trouver en Hollande un milieu bien disposé à leur égard, où leur action pût facilement s'exercer. Les Jurassiens demandèrent à leur correspondant Jung de tâcher d'obtenir que le Conseil Général consentît à modifier ce choix et à fixer le siège du prochain Congrès dans quelque ville de Suisse. Jung répondit que la mesure prise était irrévocable et que, si l'assemblée générale se tenait dans une autre ville, son indépendance s'en trouverait compromise.

Les diverses Fédérations s'occupèrent activement de la nomination de leurs délégués à cette nouvelle réunion.

Les membres de la Fédération espagnole, réunis en assemblée spéciale, nommèrent, pour les représenter, quatre d'entre eux : c'étaient des militants favorables à l'Alianza, qui venait de se fonder et très sympathiques aux Jurassiens : Farga-Pellicer, Alerini, Morago et Marselau.

En Italie, un événement important venait de se passer : le socialiste italien Cafiero, l'un des principaux propagateurs de l'Internationale dans ce pays, rompait toutes relations avec Engels et prenait carrément parti pour les Jurassiens. Ses efforts et ceux de ses compagnons rendaient possible la fondation d'une Fédération italienne, au meeting de Rimini (4 août). La nouvelle Association commençait par condamner les tendances doctrinales et autoritaires du Conseil Général, par féliciter les Jurassiens, les Belges et les Espagnols de leur attitude énergique ; elle allait même jusqu'à leur proposer de rompre définitivement avec les communistes de Londres, en refusant de participer à l'assemblée de La Haye et en réunissant entre eux un Congrès anti-autoritaire, qui pourrait se tenir le 2 septembre 1872 à Neuchâtel. La nouvelle Fédération annonçait qu'elle n'enverrait pas de délégués à La Haye. D'autre part, elle adressait un salut affectueux à Michel Bakounine, « l'infatigable champion de la révolution sociale » et le remerciait de la

part qu'il avait prise à sa fondation. La Fédération jurassienne tint le 18 août, à la Chaux-de-Fonds, une assemblée extraordinaire, pour décider de son attitude à l'égard du Congrès de La Haye : elle prenait le parti de repousser la proposition de la Fédération italienne, d'envoyer des délégués à La Haye pour tâcher d'obtenir du Congrès une discussion sérieuse et pour faire reprendre à l'Internationale son cours normal ; ils auraient pour mandat de réclamer la suppression du Conseil Général et de tout organe autoritaire au sein de l'Internationale ; ils étaient engagés à agir en complet accord avec les délégués des autres fédérations qui leur paraîtraient disposés à exiger les mêmes réformes ; s'ils se heurtaient, au Congrès, à une opposition de mauvaise foi, ils devraient se retirer, avec tous ceux qui partageraient leur opinion ; mais ils devraient, avant tout, tâcher d'éviter les discussions de personnes. Les deux délégués nommés étaient Guillaume et Schwitzguebel.

CHAPITRE II

LE CONGRÈS DE LA HAYE ET SES SUITES

C'est du 22 au 29 septembre que se tint le Congrès de La Haye.

Les délégués. — Les délégués étaient au nombre de quarante-cinq. Les Jurassiens allaient se trouver soutenus par les quatre membres de la Fédération espagnole, cinq Belges et — ce qui les étonna — par quatre représentants hollandais, c'est-à-dire par tous les délégués des pays où l'Internationale n'était pas exposée à des poursuites et pouvait se développer librement (1). En outre, Joukowsky représentait la section de propagande et d'action collectiviste-révolutionnaire fondée à Genève par les proscrits de la commune. Vingt-et-un membres du Conseil Général se trouvaient présents : il y avait, parmi eux, des blanquistes français (Vaillant, Ranvier, Arnaud, Cournet, Constant, Marin, Franckel, Johannard) qu'il s'était adjoints après la défaite de la commune ; puis des membres du Conseil Fédéral anglais, dont la plupart

1. Rappelons que les Italiens, dont la plupart étaient collectivistes, et qui auraient fourni leur auxiliaire aux Jurassiens, avaient décidé à Rimini de ne pas se faire représenter au Congrès de La Haye.

appartenaient à cette nationalité (Eccarius John Hales, Lessner, Mac Donnel, Roach), et enfin, à côté de Marx, qui, pour la première fois, assistait à un Congrès de l'Internationale, ses admirateurs et ses amis : Engels, Longuet (1) qui avait épousé une de ses filles, Dupont, le secrétaire correspondant pour la France. Ce groupe allait avoir l'alliance des délégués du Comité Fédéral Romand (Becker et Duval), et des représentants de certaines sections anglaises et américaines. Il devait trouver l'appui de quelques Français, membres de sociétés ouvrières reconstituées clandestinement en sections de l'Internationale et de délégués de sections allemandes, dont l'existence était illégale et fut même contestée. Enfin, les représentants de diverses autres nations : Autriche, Hongrie, Danemark, Bohême, Australie et Portugal (parmi ces derniers Lafargue, autre gendre de Marx) achevaient de constituer le groupe marxiste. D'autre part, certains socialistes, qui étaient venus au Congrès en simples spectateurs, reçurent de la part des amis de Marx des mandats de sections dont ils étaient complètement inconnus. En dehors des membres du Conseil Général, le groupe marxiste ne comprenait donc que les représentants de deux sortes de pays : dans les uns, les sections de l'Internationale, persécutées et forcées de se cacher, n'avaient pas d'existence régulière et ne pouvaient pas avoir de développement normal ;

1. Longuet avait, d'abord été proudonien. Il changea d'opinion, en entrant dans la famille de Marx.

et dans les autres, elles, venaient seulement de se fonder et ne comprenaient que des membres peu nombreux; dans aucun d'entre eux elles ne constituaient une grande force ouvrière, comparable à celle que l'on trouvait en Belgique, en Espagne, en Italie et en Suisse. Malgré une supériorité numérique apparente, ce groupement ne représentait donc pas les éléments vivants et actifs de la grande Association.

Discussions préliminaires. — Le Congrès commença par la vérification des mandats; il fut nommé une commission chargée de cette fonction. Ses membres étaient pour la plupart des marxistes qui cherchèrent à écarter, sous des prétextes futiles, certains représentants des Fédérations anti-autoritaires et qui admirent, au contraire, sans réserve, tous les délégués qu'ils croyaient partisans du Conseil Général. Ils déclarèrent que, puisque les sections de l'Internationale n'avaient pas, en France, d'existence légale, ils ne devaient pas faire connaître au Congrès les noms de celles qui s'y étaient fait représenter, qu'ils voulaient être les seuls à se charger de ce contrôle. Les membres autonomistes regrettèrent que les mandats n'eussent pas été examinés plus sérieusement. Le bureau fut alors élu, il se composait du blanquiste Ranvier comme président; de Sorge, un Américain en très bonnes relations avec Marx, et de Gerhard comme vice-présidents.

Avant d'entamer les débats, les Jurassiens, les

Espagnols et les Belges demandèrent que les votes n'eussent pas lieu à raison d'une voix par membre du Congrès, ce qui serait absolument injuste et aboutirait à la constitution d'une majorité fictive : les Espagnols auraient voulu que chaque membre présent eût un nombre de voix proportionnel au chiffre de ses mandants ; les Belges et les Jurassiens proposaient que chaque Fédération disposât d'une voix. Si l'un de ces systèmes avait été adopté, il aurait, évidemment, assuré la majorité aux collectivistes. Aussi les marxistes refusèrent-ils de les accepter.

Les Espagnols et les Jurassiens déclarèrent, alors, qu'ils ne reconnaissaient pas l'autorité du Congrès et qu'ils ne prendraient pas part aux votes.

Ce fut le jeudi 25 septembre que les discussions sérieuses commencèrent par un débat sur le rôle du Conseil Général.

Premier débat : Rôle du Conseil Général. — J. Guillaume, au nom des Jurassiens, Hermann, au nom des Belges, et Morago, au nom des Espagnols critiquèrent les tendances autoritaires des communistes : ceux-ci, disaient-ils, attribuaient la fondation de l'Internationale à l'action individuelle d'hommes particulièrement intelligents, à qui ils voulaient en confier la direction, leur reconnaissant le droit de lui imposer l'orientation qui leur plairait et d'en éliminer tous ceux qui refuseraient de les suivre. Ils leur opposaient le principe de l'autonomie des sections, déclaraient que

l'Internationale, produit naturel de l'organisation capitaliste, avait pour objet d'associer tous les ouvriers sur l'unique base de la solidarité de leurs intérêts économiques, et qu'elle devait laisser chaque groupement particulier libre de mettre en application les procédés de combat qu'il préférerait et qui lui inspireraient le plus de confiance.

Hermann et Morago ne voyaient pas d'inconvénient à ce que le Conseil Général continuât à exister, pourvu que ses attributions fussent réduites. J. Guillaume se déclarait disposé à se rallier à cette opinion, mais il disait que la conservation même d'un Conseil Général ne paraissait pas nécessaire aux Jurassiens, chaque fédération pouvant, en effet, s'occuper de ses affaires propres et entretenir avec toutes les autres des relations continues, sans que l'intervention d'un organe central pût leur rendre de services sérieux.

Ce fut Lafargue et Sorge qui répondirent à ces trois orateurs : ils dirent que l'Internationale devait être dirigée par un Conseil Central, à pouvoirs très étendus (1). Le lendemain, en séance administrative, la majorité des membres du Congrès rédigeaient de nouveaux statuts, qui augmentaient encore les attributions du Conseil Général : « le Conseil Général, » disaient-ils, est tenu d'exécuter les résolutions du

1. C'est à cette occasion que Sorge dit que l'Internationale devait être dirigée par « une tête avec beaucoup de cervelle dedans ». Cette flatterie, non dissimulée, à l'égard de Marx, provoqua les railleries des autonomistes.

» Congrès et de veiller, dans chaque pays, à la stricte
» exécution des principes des statuts et règlements
» généraux de l'Internationale » ; à cet effet, il avait
le droit de suspendre non plus seulement des
branches, des sections comme après le Congrès de
Bâle, mais encore « des Conseils ou comités fédéraux,
» des Fédérations tout entières jusqu'au prochain
» Congrès ». A ce droit exorbitant étaient établies cer-
taines limites : il ne pouvait pas suspendre de sections
appartenant à une Fédération, sans avoir consulté,
préalablement, le Conseil Fédéral, dont elles dépend-
aient. S'il en venait à dissoudre un Conseil Fédéral, il
devait en faire élire un autre, dans les trente jours, par
les sections adhérentes à la Fédération ; s'il suspendait
toute une Fédération, il devait en aviser immédiate-
ment toutes les autres et, si la majorité de celles-ci
le demandaient, convoquer, dans le délai d'un mois,
une conférence extraordinaire, composée d'un délé-
gué par nation, chargée de statuer définitivement ;
les nations, où l'Association était prohibée, conti-
nuaient à exercer les mêmes droits que celles où elle
constituait des Fédérations régulières. Malgré toutes
ces réserves, cette réforme allait directement contre
le vœu des autonomistes, en transformant de plus en
plus les attributions purement administratives du
Conseil Général en fonctions disciplinaires.

Dans une réunion postérieure, les délégués s'occu-
pèrent de fixer le siège du Conseil Général. Les divers
membres de la majorité n'étaient pas d'accord à ce

sujet : Jung, Eccarius, Johannard, Serrailier auraient voulu qu'il s'établît sur le continent, en Suisse ou en Belgique par exemple. Marx y était opposé, car il craignait de trouver dans ces pays un milieu qui ne lui fût pas favorable. Il pensait, d'abord, que le Conseil général devait se maintenir à Londres. Des circonstances nouvelles le firent changer d'opinion ; les blanquistes lui avaient accordé leur alliance contre les autonomistes, mais à condition qu'ils continueraient à faire partie du Conseil Général ; ils croyaient, en effet, que les luttes intestines, dont ils étaient les témoins, leur permettraient d'exercer dans la grande Association une direction qu'ils n'avaient cessé de convoiter depuis sa fondation. Or, ils étaient partisans, eux aussi, du maintien du Conseil Général à Londres. Marx, qui combattait l'influence des autonomistes, ne voulait pas la voir remplacée par celle d'hommes, avec qui il était loin d'être d'accord. C'est ce qui le détermina à proposer le transfert du Conseil Général à New-York. Cette idée originale, hardie, avait pour but de soustraire celui-ci à la domination des blanquistes ; mais sa mise à exécution devait avoir pour résultat de l'empêcher d'exercer une action efficace sur les sections européennes.

Les membres du Congrès votèrent pour savoir si le siège du Conseil Général serait modifié ; cette proposition recueillit en sa faveur vingt-six suffrages et fut combattue par vingt-trois délégués. Les Espagnols, les Jurassiens et quelques Belges s'abstenaient. Ceux qui

demandaient le transfert du Conseil Général étaient, d'une part, Marx et ses amis (Engels, Lafargue, Longuet, Kugelmann, Sorge, etc.) ; d'autre part, certains délégués belges et hollandais, membres de la minorité.

La question du transfert du Conseil Général à New-York donna lieu à l'ouverture d'un nouveau scrutin. Vingt et un marxistes votèrent en faveur de cette mesure ; ils étaient soutenus par neuf autonomistes, qui voyaient là une occasion d'empêcher le futur Conseil Général d'exercer, contre eux, une action néfaste ; les blanquistes formaient, avec quelques autres délégués, une minorité peu importante (1). Douze collectivistes s'abstenaient. Dans les dernières séances, les délégués eurent à désigner les membres de ce nouveau Conseil Général ; les autonomistes ne prirent pas part au vote. L'organe, nouvellement constitué, comprenait douze socialistes, dont aucun n'avait de notoriété : il avait le droit de s'adjoindre trois nouveaux membres (2) : l'un de ceux-ci devait être Sorge, avec lequel Marx était en relations étroites. Le Conseil Général devait être représenté sur le continent européen par certains délégués ; Marx comptait sur l'action de ceux-ci pour lui permettre de ressaisir son influence.

1. Elle ne comprenait que quatorze membres.

2. Ils s'appelaient : Bertrand, Bolte, Laurel, Kavanagh, Saint-Clair, Levièle, Carl, David, Dereure, Fornacieri, Speyer, Ward.

Discussion sur l'action politique du prolétariat. —

D'autres débats s'étaient ouverts, au sujet de la question des rapports entre l'action politique et le mouvement économique du prolétariat. Les marxistes prétendaient faire passer dans les dispositions statutaires de l'Internationale la résolution IX de la Conférence de Londres, pour obliger tous les membres de la grande Association à reconnaître, dès leur entrée, que le prolétariat devait constituer un parti politique distinct. A cette ancienne résolution reproduite à peu près textuellement, ils adjoignirent un dernier alinéa, emprunté à l'Adresse inaugurale rédigée en 1864 :
« Les seigneurs de la terre et du capital, se servant
» toujours de leurs privilèges politiques pour défendre
» et perpétuer leurs monopoles économiques et
» asservir le travail, la conquête du pouvoir politique
» devient le grand devoir du prolétariat. »

Les délégués, qui auraient voté ce texte, auraient changé sensiblement le caractère de l'Association Internationale des Travailleurs : celle-ci n'aurait plus eu pour but, en effet, de réunir les ouvriers pour les aider à solidariser leurs intérêts économiques, en leur laissant toute liberté par ailleurs ; elle les aurait obligés à participer activement à la politique de leur pays respectif, aurait forcé tous ses membres à adhérer au programme personnel de Marx. Les collectivistes étaient résolus à faire tous leurs efforts

pour empêcher la grande Association d'imposer à ses membres de telles obligations ; ils étaient décidés à combattre énergiquement toute adoption officielle d'une méthode particulière. Les blanquistes venaient opposer leur conception particulière de l'action du prolétariat à celle des collectivistes et à celle des communistes.

Ils proposèrent, en effet, une résolution des plus violentes ; ils y affirmaient qu'il était nécessaire « de » faire appel (en vue de la révolution sociale) à » toutes les énergies des forces révolutionnaires », proclamaient que « si la grève était un moyen » d'action révolutionnaire, la barricade en était un » autre et le plus puissant de tous » ; assignaient « comme but au mouvement prolétarien la conquête » du pouvoir politique et l'établissement de la » dictature de la classe ouvrière » ; demandaient au Conseil Général de « présenter un projet sur l'organi- » sation militante des forces révolutionnaires du » prolétariat et de sa lutte politique » ; ils déclaraient, en terminant, que tout membre ou toute section de l'Internationale qui, « par faiblesse, lâcheté ou imbécillité » serait convaincue d'avoir refusé de participer à l'action révolutionnaire, ainsi comprise, pourrait être éloignée par le Conseil Général jusqu'à ce « qu'intervint la décision définitive d'un » Congrès ».

Si cette résolution avait été admise, l'Internationale serait devenue une société extrêmement centralisée

soumise à la direction autoritaire et arbitraire de meneurs qui auraient pu la lancer librement dans toutes sortes d'aventures et écarter tous ceux qui auraient refusé de les suivre.

Cette proposition et celle des marxistes fournirent les bases de la discussion. Les blanquistes firent de vains efforts pour faire admettre leur résolution. Ce fut Vaillant qui la soutint avec le plus d'énergie. Il déclara que les blanquistes, seuls, pouvaient mener à bien la révolution ; que le recours à l'émeute et à l'insurrection constituait le seul procédé révolutionnaire efficace ; qu'il fallait établir un gouvernement révolutionnaire autoritaire et très centralisé ; il attaqua durement tous ceux qui ne partageaient pas cette manière de voir. Les blanquistes ne tardèrent pas à s'apercevoir que l'assemblée ne leur était pas favorable. Non seulement la minorité avait des idées absolument opposées aux leurs, mais encore les marxistes leur reprochaient de méconnaître le caractère nouveau du mouvement socialiste, d'ignorer les questions sociales et de ne pas attacher assez d'importance à l'organisation ouvrière, qui était absolument indispensable pour faire réussir la révolution sociale. Longuet et Johannard, notamment, leur adressèrent, dans leur discours, de vives critiques. D'autre part, plusieurs sections parisiennes avaient envoyé au Congrès une adresse pour dire que l'échec de la Commune avait appris aux ouvriers qu'ils ne devaient plus s'occuper que de leur organisation profession-

nelle et qu'ils devaient refuser de se laisser entraîner par des révolutionnaires jacobins dans des aventures, qui ne pourraient que leur être néfastes.

Les blanquistes supportaient avec peine l'échec de leur proposition ; quand ils virent que, contrairement à leur désir, le Conseil Général était transféré à New-York, ils quittèrent le Congrès, en disant que l'Internationale était perdue pour la cause révolutionnaire (1).

Ce furent les collectivistes et les marxistes qui se livrèrent la lutte la plus vive. De tous les membres de la minorité, seul James Guillaume eut la parole. Il combattit, énergiquement, la résolution proposée par les marxistes : ceux-ci, disait-il, avaient la prétention d'obliger tous les membres de l'Internationale à adhérer à leur programme particulier, à souscrire au *Manifeste du Parti communiste*, une telle obligation était complètement opposée à l'esprit de l'Internationale, qui s'était fondée en dehors de toute doctrine particulière; tous ses membres devaient avoir le droit de préconiser les procédés d'émancipation qui leur sembleraient les meilleurs; ils devaient être libres d'abandonner toute participation à la politique bourgeoise, de ne pas s'occuper de la conquête du pouvoir, de n'attacher aucun intérêt à la politique de leur pays respectif; ils devaient pouvoir pratiquer une politique nouvelle exclusivement ouvrière, qui

1. C'est à cette occasion qu'ils publièrent leur ouvrage collectif: *Internationale et Révolution*.

n'aurait pas besoin de l'intervention de chefs de parti et ne s'arrêterait pas aux frontières des États territoriaux, et consacrer tous leurs efforts à la destruction du pouvoir politique. Il critiquait, en outre, comme impropre et équivoque, le nom d'abstentionnistes que l'on avait donné aux partisans de cette méthode. Les collectivistes n'étaient pas indifférents à la politique, ils considéraient, seulement, que les ouvriers ne devaient pas s'occuper de politique positive dans les limites étroites des États particuliers, et que le prolétariat ne devait pas constituer un parti distinct, mais avoir sa politique propre qui ne devait pas recourir à l'emploi des anciens procédés ; il finissait en montrant que la grande majorité des membres de l'Internationale partageaient cette opinion et il énumérait, parmi les partisans de cette méthode, les Belges, les Espagnols, les Hollandais, les Jurassiens.

Hepner et Longuet répondirent à Guillaume. Ils ne paraissent pas avoir voulu, sérieusement, étudier la question de la « politique ouvrière », telle que la posaient les collectivistes ; en critiquant l'abstention politique, ils ne visaient que l'attitude de tous ceux qui, comme les mutuellistes par exemple, conseillaient aux ouvriers de ne s'occuper que de questions économiques, de chercher à réaliser leur émancipation sans s'occuper de la forme du gouvernement.

Bakounine et ses amis condamnaient, aussi sévèrement qu'eux, cette méthode.

La question de l'Alliance. — Dans les dernières séances, les délégués s'occupèrent de la question de l'Alliance. Voici de quelle manière elle se présentait : nous avons montré comment, sous cette appellation, s'étaient fondés, au sein de l'Internationale, trois groupements collectivistes : c'était d'abord l'Alliance de la Démocratie Socialiste, société secrète fondée par Bakounine en Italie de 1864 à 1867 pour combattre le mazzinisme, qui avait été dissoute en janvier 1869 ; d'autre part, après avoir rompu avec la Ligue de la Paix au Congrès de Berne de 1868, les collectivistes avaient constitué, sous le même nom, une association publique, qui s'était, immédiatement, mise en relations avec le Conseil Général de Londres pour lui proposer sa collaboration ; devant le refus du Conseil Général, ils l'avaient dissoute en juillet 1869, mais avaient fait recevoir isolément ses sections dans l'Internationale, le Conseil Général ayant déclaré qu'il admettait leurs principes.

La section de Genève avait attiré sur elle l'attention générale par la combativité de ses membres et les succès qu'ils avaient remportés. C'était pour lutter contre son influence grandissante que les Genevois avaient rompu l'unité de la Fédération romande au Congrès de la Chaux-de-Fonds (4 avril 1870). Elle s'était dissoute en juillet 1871, et la Conférence de Londres, lui donnant acte de cette mesure, avait déclaré « vidée la question de l'Alliance ». Enfin,

en 1871 s'était fondée, en Espagne, une société secrète qui avait repris ce nom ; elle servait de lien entre les membres les plus avancés et les plus énergiques de la Fédération de ce pays. Elle n'avait d'autre rapport avec les précédentes que des principes communs. Les discussions sur l'Alliance ont donc l'apparence d'une mauvaise querelle trouvée par Marx pour obtenir d'amis complaisants l'expulsion d'adversaires qui le gênaient.

Les membres du Congrès nommèrent une commission chargée de faire une enquête sur l'existence, au sein de l'Internationale, d'une société secrète fondée sur des principes absolument opposés aux siens. Les amis de Marx y étaient en majorité et ne cessèrent d'agir sous sa direction.

Ils firent de la commission un véritable tribunal, qui entendit des témoins et rendit un jugement contre certains membres de l'Internationale ; ils y déclarèrent qu'une société secrète « fondée avec des statuts complètement opposés à ceux de l'Internationale avait » existé, mais qu'il n'était pas suffisamment prouvé » qu'elle existât encore » ; qu'il était prouvé, par un projet de statuts et des lettres signées « Bakounine » que ce citoyen « avait tenté et peut-être réussi de » fonder, en Europe, une société appelée « l'Alliance », » ayant des statuts complètement différents, au point » de vue social et au point de vue politique, de ceux » de l'Association Internationale des Travailleurs » ; que Guillaume et Schwitzguebel étaient convaincus

de faire encore partie de « l'Alliance de la Démocratie » Socialiste » ; que B. Malon, Bousquet et Louis Marchand s'étaient rendus « coupables d'agissements, » ayant pour but la désorganisation de l'Internationale » et proposaient au Congrès l'expulsion des six membres incriminés (1).

Les quatre délégués espagnols, membres de la Alianza (Morago, Marselau, Alerini et Ferga-Pellicer) et Joukovsky étaient mis hors de cause. D'autre part, la commission, mêlant les affaires politiques et les actes de la vie civile, accusait Bakounine d'avoir commis une « escroquerie » et y voyait une nouvelle raison de demander son expulsion (2). Le Congrès vota l'expulsion de Bakounine par vingt-sept voix contre sept. Les Belges et les Hollandais s'étaient opposés à la mesure ; les Jurassiens et les Espagnols s'étaient abstenus. L'expulsion de J. Guillaume fut votée par vingt-cinq délégués ; neuf membres du Congrès s'y opposaient et il y avait neuf abstentions. Le grand militant payait ainsi trois années d'amitié sincère et dévouée pour

1. Les collectivistes ont souvent insisté sur les incohérences et les contradictions de ce singulier jugement : il reprochait, en effet, à J. Guillaume et à Schwitzguebel de faire encore partie d'une société secrète, dont il ne pouvait prouver l'existence actuelle et il disait, en un autre passage, ignorer si Bakounine était parvenu à la fonder.

2. C'était la suite de l'affaire Netchaïeff, que nous avons racontée ailleurs. Nous avons montré comment le jeune révolutionnaire russe avait fait abandonner à Bakounine la traduction qu'il avait entreprise de l'ouvrage de Marx *das Kapital* et pour laquelle il avait été payé d'avance. Netchaïeff avait envoyé à l'éditeur, avec qui Bakounine était en rapports, une lettre de menaces pour le cas où il exigerait l'exécution du contrat ; mais cette démarche avait eu lieu à l'insu du collectiviste, qui l'avait désapprouvée.

le révolutionnaire russe et l'énergie avec laquelle il avait contribué à la fondation de la Fédération jurassienne et à la résistance contre le Conseil Général. L'expulsion de Schwitzguebel était repoussée, celles de B. Malon, L. Bousquet, Marchand, ajournées.

Conséquences du Congrès. — Ainsi se terminait ce Congrès, au milieu des protestations indignées de tous les collectivistes : il venait accorder une satisfaction apparente à Marx, en aboutissant à la constitution d'un Conseil Général très autoritaire, d'où les Blanquistes seraient exclus, et à l'acceptation officielle du programme communiste par un Congrès tout entier : il en résultait aussi l'expulsion de ses adversaires les plus résolus. La réalité était loin de répondre à cette apparence ; Marx n'avait réuni qu'une majorité fictive, qui devait se réduire de plus en plus ; il n'était soutenu sérieusement que par un nombre très restreint de socialistes et la plupart d'entre eux n'allaient plus hésiter à le combattre ouvertement.

Le Conseil Général, retiré à New-York, n'allait plus avoir aucune autorité ; il ne parviendrait pas à faire respecter ses décisions ; d'autre part, les Fédérations protestataires allaient établir entre elles des relations de plus en plus étroites, et la Fédération jurassienne, dont les fondateurs avaient été si durement traités par les marxistes, allait attirer les sympathies de presque tous les membres de l'Internationale, constituer le centre de la résistance contre le Conseil

Général. Marx devait s'apercevoir que la fondation de l'Internationale répondait à un nouvel état d'esprit de la classe ouvrière, qui n'était plus disposée à suivre des chefs partout où il leur plairait de les entraîner, à approuver, aveuglément, leurs décisions et leur attitude.

Les représentants des Fédérations autonomistes (1), qui ne pouvaient se faire écouter dans les délibérations officielles du Congrès, établissaient entre eux, dans une série de séances particulières, des liens sérieux et concluaient un important acte d'alliance, qui était signé par 14 membres de la minorité : 4 Espagnols, 2 Jurassiens, 3 Belges, 2 Hollandais et 1 Américain. Ils déclaraient que leurs Fédérations resteraient en relations avec le Conseil Général, mais seulement pour ce qui concernait les affaires administratives, c'est-à-dire pour le paiement des cotisations, la correspondance et la statistique du travail ; qu'elles établiraient entre elles et toutes les sections de l'Internationale régulièrement constituées des rapports directs et continus, s'opposeraient à toute mesure autoritaire du Conseil Général, prise contre une Fédération quelconque, sauf si celle-ci était entrée « dans une voie directement con-

1. Ce nom d'*autonomistes* servait à désigner tous ceux qui considéraient comme absolument nécessaire à l'existence de l'Internationale la conservation du principe de l'autonomie des sections, qui, acceptant un programme économique uniforme, seraient absolument maîtresses d'orienter leur action pratique dans le sens qui leur plairait. Parmi eux figuraient, comme nous le verrons, tous les collectivistes et, aussi, quelques communistes.

» traire aux statuts généraux de l'Internationale
» approuvés au Congrès de Genève », et finalement
engageaient toutes les sections à « se préparer d'ici
» au prochain Congrès Général au triomphe, dans le
» sein de l'Internationale, comme bases de l'organisa-
» tion du travail, des principes de l'autonomie fédéra-
» tive ».

Bientôt après, le 15 septembre, se tenaient à Saint-Imier deux Congrès qui venaient protester énergiquement contre les décisions de la majorité marxiste de La Haye, et donner plus de force aux résolutions de la minorité.

Les deux Congrès de Saint-Imier. — Le premier d'entre eux ne réunissait que les délégués de la Fédération jurassienne. Ils aboutirent à une résolution, dans laquelle ils déclaraient que le principe de l'autonomie des sections était au-dessus des décisions des Congrès; que ceux-ci ne pouvaient s'occuper que d'affaires de pure administration; reprochaient au Conseil Général d'avoir organisé une majorité factice au sein du Congrès de La Haye « qu'ils suspectaient de
» ne point représenter réellement l'opinion des sec-
» tions composant la totalité de l'Association » et qui avait eu le tort de ne pas avoir mis en cause la conduite du Conseil Général.

En conséquence, ils repoussaient les résolutions prises à La Haye comme « injustes, inopportunes et en dehors des attributions d'un Congrès », refusaient

de reconnaître au Conseil Général les pouvoirs autoritaires qui lui avaient été attribués et se déclaraient disposés à travailler à l'établissement d'un pacte fédératif et libre avec toutes les Fédérations qui voudraient y contribuer. En outre, ils protestaient énergiquement contre l'expulsion de Bakounine et contre celle de J. Guillaume qui portaient atteinte à la Fédération tout entière, et frappaient, sans motif sérieux, des militants qui, « tant par leur infatigable activité sociale » que par leur honorabilité personnelle, s'étaient acquis l'estime et l'amitié des adhérents de la Fédération jurassienne ».

Le même jour et au même endroit s'ouvrit, entre certains délégués des Fédérations autonomistes, le Congrès anti-autoritaire, dont les Italiens avaient inspiré précédemment l'idée. Les Fédérations autonomistes les plus importantes y avaient envoyé des délégués : Guillaume et Schwitzguebel représentaient les Jurassiens ; les quatre membres de la Fédération espagnole, qui avaient assisté au Congrès de La Haye, (Morago, Marselau Alerini, Ferga-Pellicer) se trouvaient présents ainsi que six membres de la Fédération italienne (Bakounine, Costa, Cafiero, Malatesta, Nabruzzi, Fanelli) ; en outre, Pindy et Camet représentaient diverses sections de France, et le communaliste Lefrançais, certaines sections américaines. Seules, la Fédération belge et la Fédération hollandaise n'y avaient pas de délégués.

Il fut décidé que les votes auraient lieu, à raison

d'une voix par Fédération et que les sections françaises et américaines, représentées, disposeraient les mêmes droits qu'une Fédération. Les délégués commencèrent par se demander quelle attitude leurs Fédérations devaient observer à l'égard du Conseil Général : les Italiens leur préconisaient de cesser immédiatement toute relation avec lui ; James Guillaume, plus patient, était d'avis qu'elles devaient rester sur la défensive et ne sortir de leur réserve que si le Conseil Général les y obligeait par ses attaques. Sur la proposition des Espagnols, il fut décidé que les délégués ne prendraient aucune décision avant d'avoir consulté les sections de leur pays.

Le pacte de solidarité. — Les membres du Congrès examinèrent, ensuite, la question de « l'attitude » des Fédérations réunies en Congrès à Saint-Imier, » en présence des résolutions du Congrès de La » Haye et du Conseil Général ». Ils aboutirent à l'élaboration d'une résolution, qui déclarait que les Congrès de l'Internationale devaient avoir pour but de « mettre en présence les aspirations, besoins » et idées du prolétariat des différents pays, afin que » leur harmonie et leur unification s'opérassent » autant que possible ». D'après eux, les Congrès n'avaient donc aucun pouvoir législatif et réglementaire et les majorités qui s'y formeraient ne pourraient imposer aucune résolution obligatoire à la minorité ; elles ne pourraient, surtout, pas combattre

le principe de l'autonomie des sections et des Fédérations, qui constituait une condition indispensable à l'émancipation des travailleurs. Ils critiquaient, ensuite, très vivement l'existence même d'un Conseil Général, qui devait tendre fatalement à augmenter ses attributions par tous les moyens en son pouvoir et reprochaient, très durement, au Conseil général de Londres d'avoir essayé de se rendre permanent et de faire dominer les théories particulières de ses membres : d'avoir, notamment, constitué une majorité artificielle au Congrès de La Haye, qui « ne pouvait être » l'expression du prolétariat des pays qui s'y étaient » fait représenter » ; ils déclaraient ne pas reconnaître les pouvoirs autoritaires du nouveau Conseil général nommé par ce Congrès, et constituer, entre les Fédérations dont ils étaient les représentants, « un » pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle ». Celui-ci commençait par déclarer que « la grande » unité de l'Internationale était fondée non sur l'organisation artificielle et toujours malfaisante d'un » pouvoir centralisateur quelconque, mais sur l'identité réelle des intérêts et des aspirations du prolé- » tariat de tous les pays, d'un côté, et, de l'autre, sur » la fédération spontanée et absolument libre des » fédérations et des sections libres de tous les pays » ; condamnait, ensuite, les tendances du parti autoritaire qui voulait, en augmentant les pouvoirs du Conseil Général, imposer à toutes les sections de l'Internationale une direction uniforme et centralisée et

les obliger à adhérer aux doctrines particulières du communisme allemand.

Les auteurs de la résolution décidaient qu'ils établiraient de fréquents rapports de correspondance entre les Fédérations adhérentes « en dehors d'un contrôle » gouvernemental quelconque », déclaraient que, si une Fédération signataire était attaquée dans son indépendance soit par le Conseil Général soit par la majorité d'un Congrès, toutes les autres interviendraient en sa faveur.

Nature de l'action politique du prolétariat. — La troisième résolution avait trait « à la nature de l'action politique du prolétariat ». Très longue et très explicite, elle constituait une véritable réponse à celle qu'avait prise le Congrès de La Haye sur le même sujet. Elle commençait par critiquer tous ceux qui « voulaient imposer au prolétariat une ligne de » conduite ou un programme politique uniforme, » comme la voie unique qui pût le conduire à son » émancipation sociale », et par revendiquer le droit, pour chaque section ou Fédération, de « déterminer » elle-même et de suivre la ligne de conduite politique qu'elle croirait la meilleure ». Le mouvement ouvrier devait avoir comme objectif « l'établissement » d'une organisation et fédération économiques absolument libres, fondées sur le travail et l'égalité de tous, et absolument indépendantes de tout gouvernement politique », établissement qui ne pourrait

résulter que de « l'action spontanée du prolétariat lui-même. » Celui-ci ne devait donc pas avoir pour but la conquête du pouvoir politique, car s'il s'emparait de l'État, il deviendrait « une classe dominante et exploitante », absolument oppressive pour les masses.

Ce n'était donc pas la conquête, mais bien « la » destruction du pouvoir politique qui était le premier devoir du prolétariat » ; et tout pouvoir gouvernemental provisoire, chargé d'assurer la transition de la société politique à la société économique, ne constituait « qu'une tromperie de plus », car il présenterait les mêmes dangers pour le prolétariat que tous les gouvernements actuels. La troisième partie de cette résolution déclarait que les prolétaires de tous les pays devaient repousser tout compromis en vue d'arriver à l'accomplissement de la révolution sociale et établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire.

Organisation de la résistance du travail. — La quatrième résolution s'occupait de « l'organisation » de la résistance du travail ». Elle commençait par déclarer que les bases de la société de l'avenir devraient être « le travail et la liberté pour tous » ; qu'elles ne pourraient s'établir que par la mise en commun des capitaux et des instruments de travail, qu'après la destruction de l'État, qui, « par la nature » de son organisme, était poussé fatalement à opprimer » le travail et à nier la justice », et qui devait être rem-

placé par « la libre fédération de tous les groupes » producteurs fondés sur la solidarité et sur l'égalité ». Elle déclarait, ensuite, que toute amélioration partielle du sort de l'ouvrier était, évidemment, vaine, car le régime capitaliste ne lui permettait pas d'en conserver longtemps le bénéfice ; d'après elle, l'organisation professionnelle ne devait donc pas avoir pour but d'obtenir des réformes de détail dans le régime capitaliste, mais, au contraire, d'aider les prolétaires à réaliser leur émancipation intégrale. Elle possédait, à cet égard, d'incontestables avantages ; « elle faisait » fraterniser toujours davantage le prolétariat dans » la communauté des intérêts, elle l'exerçait à la vie » collective, elle le préparait pour la lutte suprême. » Bien plus, l'organisation libre et spontanée du travail, étant celle qui devait se substituer à l'organisation privilégiée et autoritaire de l'État politique, » serait, une fois établie, la garantie permanente du » maintien de l'organisme économique contre l'organisme politique ». L'organisation des sociétés de résistance méritait donc d'être encouragée.

Les grèves avaient un caractère analogue, les travailleurs ne devaient pas compter sur elles pour aboutir à une amélioration sensible de leur sort, mais « produits de l'antagonisme entre le travail et le » capital », elles présentaient plusieurs avantages : elles « rendaient les ouvriers de plus en plus conscients » de l'abîme qui existait entre la bourgeoisie et le » prolétariat, fortifiaient l'organisation des travailleurs

» et préparaient, par le fait de simples luttes écono-
» miques, le prolétariat à la grande lutte révolution-
» naire et définitive. qui, détruisant tout, privilège et
» toute distinction de classe, donnerait à l'ouvrier
» le droit de jouir du produit intégral de son travail
» et par là les moyens de développer, dans la collec-
» tivité, toute sa force intellectuelle, matérielle et
» morale ».

Ces résolutions, très longues, très complètes, avaient comme principal rédacteur Bakounine et contenaient ses opinions les plus importantes. Elles constituaient une réponse à celles qu'avait prises le Congrès de La Haye. Celles-ci engageaient, en effet, le prolétariat à constituer un parti politique distinct, à participer à la politique nationale et bourgeoise, à faire tous ses efforts pour parvenir à la conquête du pouvoir. A Saint-Imier, les collectivistes conseillaient au prolétariat de créer des syndicats (sociétés de résistance), de consacrer toute son activité à lutter contre les patrons sur le terrain économique, à faire réussir les grèves qu'il entreprendrait, à faire triompher la révolution sociale qui consisterait essentiellement en la destruction du pouvoir politique. Toutes leurs résolutions étaient donc en opposition complète et formelle avec celles des marxistes. Contre les doctrines que Marx voulait imposer à l'Internationale, Bakounine dressait les siennes qui recueillaient aussitôt les vives adhésions de ses amis du Jura, des Espagnols et des Italiens, et auxquelles souscrivaient

également les Belges, qui n'étaient pas représentés à ce Congrès.

On peut dire que cette réunion créait, à côté et en face de l'Internationale autoritaire de K. Marx, une Internationale collectiviste et qu'il suffisait, dès lors, du moindre incident pour que la rupture, déjà effective, devînt officielle.

Les protestations contre l'œuvre du Congrès de La Haye. — Bientôt après, les divers milieux révolutionnaires commencèrent à protester avec ardeur contre l'œuvre du Congrès de La Haye ; la plupart des socialistes lui reprochaient sévèrement les procédés qu'il avait employés à l'égard de Bakounine. Le 18 septembre 1872, les quatre délégués espagnols protestaient contre l'expulsion de « compagnons honorables, intelligents, connus au monde ouvrier comme très » dévoués à la cause », et contre le droit que s'était arrogé la Commission d'enquête de proposer ces mesures au Congrès. Puis, un certain nombre de réfugiés russes amis de Bakounine (1), dont quelques-uns seulement partageaient toutes ses opinions, prenaient sa défense contre les attaques des marxistes, faisaient l'éloge de cet « homme » dont toute la vie avait été » consacrée au service de la grande cause du prolétariat et dont la véritable personnalité était assez

1. C'était Ogaref, Zaytsef, Ozeroff, Ross, Holstein, Ralli, Celmitz, Smirnof.

» connue en Russie pour que ces attaques ne fissent
» que rejaillir sur leurs auteurs ».

D'autre part, les Fédérations et les sections se déclaraient peu disposées à admettre les décisions prises à La Haye; la section de Rouen désavouait, énergiquement, le membre du Congrès qui s'était présenté comme son délégué et qui y avait voté en faveur des propositions du Conseil Général; elle déclarait qu'elle n'avait jamais repoussé le principe de l'autonomie des sections, qui venait d'être si gravement méconnu, qu'elle le considérait, au contraire, comme entraînant, avec lui, la reconnaissance implicite du principe fédératif qu'elle n'avait cessé de défendre. En conséquence, elle adhéraît au pacte de solidarité de Saint-Imier.

En Belgique, les opinions fédératives étaient vigoureusement soutenues par les journaux socialistes (1) et attiraient l'adhésion de tous les membres de la Fédération. Le Congrès des 25 et 26 décembre 1872 déclarait nulles et non avenues les résolutions prises à La Haye, refusait de reconnaître l'autorité du Conseil Général de New-York et annonçait que la Fédération, dans son ensemble, adhéraît au pacte de solidarité. L'importante question de la réforme du Conseil

1. *Le Mirabeau* (de Verviers) avait été l'un des premiers à protester contre le Congrès de La Haye et avait mené une violente campagne contre le Conseil Général. *L'Internationale*, organe du Conseil Fédéral et *la Liberté* (de Bruxelles) n'avaient pas tardé à s'y associer.

Général était, immédiatement, remise à l'étude, mais, cette fois, la majorité des sections demandaient qu'il fût complètement supprimé.

En Espagne, Lafargue faisait tous ses efforts pour amener une scission dans le Conseil Fédéral, il créait une *Nueva Federacion madrileña* qui acceptait la direction marxiste et combattait les collectivistes dans son organe officiel l'*Emancipacion*. Il ne parvint pas à s'attirer la majorité des sections, qui continuaient à adhérer aux principes des autonomistes. Le Congrès de Cordoue (25-30 décembre 1872) déclarait que les résolutions reprises à La Haye étaient en contradiction avec la marche que devait suivre le prolétariat pour aboutir à son émancipation et refusait de les admettre. La Fédération espagnole adhérait, définitivement, au pacte de solidarité, et se déclarait disposée à rester en bons rapports avec « toutes les fédérations reconnues ou non, suspendues ou non, par le Conseil Général ». Les représentants se disaient prêts à participer, l'année suivante, à un Congrès anti-autoritaire, si celui que devait convoquer le Conseil Général ne détruisait pas l'œuvre de l'assemblée de La Haye.

En Angleterre, la question se présentait sous un aspect différent. Avant le Congrès de La Haye, les Juras-siens, les Belges et les Espagnols n'avaient pas de sympathie particulière pour la personnalité de Karl Marx, l'opposition énergique, qu'ils lui avaient faite avait pour causes d'importantes divergences de

principes et de méthode. Les rapports entre Marx et les membres du Conseil Fédéral anglais avaient un caractère spécial. La plupart des hommes, qui en faisaient partie, connaissaient Marx depuis longtemps; certains d'entre eux lui avaient témoigné la plus profonde admiration et avaient pour lui une vive et sincère amitié. D'autre part, ils adhéraient absolument à ses opinions théoriques : Eccarius, dans les Congrès de l'Internationale, Jung, dans ses lettres aux Juras-siens, avaient toujours soutenu ses doctrines.

S'ils cessaient d'être en bons termes avec le nouveau Conseil Général, leur attitude avait une signification particulière; s'ils se décidaient à combattre Marx, ce n'était pas parce qu'ils avaient de l'hostilité contre sa personne, ni parce qu'ils blâmaient ses doctrines ou même ses méthodes mais seulement parce qu'ils désapprouvaient les procédés qu'il avait employés pour faire triompher des idées auxquelles ils souscrivaient, comme lui. Il fallait que Marx et ses amis eussent été bien loin pour écarter ainsi d'eux des compagnons si anciens et si fidèles; en réalité, ce désaveu constituait, pour eux, la plus sévère des condamnations. Au mois de novembre 1873, une correspondance très amicale s'établissait entre le secrétaire du Conseil Fédéral anglais et celui de la Fédération jurassienne: Jung continuait à soutenir que, dans certains pays, le prolétariat devait participer à l'action politique pour réaliser son émancipation et que c'était cette méthode qui devait donner les meilleurs résul-

tats ; mais il reconnaissait aux sections de chaque pays le droit absolu de choisir leur tactique propre d'après leurs idées particulières et reprochait au Conseil Général de prétendre imposer à toute l'Internationale une méthode d'action uniforme. Des marxistes parvinrent à s'introduire dans le Conseil Fédéral et à fonder un journal particulier (*L'International Herald*) ; ils provoquèrent, ainsi, une scission, mais la majorité des sections refusèrent de suivre ce petit groupe d'hommes. Les autres membres du Conseil Fédéral décidèrent de réunir un Congrès le 26 janvier ; leur secrétaire adressa aux diverses sections une lettre pour les inviter à y envoyer leurs délégués ; il en profitait pour prendre vivement à partie les marxistes et les membres dissidents du Conseil Fédéral. « Maintenant, disait John Hales, que le Conseil Général n'est plus là, je puis affirmer que nous allons » faire plus de progrès que nous n'en aurions pu faire, » s'il était resté près de nous... L'autorité que le Conseil » Général avait concentrée entre ses mains d'une » manière si fatale avait paralysé le mouvement en » Angleterre. Maintenant, nos fers sont brisés... »

Au Congrès qui se tint à Londres le 26 janvier 1879, Jung et Eccarius critiquèrent énergiquement les procédés qui avaient présidé à la préparation de l'assemblée de La Haye, les décisions qu'elle avait prises et la prétention qu'elle avait manifestée d'imposer à tous les membres de l'Internationale un programme d'action qu'ils approuvaient théoriquement, mais

qu'ils ne pensaient pas qu'on dût rendre obligatoire.

Jung dit qu'il était convaincu qu'une discussion loyale aurait pu mettre d'accord les deux partis et faire admettre par les collectivistes la nécessité d'une action politique, mais il reprocha à Engels d'avoir engagé Marx à faire du Congrès « une triste mystification ».

D'autre part, le Conseil Général était loin de rencontrer, aux États-Unis, l'accueil favorable qu'avait espéré Marx : la Fédération américaine, qui venait d'être fondée, se divisait aussitôt en deux clans, dont chacun avait son Conseil Fédéral et dont l'un (celui de Spring street) n'hésitait pas à se déclarer collectiviste (19 janvier 1873) ; d'autre part, deux des membres désignés pour faire partie du nouveau Conseil Général, David et Ward, refusaient d'y venir siéger. Les raisons que David donnait de son attitude étaient particulièrement sévères, il déclarait condamner « l'œuvre du Congrès de La Haye, qui aurait pu aboutir à une réconciliation générale, à une réorganisation solide éminemment révolutionnaire et qui n'avait été que le résultat d'une conspiration préparée au profit d'une coterie avide d'autorité ; quel que soit, disait-il, le génie de Marx, je ne saurais l'estimer après les actes qu'il a commis avant et durant le Congrès de La Haye, je ne saurais non plus marcher à côté des hommes qui lui servent de compères dans la pitoyable comédie qu'ils jouent en ce moment au détriment de l'Internationale et du mouvement révolutionnaire général. »

Attitude des marxistes. — Devant cette opposition générale de la plupart des militants socialistes, les marxistes se décidèrent à frapper un grand coup et à faire usage des pouvoirs exorbitants que le Congrès de La Haye avait accordés au Conseil Général de New-York.

Celui-ci, dans sa séance du 5 novembre, se montrait décidé à poursuivre les hostilités contre la Fédération jurassienne : il lui reprochait de s'être mise en révolte contre lui au Congrès de Saint-Imier, d'avoir refusé de ratifier les expulsions de Bakounine et de Guillaume, comme les statuts lui en faisaient un devoir. En conséquence, il déclarait que les résolutions, qu'elle avait prises à ce Congrès, étaient nulles et non avenues, lui ordonnait de convoquer, le plus tôt possible, un Congrès extraordinaire pour les annuler et terminait en lui donnant un délai de quarante jours pour sa réponse. La Fédération jurassienne ne répondit pas directement, elle se contenta d'affirmer dans son *Bulletin* qu'elle refusait de se soumettre et d'y faire appel à la solidarité des autres fédérations autonomistes. Cet appel recueillit immédiatement le plus grand succès. Enfin, le 3 janvier 1873, le Conseil Général déclarait que, n'ayant pas reçu de réponse, il suspendait la Fédération jurassienne et engageait ses membres à se rattacher à la Fédération romande. Les Fédérations, mises au courant des faits, approuvèrent l'attitude énergique des Jurassiens et condamnèrent, sans hésitation, celle du Conseil Général ; le secré-

taire de la Fédération italienne, Costa, encouragea les jurassiens à la résistance et le Congrès italien de Bologne réuni le 15 mars 1873, en son nom, déclara adhérer au pacte de solidarité : les Belges dirent qu'ils ne comprenaient pas pourquoi les Jurassiens s'occupaient des condamnations vaines d'un Conseil Général qui ne jouissait plus d'aucune d'autorité.

Le 18 février 1873, la majorité des sections hollandaises se décidaient à combattre le Conseil Général. Le 22 février, la commission fédérale espagnole écrivait au Conseil Général de New-York une lettre, pour lui reprocher sévèrement son attitude. « Le Conseil » Général peut être assuré, disait-elle, que, malgré le » décret de suspension fulminé contre la Fédération » jurassienne, elle continuera d'être reconnue par » l'immense majorité des internationaux du monde. » Le Conseil Fédéral anglais envoya à la Fédération jurassienne une lettre de sympathie. Enfin, le Conseil Général se décida à faire montre d'audace : sur les conseils d'Engels à Sorge, il déclara, le 30 mai, que « toutes les Fédérations régionales ou locales, sections » et personnes, ayant participé aux Congrès de » Bruxelles, Cordoue et Londres, s'étaient placées en » dehors de l'Internationale et avaient cessé d'en faire » partie. La Fédération italienne, considérée comme » ne remplissant aucune condition pour faire partie » de l'Internationale, était déclarée ne pas exister » (1).

1. On se souvient qu'au congrès de Rimini du 4 août 1871, la Fédération italienne avait été fondée en dehors du Conseil Général et que son premier acte public avait été pour le combattre.

CHAPITRE III

APRÈS LA SCISSION

Résultats généraux de la scission. — C'est par cet acte que le Conseil Général donnait à la scission latente depuis le Congrès de La Haye et celui de Saint-Imier un caractère public et officiel, qu'elle n'avait pas encore. La rupture était désormais définitive entre les partisans du Conseil Général et les autonomistes. Or, il est bien certain que les deux partis n'avaient ni la même importance numérique, ni la même vitalité. Le Conseil Général n'avait guère pour lui, en dehors de ses membres, que la Fédération romande, quelques sections isolées de la Suisse allemande, de l'Espagne, de l'Angleterre et des États-Unis et, en outre, quelques membres individuels d'Allemagne, pays où l'Internationale continuait à être prohibée et où les membres de la Sozial-Demokratie s'en éloignaient sensiblement. De leur côté, les autonomistes comprenaient, avec la Fédération anglaise, la Fédération belge, la Fédération espagnole et les sections de Hollande, les éléments les plus importants et les plus vivaces de l'Internationale.

Malgré leur victoire apparente au Congrès de la

Haye, les marxistes voyaient donc s'éloigner d'eux la plupart des sections de l'Internationale, et tous leurs efforts pour maintenir groupés les socialistes qui leur restaient fidèles ne devaient aboutir qu'à un piteux échec. Quant aux autonomistes, ils allaient parvenir à rétablir l'Internationale sur le principe de l'autonomie des sections, mais, pour diverses raisons, ils n'arrivaient pas à lui faire reprendre son ancienne autorité, à lui rendre toute l'importance qu'elle avait eue au moment de l'union entre tous ses membres, avant la Commune. Par suite de leur suspension collective, les Fédérations autonomistes n'avaient plus à s'occuper de l'assemblée que pourrait convoquer le Conseil Général, en le présentant comme le sixième congrès régulier : avant cette mesure, il avait pu leur paraître nécessaire d'y envoyer des délégués pour tâcher d'y faire dominer leurs idées et de faire reprendre à l'Internationale son cours régulier, mais, maintenant, cela leur semblait absolument superflu. C'était, en effet, le Conseil Général lui-même qui venait de rompre tout lien avec elles, qui refusait de les maintenir dans l'Association qu'il prétendait diriger ; elles n'avaient, donc, plus qu'à travailler activement, en dehors de lui, à rétablir l'Internationale sur les véritables principes qui avaient présidé à sa fondation.

Le Comité Fédéral jurassien prit l'initiative de convoquer toutes les Fédérations autonomistes à un Congrès, qui se tiendrait à Genève du 1^{er} au 8 septembre 1873.

Le Congrès anti-autoritaire à Genève. — Les délégués furent au nombre de vingt-quatre ; il y avait deux délégués du Conseil Fédéral anglais (John Hales, Eccarius), cinq Belges (Verrycken, Cornet, Van den Abeele, Manguette, V. Dave), cinq représentants de la Fédération espagnole (Farga-Pellicer, Garcia Viñas, Alerini, Marquet, P. Brousse), quatre Italiens (Costa, Cesare Bert, Mattéi, Cyrille), huit représentants de la Fédération jurassienne (J. Guillaume, Pindy, Spichiger, Andrié, Andignoux, Ostyn, Perrare, Dumarthey) et deux membres de la section de propagande et d'action révolutionnaire-socialiste de Genève (Clariss, Joukovsky). En outre, certaines sections françaises avaient envoyé des mandats à Alerini, à Paul Brousse, qui étaient déjà délégués pour l'Espagne et à Montels, Pindy et Perrare. Immédiatement après l'ouverture du Congrès, il fut donné lecture des rapports des cinq Fédérations représentées ; elles combattaient, toutes, l'attitude du Conseil Général¹ et se montraient confiantes dans les destinées de l'Association.

Les discussions importantes commencèrent ensuite : la première avait trait à « la constitution définitive du » pacte de solidarité entre les Fédérations libres de » l'Internationale et à la révision des statuts généraux de l'Association ».

Reconstitution de l'Internationale. — Une commission spéciale fut chargée de préparer un véritable pro-

jet de nouveaux statuts, semblables à ceux qui avaient été votés en 1866. Il fut soumis aux délibérations de l'assemblée et donna lieu à d'intéressants débats.

Les statuts généraux de 1866 furent acceptés avec de petites différences seulement. Les délégués se demandèrent quel nom ils donneraient à l'Association qu'ils étaient en train de reconstituer : l'Anglais John Hales proposait, dans un esprit de conciliation, de l'appeler « Fédération Internationale du Travail ». J. Guillaume s'y opposa : pour lui, l'Association, dont le Congrès était le représentant, constituait seule la véritable Internationale ; celle que dirigeait le Conseil Général de New-York n'était qu'une nouvelle institution fondée par lui, elle devait, en conséquence, prendre un autre nom, celui d' « Association Internationale des Travailleurs » appartenant de droit à la réunion des Fédérations autonomistes. La proposition de Guillaume fut adoptée.

Les délégués se demandèrent, ensuite, s'il convenait d'admettre les intellectuels dans l'Association réorganisée. La question, qui avait donné lieu à discussion en 1864, fut de nouveau traitée de manière approfondie. Il y eut trois propositions présentées : Dumartheray était d'avis que l'Internationale ne devait admettre que les travailleurs manuels, Manguette aurait voulu que les intellectuels pussent également y adhérer, mais à condition de constituer entre eux des sections spéciales ; la Commission

pensait que l'Internationale devait s'ouvrir largement à tous ceux qui acceptaient ses principes, sans distinction. La discussion fut des plus sérieuses : la majorité des délégués s'opposait à l'exclusion d'hommes, qui pouvaient être des socialistes aussi convaincus que beaucoup de travailleurs manuels, qui feraient profiter ceux-ci de leurs connaissances spéciales, leur fourniraient des renseignements susceptibles de les intéresser et pourraient leur rendre les plus grands services ; ils repoussaient, également, la constitution de sections spéciales pour les intellectuels, pensant que, si les membres de la grande Association étaient séparés en deux catégories, ils ne pourraient pas se pénétrer réciproquement, ni constituer l'alliance dont ils reconnaissaient la nécessité. Ce fut donc la proposition de la Commission, qui fut votée sous la forme suivante : « Quiconque adopte et » défend les principes de l'Association peut en être » reçu membre, sous la responsabilité de la section » qui l'admettra » (art. 2). Les sections jouissaient d'une parfaite autonomie ; elles « conservaient le » droit de s'organiser selon leur volonté, d'administrer leurs propres affaires sans aucune ingérence extérieure et de déterminer elles-mêmes la marche qu'elles » entendaient suivre pour arriver à l'émancipation du » travail » (art. 3). Le Congrès se réunirait, chaque année, le premier lundi de septembre (art. 4). Chaque section, quelque fût le nombre de ses membres, aurait le droit d'y envoyer un délégué (art. 5). « Le » Congrès se réunirait de plein droit (à la date ci-des-

» sus indiquée) dans la ville qu'aurait désignée
» celui de l'année précédente » (art. 9), à moins
qu'un vote dans les Fédérations régionales ne vînt
décider que sa date ou son siège serait changé, ou
qu'un Congrès extraordinaire serait convoqué. Il
voterait sur les résolutions administratives à raison
d'une voix par Fédération, le vote n'étant obligatoire
que pour les Fédérations qui l'auraient accepté, et
celles qui refuseraient de se soumettre aux résolu-
tions adoptées par la majorité étant considérées
comme « sorties du pacte de solidarité » ; les questions
de principe ne feraient l'objet d'aucune votation, les
diverses opinions devant trouver dans leur inscrip-
tion aux procès-verbaux des Congrès, un moyen
d'expression suffisant.

Les délégués discutèrent, longuement, pour savoir
s'il devait exister un organe central chargé de servir
de lien entre les Fédérations. Aucun d'entre eux
n'était d'avis de reconstituer un Conseil Général sur
le modèle de celui qui avait siégé à Londres et avec
des attributions aussi étendues, mais un simple
bureau, dont les fonctions exclusivement adminis-
tratives seraient très limitées, pourrait peut-être se
rendre utile en assurant une unité plus étroite entre
les divers éléments de l'Association. Paul Brousse
n'était pas de cet avis ; il soutenait que cette institution
n'était nullement nécessaire et que les Fédérations
pourraient bien communiquer directement entre elles.

Les Jurassiens, les Belges et avec eux la grande

majorité de l'assemblée repoussèrent cette proposition ; ils considéraient qu'il pouvait être dangereux pour l'avenir de l'Internationale de laisser chaque Fédération libre de nouer des relations étroites avec les autres ou de rester isolée, suivant la volonté passagère de ses membres ; d'après eux, il devait exister un organe central chargé de perpétuer, de faciliter et de régulariser les rapports entre les diverses Fédérations.

Les divers partisans de cette opinion concevaient, de manière différente, cet organe central : les uns étaient d'avis qu'il ne devait y avoir qu'une seule institution qui serait chargée d'assurer l'ensemble des relations entre les Fédérations, et qui pourrait être, par exemple, un Comité Fédéral désigné par le Congrès de chaque année ; les autres auraient voulu qu'il y eût trois commissions distinctes, dont l'une serait chargée de la correspondance entre les Fédérations, une autre de la statistique du travail et une troisième des rapports à établir entre les ouvriers grévistes et les autres membres de l'Association. La discussion aboutit au vote d'un article 8, ainsi conçu : « Le Congrès chargera, chaque année, une Fédération régionale de l'organisation du Congrès suivant. La Fédération, qui aura reçu ce mandat, servira de Bureau Fédéral à l'Association, c'est à elle que devront être transmises, au moins trois mois à l'avance, pour les porter à la connaissance de toutes les Fédérations régionales, les questions que les diverses

» Fédérations ou sections désirent placer à l'ordre
» du jour du Congrès. Le Bureau Fédéral pourra, en
» outre, servir d'intermédiaire pour les questions de
» grève, de statistique, de correspondance en général
» entre les Fédérations qui s'adresseront à lui, à cet
» effet », la Fédération qui servirait de Bureau Fédéral était aussi chargée de recevoir, au moins trois mois avant le Congrès Général, les demandes des nouvelles Fédérations régionales, désireuses d'être admises dans l'Association, mais elle n'avait aucune autorité pour y répondre : elle devait communiquer, immédiatement cette demande à toutes les Fédérations régionales et celles-ci devaient charger leurs délégués au Congrès de dire si la nouvelle Fédération devait être admise ou non. Et enfin, dans son article premier, l'Internationale se donnait pour objet de
« réaliser l'union de tous les travailleurs de tous les
» pays sur le terrain de la solidarité dans la lutte du
» travail contre le capital, lutte qui devait aboutir au
» complet affranchissement du travail ».

Ces statuts étaient assez différents de ceux qui avaient été adoptés en 1866, lors de la fondation de l'Internationale : celle-ci, en effet, ne s'était pas alors donnée pour but de soutenir le travail dans sa « lutte contre le capital », mais seulement de « procurer un
» point central de communication et de coopération
» entre les ouvriers des différents pays, aspirant au
» même but, savoir : le concours mutuel, le progrès et le complet affranchissement de la classe
» ouvrière » ; elle n'adhérait donc pas alors explicite-

ment au principe de la lutte de classe, et certains de ses membres (notamment les mutuellistes) avaient pu croire que la classe ouvrière pourrait réaliser son complet affranchissement sans avoir à combattre violemment le capital et en cherchant seulement à lui substituer, progressivement et pacifiquement, des associations dans lesquelles elle aurait été maîtresse de ses instruments de travail. Les statuts de 1873 étaient donc beaucoup moins vagues et beaucoup plus révolutionnaires que ceux de 1866.

D'autre part, instruits par l'expérience, les délégués n'avaient établi aucun pouvoir extérieur aux Fédérations, supérieur à elles.

En réalité, sous sa nouvelle forme, l'Internationale était constituée par l'union libre de Fédérations qui étaient toutes sur un pied d'égalité. L'une d'entre elles, cependant, était chargée par le Congrès de rendre à toutes les autres certains services d'ordre exclusivement administratif. Elle n'avait aucune autorité et ne pouvait imposer aux autres aucune espèce d'obligation, elle n'avait aucun titre pour parler au nom de l'Association tout entière. Elle ne pouvait donc pas avoir l'idée d'accaparer la direction de l'Internationale ; tout danger de cette nature était incontestablement écarté. Mais en même temps la grande Association voyait diminuer son importance extérieure, elle ne représentait plus la même puissance qu'auparavant auprès de l'opinion publique ; celle-ci est essentiellement simpliste ; les institutions qui frappent

son imagination sont celles dont l'organisation est facile à comprendre et qui peuvent s'exprimer ouvertement au moyen d'organes officiels chargés de parler au nom de tous leurs membres. Il est certain, par exemple, que l'existence et le fonctionnement du Conseil Général à Londres ont beaucoup contribué à inspirer aux bourgeois la crainte de l'Internationale et à attirer sur elle l'attention générale ; les publicistes et, derrière eux, les lecteurs de journaux attachaient la plus grande importance à la publication par le Conseil Général de ses divers documents officiels, où ils croyaient trouver l'opinion de l'Internationale tout entière (1). D'autre part, ils suivaient avec le même intérêt les votes des congrès sur les questions de principe ; les lecteurs de journaux n'ont pas, pour la plupart, la patience de lire les procès-verbaux d'un Congrès, ils ne s'intéressent qu'au vote qui a mis fin aux discussions. Celui-ci peut les impressionner vivement ; c'est ainsi que le vote du Congrès de Bruxelles sur la propriété collective en 1868 fut réellement considéré par les libéraux de l'époque comme l'un des symptômes les plus alarmants de la renaissance du socialisme. Par sa nouvelle organisation qui comportait la suppression du Conseil Général et celle de la « votation sur les questions de principe »,

1. Au moment où les sections de la Fédération belge se demandaient si le Conseil Général devait être supprimé, l'un des arguments présentés par ceux qui étaient d'avis qu'il devait être maintenu était que son abolition ferait plaisir aux patrons, qui craignaient particulièrement ses interventions.

l'Internationale renonçait à deux puissants moyens dont elle disposait pour exprimer son orientation générale et frapper l'attention publique. Les délégués considéraient, sans doute, que ces inconvénients seraient largement compensés par la certitude de ne plus voir une puissance autoritaire essayer de dominer leur Association renaissante.

Discussion sur la grève générale. — Après cette importante élaboration, les discussions sur les questions de principe furent entamées ; la principale d'entre elles eut pour sujet « la grève générale ». C'était la première fois qu'un Congrès socialiste traitait cette question en elle-même (1) ; ce ne devait pas être la dernière. Les délégués n'accueillirent pas, alors, cette idée avec un grand enthousiasme ; pour la plupart d'entre eux, les bénéfices des grèves partielles étant le plus souvent illusoires, leurs résultats n'étant jamais très durables, l'ouvrier ne pourrait s'émanciper définitivement que par la révolution sociale ; à ce titre, la grève générale méritait d'être examinée comme un des moyens de l'amener et de la faire triompher. Pour d'autres, toute discussion de cette question était prématurée ; si la grève générale pouvait aboutir à de bons résultats dans certains pays, il en était d'autres où elle n'était pas possible ; enfin, certains d'entre eux

1. On sait qu'au Congrès de Bruxelles, en 1868, la grève générale avait été indiquée aux ouvriers comme un moyen pour eux d'empêcher leurs gouvernements de se faire la guerre, elle n'avait pas fait alors l'objet d'un débat spécial.

furent observer qu'il n'était pas prudent qu'un Congrès vînt montrer ouvertement aux bourgeois comment les prolétaires feraient la révolution sociale.

A la résolution de J. Guillaume qui conseillait aux ouvriers « l'organisation internationale des corps de » métiers qui leur permettrait d'entreprendre un jour » une grève générale, seule grève réellement efficace » pour réaliser l'émancipation du travail », en fut opposée une autre, qui, ne prenant pas parti sur la question elle-même, se contentait de « recommander, » d'une façon pressante, aux travailleurs l'organisa- » tion internationale des unions de métiers ainsi » qu'une active propagande socialiste ». Ce fut celle-ci qui fut votée. En même temps, était préconisée une large fédération des unions de métiers qui devaient s'organiser, d'une part, par professions, d'autre part par contrées et enfin entre toutes les nations du monde. Il fut décidé que le Congrès de 1874 tiendrait ses séances à Bruxelles et que la Fédération belge serait chargée de fonctionner comme Bureau Fédéral.

La fin de l'Internationale marxiste. — Le Conseil Général de New-York avait annoncé son intention de réunir un Congrès à Genève pour le 8 septembre 1873. Cette réunion se tint à l'époque convenue, mais ne remporta aucun succès ; ni Marx, ni Engels, ni Sorge n'y assistèrent, il y eut finalement vingt-deux délégués, presque tous suisses ou allemands. Ils n'étaient pas d'accord entre eux. Les membres de la Fédération romande auraient désiré,

en effet, que le Conseil Général vint se fixer en Suisse et ne parvinrent pas à l'obtenir. Ce Congrès ne donna lieu à aucune discussion intéressante. Les délégués décidèrent de ne convoquer de nouveau Congrès qu'en 1875. Cette année-là, il n'en fut plus question. Une conférence, réunie à Philadelphie le 16 juillet 1876, décidait de suspendre indéfiniment l'organisation de l'Association Internationale des Travailleurs.

Devant cet insuccès complet qui leur montrait que leur association autoritaire n'avait aucune vitalité, les marxistes eurent recours une fois de plus à l'emploi des injures et des attaques personnelles, procédés pour lesquels ils avaient une prédilection toute particulière. En septembre 1873, ils firent paraître *l'Alliance de la Démocratie Socialiste contre l'Association Internationale des Travailleurs*, ils prétendaient qu'il contenait l'ensemble des pièces et des documents dont la production avait entraîné l'expulsion de Bakounine et celle de Guillaume. Ses auteurs, Engels et Lafargue, avaient repris et aggravé toutes les accusations lancées contre Bakounine depuis 1870. Après eux, il s'était assigné comme tâche de détruire l'Internationale, en introduisant, dans son sein, un élément étranger et hostile : c'était après sa séparation de la Ligue bourgeoise de la Paix et de la Liberté qu'il avait fondé l'Alliance de la Démocratie Socialiste, dont il prétendait se servir pour ruiner la grande Association. Il avait accaparé la direction de la société secrète et exigeait de ses membres une obéissance passive à

l'égard d'un comité occulte omnipotent qui recourait aux menaces et à l'intimidation pour obtenir d'eux les plus grands sacrifices. Après une dissolution apparente, l'Alliance s'était reformée sous d'autres noms mais elle constituait toujours, un groupe aux principes absolument opposés à ceux de l'Internationale, qu'elle prétendait dominer et à qui, dans beaucoup de pays, elle était parvenue à se substituer.

Ses agissements étaient dénoncés dans tous les pays, où elle était censée avoir des ramifications : en Espagne, en Italie, en France, en Russie. Tous les socialistes de ces États, qui avaient tenu tête au Conseil Général, étaient durement attaqués. Bakounine était pris à partie avec le plus de violence : il était présenté comme un agent du panslavisme, que le Gouvernement russe avait laissé échapper de Sibérie ; on lui reprochait d'avoir participé à la Ligue de la Paix, d'avoir proposé au Congrès de Bâle l'abolition de l'hérédité, « cette vieillerie saint-simonienne », d'avoir été partisan de l'augmentation des pouvoirs du Conseil Général parce qu'il espérait en prendre la direction avec ses amis ; sa conduite à Lyon, le 28 septembre 1870, était lourdement ridiculisée (1).

1. « A Lyon, Bakounine proclama la déchéance de l'État, mais l'État, sous la forme et en l'espèce de deux compagnies de gardes nationaux en bourgeois, entra par une porte qu'on avait oublié de garder, balaya la salle et fit reprendre à la hâte le chemin de Genève à Bakounine. » (*Alliance*, p. 21.) Il faut remarquer qu'en quittant Lyon, Bakounine n'avait pas du tout repris « à la hâte le » chemin de Genève », puisqu'il était revenu tout doucement en passant par Marseille.

Et, enfin, on lui reprochait d'avoir eu des relations amicales avec certains individus, dont les uns venaient d'abandonner la cause collectiviste (1), dont les autres — et notamment les membres de la Fédération italienne — étaient « des avocats sans causes, » des médecins sans malades et sans science, des » étudiants de billard, des commis-voyageurs et » autres employés de commerce, et principalement » des journalistes de la petite presse » ou même des députés, dont la présence dans une association, qui se déclarait anti-parlementaire, était assez étrange.

On critiquait, en outre, les relations qu'il avait eues avec Netchaïeff. A l'appui de ces accusations, était reproduite une série d'actes, attribués à Bakounine ; c'étaient, notamment, les statuts de la Fraternité Internationale et les écrits qu'il avait rédigés en collaboration avec Netchaïeff pour les révolutionnaires russes. De nombreux passages de ces opuscules préconisent une action révolutionnaire extrêmement brutale contre les personnes, défendent et encouragent l'emploi des procédés les plus violents et les plus perfides. Engels et Lafargue prétendaient que Bakounine avait toujours conseillé aux révolutionnaires de se servir de tous les moyens de lutte dont ils disposaient et de ne pas reculer devant les crimes les plus épouvantables : c'était la crainte de s'aliéner certains de ses partisans qui avait pu, seule, l'empêcher d'indi-

1. Dans leur opuscule *l'Empire et la France nouvelle*, A. Richard et G. Blanc venaient de se rallier au bonapartisme.

quersa méthode avec la même franchise brutale dans tous ses écrits, et ce n'était que devant le petit groupe de ses amis intimes qu'il osait dévoiler le fond de sa pensée. Nous avons montré à quel point ces allégations étaient erronées : dans le plus grand nombre de ses manuscrits, Bakounine n'a cessé de déclarer que la révolution sociale ne devait pas s'attaquer aux personnes, mais seulement aux choses et aux situations, qu'elle devait répandre le moins de sang possible, car cela n'était nullement nécessaire à son succès. Il était donc injuste de prétendre que ces textes, d'ailleurs très inexactement reproduits, contenaient les idées normales, ordinaires de Bakounine sur l'action révolutionnaire.

En réalité, tous les passages de ces ouvrages qui présentent l'assassinat politique comme un moyen de faire réussir la révolution sont en contradiction avec les opinions qu'il a exprimées le plus souvent et avec celles qu'adoptaient la plupart des collectivités de l'Internationale (1).

Quoiqu'il en fût, cet écrit fut loin de produire les résultats qu'en attendaient ses auteurs : il n'écarta de Bakounine aucun de ses partisans, et laissa indifférents la plupart des autonomistes, qui ne se donnèrent même pas la peine d'y répondre. Et dernièrement, le

1. M. Spichiger, l'un des militants de la Fédération jurassienne qui ont eu les relations les plus fréquentes avec Bakounine, me déclarait, dernièrement, qu'il ne l'avait jamais entendu préconiser, systématiquement, le recours à l'action directe individuelle.

marxiste allemand bien connu M. Bernstein nous affirmait qu'en Russie la publication de cet écrit n'avait nui qu'à ceux qui l'avaient rédigé (1).

La publication de ce libelle fut réellement le dernier soubresaut de l'Internationale autoritaire agonisante. L'Association marxiste avait vécu ! Marx et ses amis durent s'apercevoir qu'ils avaient fait fausse route, que leur victoire artificielle du Congrès de La Haye ne répondait à aucune réalité et que la plupart des socialistes n'étaient pas disposés à suivre, servilement, leur direction. Ils se consolèrent en déclarant que l'Internationale répondait, dans l'ensemble du mouvement prolétarien, à une certaine période historique à laquelle la Commune avait mis fin. Ils devaient chercher à l'action socialiste une autre orientation. Marx commença, après une certaine période de repos, à s'occuper activement de l'organisation des partis socialistes nationaux.

Retraite et mort de Bakounine. — Pendant ce temps-là, son rival Bakounine, malade, fatigué, se sentant trop vieux et, d'autre part, sûr de la victoire

1. C'est dans le *Minourchié Gody* d'octobre 1908 que Bernstein déclarait que cette brochure « a fait infiniment pour aliéner à Marx tout le monde socialiste russe d'alors » et ensuite : « Au point de vue purement humain, dans cette lutte entre Marx et Bakounine, ce dernier apparaît incontestablement sous un jour plus favorable que son adversaire ; même celui qui croit que Marx défendait dans cette querelle les intérêts du mouvement ouvrier, qui n'admettaient aucune concession sentimentale, ne peut s'empêcher de regretter que Marx n'ait pas mené cette lutte avec d'autres moyens et dans d'autres formes. » (Appendice au tome III de *l'Internationale* de J. Guillaume.) Il nous paraît difficile d'adopter d'autres conclusions !

définitive des autonomistes, donnait le 12 octobre 1873, dans une lettre parue au *Bulletin de la Fédération jurassienne*, sa démission de membre de cette Fédération. Il remerciait « les compagnons de Jura » de l'amitié, de l'estime et de la confiance qu'ils lui avaient toujours témoignées, les félicitait de l'énergie et du sang-froid avec lesquels ils avaient su repousser les attaques des marxistes, disait qu'une comparaison entre les deux congrès de Genève montrait clairement que, dans la lutte, les autonomistes avaient fini par triompher. Puis il déclarait que, dans ces conditions, il se retirait de la Fédération, où il ne pourrait plus faire que de la propagande théorique ; or, disait-il, « le temps des grands discours théoriques, » imprimés ou parlés, est passé ! Dans les neuf » dernières années, on a développé, au sein de l'Inter- » nationale, plus d'idées qu'il n'en faudrait pour » sauver le monde, si les idées, seules, pouvaient le sauver et je défie qui que ce soit d'en inventer une nouvelle ! » Les militants devaient donc consacrer toute leur activité à aider le prolétariat dans son œuvre d'organisation.

Or, Bakounine déclarait qu'il était trop vieux pour se livrer à ce genre d'action. En se retirant, il mettait les Jurassiens en garde contre la réaction européenne triomphante, dont le centre était en Allemagne et qui était représentée « tout aussi bien par le socialisme » de Marx que par la diplomatie de Bismarck », qui travaillaient tous les deux à la « pangermanisation de

» l'Europe ». Il disait que, pour s'assurer le succès final, les Jurassiens devaient : « 1° tenir ferme à ce principe de la grande et large liberté populaire, sans laquelle l'égalité et la solidarité elle-même ne seraient que des mensonges ; 2° organiser toujours d'avance la solidarité internationale pratique, militante des travailleurs de tous les métiers et de tous les pays, et se rappeler qu'infiniment faibles comme individus, comme localités ou comme pays isolés, ils trouveraient une force immense, irrésistible dans cette universelle collectivité ». A cette lettre, *le Bulletin* ajoutait quelques mots d'explication et donnait à Bakounine l'assurance que « l'estime et l'amitié des internationaux du Jura, auxquels il avait rendu d'éminents services, le suivraient dans sa retraite ». Son rôle social paraissait terminé.

Il allait habiter, à Lugano, une villa, que son ami Cafiero mettait à sa disposition. Le 7 août 1874, il allait à Bologne prendre part à une insurrection, qui n'obtint aucun succès. Dès lors, considérant, lui aussi, que l'ère de l'Internationale était close, découragé par le spectacle de la situation présente, prenant son parti d'un ajournement indéfini de la révolution sociale et renonçant presque à ses anciennes opinions, Bakounine vécut tristement jusqu'au 14 juin 1876. C'est ce jour-là que mourut l'énergique révolutionnaire ; il n'avait que soixante-deux ans, mais certaines de ses années de lutte avaient contribué à le fatiguer tout particulièrement. Ainsi disparaissait, dans

des conditions assez banales, un révolutionnaire qui aurait désiré mourir sur les barricades. C'était une curieuse personnalité chez qui les qualités et les défauts se combinaient étrangement, qui s'était attiré de très vives sympathies et de profondes hostilités, dont les doctrines, éminemment discutables et subversives, contenaient des parties de valeur très inégale; c'était une figure synthétique des plus originales qui représentait, à la fois, la révolution politique nationale et romantique des sociétés secrètes et des barricades, en honneur vers 1848. et la révolution sociale, anti-patriotique, à bases très réalistes de nos syndicalistes contemporains. Il s'était livré tout entier, avec une passion et une énergie des plus remarquables, à la défense des idées qu'il croyait justes, ne reculant devant aucun sacrifice, et ce dévouement, ce désintéressement absolus sont des qualités assez rares et assez belles pour qu'on doive les admirer chez ceux qui les possèdent, quelque réserve que l'on fasse, par ailleurs, sur les opinions au service desquelles ils les mettent.

Son enterrement eut lieu le 1^{er} juillet 1876. Tous les socialistes des pays, qui avaient subi son influence, regrettèrent sa mort. Les militants Jurassiens, Italiens, et Espagnols témoignèrent, une fois de plus, quelle grande sympathie et quelle profonde admiration ils éprouvaient pour celui qui venait de disparaître. Les journaux marxistes (le *Vorwaerts* de Bâle, par exemple) louaient ses qualités intellectuelles et

montraient qu'elle avait été l'importance de son rôle révolutionnaire, tout en condamnant ses idées collectivistes et en lui reprochant d'avoir manqué de sens pratique. Seul, le *Tagwacht*, journal marxiste de Zürich, critiquait sévèrement son action et son caractère et le présentait comme un conspirateur qui n'avait jamais eu d'opinions clairement définies. Sur sa tombe, Joukovsky, J. Guillaume, Élisée Reclus, Carlo Salvioni et P. Brousse prononcèrent des discours, pour faire l'éloge de ce grand révolutionnaire. Puis, tous les socialistes présents signèrent un pacte pour déclarer qu'en présence de cet événement ils oubliaient leurs querelles personnelles, pour témoigner leur désir de voir l'Internationale se reconstituer et se développer sur le principe de l'autonomie des sections qui, s'il était admis par tout le monde, permettrait « aux partisans de l'État ouvrier » et aux partisans de la libre fédération des groupes » de producteurs de vivre en bonne intelligence ».

Les derniers Congrès de l'Internationale autonomiste. — Pendant que Bakounine séjournait à Lugano, l'Internationale autonomiste continuait à fonctionner. Les Fédérations réunissaient encore leurs Congrès nationaux, une ou deux fois par an, d'après leurs règlements particuliers.

En 1874, du 7 au 10 septembre, le VII^e Congrès général se tint à Bruxelles. Ses membres étaient peu nombreux ; il y avait neuf socialistes belges et, en outre, un représentant de chacune des trois grandes

Fédérations méridionales (du Jura, de l'Espagne, de l'Italie), un délégué de la Fédération anglaise (Eccarius) et deux Allemands. Le programme ne comportait qu'une seule question : « Par qui et comment » seront faits les services publics dans la nouvelle organisation sociale ? » Cette discussion fut considérée comme reprenant la série des grands débats théoriques qui avaient été entamés en 1866 et interrompus au moment de la guerre franco-allemande. Les délégués adhéraient tous au principe de la socialisation, mais les représentants allemands et Eccarius croyaient que le prolétariat ne pouvait réaliser son émancipation qu'en faisant la conquête du pouvoir politique et en utilisant, à son profit, tous les rouages gouvernementaux. Les Espagnols, les Italiens et les Jurassiens, anarchistes purs, disaient que l'organisation sociale de l'avenir ne pouvait être prévue longtemps à l'avance et que des rapports harmoniques et justes s'établiraient spontanément entre les groupes producteurs, sans l'intervention d'aucune autorité extérieure. Les Belges repoussaient l'État centralisé et omnipotent des Allemands, mais se refusaient à partager l'optimisme extrême des anarchistes : ils pensaient que des relations stables et équitables ne pourraient se maintenir entre groupements sociaux, que si ceux-ci constituaient, de bas en haut, une organisation fédérative permanente et s'ils acceptaient de suivre les directions d'un conseil administratif central ; ils considéraient que les com-

munes devaient s'associer entre elles et réunir leurs mandataires chargés d'administrer les provinces et que les délégués de celles-ci devaient être chargés de la direction de chaque nation.

Ils tenaient, entre les deux opinions extrêmes, un juste milieu, puisqu'ils étaient partisans de l'existence d'un État, fondé sur des principes fédératifs. La discussion qu'ils soutinrent, sur ce point, contre les Jurassiens eut pour résultat de montrer que la majorité des Belges ne croyaient pas à la possibilité d'un anarchisme absolu comme les membres des trois Fédérations du Midi. Dans un second débat, les délégués traitèrent la question de l'action politique des classes ouvrières. Les partisans d'une méthode révolutionnaire exclusivement économique s'opposèrent, une fois de plus, à ceux d'une action parlementaire. La résolution adoptée reconnaissait aux Fédérations et aux partis socialistes le droit de se décider comme ils l'entendraient,

Le Congrès de 1875 devait être organisé par la Fédération Espagnole ; mais celle-ci, qui était alors poursuivie par le gouvernement, déclara qu'elle ne pourrait pas s'en occuper ; il n'y eut donc pas d'assemblée générale, cette année.

Le VIII^e Congrès général tint ses séances à Berne du 26 au 29 octobre 1876. Les délégués furent très peu nombreux ; les discussions ne traitèrent aucun point nouveau. D'après les statuts de 1873, elles ne pouvaient aboutir à l'adoption d'aucune résolution

explicite ; il en résulta que cette assemblée manqua d'intérêt et que l'opinion publique ne s'en occupa pas. Les délégués traitèrent une fois de plus la question de l'organisation sociale future.

L'Internationale collectiviste se mourait ! De Pæpe proposa de convoquer, pour l'année suivante, un Congrès général, qui fournirait aux adhérents de l'Internationale l'occasion de se rencontrer avec les délégués des autres sociétés ouvrières.

Les représentants des diverses Fédérations discutèrent cette proposition, que certains d'entre eux n'approuvèrent pas sans hésitation. Il fut enfin convenu qu'un Congrès Général ouvrier se tiendrait en 1877 mais il fut décidé que les derniers adhérents de l'Internationale refuseraient de se laisser englober dans une nouvelle association et que les votes qui pourraient être émis ne serviraient qu'au recensement des opinions et ne pourraient entraîner aucune obligation pour les délégués. Ce fut dans ces conditions qu'eut lieu le Congrès Général Ouvrier à Gand en 1877. Il fut précédé d'un Congrès de l'Internationale tenu à Verviers : celui-ci réunit onze délégués, qui s'occupèrent surtout de l'attitude qu'ils devaient avoir dans l'assemblée générale de Gand. Dans cette seconde réunion, les membres de l'Internationale se trouvèrent en minorité ; ils ne purent opposer de résistance sérieuse à des groupes importants d'Allemands et de Belges qui repoussaient leurs idées. Le programme comportait deux questions d'intérêt capi-

tal : celle « des tendances modernes de la production » et celle « de l'action politique du prolétariat ». Au sujet de la première question, les Allemands et les Anglais déclaraient que c'était l'État qui devait posséder la terre et les autres instruments du travail ; la plupart des délégués de l'Internationale affirmaient au contraire qu'il fallait que « les travailleurs s'emparent de la richesse sociale pour la transformer en propriété collective des groupes producteurs fédérés ». Entre ces deux doctrines extrêmes, se tenait celle des Belges, qui voulaient que les capitaux devinssent une propriété communale ; ils introduisirent dans la proposition communiste un amendement, qui contenait l'expression de cette opinion et venait affaiblir la divergence entre les deux résolutions acceptées. Au sujet de la question de « l'attitude du prolétariat à l'égard des partis politiques », les représentants du Congrès de Verviers proposèrent une résolution, qui condamnait « l'action de tout parti politique, comme ayant pour but la conquête du pouvoir, ce qui aboutirait à la création de nouveaux privilèges », critiquait la séparation « artificielle des hommes en partis politiques qui venait se superposer à leur distinction naturelle en classes économiques », déclarait qu'ils considéraient que le parti socialiste était « aussi réactionnaire que tous les autres » et qu'ils combattaient avec la même énergie et finissaient, en conseillant aux ouvriers « d'abandonner la voie politique pour adopter celle du socialisme révolutionnaire ».

Les communistes, partisans de l'action politique, déclaraient inséparables « l'émancipation sociale et » l'émancipation politique », préconisaient la constitution du prolétariat en parti politique distinct et l'engageaient à « employer tous les moyens politiques tendant à l'émancipation sociale de tous ses » membres ». C'est sur ces deux questions essentielles que reposaient, depuis longtemps, les divergences entre les collectivistes révolutionnaires et les communistes autoritaires; les débats et les résolutions du Congrès de Gand venaient leur donner une expression des plus explicites et montrer en quoi consistait réellement l'opposition entre les deux doctrines.

La propagande par le fait. — A la même époque, les anarchistes avaient participé à d'importantes manifestations, tenté des mouvements partiels, pour échauffer les esprits et créer une légende révolutionnaire. Il y eut des émeutes fédéralistes en Espagne; en Italie, Cafiero dirigea l'insurrection connue sous le nom de la prise d'armes de Bénévent (5-11 avril 1877); les jurassiens organisèrent le 18 mars 1878 une manifestation dans les rues de Berne, pour fêter l'anniversaire de la Commune. Ces divers mouvements n'aboutirent à aucun résultat sérieux. En Espagne et en Italie, ils provoquèrent des poursuites contre les socialistes et l'Internationale y vit décliner ses forces.

Le 25 mars 1878, paraissait le dernier numéro du *Bulletin de la Fédération jurassienne*, la vaillante petite feuille qui avait été réellement l'organe le plus

important des autonomistes pendant leur résistance contre les marxistes. Sa disparition entraînait celle de toute cette phase historique (1). La Fédération jurassienne continua à tenir des Congrès jusqu'en 1880. Mais la période de l'Internationale était définitivement close.

1. Les principaux membres de la Fédération jurassienne ne trouvaient plus à gagner leur vie dans leur pays, la plupart de leurs patrons refusant de les employer à cause de leurs opinions avancées, ils se dispersèrent et allèrent chercher du travail ailleurs.

CONCLUSION

Le temps est venu, pour nous, d'étudier l'ensemble de l'histoire de l'Internationale, de chercher à en dégager les grandes lignes, à montrer la signification profonde de la lutte, dont nous avons raconté les principales phases. Puis nous ferons voir, rapidement, quelles évolutions ont subi les deux doctrines, qui se sont heurtées à ce moment. L'Internationale avait été fondée par des ouvriers dont la plupart ne se faisaient pas une idée précise de l'orientation qu'elle devait prendre. Son programme primitif était très large et très vague ; il réunissait tous ceux qui reconnaissaient la nécessité de l'émancipation économique des prolétaires ; ses premiers adhérents ne devaient pas saisir exactement en quoi devait consister celle-ci, avant de s'être livrés à toutes sortes de recherches et d'avoir traversé une période de tâtonnements. Ne trouvant pas d'appui sérieux chez les délégués des premiers Congrès, Marx dut renoncer à leur imposer sa direction. Ce furent les mutuellistes qui firent prévaloir leurs idées : leur programme économique était très raisonnable, quoique assez utopique ; ils deman-

daient aux ouvriers un effort collectif très sérieux et très puissant, faisaient un appel incessant à leur patience et à leur énergie; ils pensaient que si les prolétaires possédaient ces qualités, ils pourraient parvenir, sans aucun recours aux moyens violents, sans intervention d'aucun secours étranger, à réaliser leur émancipation lentement, mais intégralement. Ils préconisaient, également, l'abstention politique, conseillaient aux ouvriers de ne pas combattre violemment les gouvernements, sans pourtant faire montre de servilité à leur égard.

Ce programme parut trop modeste; les ouvriers craignaient que son application ne leur permit pas assez vite de sortir de leur misère actuelle; les mutualistes étaient trop froids, leur attitude à l'égard du gouvernement impérial fut blâmée par beaucoup de prolétaires qui les abandonnèrent et refusèrent de suivre leur direction. Le procès de la première commission parisienne marque une importante évolution dans la politique de l'Internationale, qui commença, alors, à devenir socialiste.

A partir du Congrès de Bruxelles, elle se montra de plus en plus résolue à soutenir la classe ouvrière dans sa lutte contre la bourgeoisie, à préparer, par tous ses efforts, la révolution sociale. Elle prétendait arriver à établir l'égalité économique entre tous les hommes, aboutir à la suppression des classes, à l'abolition du prolétariat; elle ne conseillait plus aux ouvriers de fonder des sociétés coopératives, comme

l'avaient fait les mutuellistes, mais d'organiser des sociétés de résistance, pour défendre leurs salaires quotidiens contre leurs patrons.

Enfin, ses membres croyaient que le prolétariat ne pourrait pas réaliser son émancipation économique intégrale au sein de la société capitaliste actuelle et qu'il n'y parviendrait qu'après un bouleversement social intégral.

Depuis 1868, la plupart des membres de l'Internationale adhéraient, sans hésitation, à ces opinions ; s'il y avait des divergences entre eux, ce ne pouvait plus être que sur des points secondaires : l'organisation de la propriété socialisée par exemple ou la désignation des procédés révolutionnaires les plus efficaces.

Voici de quelle façon se présentait cette question : la Révolution de 1789 était considérée par tous ces socialistes comme le fait capital de toute l'histoire.

Ils n'hésitaient pas à approuver son œuvre, mais ils la déclaraient incomplète et se donnaient comme mission de la parfaire. Elle avait consisté à détruire les privilèges et à établir l'égalité civile, elle y était parvenue, mais ce n'était pas suffisant ; il fallait, maintenant, assurer parmi les hommes l'égalité de fait, sans laquelle celle des droits n'avait qu'une valeur médiocre. Les premiers socialistes crurent qu'ils n'avaient qu'à utiliser les procédés, qui avaient servi à accomplir la grande Révolution. Les ouvriers, étant les plus nombreux, devaient parvenir sans difficulté à imposer leur volonté à tous les autres hommes ; il

leur suffirait soit d'envoyer dans les Parlements des députés qui leur fussent favorables, d'y assurer ainsi progressivement la majorité à leur classe, soit de renverser brusquement le gouvernement bourgeois et de lui substituer un conseil d'hommes politiques qui assurerait la domination du prolétariat, et modifierait l'organisation sociale, conformément aux intérêts de celui-ci ; il constituerait une véritable dictature socialiste, exerçant des pouvoirs très étendus et concentrant entre ses mains tous les capitaux et tous les instruments de production. Tous les citoyens de ce nouvel État seraient ses fonctionnaires et ce serait lui qui partagerait souverainement entre eux les produits de leur travail commun. Tel était le communisme classique tel que l'entendaient Babeuf, Cabet ou Blanqui.

Les progrès de l'organisation professionnelle allaient faire subir à cette doctrine une importante évolution : la révolution jacobine avait eu pour résultat la fondation d'un État omnipotent, qui dominait souverainement tous les individus, à qui il était interdit de s'associer pour la défense de « leurs prétendus intérêts communs ». Cette prohibition était opposée au véritable intérêt des travailleurs, à la nature même des choses, elle ne pouvait pas être respectée longtemps ; le développement de la grande industrie eut pour résultat de multiplier les rapprochements entre ouvriers de même profession, de les entraîner fatalement à reconstituer, de manière clandestine, leurs anciennes

associations, sous les diverses formes qu'elles avaient eues autrefois. En même temps, les socialistes allaient commencer à croire que c'était l'organisation professionnelle et les rapports des associations ouvrières entre elles qui devaient fournir les bases de la société naturelle, à condamner l'État comme l'organe chargé de défendre les privilégiés contre la révolution sociale, à reprocher aux jacobins de méconnaître le caractère naturel des hommes, de ne voir en eux que des citoyens. D'après eux, la société politique constitue une excroissance, une organisation parasitaire dont le maintien n'est utile qu'à une classe pour lui permettre d'exploiter librement toutes les autres, elle est en antagonisme fatal avec la société économique dont elle ne comprend pas les tendances et qu'elle ne peut que gêner et opprimer. L'avenir appartient à une société économique qui subsistera, seule, qui résorbera et détruira la société politique, qui ne connaîtra plus l'homme abstrait, l'être fictif des démocrates jacobins, mais qui réunira des individus en pleine possession de toute leur activité, en assurant une égalité parfaite entre eux tous, en donnant satisfaction à toutes leurs aspirations. Karl Marx, Proudhon et Bakounine adressent à l'État politique les mêmes reproches, engagent les ouvriers à travailler à sa disparition et à lui substituer la société économique.

Par cette idée, ils sont, tous les trois, en réaction contre les opinions démocratiques et repoussent, de toute leur force, l'idéal social des Jacobins de 1793. Le

jacobinisme ne connaît que l'État politique, en dehors duquel n'existent que des citoyens isolés, et qui n'accorde pas aux groupements sociaux le droit à l'existence. Les trois philosophes, dont nous parlons, déclarent que ceux-ci constituent, seuls, la véritable société, qu'ils doivent être maintenus et étendus ; ils vont jusqu'à affirmer que, puisque leur existence est incompatible avec celle d'un État politique, celui-ci doit disparaître, pour laisser toute liberté au développement des groupements sociaux ; à ce point de vue, s'il suffit de désirer la suppression du « gouvernement des personnes » pour être anarchiste, il est évident que Marx, Proudhon et Bakounine sont, tous les trois, anarchistes.

Mais ils sont loin de concevoir, de la même manière, l'organisation sociale future : Bakounine et les collectivistes croient les hommes capables de s'entendre directement entre eux ; ils pensent que toute contrainte, toute autorité ne pourra avoir d'autre effet que d'amener avec elles l'oppression et l'exploitation de la majorité par une minorité despotique ; les hommes doivent établir sur la terre une liberté absolue, qui, seule, peut leur permettre d'accomplir leurs destinées. Lorsque, donc, la révolution sociale, supprimant l'État, ne laissera subsister que les associations de producteurs, il sera absolument inutile, il ne pourra être que funeste d'instituer entre elles un organe central permanent, chargé de les surveiller et d'assurer le bon accord entre elles. Celui-ci s'établira spontanément ; il suffira que les groupements sociaux

entrent en contact les uns avec les autres pour créer, de leur propre mouvement, des rapports équitables et pour régler, au mieux de leurs intérêts, toutes les questions pendantes entre eux et pour permettre à une nouvelle civilisation de prendre un admirable développement. Marx n'est pas de cet avis ; il paraît n'avoir jamais partagé l'optimisme des anarchistes, au sujet de la nature humaine. Ce qu'il établit, surtout, c'est la nécessité absolue du passage de l'organisation actuelle de la production à un nouveau système social, dans lequel les capitaux appartiendront indivisément à tous les individus. L'objet principal de cette organisation nouvelle sera tout autant de permettre à la production de se développer sur des bases plus normales que d'accorder satisfaction aux instincts naturels des hommes. Il en résulte qu'au-dessus des associations productrices il établit, sans doute, un organe central chargé de les surveiller, d'établir de justes rapports entre elles et d'assumer la direction de toute la production. Il a donné bien peu de renseignements sur la façon dont il concevait l'organisation sociale future. Il résulte, pourtant, de son fameux *Manifeste*, que toutes les mesures qu'il juge nécessaires pour amener le passage de la société politique à la société économique consistent, essentiellement, en une concentration de toutes les richesses naturelles entre les mains d'un pouvoir très autoritaire et très centralisé. Or, il n'a jamais dit que l'organe central, chargé de prendre

ces mesures, doive disparaître après qu'elles aient été exécutées pour laisser les associations de producteurs régler directement leurs rapports économiques. Cet organe central perdra son caractère politique, il ne s'occupera plus du gouvernement des personnes, mais de l'administration des choses et de la direction des moyens de production, ses fonctions politiques feront place à des fonctions administratives, mais il n'en subsistera pas moins, réglant de haut en bas toute l'activité économique des membres des groupements sociaux, opposant ses volontés arbitraires à leur liberté.

D'autre part, sa manière de concevoir la révolution sociale était absolument opposée à celle des collectivistes : sur ce point, il manquait d'originalité. Il avait emprunté à Blanqui l'idée de la conquête du pouvoir politique par la petite bourgeoisie et le prolétariat, croyait que, pendant cette phase intermédiaire, serait instauré un régime de socialisme d'État, la classe ouvrière jouant par rapport à la bourgeoisie le rôle d'une minorité opposante jusqu'au jour où elle serait en état de renverser ses alliés de la veille et de substituer sa domination à la leur. La tactique immédiate du prolétariat devait donc consister en la constitution d'un parti socialiste dont le rôle serait, selon les circonstances, parlementaire ou révolutionnaire et en son alliance avec les partis les plus avancés de la bourgeoisie, dont le succès contribuerait certainement au sien.

La méthode révolutionnaire de Bakounine était beaucoup plus nouvelle : les collectivistes avaient compris, beaucoup mieux que Marx, que les progrès de l'organisation professionnelle venaient donner à la classe ouvrière de nouveaux instruments, dont elle avait beaucoup plus à attendre que des anciens.

Ils ont conçu et exprimé, avec une netteté merveilleuse, les avantages de l'action directe ; ils ont pensé qu'une forte organisation de classe devait permettre aux ouvriers de réaliser leur émancipation eux-mêmes sans avoir besoin des services d'un parti ; ils ont montré, excellemment, que le prolétariat n'avait pas d'intérêt véritable aux changements de gouvernement politique, qu'il n'avait rien à gagner à l'établissement d'un régime radical qui pouvait être tout aussi oppressif, à son égard, que n'importe quel autre. Ils ont affirmé, avec plus de vigueur que Marx, que la société économique, qui devait renverser et remplacer la société politique, était, grâce à l'organisation professionnelle, en train de se constituer et que, le jour où les associations ouvrières seraient assez fortes, elles pourraient, d'une puissante poussée, se débarrasser du capitalisme bourgeois dont la chute entraînerait fatalement, avec elle, celle de l'État politique. Il croyait qu'après cette révolution la société économique internationale s'organiserait d'elle-même sur les ruines de l'État politique, en prenant comme cellules fondamentales les sociétés ouvrières actuellement existantes.

On voit donc en quoi Marx et Bakounine se distinguaient nettement l'un de l'autre ; Bakounine était, avant tout, de tempérament et d'opinion, un libéral ; il était impatient de voir triompher la révolution sociale, croyait qu'elle devait se faire directement et immédiatement par le prolétariat organisé et à son profit exclusif, qu'elle devait avoir pour but essentiel la destruction de toute institution centrale supérieure aux groupements sociaux, qu'elle devait aboutir au triomphe définitif de la liberté sur la terre ; il pensait qu'il était contraire à l'intérêt des ouvriers de chercher à faciliter la victoire de politiciens bourgeois, quelles que fussent leurs opinions car ils n'avaient à attendre leur émancipation que de leur succès personnel et qu'en concluant alliance avec des partis démocrates, quelque avancés qu'ils fussent, ils ne feraient qu'un marché de dupes.

Marx était, surtout, un égalitaire ; c'était, par tempérament, un autoritaire, qui n'avait pas confiance dans le mouvement spontané des masses, mais seulement dans l'action que peut exercer sur elles une élite intellectuelle. Il était loin de nier l'importance de l'organisation professionnelle, mais ne lui reconnaissait que deux buts principaux : organe de résistance des ouvriers contre leurs patrons, c'était elle qui devait jeter les fondements de la société future. Mais il pensait que les moyens dont disposaient les associations ouvrières ne pouvaient pas leur permettre de faire réussir la révolution sociale par leur seule

action ; pour modifier intégralement l'organisation économique actuelle, le prolétariat devait s'emparer du pouvoir politique et le faire fonctionner à son profit ; ce n'est donc pas la grève même généralisée qui doit lui permettre de réaliser son émancipation économique, c'est l'action révolutionnaire des partis socialistes.

C'est sur ces deux points importants que s'opposaient les collectivistes et les communistes. L'Internationale aurait dû être assez large pour contenir ces deux tendances opposées et ses Congrès auraient pu leur fournir l'occasion d'en se manifester et de se combattre loyalement. On sut qu'il n'en fut rien et on peut le regretter. Marx, qui avait été l'un des grands fondateurs de la nouvelle Association, l'un des rédacteurs des statuts primitifs, qui avait soutenu jadis le principe de l'autonomie des sections contre Mazzini, qui avait déclaré que « le devoir de l'Association » Internationale des Travailleurs consistait à mettre » en rapport les uns avec les autres les mouvements » spontanés des classes ouvrières » à les généraliser et à leur donner une unité, mais non pas à obliger le prolétariat à adhérer à aucun système doctrinaire, prétendit s'opposer à l'indépendance absolue des sections, dicter et imposer aux ouvriers ses propres théories. Ce faisant, il méconnaissait complètement les principes de l'Internationale qu'il avait formulés lui-même ; si les ouvriers avaient accepté de lui obéir, ils n'auraient plus attendu leur émancipation de leur action personnelle, mais ils auraient compté, pour la

leur obtenir, sur celle d'un petit groupe de chefs, qu'ils n'auraient eu qu'à suivre ; ils seraient, ainsi, retombés dans les errements qu'ils déclaraient vouloir abandonner. Marx n'hésita pas à renier tous les principes, dont il avait reconnu la valeur théorique, lorsqu'il vit que l'application pratique s'en ferait à son détriment, lorsqu'il n'eut plus à combattre des influences rivales, mais à établir la sienne avec une solidité inébranlable. La résistance de la très grande majorité des Fédérations lui fit voir son erreur, lui montra que les ouvriers repoussaient tout chef qui prétendit leur imposer sa direction, qu'ils désiraient que K. Marx, malgré tout son génie, restât un membre de l'Internationale comme tous les autres, et n'y prit pas une place prépondérante. C'est alors qu'il se retira d'une société, dans laquelle il n'était pas sûr de conserver le rang auquel il croyait avoir droit.

C'est là qu'aboutirent, en fin de compte, son orgueil, son intolérance et son autoritarisme, tellement, chez lui, le caractère et le tempérament étaient en contradiction avec l'intelligence. Car il n'avait pas su accepter les conséquences logiques des principes que, plus que tout autre, il avait contribué à établir et à faire accepter de ses contemporains. Par son attitude, Marx fit perdre à la lutte son caractère purement doctrinal. Un sentiment de dignité personnelle entraîna, en effet, beaucoup de ceux qui partageaient ses opinions théoriques à rompre avec lui, pour se rapprocher des collectivistes.

Ce n'est donc pas cette opposition théorique qui a entraîné la scission ; immédiatement celle-ci eut pour causes principales en 1872 les importantes divergences entre militants, au sujet de l'organisation de l'Internationale et en outre l'incompatibilité de caractère qui existait entre beaucoup de membres de la grande Association. On peut même dire que certains de ceux qui ont pris parti contre Marx (Eccarius, Jung, et quelques Anglais, par exemple) se rapprochaient beaucoup plus du communisme classique que lui, puisqu'ils ne s'occupaient pas de la substitution de la société économique à la société politique et qu'ils se contentaient de préconiser la concentration de tous les moyens de production et de consommation entre les mains de l'État, tout comme Babeuf ou Cabet.

Les divergences de doctrine ne tardèrent pas à se préciser peu à peu ; au Congrès ouvrier général de Gand (1877), on put voir nettement en quoi elles consistaient. Depuis ce temps-là, l'opposition entre socialistes et anarchistes n'a cessé de se manifester, au Congrès de Londres, en 1896 par exemple (1). Pendant longtemps, les socialistes parurent avoir l'avantage : les efforts que firent Marx et ses partisans en vue de la constitution de partis socialistes nationaux furent couronnés de succès. En Allemagne,

1. On sait que, faisant montre d'un exclusivisme aussi étroit que le Congrès de La Haye, le Congrès de Londres déclara ne reconnaître comme socialistes que ceux qui considèrent l'action législative et parlementaire comme un des moyens nécessaires pour atteindre la réalisation de leur idéal ; ce fut lui qui rompit définitivement avec les anarchistes.

la Sozial-Demokratie, qui, d'ailleurs, s'écarta partiellement des directions de Marx au Congrès de Gotha, (1875), vit croître son influence. En France, un important parti socialiste fut fondé, en 1879, sous le nom de parti « collectiviste » par un ancien ami des Jursiens, Jules Guesde ; son programme minimum s'inspirait nettement des idées marxistes. En Angleterre, en Autriche, en Espagne, en Italie, des tentatives analogues aboutissaient à la création de partis politiques nationaux. Pendant ce temps-là, les anarchistes désorientés, ne trouvant pas d'appui sérieux dans les masses ouvrières, constituaient, entre eux, de petites sectes qui réunissaient parmi leurs membres des hommes, d'une valeur incontestable : Kropotkine, Jean Grave, Élisée Reclus. C'est dans les États du midi européen qu'elles recrutèrent le plus d'adhérents.

Leur programme théorique et leur moyen d'action subissaient une importante évolution. Au collectivisme, se substituait l'anarchisme-communiste, qui préconisait la mise en commun des objets de consommation aussi bien que celle des moyens de production. En condamnant le principe du droit au produit intégral du travail, Kropotkine supprimait l'un des principaux mobiles de l'activité économique des hommes, que Bakounine conservait encore et, pour chercher à y suppléer, sa haute intelligence s'envolait dans l'utopie pure : il prévoyait que la société future, en rendant le travail obligatoire pour tous, assurerait une multiplication de produits, dont nous ne pouvons pas nous faire la moindre idée

actuellement ; il devait en résulter que chacun n'aurait à fournir qu'un nombre d'heures de travail très restreint, et que tous prendraient plaisir au labeur auquel ils se livreraient. Il n'y aura pas besoin d'établir de règle de répartition ; chacun sera admis à « prendre au tas », suivant ses nécessités du moment. Ainsi, selon lui, la règle : « à chacun selon son travail » qu'adoptait Bakounine sera remplacée par celle de « à chacun selon ses besoins ». On peut reprocher à son système d'être beaucoup moins réaliste que celui de Bakounine, qui, quoiqu'il se fit bien des illusions sur la nature humaine, se rendait néanmoins compte que, dans la société future, il faudrait beaucoup travailler et qui avait le mérite de conserver un mobile à l'activité humaine. Le communisme libertaire est un rêve de félicité complète pour l'humanité, que l'on serait tenté d'attribuer plutôt à l'imagination féconde de quelque romancier qu'aux conceptions sérieuses et raisonnées d'hommes dont la valeur intellectuelle n'est pas contestable.

D'autre part, leurs doctrines inspirèrent à beaucoup de leurs disciples une désespérance absolue de l'avenir immédiat de l'humanité, une haine contre la société actuelle et une véritable rage de destruction, qui n'épargnait pas plus les hommes que les choses. Ce fut ce déchainement de barbarie qui éclata dans beaucoup d'États européens vers l'année 1894. La propagande par le fait devint une action terroriste ; les attentats à la dynamite, les assassinats se multi-

plièrent. L'opinion publique ne vit plus chez les anarchistes que des destructeurs brutaux et aveugles. Ainsi cette doctrine était, chez les uns, un beau rêve de fraternité humanitaire et, chez d'autres, une explosion de colères sanguinaires. Il faut dire que l'influence de Bakounine ne menait ni les uns ni les autres.

Certains théoriciens de l'anarchisme communiste ont été en relations avec Bakounine ou avec ses amis du Jura (1), et il est évident que ce sont les mêmes institution qu'ils combattent et dont ils préparent la suppression. Mais les collectivistes de l'Internationale n'avaient pas absolument la même conception de l'organisation sociale future ; et d'autre part ils cherchaient, avant tout, à réaliser l'émancipation économique du prolétariat, tandis que les anarchistes prétendent travailler à la libération générale de toute l'humanité. Il en résulte que les premiers avaient surtout confiance en l'organisation professionnelle des ouvriers et qu'ils considéraient que le recours à l'action directe individuelle n'était nécessaire et légitime que dans certains cas exceptionnels.

Ce n'est qu'après 1900 qu'un organe nouveau vint

1. Élisée Reclus avait très bien connu Bakounine, qu'il avait suivi dans sa scission d'avec la Ligue de la Paix et il était revenu en Suisse, après la Commune. Kropotkine a passé dans les montagnes du Jura, d'abord en 1872, puis en 1877 ; il n'a pas connu personnellement Bakounine, mais a été en relations étroites avec certains de ses amis, notamment avec J. Guillaume et a été admis au dernier Congrès à Verviers.

reprendre, sans en avoir pleinement conscience, les principes d'action de Bakounine. En 1895, la Confédération Générale du Travail était fondée. Les progrès de l'organisation professionnelle du prolétariat, le dégoût qu'inspira à beaucoup d'ouvriers l'action exclusivement parlementaire des partis socialistes, en qui ils cessèrent d'avoir confiance, contribuèrent à accroître considérablement le succès de la nouvelle Association depuis 1901 ; elle devint alors une véritable puissance, qui obligea les Gouvernements à compter avec elle. De son fonctionnement se dégagait très vite une nouvelle doctrine : le syndicalisme révolutionnaire, qui trouva, tout de suite, quelques théoriciens d'une valeur remarquable.

Ceux-ci ont surtout attaché leurs idées à celles de Proudhon d'une part, et de Marx d'autre part ; ils ont fait de certaines tendances anarchistes une excellente critique. En même temps, certains d'entre eux rapprochaient leurs conceptions sociales de celles de Bakounine, établissaient une étroite parenté entre la politique de la Confédération Générale du Travail et celle de l'Internationale (1). On trouve, en effet, chez les collectivistes de cette époque, les germes du syndicalisme révolutionnaire actuel, au point de vue critique, au point de vue de leurs idées sur l'organisation de la société future et enfin au point de vue de la

1 Voir notamment l'intéressante conférence de H. Lagardelle sur Bakounine. *Guerre sociale*, supplément mensuel, février 1908.

méthode d'action révolutionnaire. Les syndicalistes voient dans l'État un organe nécessairement oppressif, qui ne peut que combattre la liberté naturelle de ses membres, qui méconnaît l'homme réel, complet, qui est incapable de donner satisfaction à toutes ses aspirations, qui ne voit plus en lui qu'un citoyen, être abstrait, fictif, détaché de tout ce qui constitue sa véritable nature.

Ils reprochent à la révolution de 1793 d'avoir abouti à l'absolue condamnation des groupements sociaux, dont ils désirent la conservation et l'extension; pour assurer leur libre développement, ils préconisent une organisation sociale où l'État serait aboli et où ne subsisteraient plus que des associations de producteurs établissant entre elles de libres rapports.

D'autre part, si les syndicats révolutionnaires admettent, à côté d'eux, l'existence d'un parti socialiste, ils refusent absolument de lui être subordonnés et ne consentent pas à constituer des armées prolétariennes, qui auraient pour mission de viser la conquête du pouvoir politique, sous la direction d'un état-major socialiste. Ils attachent la plus grande importance à l'organisation professionnelle, à qui ils reconnaissent le mérite de permettre à toutes les facultés humaines de prendre la place qui leur est naturellement destinée, de placer, délibérément, le prolétariat, en dehors des partis politiques, de l'État et des cadres nationaux; ils voient dans le syndicat l'organe essentiel de la lutte de classes, en même temps que l'élé-

ment fondamental de l'organisation sociale future.

Ils l'engagent à ne se livrer qu'à une action exclusivement économique ; ils considèrent que la lutte quotidienne pour la défense du salaire constitue l'expression des antagonismes sociaux, qui doivent se résoudre par la grève générale et la révolution sociale. Celle-ci se fera d'un seul coup ; aucune phase transitoire ne sera nécessaire ; elle ne devra être précédée d'aucune révolution politique ; elle aura pour objet principal et immédiat l'abolition du capitalisme bourgeois, mais elle entraînera, en même temps, la destruction du pouvoir politique car c'est celui-ci qui défend et garantit les privilèges économiques. Ils reconnaissent donc au syndicat un triple rôle : il doit permettre aux ouvriers de défendre leurs salaires contre leurs patrons il doit constituer l'organe et le facteur essentiel de la révolution sociale, et enfin servir de base à l'organisation future.

Ces conceptions présentent de frappantes analogies avec celles de Bakounine ; lui aussi, en effet, déclarait que l'organisation professionnelle devait jouer ce triple rôle ; lui aussi, préférait l'action directe à l'intervention des partis, la révolution sociale à la révolution politique, la destruction du pouvoir à sa conquête. Les syndicalistes révolutionnaires ont raison de se réclamer de Marx, qui leur a communiqué ses croyances à la substitution de la société économique à la société politique et ses idées sur l'importance des associations ouvrières : il est, pourtant, évident

qu'ils ont absolument abandonné la méthode d'action révolutionnaire, que Marx exprimait dans le *Manifeste du parti communiste*, ou dans les résolutions du Congrès de La Haye ; ils ont, au contraire, repris les procédés que la plupart des Fédérations autonomistes préconisaient.

A ce point de vue, il n'est que juste de reconnaître chez les collectivistes de l'Internationale et notamment chez Bakounine, des précurseurs, dont le rôle historique ne saurait être méconnu.

Vu : Le Président de la thèse,
A. DESCHAMPS

Vu : Le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

1° DOCUMENTS

a) L'INTERNATIONALE ET LA LIGUE DE LA PAIX

Compte-rendus officiels des quatre premiers congrès de l'Association Internationale des travailleurs (1866, 1867, 1868, 1869).

Premier et second procès de commissions parisiennes de l'Internationale, 1870.

Troisième procès de l'Internationale à Paris, 1870.

Annales du Congrès de la Ligue de la Paix et de la Liberté, Genève, 1867.

b) LA COMMUNE

Enquête sur le 18 mars, 1872.

Journal des journaux de la Commune.

La Guerre civile en France (Circulaire du Conseil général à toutes les sections de l'Internationale, 1871).

c) LA SCISSION DANS L'INTERNATIONALE

Les Prétendues scissions dans l'Internationale (Circulaire privée du Conseil Général de l'Internationale, 1871).

L'Alliance de la Démocratie socialiste contre l'Association Internationale des Travailleurs, 1873.

Mémoire de la Fédération jurassienne, 1873.

2° JOURNAUX DE L'ÉPOQUE

a) ORGANES OFFICIELS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DE LA LIGUE DE LA PAIX

L'Égalité, organe officiel de la Fédération Romande de
1869 à avril 1870 (1).

Le Bulletin de la Fédération jurassienne, 1872-1878.

La Marseillaise, organe socialiste français, 1870-1871.

Les États-Unis d'Europe, organe officiel de la Ligue de
la Paix, 1868-1870.

b) ORGANES DE LA GRANDE PRESSE

Le Courrier français, année 1866.

La Rive gauche, année 1866.

Le Temps (spécialement pour les compte-rendus des
Congrès de l'Internationale et de ceux de la Ligue
de la Paix et de la Liberté en 1867 et 1868).

Le Constitutionnel (spécialement pour les compte-rendus
du Congrès de la Paix et de la Liberté en 1868).

La Liberté (de Bruxelles) (spécialement pour le compte-
rendu du Congrès de l'Internationale en 1872).

La République française (pour le compte-rendu même du
Congrès).

3° ŒUVRES ORIGINALES

STIRNER. — L'Unique et sa propriété, 1844.

PROUDHON. — Œuvres, et notamment : la Justice dans la
Révolution et dans l'Église.

Le Principe fédératif.

La Capacité politique des classes ouvrières, etc.

1. *La Solidarité et le Progrès* (du Locle), qui soutinrent les idées collectivistes dans les montagnes du Jura, ne se trouvent pas dans les bibliothèques. M. Guillaume a cité des extraits des principaux articles de ces deux journaux, dans son ouvrage sur l'Internationale.

BAKOUNINE. — Œuvres.

TOME I, 1835, publié par Nettlau : Fédéralisme, socialisme, antithéologisme, proposition motivée présentée au comité directeur de la Ligue de la Paix et de la Liberté, octobre 1867.

Lettres aux Internationaux du Jura sur le patriotisme (Dix Articles publiés dans *le Progrès* [du Locle] (1869-1871).

Fragment de l'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale, 1871, publié sous le titre Dieu et l'État.

Tome II, publié par James Guillaume, 1907 : les Ours de Berne et l'Ours de Saint Pétersbourg (paru en 1870).

Lettres à un Français sur la crise actuelle, paru en 1870. L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale (première livraison, parue en 1871).

TOME III, publié par J. Guillaume 1908 : l'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale (seconde livraison, manuscrit écrit en 1871).

Appendice. Considérations philosophiques sur le Fantôme divin, sur le monde réel et sur l'homme, (manuscrit de novembre-décembre 1870).

TOME IV, publié par James Guillaume, 1910. — Lettres à un Français sur la crise actuelle (*suite*), manuscrit de septembre 1870.

Manuscrit de 114 pages rédigé à Marseille, octobre 1870.

Lettre à Esquiros, manuscrit d'octobre 1870.

Préambule pour la seconde livraison de l'Empire knouto-germanique, manuscrit de juin 1871, publié d'abord sous le titre « la Notion de l'État » et la « Commune de Paris » par Élisée Reclus, 1878.

Avertissement pour l'Empire knouto-germanique.

Lettre à la *Liberté* de Bruxelles, écrite en octobre 1872, publiée une première fois dans la *Société nouvelle* de juillet-août 1894.

Fragment formant une suite de l'Empire knouto-germanique, manuscrit de novembre-décembre 1872.

TOME V, publié par J. Guillaume, 1911. Articles écrits pour le journal *l'Égalité* (1868-1869), publiés dans ce journal entre le 19 décembre 1868 et le 4 septembre 1869.

Lettre adressée aux citoyens rédacteurs du *Réveil* (octobre 1869), inédite.

Trois conférences faites aux ouvriers du Val de Saint-Imier (mai 1871) publiées dans *la Société Nouvelle* (mars-avril 1895).

BAKOUNINE. — La Théologie politique de Mazzini et l'Internationale, 1871.

— Discours prononcé à l'occasion du dix-septième anniversaire de la Révolution polonaise, 29 novembre 1847.

— A mes Amis Russes, Polonais et à tous les Slaves, 1864.

— Œuvres de propagande russe, dont certaines reproduites dans l'Alliance de la Démocratie Socialiste contre l'Association Internationale des Travailleurs.

MARX et ENGELS. — Œuvres notamment (en collaboration) le Manifeste du Parti communiste, 1847 (traduction Andler, Paris 1906).

MARX. — La Misère de la Philosophie, 1847.

— Adresse inaugurale de l'Association Internationale des Travailleurs, 1864.

— Le Capital, 1868.

— A propos d'Unité (Critique du programme du Congrès de Gotha), 1876.

ENGELS. — Religion, misère et philosophie.

SCHWITZGUEBEL. — Quelques écrits (réunis et publiés par James Guillaume, 1908).

4° HISTOIRE GÉNÉRALE

a) LE SECOND EMPIRE

THOMAS (Albert). — Histoire du Second Empire (série de l'Histoire Socialiste).

GORCE (DE LA). — Histoire du Second Empire, t. IV et V.

b) LA COMMUNE

DUBREUILH. — La Commune (Série de l'Histoire Socialiste).

LEFRANÇAIS. — Étude sur le mouvement communaliste.

ARNOULT. — Histoire politique et parlementaire de la Commune de Paris, 1875.

BOURGIN. — Histoire de la Commune, 1901.

MALON (B.). — La Troisième défaite du prolétariat français, 1871.

LANJALLEY et CORRIEZ. — Histoire de la Commune, 1871.

HANOTAUX (G.). — Histoire de la Troisième République, t. I, chap. III.

5° ÉTUDES SUR LE MOUVEMENT SOCIAL

a) MOUVEMENT GÉNÉRAL

LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières.

WEILL. — Histoire du mouvement social en France 1852-1900 (2^e édition, 1909).

— Le Parti républicain sous le second Empire.

LAGARDELLE (H.). — L'Évolution des syndicats en France, thèse de Paris, 1903.

TCHERNOFF. — Le Parti républicain sous le second Empire.

MOLINARI (DE). — Le Mouvement socialiste et les réunions publiques avant la Révolution du 4 septembre 1870, 1872.

GEOFFROY. — L'Enfermé.

SOMBART. — Le Socialisme et le Mouvement social au XIX^e siècle. Trad. française, 1908.

LAMY (ÉTIENNE). — Le Second Empire et les ouvriers (*Revue de Paris*, 1^{er} et 15 mai 1894).

RICHARD (A.). — Les Débuts du parti socialiste français (*Revue politique et parlementaire*, 10 janvier 1897).

- Les Propagateurs de l'Internationale en France (*Revue socialiste*, 15 juin 1896).
- Bakounine et l'Internationale à Lyon (1868-1871) (*Revue de Paris*, 1^{er} septembre 1896).
- OSWALD (MARIÉ). — Le Socialisme en Espagne (*Revue socialiste*, 15 juin 1896).
- DRAGOMANOW. — Correspondance de Bakounine avec Herzen et Ogareff.
- RECLUS (Élisée). — Correspondance, 1911.
- KROPOTKINE. — Autour d'une vie (traduction française), 1905.

b) HISTOIRE DE L'INTERNATIONALE

- GUILLAUME (James). — L'Association Internationale des Travailleurs (Souvenirs et documents, t. I, II, III et IV, 1905-1910).
- TESTUT. — L'Internationale, 1871.
 - L'Internationale, son rôle depuis le 4 septembre, 1871.
 - Le Jacobinisme et l'Internationale au ban de l'Europe, 1872.
 - Le Livre bleu de l'Internationale (documents), 1871.
- FRIBOURG. — L'Association Internationale des Travailleurs, 1871.
- VILLETARD. — L'Internationale, 1872.
- LIMOUSIN (Ch.). — L'Association Internationale des Travailleurs (*Journal des Économistes*, avril 1875).
- MALON (B.). — L'Internationale (brochure de propagande, 1872).
 - L'Association Internationale des Travailleurs (*Nouvelle revue*, 15 février 1884).
- VAILLANT, RANVIER, COURNET, ARNOULD, etc. — Internationale et Révolution, 1872.
- RICHARD (A.). — L'Association Internationale des Travailleurs (brochure de propagande, 1870).
- JANET (Claudio). — L'Internationale et la question sociale, 1871.

- JÄCKH. — Das Internationale, 1904.
MULLER (Rudolph). — Emancipationskampf des vierten Staates.
DOMANICO (Giovanni). — L'Internationale, 1911.
LORENZO (Anselmo). — El Proletaria do militante.
PUECH. — Le Proudhomisme dans l'Association Internationale des Travailleurs. Thèse de Paris, 1907.
BROUSSE (P.). — Le Marxisme dans l'Internationale, 1882.
CLARIS. — La Proscription française en Suisse, 1872.
BERTRAND (L.). — Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique 2 vol.

6° ÉTUDES DE DOCTRINES

a) ÉTUDES GÉNÉRALES

- GIDE et RIST. — Histoire des doctrines économiques, 1909.
BOILLEY. — Les Trois socialismes : anarchisme, collectivisme, réformisme, 1895.
MICHEL (H.). — L'Idée de l'État.
BOURDEAU. — Les Socialistes allemands et les Nihilistes russes, 1894.
LAVELEYE (DE). — Le Socialisme contemporain.
ARNAUDO. — Le Nihilisme et les nihilistes.
ANDLER. — Préface au Manifeste du parti communiste, 1901.
LABRIOLA. — Karl Marx (l'Économiste, le Socialiste), 1910.
BASCH (V.). — L'Individualisme anarchiste.
ELTZBACHER. — L'Anarchisme (Traduction d'Otto Karin, 1902).
ZENKER. — L'Anarchisme.
LESEINE. — Influence de Hegel sur Marx. Thèse de Paris, 1907.
MULLER. — L'Idée de lutte de classes et son évolution depuis le Manifeste du parti communiste. Thèse de Paris, 1911.

PIROU. — Proudhonisme et Syndicalisme révolutionnaire.

Thèse de Paris, 1910.

BERTH. — Les Nouveaux aspects du socialisme (Bibliothèque du mouvement socialiste), 1908.

SOREL (G.). — La Décomposition du marxisme (Bibliothèque du mouvement prolétarien), 1910.

FUNCK-BRENTANO. — Les Sophistes allemands et les nihilistes russes.

b) ÉTUDES PARTICULIÈRES DES IDÉES DE BAKOUNINE

NETTLAU. — Biographie de Bakounine, quatre tomes autographiés.

LAGARDELLE (H.). — Bakounine (Supplément mensuel de *la Guerre Sociale*, février 1908).

FRANÇOIS (A.). — Bakounine et la Philosophie de l'Anarchie, 1900.

DAVE (V.). — Marx et Bakounine (*Humanité nouvelle*, mars 1900).

DUNOIS (Amédée). — Bakounine, *Pages libres*.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

AVANT L'ADHÉSION DE BAKOUNINE A L'INTERNATIONALE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Michel Bakounine et Karl Marx</i>		23
Origines de Bakounine		23
Bakounine hégélien orthodoxe.		25
Bakounine et la gauche hégélienne.		27
Caractère de Bakounine.		31
Bakounine à Paris.		33
Ses rapports avec Karl Marx.		34
Le Banquet du 29 novembre 1847.		40
Bakounine et Marx à Bruxelles.		41
<i>Le Manifeste du parti communiste</i>		42
Bakounine en 1848.		47
Condamnations de Bakounine.		48
Bakounine après son évasion.		49
La Fraternité Internationale.		53

CHAPITRE II. — <i>Le Mouvement socialiste (1864-1868). — Karl Marx et l'Association Internationale des Travailleurs</i>		55
Le Socialisme populaire.		55
Causes de la fondation de l'Internationale.		57

	Pages
Les divers buts de l'association ouvrière.	58
Fondation de l'Association Internationale des Travailleurs	61
Organisation de l'Internationale.	64
Le Conseil Général.	66
Le But de l'Internationale d'après K. Marx.	72
Le But de l'Internationale d'après les trade- unionists	74
Le But de l'Internationale chez les mutuellistes.	76
Le Second Congrès de l'Internationale (Lau- sanne, 1867).	79
La Crise de l'Internationale en France.	83
Le Troisième Congrès de l'Internationale (Bruxelles, 1868).	84
 CHAPITRE III. — L'Agitation démocratique (1867- 1868). — Bakounine et la Ligue de la Paix et de la Liberté.	
Le Mouvement pacifiste.	90
Annonce d'un Congrès de la Paix et de la Liberté.	93
Le Programme du Congrès.	97
Le Congrès de la Paix et l'Internationale.	99
Caractère général du Congrès.	102
Le Discours de Bakounine.	103
Le Congrès et les socialistes.	105
Résolutions du Congrès	108
Résultats généraux du Congrès.	110
Bakounine au Comité directeur de la Ligue de la Paix	111
Le Programme du second Congrès.	113
La Ligue de la Paix et le Congrès de l'Interna- tionale à Bruxelles.	115
Le Congrès de Berne.	119
Les Principaux débats :	
La Question économique.	121

	Pages
La Question religieuse	125
La Question politique	126
La Scission	128

DEUXIÈME PARTIE

ACTION DE BAKOUNINE DANS L'INTERNATIONALE (1869-1871)

CHAPITRE PREMIER. — *Bakounine et l'Internationale en Suisse*

	131
Fondation de l'Alliance de la Démocratie Socialiste	132
Son programme et ses règlements	133
Ses rapports avec le Conseil Général de l'Internationale	136
L'Internationale en Suisse	140
L'Internationale à Genève	142
L'Internationale dans les montagnes du Jura	144
Fondation de la Fédération romande	146
Influence de Bakounine	148

CHAPITRE II. — *Le Collectivisme révolutionnaire*

Caractère général des idées de Bakounine	155
Ses opinions sur la nature et les destinées de l'homme	156
Sa critique de l'idée de Dieu	160
Sa critique de l'État	163
Ses idées sur le rôle de la bourgeoisie	166
Ses idées sur l'État démocratique	169
Ses idées sur les candidatures ouvrières	173
Ses idées sur le rôle du prolétariat	174
Sa critique du socialisme bourgeois	177
Sa critique du communisme autoritaire	178
Ses opinions sur le socialisme populaire	183
Ses opinions sur la politique de l'Internationale	185
Ses opinions sur la révolution sociale	188

	Pages
Ses opinions sur les principes de l'organisation sociale future.	152
Sa critique du marxisme.	195
Opposition entre le collectivisme et le marxisme :	
A) A propos de l'organisation future.	195
B) Divergence entre les principes des deux systèmes.	198
<i>Critique de Bakounine</i>	
C) Sur la conquête du pouvoir politique.	202
Conclusion.	206
CHAPITRE III. — <i>L'Internationale en 1869</i>	207
L'Internationale en Allemagne.	207
L'Internationale en Belgique.	211
L'Internationale en Espagne.	214
L'Internationale en Italie.	215
L'Internationale en France :	
Les Propagandistes.	216
L'Action politique.	217
Le Mouvement économique.	218
Le Congrès de Bâle :	
Préparation du Congrès.	220
Les Délégués.	222
Principales discussions: la législation directe.	224
La Propriété collective.	226
L'Abolition de l'hérédité.	230
Les Sociétés de résistance.	235
La Réforme du Conseil Général.	237
CHAPITRE IV. — <i>Les Suites du Congrès de Bâle</i>	239
Les Progrès du collectivisme en France.	240
Bakounine et Netchaïeff.	246
Rapports entre l'Égalité et le Conseil Général.	249
La Circulaire confidentielle de K. Marx.	254

	Pages
La Section de l'Alliance de la Démocratie socialiste et le Comité Fédéral romand.	256
Le Second Congrès de la Fédération romande :	
Son importance.	258
Préparation de ce Congrès.	260
Les discussions qui y eurent lieu.	261
Les Deux Congrès de la Chaux-de-Fonds.	265
Le Congrès de la Chaux-de-Fonds et l'opinion socialiste.	270
Attitude du Conseil Général.	270
 CHAPITRE V. — <i>L'Internationale pendant la Guerre et la Commune (1870-1871)</i>	
275	
A. — La Guerre franco-allemande :	
L'Opinion générale des socialistes.	275
Le Premier Manifeste du Conseil Général	277
L'Opinion socialiste après le 4 septembre.	278
Le Second Manifeste du Conseil Général.	279
Opinion des Jurassiens.	282
Attitude de Bakounine.	282
Bakounine à Lyon.	290
La journée du 28 septembre.	294
B. — La Commune :	
L'Internationale pendant la Commune.	298
L'opinion de Bakounine.	302
L'opinion de Karl Marx.	304
L'opinion socialiste générale.	307
L'Internationale en France après la Commune.	308

TROISIÈME PARTIE

LA SCISSION DANS L'INTERNATIONALE

CHAPITRE PREMIER. — <i>La Conférence de Londres et ses conséquences</i>	311
Signification de cette lutte	311
M. de Préaudeau	28

	Pages
Les préliminaires de la lutte	316
La Conférence de Londres	319
Les résolutions :	
Organisation de l'Internationale	321
La scission dans la Fédération	323
L'action politique de la classe ouvrière	325
Fondation de la Fédération jurassienne	330
Le Conseil Général et les diverses Fédérations	335
Attitude des Marxistes	338
Convocation et préparation du Congrès de La Haye	340
 CHAPITRE II. — <i>Le Congrès de La Haye et ses suites</i>	 344
Les Délégués	344
Discussions préliminaires	346
Les principaux débats :	
Rôle du Conseil Général	347
Discussion sur l'action politique du prolétariat	352
La question de l'Alliance	357
Conséquences du Congrès	360
Les Deux Congrès de Saint-Imier	362
Le Pacte de solidarité	364
Nature de l'action politique du prolétariat	366
Organisation de la résistance du travail	367
Les Protestations contre l'œuvre du Congrès de La Haye	370
Attitude des Marxistes	376
 CHAPITRE III. — <i>Après la scission</i>	 378
Résultats généraux de la scission	378
Le Congrès anti-autoritaire à Genève	380
Reconstitution de l'Internationale	380
Discussion sur la grève générale	388

	Pages
La Fin de l'Internationale marxiste.	389
Retraite et mort de Bakounine.	394
Les Derniers Congrès de l'Internationale auto- nomiste	398
La Propagande par le fait	403
CONCLUSION.	405
BIBLIOGRAPHIE.	425



